This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.

+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.

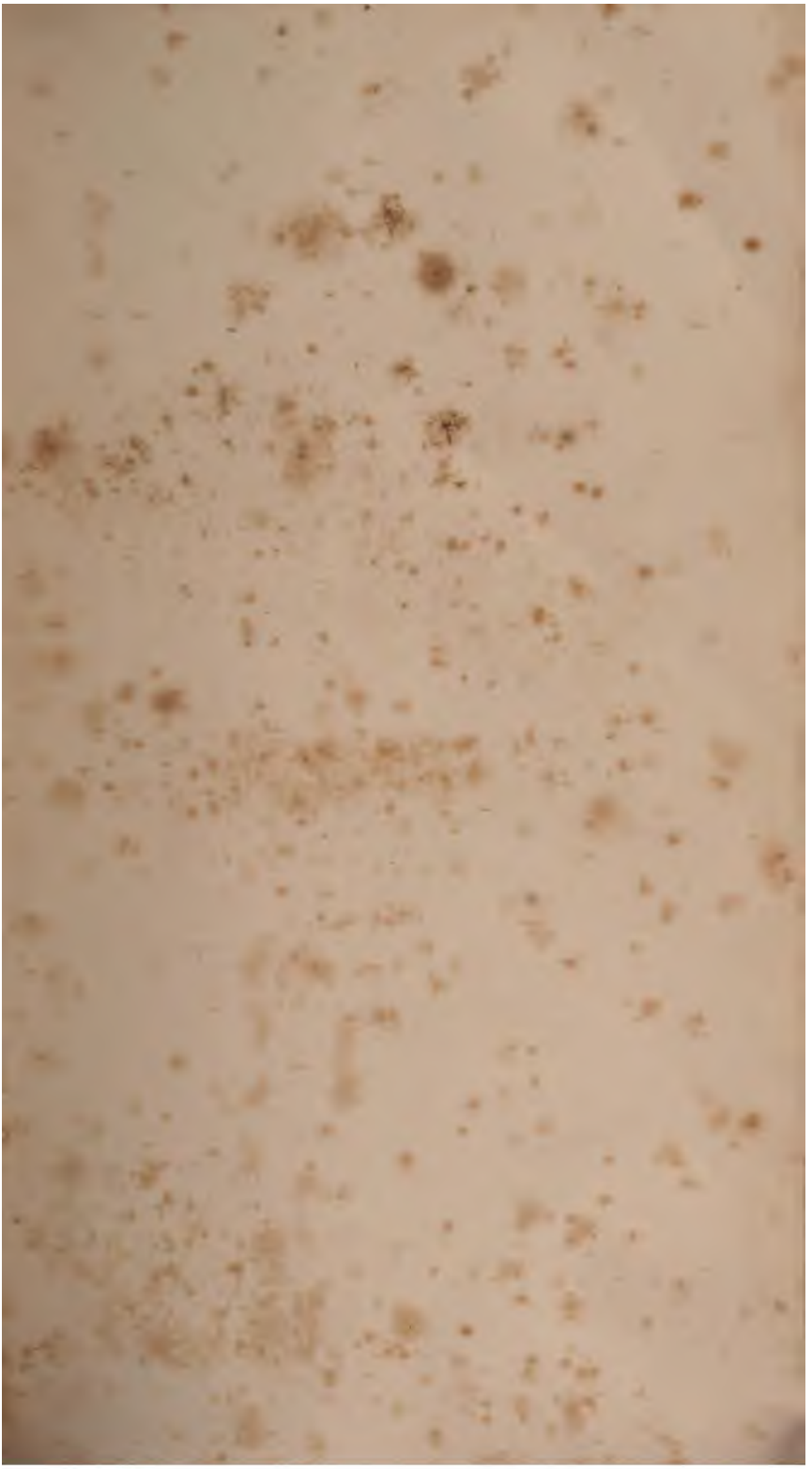
+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.

+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

600054359W



MAURICE DE SAXE

CHEZ LES MÊMES ÉDITEURS

OUVRAGES

DE

SAINT-RENÉ TAILLANDIER

Format in-8

ÉTUDES SUR LA RÉVOLUTION EN ALLEMAGNE.....	2 volumes.

Format grand in-18

ALLEMAGNE ET RUSSIE.....	1 volume
HISTOIRE ET PHILOSOPHIE RELIGIEUSE.....	1 —
LITTÉRATURE ÉTRANGÈRE. — ÉCRIVAINS ET POËTES MODERNES.....	1 —
LA COMTESSE D'ALBANY.....	1 —
LETTRES INÉDITES DE SISMONDI, DE M. DE BONSTETTEN, DE Mme DE STAEL ET DE Mme DE SOUZA, avec une introduction et des notes.....	1

Imprimerie générale de Ch. Lahure, rue de Fleurus, 9, à Paris.

MAURICE DE SAXE

ÉTUDE HISTORIQUE

D'APRÈS LES DOCUMENTS DES ARCHIVES DE DRESDE

PAR

SAINT-RENÉ TAILLANDIER

« Tout ce que vous m'envoyez sur M. le maréchal de Saxe me paraît très-conforme à son caractère. Il est étrange qu'il ait fait la guerre avec une intelligence si supérieure, étant très-chimérique sur tout le reste..... C'est pourtant lui qui a sauvé la France. »

(*Lettre de Voltaire à Sénac de Meilhan.*)

PARIS

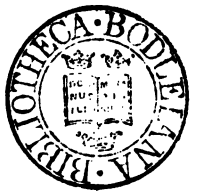
MICHEL LÉVY FRÈRES, LIBRAIRES ÉDITEURS

RUE VIVIENNE, 2 BIS, ET BOULEVARD DES ITALIENS, 15

A LA LIBRAIRIE NOUVELLE

1865

Tous droits réservés



237. e. 48.

PRÉFACE

Au dix-huitième siècle et de nos jours, on a raconté souvent la vie du maréchal de Saxe. L'Académie française, en 1759, mettait son éloge au concours, ce dont Voltaire s'amusait un peu, et Thomas, qui remporta le prix, inaugurait par cette biographie d'apparat la série de ses panégyriques. Des travaux, je ne dirai pas toujours plus exacts, mais plus voisins pourtant de la réalité, succédèrent à cette première image, soit que, pour mieux connaître Maurice de Saxe, on interrogeât directement les pages signées de son nom, soit que des hommes du métier, essayant de lui marquer sa place dans l'histoire militaire, soumissent à un examen at-

tentif les plans et les opérations qui ont immortalisé sa mémoire. On avait oublié cependant de consulter les documents saxons, comme si les papiers de Frédéric-Auguste ne devaient pas compléter ou rectifier sur bien des points les ébauches, nécessairement si défectueuses, des biographes contemporains. Un savant homme, M. Charles de Weber, directeur des archives de Dresde, vient de combler cette lacune. Occupé depuis plusieurs années à extraire du dépôt confié à sa garde toutes les pièces qui peuvent intéresser l'histoire des derniers siècles, M. de Weber a rencontré sous sa main des lettres fort curieuses qui permettent de fixer définitivement certains points indécis dans l'histoire du comte de Saxe[1].

Nous acquittons une dette publique en profitant de ces découvertes. Henri Heine a dit à la première page de l'un de ses poëmes : « Dans les musées du temps de la Pompadour, on voit souvent l'image d'un chevalier qui se dispose à partir pour le combat, armé de pied en cap, la lance à la main, le bouclier au bras; mais de petits amours lutins le provoquent, lui déro-

1. *Moritz, Graf von Sachsen, Marschall von Frankreich. Nach archivalischen Quellen von Dr Karl von Weber.* 1 vol. Leipzig, 1863.

bent son bouclier et sa lance, et l'enlacent avec des chaînes de fleurs malgré sa résistance et ses murmures. » Tel n'est pas le maréchal de Saxe, quoiqu'il appartienne bien au temps de la Pompadour; ces amours énervants qui désarment le guerrier prêt à marcher au combat ne l'ont jamais empêché d'entendre l'appel du canon. Malade, mourant, porté au feu dans sa chaise, il a montré, comme dit Bossuet, qu'une âme guerrière est maîtresse du corps qu'elle anime. Au milieu de la mollesse générale, il a été, toutes les fois que le devoir public a parlé, un modèle d'énergie et de constance. Dans les péripéties d'une lutte qui pouvait mettre la France en péril, il nous a sauvés à Fontenoy, et, grandissant de victoire en victoire, il nous a conquis cette paix appelée par tant de vœux, cette paix si nécessaire, si bienfaisante, que l'Europe nous refusait avec une défiance obstinée. Le jour où des documents nouveaux sur un tel personnage sont découverts dans les archives d'un royaume étranger, n'est-ce pas un devoir pour la critique française de s'y intéresser et de les mettre en lumière?

Mais les pièces recueillies par M. de Weber, quelle qu'en soit la valeur, n'auraient jeté qu'une lumière insuffisante sur la biographie du héros, si d'au-

tres témoignages publiés en France vers le même temps ne nous avaient permis de le suivre jusqu'aux dernières années de sa carrière. C'est surtout l'épisode de Courlande qui se trouve éclairci par les archives saxonnes; à l'aide des indications éparpillées dans les *Mémoires du duc de Luynes*, dans le *Journal de Barbier*, dans les *Souvenirs du marquis de Valfons*, surtout dans le *Journal* et les *Mémoires du Marquis d'Argenson*, nous avons essayé de recomposer la trame complète de cette aventureuse existence. Le nom du maréchal de Saxe n'éveillait dans les esprits qu'un souvenir de campagnes victorieuses et de dissipations mondaines; on connaîtra mieux désormais les traits distinctifs de sa physionomie. N'était-ce donc qu'un soldat allemand enrubanné comme les bergers de Watteau ? quel est le secret de son attitude au milieu des intrigues de Versailles? comment expliquer dans le cours entier de sa vie, ce mélange de bonté cordiale et de prétentions altières? sa race, son éducation, son rôle de prince déclassé, ses liens avec les plus hautes maisons souveraines de l'Europe, cette naissance irrégulière qui le rapproche du trône et l'en sépare à jamais, ne sont-ce pas là autant d'indices révélateurs? et ne fallait-il pas que cette histoire, où le tableau des guerres et de la po-

litique tient nécessairement une grande place, fût en même temps une étude psychologique et morale?

Oui, l'heure était venue, ce semble, de répondre enfin au vœu exprimé, il y a plus de cent ans, par la critique du dix-huitième siècle. Lorsque Voltaire, en 1755, publia son *Histoire de la guerre de* 1741, le récit de la bataille de Fontenoy, récit éloquent, mais infidèle, où le maréchal de Saxe est sacrifié au maréchal de Richelieu, révolta tous les hommes qui pouvaient contrôler les assertions intéressées du narrateur et rétablir les faits. Grimm savait juger Voltaire, tout en admirant mieux que personne les dons de ce merveilleux esprit; il protesta, et dans les termes les plus violents, contre le *mensonge* de l'historien. Or, au moment même où Grimm dénonce ces pages *à l'indignation de tous les honnêtes gens*, cette colère, qui passe toute mesure, est comme redoublée en lui par la pensée du chef-d'œuvre que Voltaire aurait donné à la France, s'il eût pu étudier le vainqueur de Fontenoy comme il a étudié le vainqueur de Narva. De là ce regret flatteur mêlé à tant d'injures : « Le maréchal de Saxe est un des hommes les plus singuliers de ce siècle, et si un homme doué du talent de M. de Voltaire eût été à portée d'étudier et d'approfondir le génie et le caractère de ce héros, il

aurait fait, en écrivant sa vie, le pendant de l'*Histoire de Charles XII*[1]. »

On a essayé d'accomplir ici quelque chose de ce programme; on a saisi l'occasion d'étudier, pièces en mains, non-seulement les victoires du capitaine, mais le génie et le caractère de l'homme, un des plus étranges aventuriers du dernier siècle. Faut-il regretter que le peintre de Charles XII n'ait pu faire lui-même ce *pendant* à son tableau? si nous devons nous effacer tout naturellement en présence d'un tel maître, si nous prions qu'on veuille bien nous épargner une comparaison trop redoutable, il nous sera permis sans doute d'être moins humble en nous réclamant de notre époque. Simple écrivain, je m'incline; fils du dix-neuvième siècle, je relève la tête. Il y a certaines choses de nos jours qui peuvent compenser, et au delà, les dons capricieux du génie. Critique des textes, étude des faits, impartialité des jugements, élévation du sentiment moral, respect de la dignité humaine et des devoirs qu'elle impose, ces principes et ces inspirations de l'esprit nouveau ne valent-ils pas la plume de Voltaire? Pour soutenir sans

1. *Correspondance littéraire, philosophique et critique, adressée à un souverain d'Allemagne.* Paris, 1813, 1re partie, t. I, p. 455.

trop d'inégalité le rapprochement que mon sujet appelle et que Grimm a pris soin de signaler d'avance, le meilleur moyen était de chercher un point d'appui dans ce qui fait la supériorité de notre âge, je veux dire la grande critique, la critique élevée autant que précise, idéale et réelle tout ensemble, celle qui est exigeante envers l'homme parce qu'elle a foi dans les forces de l'humanité. Cette critique, fondée par les maîtres du spiritualisme dans la première moitié du dix-neuvième siècle, n'a pas été détrônée, quoi qu'on dise, et ne le sera ni aujourd'hui ni demain. Puissions-nous être demeuré fidèle à son esprit! tel a été le but de nos efforts, telle est l'inspiration de ce travail.

MAURICE DE SAXE

LIVRE PREMIER

L'ENFANCE ET LA JEUNESSE DE MAURICE
SES PREMIÈRES ARMES SOUS LE COMTE DE SCHULENBOURG
SON MARIAGE ET SON DIVORCE

I

L'histoire n'a pas dit son dernier mot sur la tragique aventure qui ensanglanta le palais des électeurs de Hanovre par une nuit du mois de juillet 1694. Un brillant gentilhomme, le Bassompierre ou le Lauzun des cours du Nord, est invité à un rendez-vous chez Sophie-Dorothée, femme de ce prince voluptueux et indolent qui devait occuper le trône d'Angleterre sous le nom de George Ier. Philippe de Kœnigsmark (ainsi s'appelait le gentilhomme) ne se demande pas si l'invitation est une embûche; il aime, il est aimé : pourquoi hésiterait-il? Le danger même, bien loin d'effrayer des âmes comme celle-là, ne fait que les provoquer davantage. L'épée à la ceinture et le manteau sur les yeux, le hardi jeune

homme se glisse à minuit dans le palais de l'électeur. Il vient d'y entrer, il n'en sortira plus. Ce n'est pas la princesse qui l'attend au fond de la royale demeure, ce sont des assassins embusqués dans l'ombre. On sait aujourd'hui qui a tendu le piége et dirigé les poignards, on sait que le meurtre a été préparé par la maîtresse en titre de l'électeur, l'altière et voluptueuse comtesse de Platen; on sait qu'elle aimait Kœnigsmark, qu'elle l'avait dominé longtemps, et que, abandonnée ensuite pour Sophie-Dorothée, elle voulut accomplir sa vengeance sous les yeux mêmes de sa rivale éperdue et déshonorée. En quelques mots, tel est ce drame; quant aux péripéties qui ont amené la catastrophe, il y a encore, malgré les révélations du journal de Sophie-Dorothée, bien des détails qui nous échappent. Depuis les recherches publiées il y a une quinzaine d'années sur la famille des Kœnigsmark, en Suède, en Allemagne et en France, de nouveaux documents ont été mis au jour et vivement discutés par une critique attentive[1]. Ce qu'il y a de certain au milieu de ses obscurités, ce sont les conséquences de la nuit mystérieuse où disparut le dernier des Kœnigsmark, et parmi ces conséquences si diverses la plus singulière assurément n'est-

1. Voyez dans la *Revue des Deux-Mondes*: *Sophie-Dorothée, femme de George Ier, drame-journal de sa vie*, 15 juillet 1845; — *la comtesse Aurore de Kœnigsmark*, 15 octobre 1852; — *le Dernier des Kœnigsmark*, 15 mai 1853. La première de ces études est due à M. Philarète Chasles, les deux autres sont l'œuvre de M. Henri Blaze de Bury. Des recherches plus récentes sur les Kœnigsmark sont indiquées et appréciées avec soin dans le douzième volume des *Geheime Geschichten und Rathselhafte Menschen*, par M. Frédéric Bülau. Leipzig, 1860.

elle pas la naissance du personnage auquel est consacrée notre étude?

Pascal a dit : « Le nez de Cléopâtre, s'il eût été plus long, la face du monde aurait changé. » Philippe de Kœnigsmark n'a pas été mêlé, comme Cléopâtre, à des événements qui pouvaient changer la face du monde; il est permis toutefois de se rappeler cette boutade du penseur chrétien, si l'on songe que, sans ce mystérieux drame du palais de Hanovre, la France du dix-huitième siècle n'eût pas eu le plus vaillant de ses capitaines, celui qui l'a couverte de gloire à Fontenoy, celui qui nous a tant fait défaut quelques années plus tard, et qui nous eût épargné sans doute les désastres de la guerre de Sept Ans.

Philippe avait une sœur, fille, comme lui, de haute race, et dont le cœur égalait la beauté. Aurore de Kœnigsmark jure de retrouver son frère, s'il est vivant, ou de le venger, s'il est mort. Un Kœnigsmark ne peut disparaître ainsi sans que l'Europe s'en émeuve ; elle veut, l'intrépide jeune fille, que l'électeur de Hanovre soit obligé de rendre ses comptes et de sauver la victime. Après avoir inutilement intéressé à sa cause divers princes de l'empire, elle se rappelle que l'électeur de Saxe, Frédéric-Auguste, a été l'ami de son frère : elle court à Dresde, elle pleure, elle supplie.... Qu'elle est belle dans sa douleur! Frédéric-Auguste est un homme de plaisir, et de plus, comme tous les princes allemands de cette époque, un imitateur de Versailles : cette noble fille désolée qui redemande son frère à toutes les chancelleries européennes, il en fera bientôt une

La Vallière ou une Fontanges. Pendant que l'électeur de Saxe donne des ordres pour débrouiller, s'il est possible, l'histoire de la disparition de Philippe, les fêtes se succèdent au château de Moritzbourg, et Aurore de Kœnigsmark y obtient des triomphes qu'elle aussi expiera un jour, sinon dans la pénitence du cloître, au moins dans l'abandon et la tristesse. Deux années après le meurtre de Philippe, Aurore de Kœnigsmark mettait au monde un fils qui fut baptisé dans l'église de Goslar sous le simple nom de Maurice, mais qui devait s'appeler un jour Maurice de Saxe, maréchal-général des camps et armées du roi de France.

Le registre de la paroisse de Goslar porte ces mots à la date du 28 octobre 1696 : « Aujourd'hui, dans la maison de Henri-Christophe Winkel, est né d'une haute et noble dame un enfant du sexe masculin qui été baptisé sous le nom de Maurice. » Goslar est une antique cité du pays saxon, une cité pleine de monuments et de souvenirs, qui a joué un rôle considérable dans les premiers temps de l'empire d'Allemagne, mais qui, au dix-septième siècle, était déjà bien déchue de sa splendeur. A quelque distance s'élève l'abbaye luthérienne de Quedlinbourg ; la comtesse de Kœnigsmark y sollicitait un titre de chanoinesse, et pendant les négociations auxquelles sa requête donna lieu, elle s'était d'avance installée dans la ville. L'ancienne résidence des empereurs saxons, presque déserte alors et silencieuse, lui avait paru l'endroit le plus propice pour sa délivrance. Ce n'est pas que la comtesse fût disposée à rougir de la naissance de son enfant, car l'immoralité

qu'on impute trop exclusivement au monde de la régence existait déjà dans la dernière période du dix-septième siècle, et l'ambitieuse maîtresse de l'électeur de Saxe ne regrettait pas l'événement qui devait, bon gré mal gré, prolonger les rapports de la mère avec le volage souverain. Il semble toutefois qu'un sentiment de pudeur ait décidé la comtesse à chercher une retraite ignorée pour y donner le jour au rejeton de Frédéric-Auguste. Quoi qu'il en soit, le secret ne fut pas longtemps gardé Au mois de novembre 1696, un gentilhomme bien informé, M. de Menken, écrivait de Wolfenbüttel à Dresde : « Un joli poupon, jeune aventurier de quinze jours, a commencé ses aventures en allant dans son berceau, en carrosse avec sa nourrice, de Goslar à Hambourg : on dit qu'il va commencer son roman pour mettre fin à celui de sa mère. » Mettre fin au roman de sa mère? oui, à ses aventures romanesques, mais non pas à ses ambitions politiques : la chanoinesse de Quedlinbourg essayera de ressaisir l'influence dans les intrigues de cour, et cet enfant qui vient de naître lui sera précisément un moyen de se rappeler au souvenir de l'électeur de Saxe.

L'enfant de Frédéric-Auguste et d'Aurore de Kœnigsmark ne resta pas longtemps à Hambourg; il fut conduit à Berlin, où il acheva ses mois de nourrice, et de là dans la capitale du nouveau royaume de son père. C'est en 1697 que l'électeur Frédéric-Auguste fut nommé roi de Pologne; c'est au commencement de l'année 1698 que le jeune Maurice est amené à Varsovie sous la direction d'un valet de chambre dévoué à la comtesse.

En 1703, nos documents nous le montrent à Breslau, et un peu plus tard à Leipzig. L'année suivante, le roi de Pologne, lui ayant assigné pour son éducation une rente annuelle de 3,000 thalers, l'envoie en Hollande avec un gouverneur, M. Delorme, et un sous-gouverneur, M. d'Alençon, braves gens qui ne s'entendent guère et qui entravent plus qu'ils ne secondent l'instruction de leur élève. Heureusement, tout rebelle qu'il est à l'étude, l'enfant est doué de facultés précieuses. « M. le comte a toutes les inclinations belles, » écrit Delorme au roi de Pologne.

Au milieu de ces pérégrinations de l'enfant, il ne faut pas oublier les faits qui les expliquent. C'était l'époque où des événements terribles bouleversaient les États du roi de Pologne. Ces années où le jeune Maurice est conduit de Breslau à Leipzig et de Leipzig en Hollande sont des années d'épreuves pour Frédéric-Auguste. Charles XII, vainqueur des Danois et des Russes, venait de tourner ses armes contre la Pologne, et, profitant de la situation de ce pays avec une habileté politique dont il ne paraissait pas se soucier jusque-là, épiant les intentions hostiles de la noblesse, fomentant les mauvaises dispositions du peuple et du clergé, il concevait le dessein de détrôner Frédéric-Auguste pour donner son royaume à un souverain de son choix.

Voltaire a raconté le rôle d'Aurore de Kœnigsmark en ces conjonctures périlleuses. Elle se présenta un jour, la belle et brillante aventurière, au camp du farouche Charles XII, espérant le réconcilier avec le roi Auguste; mais en vain déploya-t-elle tous les agréments de son

esprit, en vain adressa-t-elle au vainqueur des vers spirituellement flatteurs qui eussent été pour tout autre prince de ce temps une sorte de provocation galante : le Suédois était invulnérable. Est-il vrai que la comtesse, « parmi les perfections qui la rendaient une des plus aimables personnes de l'Europe, eût le talent singulier de parler les langues de plusieurs pays qu'elle n'avait jamais vus avec autant de délicatesse que si elle y était née ? » Est-il bien sûr que ses vers français, car elle en faisait quelquefois, eussent pu être attribués à quelque bel esprit de Versailles? Voltaire l'affirme, et je le croyais volontiers en me rappelant les vers, cités par lui, qui terminent le poétique placet d'Aurore au roi de Suède; j'en doute un peu maintenant que nous possédons, grâce à M. de Weber, tant de pages authentiques où brille l'ingénieux esprit de la comtesse, mais non pas son respect de la grammaire française et de l'orthographe. Voltaire la jugeait sur une jolie bagatelle qui s'était corrigée sans doute en passant de main en main. Ce qui est incontestable au moins et ce qui est bien à elle, c'est le dévouement dont elle fit preuve en ces heures difficiles, assistant le roi de ses conseils, essayant de désarmer l'ennemi et de sauver le trône menacé. Neuf ans plus tard, au bord du Pruth, au moment où l'armée ottomane sera sur le point de s'emparer du tsar, une femme sauvera le tsar sous les yeux de Charles XII frémissant de rage, et justifiera ainsi la fortune qui lui a donné le trône de Russie. Ce que Catherine fera si bien en 1711, Aurore de Kœnigsmark voulut le faire en 1702, espérant gagner, non pas le

trône de Saxe, mais la confiance de Frédéric-Auguste, cette confiance qu'elle avait eue naguère et dont le général de Flemming l'avait dépossédée.

Trompée dans son espoir, Aurore de Kœnigsmark semble ne s'attacher désormais qu'à l'avenir de son fils. Tant qu'il avait habité Hambourg ou Berlin, Breslau ou Varsovie, elle le surveillait elle-même, quoique de loin, et plus d'une fois chaque année elle allait le visiter dans sa retraite; maintenant qu'il est en Hollande, elle a besoin d'être informée sans cesse de tout ce qui le concerne. Les lettres qu'elle reçoit comme celles qu'elle écrit attestent de sa part la sollicitude la plus tendre. Le *cher petit mystérieux*, comme elle l'appelle, n'est-il point malade? Est-il soigné comme il doit l'être? Est-il appliqué à l'étude? D'où vient que ses progrès sont aussi lents? Le gouverneur, M. Delorme, qui décidément ne peut s'entendre avec son collègue, est remplacé par un officier saxon, M. de Stötteroggen, qui s'attache à son élève avec une affection toute paternelle. M. de Stötteroggen est bien le représentant fidèle de la comtesse de Kœnigsmark lorsqu'il entretient dans l'esprit du roi de Pologne le souvenir du jeune comte, et que, vantant sa grâce, son esprit aimable, il réclame pour lui les honneurs dignes de sa haute naissance. Le 23 janvier 1706, il écrivait à un des ministres de Frédéric-Auguste : « Le cher petit comte Maurice se porte parfaitement bien et profite beaucoup en tout ce qu'il apprend. Il est admiré ici de tous les grands et on le voudrait avoir partout, tant il est aimable. Il va souvent chez Madame la princesse de West-Frise, qui est ici avec

Madame la princesse de Radziwill, sa sœur. Nous sommes connus de plusieurs ministres publics, comme de M. de Gersdoff, de M de Schmettau et de M. de Bothmar. Ils nous viennent voir, et nous allons dîner de temps en temps chez eux. J'espère qu'il soutiendra parfaitement bien un jour le rang que sa haute naissance lui a donné. Sa Majesté n'aura pas mal placé ses bienfaits, et vous aurez la bonté, monsieur, de nous en procurer la continuation. Selon la gazette, Sa Majesté a érigé un nouvel ordre de chevalerie. Ce serait une marque de son souvenir si le jeune comte en pouvait être honoré. Un seigneur comme lui ne devrait jamais être sans tel caractère. »

A ces renseignements fournis par des lettres éparses viennent s'ajouter naturellement ici les *Mémoires* où Maurice de Saxe raconte les premières années de sa vie, Mémoires qui ne devaient jamais être publiés, et qui, après certaines aventures singulières, dont le détail serait trop long, sont venus s'enfouir dans les archives de Dresde, où M. de Weber les a trouvés. « On dit que la fainéantise est la mère de tous les vices, et je ne me serais assurément jamais avisé d'écrire le journal de ma vie, si l'oisiveté ne m'en avait donné la démangeaison. Je me propose pourtant une apparence raisonnable (et il faut que je la dise pour faire amende honorable au lecteur), qui est qu'en pensant au passé on s'instruit pour l'avenir.... » Ainsi débute Maurice de Saxe, qui écrivait sans doute ces pages dans les premiers temps de son séjour à Paris, avant sa vive campagne en Courlande, quand l'oisiveté lui pesait si

lourdement sans toutefois le décourager pour l'avenir.

Le *journal*, à vrai dire, ne s'ouvre qu'en 1709, au moment où le fils d'Aurore de Kœnigsmark va entrer au régiment et gagner ses éperons. C'est alors seulement que le narrateur rapporte ses propres aventures ou bien ses impressions, ce qu'il a fait et ce qu'il a vu. Je trouve pourtant dans les premières pages, et antérieurement à ses débuts de conscrit, quelques traits intéressants pour l'histoire. Maurice, tout jeune encore, mais déjà l'esprit curieux, attentif, surtout quand il s'agissait de la guerre et de ce terrible Charles XII, avait dû entendre raconter plus d'un fait mémorable par des témoins dignes de foi; il représente pour nous la tradition puisée à sa source même. Or, une des anecdotes les plus étranges de la vie de Charles XII, c'est à coup sûr la visite qu'il eut la fantaisie de faire au roi Auguste, cette visite cavalière, téméraire, d'une témérité presque insolente, à un roi qu'il avait détrôné si lestement et si cruellement mortifié. On sait avec quelle précision charmante Voltaire a raconté la scène, on sait aussi qu'ayant été contredit du ton le plus tranchant par M. de la Motraye sur un grand nombre des singularités que renferme son tableau, il avait fini par se demander si tous les documents dont il s'était servi méritaient bien sa confiance. C'est le scrupule qu'il exprime au maréchal de Schulenbourg dans une lettre datée du 15 septembre 1740 : « Moi qui doute de tout, et surtout des anecdotes, je commençais à me condamner moi-même sur beaucoup de faits que

j'avais avancés. » Heureusement le journal d'un officier suédois, M. Adlerfeld, était venu le rassurer; il y avait trouvé la confirmation des points les plus curieux de son récit. « La visite extraordinaire que Charles XII rendit à Auguste, à Dresde, en quittant ses États, n'y est pas omise. » Je trouve le même témoignage dans les Mémoires du comte de Saxe, et la chose vaut la peine d'être consignée en passant. Voltaire, qui s'est trompé si souvent dans l'histoire générale de l'humanité, Voltaire, qui ne pouvait comprendre le passé, puisque la mission de son génie était d'en détruire à jamais les abus, Voltaire est admirable d'intelligence, d'impartialité, d'exactitude, quand il raconte l'histoire de son temps ou de la génération qui le précède. Les grandes recherches accomplies de nos jours dans les archives de France ont confirmé tous les récits politiques du *Siècle de Louis XIV;* les révélations des archives du nord ont prouvé de même que cette *Histoire de Charles XII*, si vive, si fantasque en apparence, avait été composée par lui d'après les renseignements les plus sûrs.

Maurice de Saxe, en confirmant le récit de Voltaire, y ajoute quelques traits. D'abord il donne la date, ce qui n'est pas indifférent; l'historien français n'avait pu se la procurer, sans doute, puisqu'il n'en parle pas. C'est le 5 septembre 1706 que Charles XII, se disposant à quitter la Saxe, qu'il occupait en maître, et passant à quelque distance de la capitale, s'élança tout à coup au galop loin de son état-major, accompagné seulement d'un officier, se dirigea vers

Dresde, franchit la porte, gagna le palais, se présenta enfin au roi Auguste avant que personne ni dans l'armée suédoise, ni dans la ville, pût se douter seulement de cette escapade. Informé de l'aventure, le général comte de Flemming accourt au palais. C'était, comme on sait, le favori, le factotum du roi Auguste; Voltaire l'appelle spirituellement un ministre absolu. Quand il ouvrit la porte de la chambre où se trouvaient les deux souverains, Charles XII, placé en face du roi Frédéric-Auguste, tournait le dos au général. Flemming fait signe à son maître de ne pas laisser échapper une telle occasion et de se saisir du roi de Suède; mais Frédéric-Auguste, d'un mouvement de tête, rejette bien loin ce conseil. Charles XII n'avait pas entendu la porte s'ouvrir; averti par le mouvement du roi, il se retourne brusquement et aperçoit Flemming, à qui Frédéric-Auguste, pour écarter tout soupçon, ordonne aussitôt de faire seller son cheval, car il veut, dit-il, accompagner son hôte jusqu'au milieu des siens. « A quoi pensez-vous? disait le lendemain Charles XII à son ministre, le comte Piper, qui semblait méditer profondément. — Je pense, répondit le ministre, que messieurs les Saxons doivent être terriblement aux regrets de la sottise qu'ils ont commise hier. » C'était un blâme indirect de la témérité du roi. « Je me suis fié à ma bonne étoile, » reprit Charles XII, et à la loyauté du roi Auguste. Chez Voltaire, c'est au général Renschild et non au comte Piper que Charles XII fait cette réponse. A part ce détail insignifiant et quelques autres du même genre, le

fond du récit est le même. Quant au rôle de Flemming, plus longuement développé dans les Mémoires du maréchal, il explique très-bien ces paroles que l'historien français attribue au roi de Suède : « J'ai vu un moment qui n'était pas bien net; Flemming n'avait nulle envie que je sortisse de Dresde si tôt. »

Mais ce sont surtout ses propres aventures que Maurice a déroulées à nos yeux. Il faut l'entendre conter ses premières joies militaires, où éclate déjà comme un rayon du soleil de la gloire. Malheureusement M. de Weber ne nous donne pas le texte même des *Mémoires* de Maurice, il le traduit dans la langue de son pays, et c'est sa version allemande que nous sommes forcé de traduire à notre tour :

« J'étais revenu en Saxe à la fin de l'année 1708; le 5 janvier 1709, M. de Schulenbourg vint dans ma chambre et me dit, au nom du roi, que Sa Majesté voulait faire de moi un soldat, ce dont je lui devais une grande reconnaissance, et que nous partirions le lendemain matin; mon équipage était prêt, ajoutait-t-il, et je ne devais emmener qu'un seul de mes gens, mon valet de chambre. J'étais ivre de joie, surtout en pensant que je n'aurais plus de gouverneur. Schulenbourg m'avait fait faire un uniforme, je l'endossai, on m'attacha un grand ceinturon avec une longue épée; des bottes à la saxonne complétèrent mon équipement militaire, et je fus conduit auprès du roi pour lui baiser la main. Je dînai à sa table, et l'on me fit boire vigoureusement à sa santé. La conversation tomba sur mes études; il fut question de mes connaissances en géométrie, de mon habileté à dessiner, de ma promptitude à dresser des plans. Le roi dit à Schulenbourg : « J'entends que tous les plans que vous « m'enverrez soient tracés de sa main. » Il ajouta : « Secouez-« le-moi comme il faut et sans ménagement, cela l'endurcira. « Pour commencer, faites-le marcher à pied jusqu'en Flandre. » Ce projet n'était pas de mon goût, mais je n'osai rien dire;

Schulenbourg, répondant pour moi, en termes fort convenables sans doute, mais qui certainement n'exprimaient pas ma pensée, assura que mon seul désir était que mes forces ne trahissent pas mon zèle, et autres choses semblables. Aller à pied ne m'arrangeait pas du tout, j'aurais bien mieux aimé servir dans la cavalerie, et j'osai en faire la proposition ; mais je fus rudement éconduit. Le roi dit encore à Schulenbourg : « Je ne « veux pas qu'on le dispense de porter ses armes pendant les « marches, ses épaules sont assez larges pour qu'il les porte lui-« même. Et ne permettez pas surtout qu'il paye des rempla-« çants pour monter ses gardes, à moins qu'il ne soit malade et « sérieusement malade. » Je dressai les oreilles, et je trouvai que le roi, d'habitude si bienveillant dans sa façon de me traiter, parlait ce jour-là comme un Arabe ; mais en pensant que je n'avais plus de gouverneur j'oubliai tout et me considérai comme le plus heureux des mortels. Le reste du jour fut employé à prendre congé, et le jour suivant je quittai Dresde dans la voiture de mon général. Après avoir passé la nuit à Selbitz, chez M. Benquoldorf (Benkendorf?), nous arrivâmes le lendemain à Leipzig, où nous fîmes un séjour d'une semaine. C'est là que je reçus mon équipage, dont le roi me faisait présent. Il se composait de quatre chevaux de selle, d'une berline avec douze mules, d'un nombre proportionné de serviteurs et d'un palefrenier en chef. Il y avait aussi (appendice qui n'était guère de mon goût) un gouverneur, sous le titre de « gentilhomme, » le frère de mon dernier gouverneur M. Desteste. Le 15 janvier 1709, Schulenbourg passa le corps en revue à Lützen ; on me plaça dans le premier bataillon, on me donna un fusil, et je fus salué enseigne. Schulenbourg était appuyé contre le monument qui indique l'endroit où est tombé Gustave-Adolphe ; il m'embrassa quand j'eus prêté serment et m'adressa ces paroles : « Je désire que ce lieu vous soit d'un bon augure. Puisse l'es-« prit d'un grand homme qui est mort ici reposer sur vous ! « puissent sa douceur, sa sévérité, sa justice, vous guider en « toutes vos actions ! Soyez aussi obéissant envers vos chefs que « ferme dans le commandement ; jamais de faiblesse, soit par « amitié, soit par ménagements, alors même qu'il ne s'agirait que « de légères infractions. Soyez irréprochable dans vos mœurs, et « vous dominerez les hommes. Tel est le fondement indestructible

« de notre pouvoir; les autres qualités dont notre carrière ré-
« clame le concours sont des présents de la nature ou des fruits
« de l'expérience. » Je lui répondis que j'acceptais avec joie ce favorable augure, et que je saurais mettre ses conseils à profit. Il m'embrassa une seconde fois, et je rentrai dans les rangs. Le soir, Schulenbourg me présenta au corps des officiers, et je donnai un souper de cent couverts. Le 16 janvier, le corps d'armée partit pour la Flandre. Je marchai constamment à pied. Mon colonel, M. de Preuss, quoique fort avancé en âge, me tenait compagnie avec quelques autres officiers. Pour me divertir, il fit placer à la tête du bataillon un joueur de cornemuse et plusieurs soldats qui excellaient à chanter des chansons bouffonnes. Les autres soldats apprirent bientôt le répertoire et faisaient chorus à chaque couplet; jamais, depuis ce jour-là, je n'ai vu marche si joyeuse. Aussi n'y eut-il pas un seul déserteur. Il gelait, fort heureusement, et le froid avait séché les boues. A la longue pourtant, je ne pus supporter les fatigues de la marche; mes pieds étaient blessés en vingt endroits, mon lourd fusil avait marbré mes épaules de brun et de bleu; on fut obligé de me faire monter à cheval pendant quelques jours, mais les soldats se moquaient de moi, et aussitôt qu'il me fut possible de marcher je repris mon rang parmi les piétons. Schulenbourg était resté derrière nous pour régler quelques affaires; il nous rejoignit à Wolfenbüttel, et je dînai avec lui à la table du vieux duc Antoine-Ulric, qui me témoigna beaucoup d'amitié. De là nous nous rendîmes à Hanovre, où je fus très-bien reçu malgré ce qui s'était passé avec mon oncle; le jour même de mon arrivée, je fus invité à souper chez le prince-électeur. »

On aime à voir dans ce récit naïf la noble figure du comte de Schulenbourg. L'adversaire de Charles XII, le compagnon du prince Eugène, le libérateur de Venise, c'est-à-dire un des premiers capitaines de son époque, donnant des leçons au futur vainqueur de Fontenoy sur le terrain consacré par la mort de Gustave-Adolphe, assurément ce n'est point là une scène vulgaire. « Soyez

irréprochable dans vos mœurs, et vous dominerez les hommes; » ces paroles avaient leur signification éloquente devant le monument du héros suédois : si le fils d'Aurore de Kœnigsmark s'était toujours souvenu de la scène de Lützen, il n'eût pas disposé de sa vie comme il l'a fait, il eût traversé sans s'amoindrir les heures funestes de l'inaction, et son nom aurait une place meilleure encore dans l'histoire.

Presque tous les biographes de Maurice de Saxe racontent qu'il accompagna ou plutôt qu'il suivit secrètement le roi son père dans un voyage que celui-ci fit en Flandre au mois de juillet 1708. Le 30 juillet, Frédéric-Auguste avait écrit à ses ministres qu'il projetait « un voyage de plaisir pour se désennuyer des chagrins qu'il avait eu à supporter depuis un certain temps. » Il ajoutait dans un billet au comte de Flemming : « Ne permettez pas que qui que ce soit me suive. » Le jeune Maurice avait-il donc enfreint les ordres de son père et dérouté la surveillance de ses gardiens? Une tradition singulière, répétée par tous les historiens, s'était accréditée à ce propos; on disait que l'enfant était parti à pied, qu'il avait suivi le roi de ville en ville sans que personne soupçonnât son escapade, et que, Frédéric-Auguste étant allé trouver le prince Eugène sous les murs de Lille, Maurice avait paru tout à coup, demandant à faire ses premières armes. Il s'était battu, en effet, ajoute la tradition, et battu comme un héros. C'était commencer de bonne heure; Maurice n'avait pas encore atteint sa douzième année. Les Mémoires que nous venons de traduire ne

permettent malheureusement plus de répéter cette légende. La vérité est que le roi de Saxe partit de Pilnitz le 30 juillet 1708, accompagné seulement de deux amis, qu'il traversa les Flandres et alla visiter le duc de Marlborough et le prince Eugène, occupés alors au siége de Lille. N'était-ce donc que pour se désennuyer, comme il le dit? ou bien, méditant une reprise d'hostilités contre Charles XII, voulait-il consulter à ce sujet les deux plus illustres généraux de l'Europe? Là-dessus, point de renseignements. Quant à Maurice, on a vu par son récit même qu'il débuta seulement l'année suivante dans la carrière des armes, et que la première de ses prouesses fut cette longue marche à pied de Lützen à Hanovre par le terrible hiver de 1709. Les panégyristes de Maurice en France et en Allemagne ont mêlé tant d'anecdotes suspectes au récit de ses aventures, qu'il n'est pas inutile de rectifier les faits et les dates, fût-ce même sur des points secondaires. L'exactitude des détails, la critique corrigeant la légende, tel est l'intérêt des documents exhumés par M. de Weber du fond des archives de Saxe.

Voilà donc Maurice sous-officier à douze ans sous le comte de Schulenbourg, et contre qui va-t-il déployer sa précoce ardeur? Contre ces soldats de la France qu'il mènera un jour à la victoire. C'était le moment où Louis XIV payait si cher son orgueil envers l'Europe et l'imprudent dédain qu'il avait témoigné naguère au fils de la comtesse de Soissons. Le prince Eugène tenait en échec la fortune du grand roi. L'heure sombre où nous étions si menacés est celle-là même où le

jeune Maurice s'accoutuma gaiement aux premières émotions de la guerre. Il prit part au siége de Tournay, au siége de Mons, à la bataille de Malplaquet, non pas qu'il ait accompli tous les hauts faits et prononcé toutes les paroles que lui attribuent ses biographes : l'imagination s'est donné carrière en voyant cet enfant sous le harnais, à côté des Eugène et des Schulenbourg. Celui-ci nous le montre, au passage de l'Escaut, traversant le fleuve le premier et cassant la tête d'un coup de pistolet à un soldat français qui lui barre la route ; celui-là veut qu'au siége de Mons il ait rempli des fonctions actives à la tête de l'état-major ; un autre affirme qu'à Malplaquet, après avoir vaillamment payé de sa personne, il s'écria le soir de la bataille : « Je suis content de ma journée. » Il est impossible assurément qu'il n'y ait pas quelque chose de vrai dans ces traditions répétées de bouche en bouche : Maurice était brave, intrépide, impatient de se faire sa place dans le monde, et ses compagnons d'armes avaient gardé le souvenir de cette héroïque impatience; mais si l'impression générale est exacte, les détails ne le sont pas toujours. Le comte de Schulenbourg avait promis à la comtesse de Kœnigsmark de veiller sur son fils. Il suffisait d'exciter ou d'entretenir son ardeur, sans l'exposer inutilement. A Malplaquet, par exemple, il est certain qu'on ne l'a pas vu s'essuyer le front, s'applaudir de la victoire comme si elle était son œuvre, et s'écrier d'un ton théâtral : « Je suis content de ma journée, » car Schulenbourg l'avait placé ce jour-là dans le corps de réserve, et l'impétueux enfant n'as-

sista que de loin aux péripéties de la bataille. L'impatience du jeune soldat sous la main paternelle de Schulenbourg n'est-elle-pas à la fois plus vraisemblable et plus touchante que les rodomontades des panégyristes ?

Quand on vient de lire dans les Mémoires du maréchal cette page naïve qui nous représente si bien ses débuts, quand on a pris une exacte idée de son rôle auprès du prince Eugène grâce aux documents révélés par M. de Weber, c'est vraiment un curieux contraste que de faire apparaître les rhéteurs académiques et leurs éloges officiels. Donnons-nous ce plaisir un instant. Or voici ce que Thomas écrivait dans cet *Éloge de Maurice, comte de Saxe*, qui remporta le prix d'éloquence à l'Académie française en 1759[1] : « Le plus sage des philosophes, Socrate, crut avoir un génie qui veillait auprès de lui. Ne pourrait-on pas dire que tous les grands hommes en ont un qui les guide dans la route que leur a tracée la nature, qui tourne de ce côté toutes leurs sensations, toutes leurs idées, tous leurs mouvements, qui nourrit, échauffe, fait germer leurs talents, qui les entraîne, qui les subjugue, qui prend sur eux un ascendant invincible, qui est, en un mot, l'âme de leur âme? C'est ce qu'on peut reconnaître dans Maurice. Dès le berceau, cette âme fière et intrépide sembla s'élancer vers les combats. A peine sa main put-elle soutenir le poids

1. *Éloge de Maurice, comte de Saxe, duc de Sémigalle et de Courlande, maréchal-général des armées de Sa Majesté très-chrétienne*, par M. Thomas, professeur en l'Université de Paris au collége de Beauvais. Paris, 1759, page 4.

d'une épée, qu'il renonça à tout autre amusement qu'à l'exercice des armes. Il dédaigna d'abaisser la hauteur de son âme à l'étude de ces sciences plus curieuses qu'utiles, dont la connaissance ingrate et frivole occupe l'oisiveté de l'enfance, et, semblable à ces anciens Romains, il parut d'abord mépriser tous les arts, excepté le grand art de vaincre. » Ces sciences plus curieuses qu'utiles, ces frivoles occupations de l'oisiveté enfantine dédaignées de si haut par ce vieux Romain du dix-huitième siècle, c'était tout simplement la grammaire et les humanités, les premiers éléments de cette instruction sans laquelle l'homme le mieux doué ne sera jamais que la moitié de lui-même. Schulenbourg, qui avait aussi étudié l'art de vaincre, n'était pas précisément de l'avis exprimé ici par le panégyriste, et quand il arrivait que son élève laissât éclater non pas le mépris d'un patricien de la vieille Rome, mais l'aversion d'un mauvais écolier pour les exercices virils de l'intelligence, il intervenait aussitôt avec sa vigilante et sympathique autorité.

Schulenbourg, en effet, ne cessa de témoigner à Maurice l'affection la plus tendre. Il ne le considérait pas seulement comme son élève; on eût dit un père surveillant l'éducation de son enfant. Attaché à la comtesse de Kœnigsmark par une sympathie chevaleresque, il avait promis de la remplacer auprès de son fils : ses dispositions, si favorables d'avance, devinrent presque de l'enthousiasme quand il vit le jeune enseigne déployer tant de qualités brillantes et promettre un grand capitaine. Entre la campagne de 1709 et celle qui devait

commencer l'année suivante, Maurice ne retourna pas à Dresde, comme l'ont dit tous ses biographes : il resta sur le théâtre des événements, en Flandre, à Bruxelles, où Schulenbourg voulait qu'il employât ses quartiers d'hiver à la continuation de ses études. Homme de guerre et d'aventures, Schulenbourg était un digne compagnon du prince Eugène; il savait que la culture littéraire et morale est aussi indispensable à un chef d'armée que les connaissances techniques et l'exercice du métier. Il faut être un homme pour commander des hommes; si nos facultés grandissent au feu de l'action par une sorte de fécondation subite et merveilleuse, il est d'autant plus nécessaire de les préparer avant l'épreuve, car l'action ne développe en nous que ce qu'elle y trouve. Il y avait alors à Bruxelles un collége de jésuites : Schulenbourg pensa-t-il que l'instruction donnée à Maurice par ses précepteurs était vraiment insuffisante? Avait-il quelque raison particulière pour recommander les jésuites de Bruxelles? On l'ignore; nous savons seulement qu'il eut le dessein d'y faire entrer le jeune soldat, et que ce projet alarma fort la comtesse de Kœnigsmark. Il y avait un fonds d'idées sérieuses chez la noble pécheresse; elle était protestante et tenait à sa religion. La lettre qu'elle écrivit sur ce point au comte de Schulenbourg, et que M. de Weber a retrouvée dans les archives de Dresde, éclaire d'un jour assez nouveau cette femme extraordinaire. Plus tard, en plein dix-huitième siècle, les Aurore de Kœnigsmark pourront bien, selon les circonstances, passer indifféremment d'une communion à l'autre; la mère de Mau-

rice éprouve de véritables scrupules de conscience à l'idée de livrer son fils aux jésuites, et, tout en se soumettant d'avance à ce que décidera plus tard le roi de Pologne, elle supplie Schulenbourg de ne pas exposer son fils à des influences qu'elle redoute. C'est le 29 octobre 1709 qu'elle lui écrit ces mots dans une lettre en français datée de Hambourg : « Obligée en conscience d'éloigner le changement de religion autant qu'il sera en mon pouvoir, j'ose vous supplier, monsieur, de songer à un autre expédient. Le roi ne s'est jamais encore expliqué sur le point de la religion du comte de Saxe. Je crois qu'il a voulu voir premièrement comment iraient les conjonctures et en quel pays il pourrait l'établir. Il a souffert, en attendant, que je l'élève dans la religion luthérienne, où il a été baptisé. »

Pour comprendre ces derniers mots, il faut se rappeler que l'électeur de Saxe avait dû se faire catholique en 1696, lorsqu'il disputait le trône de Pologne au prince de Conti et à son habile chargé d'affaires, le cardinal de Polignac. La comtesse avait tort pourtant de se préoccuper de l'avenir à ce point de vue. Frédéric-Auguste est trop complétement étranger à de telles questions[1], le dix-huitième siècle sera trop dégagé de scrupules pour qu'un changement de religion puisse être nécessaire à la carrière de Maurice. Le fils d'Aurore de Kœnigsmark restera luthérien, non par foi, mais par

1. Lémontey a dit spirituellement dans son *Histoire de la régence :* « Le roi Auguste était luthérien par sa naissance, musulman par ses mœurs, et catholique par son ambition. »

indifférence. Madame de Pompadour elle-même, nous le verrons plus tard, était étonnée de son incrédulité; ce n'était pas scepticisme et inquiétude, c'était un néant absolu de croyances religieuses et une parfaite tranquillité dans ce néant. Tel était d'ailleurs l'esprit des cours européennes même avant la mort de Louis XIV, avant la chute de Madame de Maintenon, et Leibnitz, qui signale en traits si énergiques, dès 1704, l'irréligion des hautes classes par toute l'Europe, y trouve l'annonce d'une révolution immense d'où sortira un ordre nouveau. Ce n'est donc pas sans une certaine surprise qu'on voit Aurore de Kœnigsmark éprouver de tels scrupules pour la religion de son fils et trembler à la pensée que les jésuites de Bruxelles pourront détruire ou affaiblir chez lui la croyance à la justification par la grâce. Où la foi va-t-elle se nicher? dirait Molière. Jésuites ou pasteurs luthériens, d'un bout du siècle à l'autre, ne feront que des élèves sceptiques; un esprit plus fort les domine tous, la révolution a commencé dans l'ombre; il faut qu'elle accomplisse son œuvre et que le christianisme, pour porter de nouveaux fruits, soit débarrassé à jamais des liens de l'ancien régime.

Maurice de Saxe n'ira pas chez les jésuites de Bruxelles; il continuera ses études jusqu'à la prochaine campagne sous la direction de son gouverneur, M. de Stötterrogen, et la haute surveillance du comte de Schulenbourg. L'inconvénient de ces éducations princières, c'est ordinairement l'absence de règles; ici, rien de semblable : une instruction très-précise est

envoyée à M. de Stötterrogen, et il devra s'y conformer scrupuleusement. A six heures du matin, réveil du jeune comte ; une demi-heure lui est accordée pour sa toilette. A six heures et demie, la prière, puis le déjeuner, c'est-à-dire quelques tasses de thé, ensuite le travail jusqu'à une heure de l'après-midi. A une heure, repas, leçon de danse, leçon d'escrime, et dans l'après-midi encore deux heures de travail consacrées à l'arithmétique et à l'orthographe. « Pendant le travail sédentaire, disait le règlement, il y aura sur la table une horloge de sable, afin que le temps ne se passe pas en inutilités. » On lit encore dans le même programme : « Le comte ayant appris pendant cette campagne plusieurs belles sentences morales, soit latines, soit françaises, les ayant même dans plusieurs rencontres appliquées avec discernement, il les répétera tous les jours, et en augmentera le nombre au moins de trois ou quatre par semaine. » Si l'esprit général de ce règlement ne trahissait l'inspiration de Schulenbourg, on le reconnaîtrait sans peine à ces dernières lignes. Qui donc, si ce n'est lui, a pu apprendre à Maurice ces belles maximes, ces nobles sentences, en français et en latin ? Qui donc a pu le voir presque aussitôt en faire des applications si heureuses ?

Maurice retourna au camp des alliés dès le commencement de la campagne de 1710 ; il assista au siége de Douai, de Béthune, d'Aire, et, plus libre cette fois de s'abandonner à son impétuosité naturelle, il paraît bien qu'il déploya une éclatante bravoure : prouesses d'enseigne et de sous-lieutenant. « Jeune homme, lui dit

un soir le prince Eugène, apprenez à ne pas confondre la témérité avec la valeur. » La campagne finie, il se rendit à Utrecht, mais bientôt après il fut rappelé en Saxe par un ordre du comte de Flemming ; le 26 janvier 1711, il arrivait à Leipzig auprès de sa mère, et le comte de Schulenbourg, au moment de se séparer de son élève, lui adressait de paternelles admonitions pour l'avenir.

Schulenbourg est une des grandes figures de cette époque. Général au service du roi de Pologne ou de la république de Venise, il appartient à la famille de ces soldats allemands du dix-septième et du dix-huitième siècle, qui acceptaient un pays pour client et lui prêtaient leur épée, cherchant moins les profits que les occasions de gloire. Condottieri de quelque grande cause, ils ne ressemblaient pas plus aux mercenaires des temps passés que la civilisation du dix-septième siècle ne ressemblait à celle du moyen-âge. Gustave-Adolphe n'était-il pas leur modèle ? N'ont-ils pas à citer encore ce comte de Schauenbourg-Lippe, qui devint en 1761 généralissime de l'armée portugaise? ou ce vaillant Steuben, qui fut le digne auxiliaire de Washington et de La Fayette dans la guerre de l'indépendance américaine ? Le comte de Schulenbourg a sa place marquée dans ce noble groupe. C'était un chef vigilant, intrépide, plein de ressources, admiré de Charles XII, qui recula devant lui, estimé de Villars autant que du prince Eugène, soldat austère et qui ne craignait que Dieu. On ne lira pas sans intérêt les conseils si graves, si touchants, qu'il adressait à Mau-

rice de Saxe au moment de quitter le service du roi son père.

« J'espère que vous tâcherez d'employer bien votre temps; le principal sera d'entrer en vous-même et de considérer que vous serez misérable toute votre vie, si vous ne vous rendez pas habile et que vous ne tâchiez d'avoir bien plus de mérite qu'une infinité d'autres hommes. Vous en savez les raisons aussi bien que moi, et vous comprenez bien que je vous parle en ami et sans aucune vue d'intérêt.... Il vous faut deux choses : la première est d'être honnête homme, ce qu'on ne saura jamais être si on ne craint Dieu, qui est la base de tout; alors vous avez le cœur bon et bien placé, vous êtes sincère en tout ce que vous dites et faites, et vous n'avez garde de rendre jamais de mauvais services à personne. La seconde est d'être habile; vous avez déjà vu le monde, et vous n'ignorez pas combien de choses il faut pour être habile et homme de mérite. Commencez donc dès aujourd'hui à bien employer le temps et à vous proposer fermement de ne pas perdre un quart d'heure sans profiter et sans apprendre quelque chose; il n'y a rien de si horrible que d'être ignorant. On a honte de soi-même et on enrage cent fois par jour, aussi souvent que l'on se trouve parmi le monde. Quel plaisir ou profit avez-vous de perdre à cette heure le temps sans rien apprendre? suivez mes bons avis et les conseils de vos bons amis, et vous vous en trouverez bien. Il est encore temps. »

Et quelques mois plus tard, à la date du 24 mars 1710 :

« J'apprendrai avec bien du plaisir que vous soyez bien dans l'esprit du roi; tout le reste se donnera, pourvu que vous songiez à former votre esprit et à régler votre cœur, de manière que l'un soit sans visions ni chimères, et l'autre rempli de vérité et de probité, à quoi il faudra ajouter l'application, sans laquelle on ne saurait bien réussir en tout ce que l'on entreprend.... Il faut tant de choses pour réussir dans le monde ! et rien n'est plus horrible que d'être ignorant dans sa profession. Entrez donc en vous-même et profitez du temps. A quoi sert-il de s'amuser avec des bagatelles?... Évitez surtout les mauvaises compagnies, qui ne font que gâter tous ceux qui donnent là dedans, et cela pour

le reste de leurs jours. Fréquentez les gens d'honneur et ceux qui sont habiles, et contractez des sentiments dignes d'un homme d'honneur. Tout cela doit être fondé sur la vraie crainte de Dieu.... »

Nous avons tenu à citer ces paroles du général parce qu'elles n'ont été publiées que de nos jours[1]. Parmi les écrivains qui se sont occupés de Maurice de Saxe, aucun ne les donne, aucun même n'a senti l'intérêt du rôle que remplit Schulenbourg auprès de cet enfant si bien doué, mais si insouciant du travail et des vertus austères. Il y a trente ans qu'un héritier du nom de Schulenbourg, compulsant les archives de sa maison, en a extrait les documents les plus précieux pour l'histoire européenne à la fin du dix-septième et au commencement du dix-huitième siècle[2]. Il convenait d'en détacher ici cette page. L'idée du devoir, l'idée de Dieu apparaîtra trop rarement dans l'histoire du maréchal de Saxe pour qu'on ne saisisse pas l'occasion de la faire briller au début de cette existence marquée par tant de journées glorieuses, mais agitée aussi par tant de passions sans frein.

1. Nous ne les traduisons pas, nous citons le texte même; c'est en français que le comte de Schulenbourg écrivait à Maurice.

2. *Leben und Denkwürdigkeiten Johann Mathias Reichsgrafen von der Schulenburg. Aus Original-Quellen bearbeitet.* 2 vol. Leipzig, 1834.

II

Les succès du jeune enseigne sous les drapeaux du prince Eugène avaient retenti à la cour de Dresde; le roi, si brave lui-même, reconnut bien sa race. Toutefois, au moment même où il lui préparait le meilleur accueil, il hésitait encore à lui donner un nom et un rang dans le monde. Un nom et un rang, la reconnaissance et l'établissement de l'enfant par le père, voilà ce que la comtesse de Kœnigsmark ne cessait de demander au Roi Auguste. Le roi finit par céder. Le 10 mai 1711, après un voyage à Dresde, la comtesse écrivait à Schulenbourg : « Le roi a enfin reconnu le comte de Saxe par une recognition signée de sa main à tous les colléges de Dresde, et communiquée au conseil privé, au conseil du cabinet et à la régence. Il lui donne avec cela un comté de 10,000 écus de revenus. Jugez, monsieur, combien j'ai eu de bonheur cette fois dans mon voyage à Dresde. »

Le budget de Maurice de Saxe était, en effet, une des grandes préoccupations de la comtesse de Kœnigsmark. La comtesse n'était pas riche : les affaires fort embrouillées de son frère Philippe n'avaient pu être mises en ordre après sa tragique disparition. Si le roi n'était

venu au secours de son fils, quelle pouvait être dans l'avenir la situation de Maurice ? Sa joie ne fut pas de longue durée. Soit que la pension de 10,000 écus ne fût pas payée régulièrement, soit que la somme fût insuffisante pour un jeune prince libéral et prodigue, la comtesse, durant deux ou trois ans, va être occupée sans relâche à implorer pour Maurice la générosité du roi ou de ses ministres. Sa tendresse maternelle devient si importune au roi qu'il lui interdit sur ce point toute nouvelle demande : elle se tourne alors vers le premier ministre, ce comte de Flemming qui a tant de fois combattu son influence, qu'elle a poursuivi elle-même si vivement d'une haine féminine, et devant lequel aujourd'hui la mère désolée consent à humilier son orgueil. Elle lui écrit le 1er août 1712 : « Votre Excellence trouvera une occasion de s'employer en faveur du comte de Saxe par le décès de Ramsdorf, touchant les biens qui en reviendront au roi. Sa Majesté m'a fait défendre de me mêler de ces affaires ; mais il me sera permis de vous solliciter, monsieur, sans y paraître en aucune manière. Vous aurez la bonté de me ménager et de prendre à cœur une malheureuse destinée, si longtemps traversée. » Ce Ramsdorf était un haut et puissant dignitaire de la Saxe, emprisonné pour un pamphlet intitulé *Portrait de la cour de Pologne*, et qui venait de mourir sous les verrous. On croyait que ses titres et ses biens, confisqués pour crime de lèse-majesté, allaient faire retour à la couronne, et la comtesse, dans l'impatience de sa sollicitude, voyait là une occasion toute naturelle d'assurer l'avenir de son fils. Le

roi fut d'un autre avis. « J'ai recommandé au roi les intérêts du comte de Saxe, écrit Flemming le 4 août : Sa Majesté fait paraître beaucoup de bonne volonté ; mais à l'égard de l'héritage de Ramsdorf le roi a trouvé la chose trop douteuse pour en disposer en faveur du comte de Saxe. » La comtesse revient à la charge : si cette voie est mauvaise, qu'on en suive une autre. Pourquoi le ministre ne prendrait-il pas l'initiative de quelque mesure favorable au fils du roi ? Le roi, qui a reconnu Maurice comme son enfant, attend sans doute du ministère l'accomplissement des devoirs que cette reconnaissance lui impose. « Votre Excellence, ajoute-t-elle, aura la bonté de représenter à Sa Majesté que ces sortes d'enfants ont besoin d'être soutenus et poussés par la faveur des grands. »

Pendant ces négociations, Maurice plaidait sa cause à sa manière. En 1711, il avait suivi le roi en Poméranie ; en 1712, il prit part au siége de Stralsund, où Charles XII était attaqué à la fois par les rois de Prusse, de Danemark et de Pologne. Impatient de voir ce Charles XII qui remplissait le monde du bruit de son nom, et qui, sept années auparavant, avait détrôné Frédéric-Auguste, il se jetait au fort de la mêlée, persuadé qu'il le trouverait à coup sûr là où le danger était le plus grand. L'année suivante, Frédéric-Auguste lui donnait un régiment de cuirassiers, et bientôt après, voulant assurer une fois pour toutes la fortune du jeune colonel, il le mariait à la plus riche héritière de ses États.

On sait les scandales et le triste dénoûment de cette

union ; mais nul n'en connaissait les étranges préliminaires avant les révélations des archives de Dresde. L'aventure est curieuse. Ce n'est pas le tableau d'un mariage royal comme celui qui a été tracé d'une main si ferme et d'une plume si vive par un illustre historien de nos jours [1]; nous n'y trouverons pas, comme dans ce beau récit, des renseignements intimes sur les trois plus grandes cours de l'Europe et sur les personnages qui y jouaient un rôle au début d'une époque mémorable : j'oserai dire pourtant que ce mariage semi-bourgeois, semi-royal, ce mariage d'un fils naturel du roi de Pologne avec une riche héritière de la Saxe est une page qu'il faut restituer à l'histoire. Il peint en traits ineffaçables et le caractère du maréchal de Saxe et les mœurs du dix-huitième siècle.

Il y avait en Saxe, au commencement du dix-huitième siècle, un gentilhomme nommé Ferdinand-Adolphe de Loeben, qui possédait d'immenses domaines sur tous les points de la contrée, et n'avait d'autre héritier qu'une fille unique, Johanna-Victoria. Cette dot énorme était convoitée par les plus grands personnages. Dès l'âge de huit ans, Johanna-Victoria avait été demandée en mariage par un des premiers seigneurs de la cour de l'électeur palatin, le comte Henri-Frédéric de Friesen, fils du maréchal comte de Friesen et de la marquise de Montbrun. Le 26 avril 1706, M. de Loeben souscrivit à un contrat par lequel il s'engageait à

1. Est-il besoin de rappeler la belle étude historique de M. Guizot, intitulée : *Un projet de mariage royal.* Voyez la *Revue des Deux-Mondes,* 15 juillet, 1er août et 1er octobre 1862.

donner sa fille en mariage au comte de Friesen, pourvu toutefois que ledit comte sût gagner l'affection de l'enfant et la conserver jusqu'à l'époque où elle deviendrait nubile. Peu de temps après, M. de Loeben mourut, et sa veuve épousa en secondes noces un lieutenant-colonel au service de l'électeur de Saxe, M. de Gersdorff. Ce M. de Gersdorff était un habile homme. Peut-être avait-il épousé la mère pour accaparer au profit des siens la fortune de la fille. En tout cas, cette opération hardie, soit qu'elle fût préméditée de longue main, soit qu'elle ait été inspirée subitement par les circonstances, ne tarda point à s'accomplir. M. de Gersdorff obtint de sa femme que l'immense héritage de Mademoiselle de Loeben ne sortît pas de sa nouvelle famille. Pourquoi livrer tant de trésors à des mains étrangères ? N'avait-il pas un neveu tout prêt à les recueillir ? En faire profiter un des siens, n'était-ce pas en quelque sorte les confier à un dépositaire ? N'était-ce pas du moins une manière de ne pas s'en séparer tout à fait ? La mère consentit, on déchira sans plus de façon le contrat passé avec M. de Friesen, et la jeune fille, trop jeune encore pour avoir une volonté, fut fiancée en 1707 à M. de Gersdorff, lieutenant de cavalerie, comme elle avait été promise en 1706, promise solennellement et par traité authentique, à M. le comte de Friesen, colonel et chambellan de l'électeur palatin. Le comte de Friesen allait-il se résigner à cette violation du contrat ? Pour écarter d'avance ses protestations, on joue une comédie singulière. Le lieutenant Gersdorff enlève l'enfant, avec autorisation préalable, l'emmène en

Silésie, fait célébrer son mariage à Neuendorf par un ecclésiastique dont le dévouement lui est acquis, et vient réintégrer sa femme, car il l'appelle de ce nom, entre les mains de sa mère. Le comte de Friesen, informé de l'aventure, jette les hauts cris, dénonce au gouvernement saxon la fourberie dont il est victime, et se déclare résolu à obtenir de l'Église l'annulation d'un mariage célébré contre toutes les lois divines et humaines. Or, depuis quelques années déjà, Frédéric-Auguste avait des vues sur l'avenir de la jeune héritière ; il la destinait au comte Maurice. Les plaintes de M. de Friesen lui furent une occasion toute naturelle de s'ingérer arbitrairement dans les affaires de la famille de Loeben. Le 19 mars 1708, il écrit de sa main à l'un de ses chambellans, M. de Ziegler, pour lui donner l'ordre de diriger l'éducation de Mlle de Loeben, de la préparer à tenir son rang dans le monde, et de veiller surtout à ce qu'elle ne contracte point avant l'âge une alliance précipitée, indigne de sa fortune et de son rang. M. de Ziegler répond au souverain qu'il accepterait cette tutelle sans hésiter, si son influence ne devait être combattue par la mère et le beau-père de sa pupille. Aussitôt ordre est donné au nom du roi d'amener à Dresde Madame de Gersdorff et Johanna-Victoria ; on les sépare, on les met au secret, on les interroge, comme s'il y avait là un crime à punir et une victime à venger. Enfin quand l'enquête est terminée, quand il est bien établi que Madame de Gersdorff a laissé enlever sa fille âgée de neuf ans par un neveu de son mari, et que celui-ci, pour confisquer d'avance

la fortune de l'enfant, s'est fait unir à elle devant un autel profané, ce mariage, déféré au consistoire supérieur, est déclaré nul et de nul effet. La mère a beau protester en versant des flots de larmes, elle ne reverra plus sa fille. Johanna-Victoria est confiée à une personne de la cour, Madame de Trützschler, afin que, désormais soustraite aux influences coupables, elle puisse grandir librement et se choisir elle-même un époux, quand le moment sera venu. Cruelle punition pour la mère imprudente ! En vérité, comédie pour comédie, on ne sait laquelle vaut le mieux. La première avait du mois le mérite de la franchise ; la cupidité de M. de Gersdorff, en se servant de moyens si blâmables, n'invoquait pas hypocritement l'intérêt de la moralité publique. Quant aux influences tyranniques dont on voulait préserver le libre choix de la jeune fille, elles n'avaient fait que changer de nature ; au lieu de la volonté impérieuse d'une mère, c'étaient les caresses intéressées des agents de Frédéric-Auguste. Mademoiselle de Loeben était une âme frivole ; on l'amena sans peine à remercier le roi de sa délivrance et à exprimer son aversion pour M. de Gersdorff. Frédéric-Auguste manda le jeune lieutenant en son palais, et après lui avoir adressé les plus sévères reproches, après avoir en quelque sorte suspendu sur sa tête le châtiment de son indignité, il ajouta qu'il daignait lui faire grâce, s'il prenait l'engagement de renoncer pour toujours à Mademoiselle de Loeben. En même temps une négociation fut ouverte avec M. le comte de Friesen pour déchirer le contrat de 1706 ; ce fiancé à longue échéance, si bizar-

rement accepté, si bizarrement éconduit, reçut une indemnité en bonne monnaie d'or. Telle était la dignité de ces gentilshommes, telles étaient les nobles mœurs d'un pays que les chroniqueurs du temps nommaient *la Saxe galante*.

Sur un terrain préparé de la sorte, le jeune héros de Stralsund n'eut pas de peine à supplanter ses rivaux. On dit que la riche héritière lui plaisait médiocrement, et que s'il consentit à lui faire sa cour, ce fut le nom de la jeune fille qui le décida. « Soit! aurait-il dit, épousons la victoire! » Quant à Johanna-Victoria, la position quasi royale de Maurice, encore plus que sa gloire naissante, éblouit tout d'abord sa vanité enfantine. Il y a une lettre de sa main, en date du 30 juillet 1711, où nous lisons ces mots . « Je vous assure, en ce qui me concerne, que je vous serai éternellement attachée; dussé-je être privée longtemps de votre conversation, jamais je ne renoncerai à vous. Je vous prie de me conserver aussi un peu d'affection, et j'ose dire que je n'en doute pas. Enfin je me recommande à votre constante amitié, et je reste, monsieur le comte, votre très-fidèle Johanna-Victoria de Loeben. » Elle ajoutait en *post-scriptum* des vers français que voici :

Que notre sort est déplorable
Et que nous souffrons de tourment
Pour nous aimer trop constamment!
Mais c'est en vain qu'on nous accable :
Malgré nos cruels ennemis,
Nos cœurs seront toujours unis.

Pourquoi ce couplet d'opéra-comique? Quels sont ces

ennemis cruels? Se croyait-elle encore poursuivie par M. de Gersdorff ou le comte de Friesen? Était-ce l'impatience de devenir enfin une grande dame et la crainte de voir le fils du roi lui échapper? Mauvais enfantillage, si je l'ose dire, enfantillage d'une imagination surexcitée de bonne heure, et qui ne fait que trop pressentir les futurs désordres de la jeune femme.

Trois années plus tard, le 1er mars 1714, Maurice n'ayant encore que seize ans et sa fiancée quinze ans à peine, un édit royal les déclara majeurs tous les deux, « en considération, disait le souverain, de leur bonne conduite, qui nous est personnellement connue : *Wegen ihrer Beiden Uns Selbst bekannten guten Aufführung.* » Le 10 du même mois, les deux fiancés, les deux enfants signèrent leur contrat de mariage, où ils s'engageaient « par une solennelle et irrévocable promesse à s'aimer l'un l'autre comme mari et femme, en tout honneur et toute affection, jusqu'à la fin de leurs jours : *Versprachen Kraftig und unwiderruflich, dass sie sich einander Zeit ihres Lebens ehelich, ehrlich, und herzlich lieben wollten.* » La cérémonie nuptiale eut lieu le 12 mars au château de Moritzbourg, et ce fut le signal d'une série de fêtes dans la royale demeure.

Ne semble-t-il pas que ces promesses solennelles, irrévocables, ces recommandations impérieuses et multipliées, aient eu ce jour-là une signification particulière dans la pensée de ceux qui les dictaient? Elles offrent du moins un singulier contraste avec les événements qui vont suivre. Maurice était une de ces natures de feu à qui l'action est nécessaire et qui se dévorent, qui se

détruisent elles-mêmes dans l'oisivité. Les archives de Dresde nous apprennent que la jeune comtesse de Saxe, étant devenue enceinte peu de temps après son mariage, supplia le roi de ne pas lui enlever son mari, de ne pas le laisser partir pour l'armée, au moins jusqu'à l'époque de sa délivrance. Elle eût mieux fait de l'envoyer elle-même aux combats. Élevé dans la cour la plus dissolue, le comte Maurice n'avait pas en lui assez de ressources pour échapper aux piéges d'une existence princière; c'est sous le harnais que de tels caractères se déploient tout entiers. Il leur faut la lutte matérielle pour qu'ils fassent éclater leurs qualités morales; trop peu préparés aux combats intérieurs, ils cèdent au premier choc, si l'action ne les soutient pas. Maurice, au milieu des camps, n'est pas seulement un capitaine de génie, un inventeur de manœuvres, un tacticien original, c'est un homme, un cœur aux inspirations généreuses; dans le train de la vie commune, ce n'est plus qu'un débauché dont Voltaire lui-même ne pourra parler sans dédain. Ce caractère se dévoile à nous dès ces premières années. On raconte que le 21 janvier 1715, le jour où la comtesse de Saxe mit au monde son enfant (c'était un fils qui vécut seulement quelques jours), Maurice commit une témérité qu'il faillit payer de sa vie. Il avait organisé une partie de traîneau sur l'Elbe. Or le dégel avait commencé, bien qu'une couche de glace couvrît encore les eaux du fleuve, et c'était vraiment folie que de s'exposer à un tel péril. Malgré toutes les remontrances, il tint bon, emmenant avec lui deux compagnons qui sans doute, en présence de

ses bravades, n'avaient pas eu le courage de se montrer plus prudents C'étaient le prince Henri II de Reuss et un *cavalier* dont on n'a pas dit le nom. Maurice tient les rênes, ils partent, ils volent; mais soudain la glace se rompt, et cheval et traîneau disparaissent sous les ondes. Un instant après, on voit apparaître à fleur d'eau la tête du comte de Saxe; il s'accroche aux glaçons et finit par aborder au rivage. Le *cavalier* se sauve aussi; quant au prince de Reuss, il faillit ne pas sortir vivant de cet abîme, et ce fut à grand'peine que ses deux compagnons purent lui tendre une main secourable. Folles équipées de l'homme d'action qui se perdra dans les témérités inutiles ou les dissipations vulgaires, s'il ne lui est pas permis d'aspirer à la gloire !

Maurice obtint la permission de retourner à l'armée à la tête de son régiment, et il prit part aux guerres que l'électeur de Saxe soutenait alors pour reconquérir son royaume de Pologne. Un jour qu'il allait rejoindre l'armée saxonne à Sandomir, ayant cru sur un faux bruit qu'un armistice venait d'être signé entre les Saxons et les Polonais, il se mit en route accompagné seulement de cinq officiers et d'une douzaine de serviteurs. Arrivé au petit village de Krosniec, il se mettait à table avec ses officiers dans une salle d'auberge, quand on lui annonça que les ennemis accouraient. C'était une troupe d'environ huit cents cavaliers. Sans hésiter une seconde, Maurice se décide à la lutte et prend ses dispositions avec autant de sang-froid que de vigueur. Il a trop peu de monde avec lui pour défendre la cour de l'auberge et les murailles qui l'environnent;

il se retranche dans la maison, résolu à s'ensevelir sous ses ruines plutôt que de se rendre. C'est Charles XII à Bender. Quelques-uns des soldats de Maurice gardent le rez-de-chaussée de la maison, tandis que les autres, déchargeant leurs mousquets par les fenêtres du premier étage, déciment les assaillants. Les postes d'en bas vont céder au nombre; Maurice les rappelle, détruit l'escalier, barricade les portes, et la lutte recommence avec acharnement. L'ardeur du chef et sa présence d'esprit se communiquent aux soldats. Vingt contre mille, ils comprennent qu'ils doivent frapper à coup sûr. Ceux-ci tirent par les croisées converties en meurtrières; ceux-là, faisant des trouées dans le plancher, mitraillent du haut en bas l'ennemi entassé dans les salles. Le combat dura plus de cinq heures; les Polonais, dont les rangs venaient tomber tour à tour devant cette redoute si bravement défendue, se décident enfin à battre en retraite, laissant seulement quelques sentinelles pour investir la place. Maurice avait perdu trois hommes, et presque tous les autres étaient blessés; lui-même avait reçu un coup de feu à la cuisse. Pouvait-on compter le lendemain sur une résistance aussi solide de la part d'une poignée d'hommes mutilés? Il faut ici un coup de main exécuté avec la promptitude de la foudre. La nuit venue, quand on les croit endormis, quand les gardes eux-mêmes commencent à céder à la fatigue, le comte et les siens, armés jusqu'aux dents, s'élancent hors de la maison, massacrent les sentinelles, s'emparent des chevaux, leur mettent l'éperon dans les flancs, et, gagnant la forêt prochaine, sont bientôt à l'abri des poursuites.

Au milieu de ces actes d'héroïsme, Maurice de Saxe devait se livrer par instants à de singuliers excès, car nous voyons par les archives de Dresde que les accusations les plus graves pesèrent sur lui en différentes rencontres. Aussitôt la guerre finie, il se jetait dans les aventures de toute sorte, et de là bien des choses qui pouvaient scandaliser la cour même du roi Auguste. La femme du maréchal de Loewendal ayant essayé de le défendre contre je ne sais quel grief dont se plaignait amèrement le chef du cabinet saxon, M. le comte de Flemming, celui-ci répondait : « Je crains que, par une flatteuse complaisance pour lui, vous ne le gâtiez et ne détruisiez ce qu'il y a encore de bon en son naturel. » Ce qu'il y a encore de bon en son naturel ! Voilà un langage bien dur, si l'on se rappelle surtout ce qu'étaient les mœurs publiques dans ces cours de Saxe et de Pologne. Et ce n'était pas seulement le comte de Flemming qui parlait ainsi, c'était le roi lui-même, puisque la comtesse de Kœnigsmark, précisément à cette époque (mars 1716), était obligée de justifier son fils auprès du roi et lui adressait la lettre que voici : « Depuis l'enfance du comte, je me suis étudiée à connaître son cœur; je n'ai jamais remarqué aucune mauvaise inclination, ni entendu dire de ma vie qu'il eût fait une mauvaise action.... Si j'en dois croire plusieurs rapports de l'armée, il a fait son devoir au possible pendant cette campagne[1]. » Malgré les éclatants souve-

1. Nous citons le texte même de la comtesse de Kœnigsmark, qui écrivait ses lettres en français.

nirs invoqués ici par la comtesse, le comte de Saxe eut la douleur de perdre son régiment, et comment ne pas voir là une preuve nouvelle du mécontentement excité par ses désordres? Le comte Flemming ayant décidé le roi à opérer une réduction dans l'armée saxonne, on tira au sort entre plusieurs régiments pour savoir lesquels seraient licenciés; ne pouvait-on mettre à part celui que le fils du roi avait commandé d'une manière si brillante? Une scène très-vive, assurent les chroniqueurs du temps, eut lieu à ce sujet entre le roi et le comte de Saxe; le fils se serait plaint à son père avec une violence extrême, et, menacé d'un emprisonnement dans une forteresse, il serait sorti du palais en toute hâte, aurait fait seller son cheval, et serait allé se cacher au loin dans une des propriétés de sa femme. Nos documents des archives de Dresde ne contiennent, il est vrai, aucun détail à ce sujet. Il est impossible pourtant de révoquer en doute l'espèce de défaveur qui pesait alors sur Maurice de Saxe, et puisque la dissipation des mœurs dans une pareille cour ne devait pas être jugée bien sévèrement, que faut-il penser des incartades de toute sorte auxquelles s'abandonnait le jeune colonel?

Thomas affirme dans son *Éloge du maréchal de Saxe*, et tous les historiens ont répété après lui, que Maurice prit part à la mémorable expédition du prince Eugène contre les Turcs en 1717. « Passionné pour la gloire, s'écrie l'orateur, avide de s'instruire, partout où il peut vaincre, c'est là sa patrie. Il devient encore une fois le disciple d'Eugène. Ce grand homme affermissait les

barrières de l'empire contre ce peuple obscur dans sa source, mais redoutable dans ses progrès, ennemi des chrétiens par religion comme par politique, qui, sorti des marais de la Scythie, a inondé l'Asie et l'Afrique, subjugué la Grèce, fait trembler l'Italie et l'Allemagne, mis le siége devant la capitale de l'Autriche, et dont les débordements peut-être auraient dès longtemps englouti l'Europe, si la discipline et l'art de la guerre ne devaient avoir nécessairement l'avantage sur la férocité courageuse. Maurice étudia contre ces nouveaux ennemis l'art de prendre les villes et de gagner les batailles. » Traduisez dans la langue de l'histoire ces périodes académiques, il restera ceci : Maurice de Saxe, en 1717, se rendit en Hongrie, où l'empereur d'Allemagne avait réuni sous les ordres du prince Eugène une armée de cent cinquante mille hommes destinée à refouler les Turcs au delà du Danube. Là-dessus, Thomas s'exalte ; il aperçoit en imagination son jeune héros écoutant les leçons du prince Eugène ; il les répète, il les commente, rien ne manque à l'amplification oratoire, et après ce morceau à la Bossuet, où le double reflet de Turenne et de Condé illumine le front du jeune colonel, il termine ainsi pour couronner l'œuvre : « Telles étaient les leçons sublimes qu'Eugène donnait à Maurice. L'un méritait la gloire de les donner, l'autre celle de les recevoir, et ces deux hommes étaient également dignes l'un de l'autre. » Par malheur, ces éloges sont bien inexacts, car il est prouvé aujourd'hui que Maurice, s'il est allé en Hongrie, n'a pu s'y rendre que vers la fin de la seconde campagne, non pas en 1717,

mais seulement l'année suivante. Un savant viennois, M. Alfred Arneth, qui a publié récemment une biographie très-complète du prince Eugène avec les documents inédits des archives d'Autriche, nomme tous les officiers étrangers qui vinrent prendre part à cette expédition[1]. Hommes du nord et hommes du midi s'étaient donné rendez-vous à cette espèce de croisade dont le chef venait d'être solennellement béni et armé par le pape. On y voyait le jeune prince Emmanuel, frère du roi de Portugal Jean V, qui, après une querelle déplorable où le roi s'était oublié jusqu'à le frapper au visage, avait quitté à jamais son pays natal, et, admis dans l'intimité du prince Eugène, effaçait en héros la tache imprimée à son honneur[2]. On y voyait tout un groupe de princes

1. *Prinz Eugen von Savoyen. Nach den handschriftlichen Quellen der Kayserlichen Archive*, von Alfred Arneth. 3 vol., Vienne, 1858. Voyez tome II, pages 424-426.

2. Le prince Emmanuel était d'abord venu à Paris après l'outrage qu'il avait reçu de son frère, et, fort mal accueilli du régent qui voulait ménager le Portugal, il avait été réduit à vivre dans une société indigne de lui. Nous devons ces détails à Saint-Simon : « Le prince Emmanuel, qui n'avait pas encore dix-neuf ans, dernier des frères du roi de Portugal, arriva à Paris chez l'ambassadeur de sa nation, où il logea. Le roi, son frère, dont la conduite était fort singulière, pour en parler plus que mesurément, l'avait frappé dans un emportement. Le prince fut outré, et ne se crut plus en sûreté en Portugal. On ne se mit nullement en peine de le recevoir, sous prétexte de l'incognito. L'Angleterre dominait en Portugal, y trouvant son compte pour son commerce, et, pour cela, le roi d'Angleterre complaisait en tout au roi de Portugal. La considération des Anglais entra donc pour beaucoup dans le peu de cas qu'on fit ici du prince Emmanuel. M. le duc d'Orléans fut encore bien aise de s'épargner la dépense et l'importunité personnelle d'une réception convenable. Il aima donc mieux tout supprimer jusqu'à la plus grande indécence. Ce prince ne vit ni le roi, ni le régent, ni les filles de France ni les princes et princesses du sang. Il vécut à Paris tout en particulier et n'y vit encore que mau-

et de gentilshommes venus de la cour de France : le comte de Charolais, de la maison de Condé; le prince de Dombes, fils du duc du Maine, et par conséquent petit-fils de Louis XIV; le prince de Pons et le chevalier de Lorraine. Aurait-on pu oublier le fils du roi de Pologne parmi ces hôtes illustres? Les registres de la campagne de 1717, conservés aux archives de Vienne, ne mentionnent pas son nom une seule fois. C'est en vain sans doute que le colonel sans régiment avait demandé à son père l'autorisation d'aller se battre sous les drapeaux du prince Eugène; c'est en vain, nous le savons, qu'il renouvela sa demande l'année suivante. La comtesse de Doenhof ayant transmis au comte de Flemming les plaintes que Maurice ne cessait de proférer contre lui à l'occasion de ce refus, le ministre répondit le 30 mars 1718 : « M. le comte de Saxe se plaint à tort de moi sur ce qu'il ne va pas en Hongrie, puisque je lui ai dit à lui-même que j'en serais fort content, et qu'il n'avait qu'à en parler au roi. Il souhaite d'y aller à la tête d'un régiment; mais en a-t-il un, et puis-je de droit en ôter un à un autre colonel pour le lui donner? Enfin, quand cela se pourrait par droit, cela dépend-il de moi, et ne faut-il pas que le roi, à qui je lui ai dit de s'adresser, me l'ordonne ?... Je vous prie, madame, de considérer encore si, tout fils du roi qu'il

vaise compagnie. Aussi s'en lassa-t-il bientôt; et, au bout de six semaines ou deux mois, partit malgré toutes les instances de l'ambassadeur de Portugal, et s'en alla à Vienne, et servit volontaire en Hongrie avec beaucoup de valeur. » *Mémoires du duc de Saint-Simon*, tome VIII, p. 397. (Nous citons l'édition en 13 volumes. Hachette, Paris, 1863.)

est, étant soldat et dépendant des articles de guerre, quoiqu'il n'ait pas de régiment, il fait bien de se plaindre légèrement de son supérieur, comme je le suis par l'ordre de Sa Majesté?... En manquant ainsi au point le plus essentiel, qui est de savoir obéir pour apprendre à commander, quel progrès pourrait-il faire dans le métier qu'il a embrassé et qu'il veut continuer? »

Est-ce à dire que Maurice n'ait pas réussi à triompher des obstacles? M. de Weber et M. Arneth, en lui refusant sa part d'action et d'honneur dans la campagne de 1718, pèchent à leur tour par exagération comme le panégyriste qu'ils réfutent. Avant de soutenir cette thèse, il faudrait prouver que les *rêveries* de Maurice ont été falsifiées par l'éditeur, ou que l'auteur lui-même a pris ses imaginations pour des souvenirs, puisqu'à deux reprises différentes il nous raconte ce qu'il a vu et fait dans le camp de Belgrade. « En 1718, écrit-il, presque en sortant des quartiers, nous entrâmes au nombre de cinquante mille hommes dans le camp de Belgrade. Il est sur une hauteur, l'air y est sain, l'eau de la source y est bonne, et nous avions abondance de toutes choses. Le jour de la bataille, qui était le 18 août, il ne se trouva que vingt-deux mille combattants sous les armes; tout le reste était mort ou hors d'état d'agir. » Et plus loin : A la bataille de Belgrade j'ai vu tailler en pièces deux bataillons dans un instant; voici comme l'affaire se passa.... » et il expose tout au long ce terrible épisode pendant lequel, se trouvant de sa personne auprès du prince Eugène, il put apprécier la sûreté de son coup d'œil. Maurice, à force d'instances et de clameurs, aura

donc obtenu la permission d'aller se battre contre les Turcs, il aura pu arriver sous Belgrade au mois d'août, avant la bataille, et ainsi se concilient des textes qui semblent se contredire. Les documents de Dresde et de Vienne n'en ont pas moins leur prix; nous y voyons que Maurice, pendant plus d'une année, sollicita en vain un régiment pour le conduire sur le théâtre de la guerre, et qu'il poussait des cris de fureur contre M. de Flemming, s'imaginant que l'obstacle venait de son mauvais vouloir.

Que faisait-il donc pendant ces longs mois d'inaction forcée? Une lettre de la comtesse de Kœnigsmark, tirée aussi des archives de Dresde, jette une triste lumière sur les *juvenilia* du futur vainqueur de Fontenoy. C'est encore à Flemming, au maréchal de cour, que s'adresse la pauvre mère, et elle lui écrit ces mots: « L'oisiveté du comte de Saxe est un état qui le perdra de réputation et de mœurs; il est impossible qu'il puisse rester sur ce pied sans blesser même la gloire du roi C'est à Sa Majesté de prononcer ce qu'elle veut faire de lui, s'il doit partir pour les pays étrangers, ou si elle veut l'employer dans son service.... » Elle écrivait au roi vers le même temps, à propos des embarras pécuniaires de son fils : « Ne pouvant vivre que par emprunts, l'indigence l'expose tous les jours à des choses indignes de lui, dont la fin ne peut être que le désespoir. »

Indignité, désespoir, voilà des mots bien tragiques. Et pourquoi craint-elle qu'il ne soit bientôt perdu de réputation? pourquoi cette pensée de lui ouvrir une autre

carrière dans les pays étrangers? C'est que nous touchons ici à une crise funeste de sa vie, à une crise aussi mystérieuse que douloureuse : je dis mystérieuse, car ce drame domestique était assez mal connu jusqu'à présent, et les documents nouveaux n'y ont pas encore porté la lumière. Que Maurice de Saxe, avec sa nature fougueuse, son impatience de l'inaction et le peu d'attachement qu'il avait montré à sa femme dès le premier jour, ait donné à la comtesse les plus légitimes sujets de plainte, c'est ce qu'on n'a jamais ignoré. Quant à la jeune femme, on semble croire aujourd'hui qu'elle lui infligea la peine du talion, se vengeant du désordre par le désordre, et descendant aussi bas qu'il descendait lui-même. Voilà ce qu'il y a de plus clair dans ces ténébreuses anecdotes, dont il faut bien ici rassembler les détails.

A la fin de l'année 1718, la comtesse de Saxe, privée de ses revenus par les dissipations du comte, va demander asile à Aurore de Kœnigsmark dans l'abbaye de Quedlinbourg. « Pour Madame la comtesse, écrit au roi la mère de Maurice (février 1719), il y a déjà près de quatre mois qu'elle s'est réfugiée chez moi dans l'abbaye, tous ses revenus étant pour les créanciers. Je lui dois trop d'amitié pour ne pas partager avec elle le peu que j'ai. » La démarche de la jeune femme, la lettre d'Aurore de Kœnigsmark à Frédéric-Auguste, tout semble prouver que la belle-mère et la bru sont parfaitement d'accord. Quelques mois se passent, et tout a changé. La comtesse de Saxe a quitté l'abbaye de Quedlinbourg, elle est revenue dans une de ses terres; c'est de là

qu'elle écrit au roi une lettre suppliante où éclatent à la fois et la douleur d'avoir perdu l'affection de son mari et la défiance que lui inspire désormais Madame de Kœnigsmark. Que le père de Maurice lui vienne en aide; elle ne peut plus s'adresser à sa mère. Elle conjure donc Frédéric-Auguste de lui ramener le comte de Saxe; mais pas d'imprudence, pas de paroles indiscrètes! Maurice et sa mère doivent ignorer toujours que la comtesse de Saxe a osé porter ses plaintes aux pieds du roi. « Votre Majesté, ajoute-t-elle, connaît l'esprit de la comtesse de Kœnigsmark, qui est capable de démêler les secrets les plus mystérieux; ainsi elle peut juger dans quelle situation je suis, craignant à tout moment d'être découverte. » Elle revient plusieurs fois sur cette idée; le roi ne saurait mener l'affaire avec trop de circonspection. Si le roi se montrait irrité contre Maurice, celui-ci se douterait bien que sa femme a élevé des plaintes, et alors elle serait perdue. Elle ajoute ces paroles touchantes : « Étant unis par un lien si fort, je souhaiterais ardemment de vivre en bonne intelligence avec lui, s'il avait seulement un peu de complaisance pour moi. Je serai toujours contente, s'il me témoigne quelque peu d'estime et ne me brusque pas à chaque instant dès que je parle à quelqu'un. Au reste, je fais serment à Votre Majesté que je me conduirai de telle manière que personne n'aura rien à me reprocher. » Cette lettre est du 26 août 1719; le 28, elle annonce au roi que Maurice l'a mandée auprès de lui ce jour-là même et lui a dit : « Je sais, madame, que vous vous plaignez de moi au monde entier. S'il vous plaît

que nous nous séparions, j'y consens; mais si vous voulez rester avec moi, je vous préviens que vous serez obligée de vous régler selon ma volonté. Votre conduite ne m'agrée en aucune façon, et je saurai bien la faire changer. Vous avez jusqu'à demain pour prendre une résolution. » Après avoir raconté cette scène inattendue, — je dis inattendue pour nous, qui ne sommes pas encore dans le secret, — après avoir montré ainsi l'accusé devenant tout à coup l'accusateur, elle invoque de nouveau la protection de Frédéric-Auguste et accuse Aurore de Kœnigsmark d'être la seule cause de ses malheurs. Aurore de Kœnigsmark, à l'entendre, est l'arbitre unique de sa destinée; « mais plutôt que de me rendre son esclave, s'écrie-t-elle avec une irritation singulière, j'aimerais mieux me résigner au pain et à l'eau! »

Que s'était-il donc passé entre la comtesse de Saxe et la comtesse de Kœnigsmark? La mère de Maurice avait-elle essayé en vain de réprimer les désordres de sa bru? Avait-elle compris que tous ses efforts seraient vains, que la jeune femme, à la fois altière et dissipée, vindicative et voluptueuse, ne renoncerait jamais à ses représailles; que l'honneur de son fils en recevrait de mortelles atteintes; que sa situation serait d'autant plus intolérable qu'il aurait moins le droit de s'en plaindre; qu'il serait ridicule s'il paraissait tout ignorer, odieux s'il prétendait sévir, et que ce mariage, tant désiré par elle comme un point d'appui pour l'avenir du comte de Saxe, allait devenir au contraire l'écueil de sa fortune? Est-ce pour cela que nous la verrons impitoyable dans

ses rapports avec Johanna-Victoria, elle qui s'est montrée toute sa vie si indulgente et si bonne? Est-ce pour cela qu'elle poussera la haine jusqu'à désirer, bien plus, jusqu'à favoriser l'avilissement de la jeune femme, décidée qu'elle est à la perdre pour sauver Maurice? Nos documents des archives de Dresde nous font deviner cette situation plutôt qu'ils ne l'établissent avec netteté; mais de quelque manière qu'on explique ces fureurs, ces dénonciations, ces intrigues meurtrières, au travers desquelles la vérité a tant de peine à se faire jour, il faut reconnaître qu'il y a là une tragédie épouvantable.

Un des biographes d'Aurore de Kœnigsmark, l'Allemand Cramer, et le savant directeur des archives de Dresde, M. de Weber, affirment tous deux que la comtesse de Saxe, pendant son séjour à l'abbaye de Quedlinbourg, sous les yeux mêmes de sa belle-mère, avait déjà commencé à mener une vie de débauches. Suivant l'exemple de son mari, elle prenait ses amants tour à tour, ou plutôt à la fois, en bas comme en haut. Pourquoi la comtesse de Kœnigsmark, si vigilante plus tard, se montra-t-elle en ce moment si indifférente aux aventures de Johanna-Victoria? pourquoi attend-elle une année entière avant de se plaindre? pourquoi, se décidant enfin à intervenir, s'adresse-t-elle au roi par une dénonciation secrète, et non directement à la jeune femme? Les questions se succèdent sans réponse. A ces incertitudes d'un procès mal instruit, ajoutez des aventures scandaleuses où le faux et le vrai sont mêlés d'une façon inextricable. Parmi les personnes qui composaient la maison de la comtesse de Kœnigsmark, se

trouvait une jeune femme élégante et jolie, Madame Rosenacker. Elle suivit sa maîtresse à Dresde en 1720, quand celle-ci, sur l'ordre du roi, vint y tenter, en apparence du moins, la réconciliation des deux époux, et ne fit que les séparer davantage. La comtesse de Saxe, qui recevait sa belle-mère avec une attitude si résolûment hostile, adressait au contraire mille avances à la Rosenacker, et finit par contracter avec elle une étroite intimité. Elle lui dit un jour très-confidentiellement : « Savez-vous qu'un grand prince vous a remarquée? Il vous aime et m'a ordonné de vous amener à lui, à la promenade. » Ce grand prince, elle le donna clairement à entendre, c'était le roi. Assez troublée de cette nouvelle, la Rosenacker demande conseil à sa maîtresse, qui lui répond sans hésiter : « Il faut faire plaisir à ce grand prince sans se mettre en peine du reste. » On voit que les deux femmes se valaient; le conseil donné par la comtesse de Kœnigsmark est digne de la mission remplie par la comtesse de Saxe. Au reste, l'aventure n'eut pas de suites : le roi ne parut pas au rendez-vous de la promenade. Il est à peu près certain que la comtesse de Saxe avait imaginé ce roman pour éveiller l'ambition de la Rosenacker et l'attacher à ses intérêts; elle voulait avoir un espion auprès d'Aurore de Kœnigsmark. Celle-ci écrivait plus tard en parlant d'elle : « Son esprit étant naturellement porté aux intrigues, les laquais, les servantes, les sorcières, tout y fut employé. » Cette fois du moins l'intrigue ne réussit pas; la comtesse de Saxe, dans l'impatience de sa haine, avait manqué d'adresse, et, démasquant ses projets avant

d'avoir tout à fait perverti sa complice, elle l'avait effrayée. Elle lui montra un jour deux petites boîtes contenant deux paquets d'une poudre blanche préparée par un Italien qui demeurait à Vienne : « Voilà le seul moyen, dit-elle, qui puisse me rendre ma liberté. » En même temps elle pria la Rosenacker de verser une de ces poudres à Maurice dans une tasse de café, — non pas dans une tasse de thé, car l'effet serait nul, — dans une tasse de café pur, et les choses suivraient leur cours lentement, mais infailliblement, sans que personne pût rien soupçonner. Le comte serait malade pendant quelque temps et mourrait au bout de quatre mois. Alors, sa mère tombant dans le désespoir, ce serait le moment de lui faire avaler l'autre paquet de poudre, et chacun attribuerait la mort de Madame de Kœnigsmark à l'excès de sa douleur. La Rosenacker, si dévouée qu'elle pût être à la comtesse de Saxe, ne put s'empêcher de frémir en face de ce plan effroyable où les douleurs prévues d'une mère entraient dans les combinaisons de l'assassin; elle répondit en pâlissant que le comte ne lui avait jamais fait aucun mal, qu'elle exposait sa vie en commettant un tel crime.... A ces mots, et sans la laisser achever, la comtesse de Saxe entra dans une colère horrible, menaçant de lui faire prendre cette poudre à elle-même, si elle osait trahir sa confiance. Tel est du moins le récit de la Rosenacker, qui, malgré les menaces de la comtesse, s'empressa d'aller se jeter aux pieds de Madame de Kœnigsmark et de lui révéler ces horreurs. Peu de jours après, la jeune femme du comte Maurice allait trouver sa belle-mère,

lui peignait la Rosenacker comme une vile intrigante, une créature scélérate, et l'engageait à se défier de ses calomnies. Entre sa belle-fille et sa suivante, Aurore de Kœnigsmark fut-elle embarrassée? Ce ne fut pas sa belle-fille qui l'emporta auprès d'elle en cette lutte honteuse : elle dut la croire capable des derniers forfaits après de telles révélations, car, ayant occasion d'écrire au comte de Saxe au sujet de ses affaires domestiques, c'est alors qu'elle lui donna le conseil de « lâcher entièrement la bride à la comtesse, qui se perdrait infailliblement. »

Quelle que soit d'ailleurs la vérité sur l'histoire que nous venons de transcrire, ce sont là de tristes paroles, et qui jettent bien des doutes sur ces intrigues. Comment savoir d'ailleurs si la Rosenacker est bien digne de foi, si elle n'est pas l'instrument de quelque machination ténébreuse, si ce n'est point elle qui a servi à précipiter dans le déshonneur Johanna-Victoria? Ce qui est incontestable, c'est l'acharnement d'Aurore de Kœnigsmark contre la comtesse de Saxe. « Il faut lui lâcher la bride, avait-elle dit; elle se perdra infailliblement. » Quelque temps après, soit que la bride en effet ait été lâchée, soit que la calomnie s'en mêlât, elle adressait au roi ce rapport de police, conservé aux archives de Dresde. Il est rédigé en français; nous demandons la permission, en le transcrivant ici, de rectifier, pour la commodité du lecteur, les incorrections de langage et les fautes d'orthographe dont il fourmille.

Sire,

On se croit obligé de donner un avis à Votre Majesté en vue

de l'intérêt qu'elle y pourrait prendre, dût-il ne lui servir qu'à titre d'information fidèle. Madame la comtesse de Saxe, après le départ du comte son mari, continuant son train de vie avec d'autant moins de précaution qu'elle espérait ne pas le voir revenir de plusieurs années, fit un voyage *incognito* à Leipzig à la dernière foire de Pâques, où elle retrouva le page déserteur du comte son mari, nommé Iago, qui déserta mal à propos de chez le comte l'année passée, sans qu'on ait pu en pénétrer la raison. Ce page parut à Leipzig dans un équipage de prince très-magnifique, en habits et en livrée, avec plusieurs chevaux de main, les uns plus beaux que les autres. Madame la comtesse lui permit accès auprès d'elle dans son *incognito;* elle consentit même à ce qu'il la suivît à sa terre de Schœnbrunn, en Lusace, où il fut reçu avec beaucoup de distinction, mangeant et jouant avec elle, honneur qu'il ne pouvait mériter ni comme page déserteur, ni comme servant au régiment d'Hammerstein des troupes prussiennes. Ces plaisirs et faveurs, dont les domestiques se scandalisèrent beaucoup, continuèrent pendant près de six semaines, jusqu'à ce que la nouvelle du prochain retour du comte arrivât, qui leur causa une grande épouvante. Iago se sauva le plus tôt qu'il lui fut possible, et Madame la comtesse plia sa toilette peu de jours après, sous prétexte d'aller voir un de ses cousins en Silésie; mais, comme le page l'attendait à Liegnitz, où il lui avait fait arrêter des appartements, on craint avec raison qu'ils ne poussent le voyage ensemble jusqu'à Breslau. Ce jeune homme marche dans une chaise à six chevaux, environné de fusils et de pistolets pour tirer plus de vingt coups de sa chaise : marque évidente qu'il craint d'être attrapé. Un voyage si scabreux pour l'honneur du comte ne peut qu'avoir des suites très-fâcheuses....

Cette dénonciation dut être communiquée par ordre du roi à la comtesse de Saxe, car nous voyons qu'elle y répondit dans un long Mémoire adressé à Frédéric-Auguste : elle affirme que tous les faits qu'on lui reproche ont été inventés ou falsifiés par ses ennemis. Elle a passé une partie de l'hiver dans son château de Schœn-

brunn, près de Gorlitz; mais « c'est un lieu qui dans cette saison ressemble plus à un désert qu'à un endroit habitable. » Elle a fait un voyage en Silésie, mais c'était pour voir un vieil oncle auprès de qui elle a demeuré quatre semaines, et qui pourra lui rendre témoignage. Elle n'avait d'autre compagnie qu'une suivante. Si l'ancien page du comte, le déserteur Iago, est venu la trouver, c'était seulement pour la prier d'intercéder en sa faveur auprès du comte de Saxe. Bref, sa conscience est tranquille et défie toutes les accusations. Dans une lettre au général de Flemming, très-mêlé aussi à ces affaires comme ministre absolu du roi, la comtesse Victoria semble disposée à faire quelques aveux. « Une jeune personne, — écrit-elle, et je cite sans traduire, car elle se sert ici de la langue française, — une jeune personne peut bien faire une faute, pourvu qu'elle se repente et se corrige. »

Se repentir! se corriger! on voit que la jeune femme ne demandait pas mieux que de se préparer un meilleur avenir. Supposé qu'elle fût coupable, elle l'était moins que le comte de Saxe, et en tout cas ce n'est pas elle qui a voulu le divorce. Pendant qu'elle songe à recommencer une existence nouvelle, Maurice ne cesse d'agir auprès d'elle par la prière ou par la menace, afin de la décider à rompre volontairement le lien qui les enchaîne. Il lui adresse un long Mémoire tout rempli de ses reproches, lui promettant « de cacher ses désordres au public et de prendre sur lui la faute, si elle consent à se désister de bonne grâce. » Se désister, dans la pensée de Maurice, cela signifie renoncer au

désir qu'elle a de rester comtesse de Saxe. Soit que la jeune femme, pressée de telles menaces, redoutât les scandales d'un procès, soit qu'elle désespérât de ramener jamais à elle l'homme qui la traitait si rudement, elle consentit à se désister, c'est-à-dire à demander son divorce avec le comte de Saxe, en invoquant les griefs que le comte lui fournissait si volontiers. Un des plus anciens biographes du maréchal a raconté fort en détail que le jeune comte s'était arrangé pour être surpris en flagrant délit d'adultère avec une femme de chambre de la comtesse ; qu'une instruction avait eu lieu à la suite de cet éclat, que le coupable avait été jugé et condamné à mort ; mais que le soir même de sa condamnation, invité à la table du roi son père, il avait trouvé sous sa serviette le décret qui lui accordait sa grâce. On s'étonne que de telles histoires puissent s'accréditer sur la foi d'un chroniqueur suspect ; on s'étonne surtout de les retrouver de nos jours en des livres estimables, après que la critique en a démontré l'invraisemblance. Maurice condamné à mort pour ses aventures ! la galanterie punie de mort sous le règne de Frédéric-Auguste ! Ceux qui ont répété ces niaiseries avaient oublié le vers de Frédéric le Grand :

Quand Auguste buvait, la Pologne était ivre.

Les choses se passèrent d'une façon plus conforme aux mœurs de l'époque ; il n'y a dans cette histoire ni surprise, ni coup de théâtre, ni condamnation à mort, ni intervention du roi. Le 21 mars 1721, la comtesse de Saxe adresse au consistoire supérieur de l'Église ré-

formée une requête où elle demande l'annulation de son mariage, le comte ayant manqué à ses serments et violé la foi conjugale. Le 26, la plaignante est mandée devant le consistoire ; le président l'invite, comme c'est son devoir, à se réconcilier avec son mari, mais elle persiste dans son dessein, affirmant que tout espoir est perdu et que le comte ne s'amendera jamais. Si elle n'a cité dans sa plainte qu'une seule des complices de son mari, c'est pour éviter le scandale : elle aurait pu en signaler beaucoup d'autres. Bref, elle a vécu de telle façon jusque-là que les dissipations du comte ont absorbé non-seulement ses revenus, dont elle n'a pu jouir, mais une partie même de sa fortune. Alors la comtesse se retire, et Maurice est mandé à son tour devant le tribunal. Le président, après avoir fait lire la plainte qui le concerne, lui demande s'il n'a rien à dire pour sa défense. « Absolument rien, » répond-il, et il avoue sans le moindre embarras tout ce que lui reproche l'accusation. Le président insiste encore, il exprime les regrets et les doutes du consistoire; n'y aurait-il pas quelque animosité de la part de la comtesse? Les faits imputés à Maurice ne seraient-ils pas envenimés par le ressentiment? « J'avoue, répond Maurice, que notre affection mutuelle n'a jamais été bien vive; mais la comtesse n'a rien exagéré ; les faits dont elle se plaint sont parfaitement exacts. » Le consistoire n'avait plus qu'à prononcer la sentence : il déclara le mariage de Maurice de Saxe et de Johanna-Victoria de Loeben légalement et religieusement dissous, et autorisa la femme, comme innocente en ce procès, à contracter

une nouvelle union selon les lois de l'Église chrétienne. Le lendemain, Maurice écrivait au roi : « Un grand homme l'a dit, *on n'a que deux bons jours, l'entrée et la sortie;* mais cet honnête homme voulait faire des vers, et il fallait trouver un jeu et une cadence, car il m'a paru que la sortie est infiniment meilleure que l'entrée. J'ai été hier au consistoire, c'est-à-dire dans la maison de M. Leibziger, et après que le président eut prononcé, avec toute la politesse du monde, une sentence qui d'ordinaire n'est guère polie, le surintendant voulut me régaler d'un plat de son métier, car les prêtres veulent toujours se mêler de tout; mais j'abrégeai la harangue en disant : « Monsieur, je sais ce que vous voulez dire. Nous sommes tous de grands pécheurs, cela est vrai, la preuve en est faite. » Je fis la révérence, et je laissai ce qu'on appelle le consistoire suprême dans la méditation de la grande vérité que je venais de lui dire. »

C'est par cette saillie impertinente, par cette pirouette d'un talon rouge en face d'un conseil si paternel et si grave, que se termine un épisode dont les péripéties avaient failli tourner au tragique. Nous devons ajouter en historien fidèle que l'épouse divorcée de Maurice de Saxe se maria trois ans après avec un gentilhomme entouré de l'estime générale, M. de Runkel. Il faut croire qu'elle s'était relevée par le repentir, car ce second mariage la consola du premier. M. de Runkel, par une gestion habile, put sauver les débris de l'immense fortune que le comte de Saxe avait si gravement compromise. Plusieurs enfants, nés de cette union, vinrent honorer et bénir l'ancienne comtesse de Saxe. Elle

mourut en 1747. On dit que Maurice, une fois le divorce prononcé, lui montra beaucoup d'égards et même une sorte d'amitié en diverses circonstances. Que le fait soit exact ou non, il est certain que Johanna-Victoria se trouve comme réhabilitée par la seconde moitié de sa vie. Je ne sais si de nouveaux documents nous feront jamais connaître les vrais motifs du rôle si singulier qu'Aurore de Kœnigsmark joua auprès de sa belle-fille; en attendant, il paraît difficile d'ajouter foi à tous ses rapports, et quant aux accusations de la Rosenacker, il faut sans doute les mettre sur le compte d'une imagination exaltée. Ajoutons encore un trait singulier de cette singulière histoire. Si le comte de Saxe ne cessa de lui montrer du respect pendant tout le temps qu'il séjourna en Allemagne, il évita de parler d'elle aussitôt qu'il fut établi en France. Voulait-il écarter le souvenir d'un épisode qui lui faisait peu d'honneur? Avait-il, à défaut de scrupule, quelque autre raison de garder le secret? Était-ce simplement indifférence et oubli? Je ne sais; ce qui est certain, c'est qu'à la cour de France on ignorait absolument l'histoire de son mariage. Madame de Pompadour, écrivant à la duchesse d'Estrées quelque temps après la mort du maréchal de Saxe, lui disait: « A propos de ce pauvre Saxe, il avait quelquefois des idées singulières. Je lui demandais un jour pourquoi *il ne s'était jamais marié*. — Madame, dit-il, comme le monde va à présent, il y a peu d'hommes dont je voulusse être le père, et peu de femmes dont je voulusse être l'époux. — Cette réponse n'était pas galante, mais pourtant il y a quelque apparence de raison. Il disait

aussi qu'une femme n'était pas un meuble propre à un soldat. »

Ces derniers mots, qui résument si bien la période dont nous venons de tracer l'histoire, expliqueront toute la vie de Maurice de Saxe. Maurice est un soldat, et un soldat d'une espèce particulière, le soldat qui a besoin de courir les hasards et de poursuivre les aventures. On a remarqué avec raison que les hommes entrés dans le monde d'une façon irrégulière avaient ordinairement quelque chose de hardi, de provocateur, comme s'ils se croyaient obligés de lutter contre l'ordre social et de s'y faire une place l'épée haute. Ce sentiment, assure-t-on, se retrouve chez les plus humbles; que sera-ce donc chez un bâtard de roi ! Maurice était le fils illégitime d'un souverain qui, par ses qualités personnelles, mélangées de beaucoup de vices, par son courage, sa présence d'esprit, son jugement politique, avait joué un rôle considérable parmi les princes de son temps, un rôle bien plus grand à coup sûr que ne le comportait l'étendue de ses États. Il avait vu de près cette grandeur royale; il touchait le trône, si l'on peut dire, et il en était séparé par un abîme : de là peut-être l'usage ardent, mais fiévreux, des rares qualités qu'il avait reçues, de là ses ambitions et ses désordres. A travers la noblesse de son esprit et la générosité de son cœur, on sent percer en mainte occasion le signe que nous venons de décrire. Pourquoi l'a-t-on marié encore enfant à une enfant comme lui, qui, vertueuse ou légère, jalouse ou indifférente, ne peut être qu'un embarras sur son chemin ? Il est soldat et il cherche un

royaume. Il le cherchera toute sa vie, en Courlande d'abord, plus tard dans l'île de Corse, plus tard enfin à Madagascar ou dans les terres vierges de l'Amérique. A l'époque même où il immortalise son nom au service de la France, quand il bat à Fontenoy, à Raucoux, à Lawfeld, les armées dans les rangs desquelles il avait appris les premières notions de la guerre, est-ce seulement l'amour de la gloire qui l'inspire? Non, il veut un trône dans quelque coin de l'univers, il rêve à ce que pourrait faire un homme habitué à commander les hommes, il rêve aux moyens de constituer quelque part, fût-ce dans l'autre hémisphère, une nation virile et façonnée comme les Romains au maniement des armes; il rêve.... Ah! ce n'est pas un vain mot qu'il a tracé lorsque, composant dans ses loisirs le livre qui résume sa destinée, ce livre tout militaire, tout technique, où l'on n'a vu jusqu'à présent que le bréviaire du général en chef, il l'intitule hardiment: *Mes rêveries*. Maurice de Saxe, tel qu'il nous apparaît aujourd'hui d'après les révélations des archives de Dresde, est un chercheur d'aventures, mais d'aventures héroïques: c'est un rêveur de race royale.

LIVRE DEUXIÈME

MAURICE, DUC DE COURLANDE

I

Nous avons raconté les singulières aventures qui se rattachent au mariage et au divorce de Maurice de Saxe avec Johanna-Victoria de Loeben. Quelques mois avant le dénoûment de ce drame, le comte était venu à Paris pour y sonder le terrain et offrir ses services au régent. Les archives de Dresde nous procurent l'occasion de rectifier ici une des erreurs qui abondent dans les biographies du maréchal de Saxe. Si Maurice, à vingt-quatre ans, s'est décidé à chercher fortune en France, c'est qu'il y a été poussé, selon les uns, par les persécutions jalouses de sa femme, selon les autres, par l'hostilité du comte de Flemming; tous affirment que le roi de Pologne s'était opposé à ce projet. Or nous voyons au contraire dans les lettres récemment publiées,

que l'idée d'ouvrir cette carrière à Maurice appartient à Frédéric-Auguste. Le 27 avril 1720, un des conseillers du roi écrivait de la part de son maître au général de Flemming : « Le roi m'a chargé de demander à Votre Excellence si elle n'approuvait pas que le comte Maurice de Saxe tâchât de s'engager dans le service de la France, où il pourrait apprendre le métier de guerre, au lieu que chez nous, qui n'avons pas de guerre et qui ne souhaitons pas d'en avoir, il n'apprendrait jamais rien. » Flemming répondit : « La pensée qui est venue au roi touchant M. le comte Maurice est très-bonne et juste, pourvu qu'il s'y applique; car comme il y a bon moyen d'y apprendre quelque chose, il y en a de même d'oublier ce que l'on a appris. » Pendant que Frédéric-Auguste songeait à établir Maurice à la cour de France, Maurice était déjà installé à Paris, plus occupé de ses plaisirs que de sa carrière, engagé dans le tourbillon de la régence, si bien que le ministre de Saxe à Paris, M. le comte de Watzdorf, demandait secrètement à Frédéric-Auguste s'il ne serait pas sage de le faire partir pour Dresde au plus tôt. Le roi fut d'un autre avis; il se contenta d'envoyer ses ordres à Maurice, « lui défendant de se livrer au jeu, de fréquenter les petits-maîtres, s'il voulait conserver ses bonnes grâces, » et l'autorisant d'ailleurs à séjourner en France. Quelques mois après, le colonel saxon, fils du roi de Pologne, recevait du régent le titre de maréchal-de-camp dans l'armée française avec un traitement de dix mille livres. Le brevet porte la date du 9 août 1720.

Ce titre, dans l'organisation militaire de l'ancienne

France, n'empêchait pas de remplir les fonctions de colonel. Les officiers généraux aimaient à conserver en tout temps des bataillons sous leurs ordres, et l'on voit encore la trace de cet usage dans les armées allemandes, où des souverains même commandent des régiments. Maurice voulait occuper ses loisirs et s'entretenir la main; il lui fallait un régiment comme au cavalier sa monture. Seulement une monture comme celle-là coûtait fort cher. Les archives de Dresde nous donnent quelques détails assez curieux sur l'acquisition du régiment de Greder[1] par le jeune maréchal-de-camp. Un des actes conservés aux archives parle d'une somme de trente-cinq mille thalers, environ cent quinze mille francs de notre monnaie; mais d'autres pièces du temps indiquent un prix bien plus élevé, un prix fabuleux vraiment, et qui montre bien chez Maurice l'ardeur impatiente du soldat non moins que la prodigalité du fils

1. C'était un régiment d'infanterie allemande illustré en plus d'une bataille par l'audace et la tactique de son chef. Maurice, au premier chapitre des *Rêveries*, signale les charges victorieuses de M. de Greder. On répugnerait à croire que ce vaillant soldat ait négocié lui-même avec Maurice de Saxe, alors même que nous n'aurions pas de renseignements décisifs à cet égard. M. de Greder était mort en 1716 et son régiment avait été donné au neveu d'un illustre gentilhomme suédois, M. le baron de Spaar. Saint-Simon, à la date de 1716, annonçant la mort de M. de Greder, nous a conservé ces détails. « Greder, lieutenant-général fort estimé, mourut aux eaux de Bourbonne. Il avait un régiment allemand qui lui valait beaucoup, et qui fut donné au neveu du baron de Spaar, qui avait longtemps servi en France, qui y fut depuis ambassadeur de Suède et qui y est mort sénateur, toujours le cœur français, un des plus grands hommes et des mieux faits qu'on pût voir, avec l'air le plus doux et le plus militaire. » Serait-ce le neveu de ce galant homme qui aurait cherché à tirer parti de l'impatience du jeune comte? Quoi qu'il en soit, l'âpreté du vendeur est manifeste.

de roi. « Il achète en grand seigneur, » écrit un des correspondants du comte de Flemming, et Flemming, scandalisé de cette folie, répond avec aigreur : « Ce sera apparemment de la bourse du roi que le comte de Saxe entend payer ledit régiment; passe si l'écu est compté à trois livres de France, mais si ce sont de nos bons écus, je dirai : à ce prix-là, nous aurions pu le faire ici lieutenant-général et lui donner même deux régiments. » A qui Flemming tient-il ce langage ? Voilà des paroles menaçantes pour Maurice. Il faut pourtant que le comte de Saxe obtienne du roi le prix qu'il a offert, car si la somme n'est pas payée avant le 1er mars 1721, le marché est rompu. Maurice se décide à implorer Frédéric-Auguste ; mais avant de se rendre à Dresde, il va saluer sa mère à l'abbaye de Quedlinbourg et lui demande son intercession auprès du roi. C'est évidemment à cette affaire que se rapportent deux lettres de la comtesse de Kœnigsmark, l'une datée du 30 septembre 1720, l'autre un peu postérieure. On lit dans la première : « Le comte de Saxe ayant passé par ici à son retour de Paris, je le crois à présent arrivé auprès de Votre Majesté. Il a mille raisons de se louer de la France... Ce qui me console effectivement, c'est qu'il n'a pas oublié un moment les ordres de Votre Majesté, n'ayant ni joué, ni pratiqué les petits-maîtres. Comme Paris est une assez grande épreuve pour un jeune homme, j'espère que Votre Majesté sera contente de sa conduite et lui accordera désormais ses grâces. » La seconde lettre, également remplie des prières les plus vives, les plus pressantes, en faveur de son cher Maurice, contient ces

mots : « J'ai pris la liberté, sire, de vous donner autrefois en vers les noms de *roi généreux, père adorable.* Des expressions plus touchantes ne seraient peut-être pas reçues et ne siéraient plus à ma bouche ; si pourtant Votre Majesté faisait quelque estime d'un cœur rempli de vénération, attaché sincèrement au mérite éminent de sa seule personne, elle m'accorderait facilement ce que je viens de lui demander. » Le roi consentit à tout et donna l'ordre de payer le régiment du comte de Saxe sur sa cassette particulière. Malheureusement la cassette était vide ou peu s'en faut. Comme on était pressé par le temps, Frédéric-Auguste n'eut d'autre ressource que d'autoriser la vente d'un domaine constitué en apanage à Maurice, et qui devait faire retour à la couronne dans le cas où le comte de Saxe mourrait sans héritier.

Maurice de Saxe revint à Paris au commencement de l'année 1721. C'était le moment où le grand agitateur financier inoculait à la France la fièvre des spéculations. Aventureux et irréfléchi comme il l'était, on est surpris de ne pas le voir parmi les victimes du système de Law ; il ne fit heureusement que s'y brûler les doigts. Nous en dirons autant de ses rapports avec le monde de la régence ; s'il mena trop souvent une vie folle pendant ces folles journées, il avait du moins un préservatif qui le mettait à l'abri des débauches meurtrières où le corps et l'âme s'anéantissent. Les conseils de Schulenbourg ne s'étaient pas entièrement effacés de son esprit ; il avait conservé le goût de l'action, le désir et le pressentiment de la gloire. Il étudiait les mathématiques, la

mécanique, l'art des fortifications, toutes les branches du génie militaire. Il inventait de nouvelles manœuvres pour ses soldats, il perfectionnait le maniement du fusil; un tacticien célèbre, le chevalier de Folard, assistant aux exercices du régiment de Saxe, était tellement frappé de l'esprit inventif du jeune chef, qu'il devinait en lui le grand capitaine et l'annonçait à la France. Ouvrez le *Polybe* du chevalier Folard, parcourez ce long commentaire, qui n'est pas seulement l'explication du texte, mais une causerie sans fin sur l'art de la guerre; vous trouverez ces paroles à propos du fusil : « Il faut exercer les troupes à tirer selon la méthode que le comte de Saxe a introduite dans son régiment, méthode dont je fais un très-grand cas, ainsi que de son inventeur, qui est un des plus beaux génies pour la guerre que j'aie connus, et l'on verra à la première guerre que je ne me trompe pas dans ce que j'en pense. » Folard parlait ainsi vers 1725; ne fallait-il pas que le génie de l'action éclatât singulièrement chez le jeune comte au milieu des dissipations de la régence, pour qu'un tel juge, un juge si habile, mais encore plus prudent qu'avisé, saluât ainsi d'avance l'homme de Prague et de Fontenoy? Un trait curieux de cette prédiction, si complétement réalisée plus tard, c'est la certitude de l'accent sur les lèvres du tacticien diplomate.

Elles étaient bien vives pourtant, et parfois bien étranges, les dissipations du comte Maurice. Comme on voit que l'inaction lui pèse! Presque toutes les lettres envoyées de Paris à Dresde par les correspondants du roi ou de ses ministres font allusion à ses escapades.

Un jour, à l'une de ces lettres, signée du nom de Hoym, M. de Manteuffel répond par ces mots : « Je vous prie de faire mes compliments à M. le comte de Saxe et de le féliciter sur ses heureuses aventures. Je reçois de temps en temps une espèce de gazette, souvent assez curieuse, où j'ai trouvé plusieurs jolis traits sur son sujet. » Ces gazettes n'étaient pas toujours très-exactes. La chronique parisienne, à laquelle il fournissait tant de matière, lui attribuait volontiers des événements où il n'avait aucune part. Un soir, dans la nuit du 24 au 25 décembre 1721, le prince de Conti, qui était fort jaloux de la princesse, bien que le point d'honneur en pareille matière parût un préjugé gothique aux raffinés de ce temps-là, entra subitement dans la chambre de la princesse, tenant d'une main son épée, de l'autre un pistolet. La dame, répondant à l'outrage par un outrage plus sanglant encore : « Pourquoi ce bruit? dit-elle avec une froideur méprisante. Si vous aviez pensé qu'il y eût un homme chez moi, vous vous seriez bien gardé d'y paraître. » Le lendemain, elle quittait l'hôtel du prince, et ce scandale occupait tout Paris. Or, les gazettes mystérieuses dont parle M. de Manteuffel voulaient absolument que Maurice de Saxe eût joué un rôle dans cette histoire. Le bruit courut qu'il avait été surpris chez la princesse : le prince l'avait tué, disaient les uns; il n'était que blessé, mais blessé grièvement, disaient les autres. Par une coïncidence singulière qui sembla d'abord plus que suspecte, il se trouva que le jeune comte, cette nuit-là même, avait fait un faux pas dans l'escalier du Palais-Royal, en sortant de chez le

régent, et s'était donné une entorse. Le lendemain, tous ses amis, alarmés des rumeurs qui circulent, courent s'informer de ses nouvelles et apprennent qu'il est retenu au lit par une blessure insignifiante. Il n'en fallait pas tant pour accréditer le récit déjà colporté par la ville, et qui bientôt, grâce aux chroniques secrètes, alla retentir jusqu'à la cour de Dresde.

Les chargés d'affaires du roi de Pologne avaient mission, à ce qu'il paraît, de lui raconter fort en détail cette partie de l'histoire contemporaine. Telles étaient les notes diplomatiques auxquelles se plaisaient ces cours galantes du dix-huitième siècle, et nous verrons Maurice lui-même, le futur vainqueur de Fontenoy, faire à ses heures perdues ce métier de chroniqueur. Nous sera-t-il permis de citer ici un échantillon de ces correspondances édifiantes? M. le comte de Hoym, représentant de Frédéric-Auguste auprès du régent, après avoir rapporté au roi l'aventure du 24 décembre, complète son récit par des détails où se reconnaissent les commentaires et les enjolivements des *on dit* parisiens. La princesse de Conti, dans ses explications avec le prince, lui aurait confié, « sous le sceau du secret, » qu'elle avait sept moyens de le tromper. Les six premiers, elle les indique franchement, loyalement, avec toute la précision désirable. « Quant au septième, ajoute-t-elle en vraie fille de la régence, je ne vous le dirai pas, car c'est celui dont je me sers. » Nous voyons par les archives de Dresde que le roi de Pologne conçut un vif désir de connaître ces six moyens, et aussi le septième, s'il était possible. Il chargea le comte de Manteuffel,

son ministre des affaires étrangères, d'envoyer à ce sujet des instructions spéciales au comte de Hoym. L'ambassadeur eut beau se mettre en campagne, il ne put satisfaire la curiosité du roi. « Il serait difficile, écrit-il au ministre, d'en savoir davantage là-dessus, à moins d'avoir été, comme on dit, dans la bouteille. » Noble style, et bien digne du sujet! En voyant un personnage officiel publier de telles misères, sans crainte de blesser le souverain dont les ancêtres sont ici en cause, on ne peut s'empêcher de remarquer combien la moralité publique s'est élevée, car ce n'est point sans doute par indifférence que cette publication a été autorisée, c'est par un sentiment très-digne de la responsabilité personnelle et un respect scrupuleux de la vérité historique. L'auguste maison de Saxe sait bien que le jugement des choses présentes, en ce qui la concerne, ne dépend pas du jugement des choses passées. A chacun selon ses œuvres, c'est la loi du monde nouveau. Il faut estimer ce fier sentiment de soi-même, joint au respect des droits de l'histoire, mais il faut ajouter en même temps : Heureux les règnes dont les documents secrets, livrés plus tard à la critique, ne révèlent chez le souverain ou ses ministres que préoccupations nobles, activité sérieuse, souci du bien public et de la grandeur nationale!

On nous dispensera de répéter ici les *dépêches* des ministres saxons à Paris. Nous aimons mieux emprunter à la chronique de cette période une lettre de Maurice lui-même, trouvée à Dresde par M. de Weber, et qui nous présente un épisode intéressant au milieu des

dévergondages de la régence. On sait ce qu'avait été la princesse palatine, duchesse d'Orléans, dans la société française du temps de Louis XIV. « Elle était Allemande au dernier point, » dit Saint-Simon. Simple, sensée, loyale, animée d'une horreur profonde pour tout ce qui était ruse et duplicité, en un mot, femme de l'esprit le plus franc et d'une moralité sans reproche, elle avait eu cette singulière fortune d'assister aux tartuferies des dernières années du grand règne et de voir à nu, quand les voiles tombèrent, la corruption des mœurs publiques [1]. Il y avait du Saint-Simon, et quelque chose de plus, chez cette singulière personne. Chrétienne avec principes, âpre et hautaine par un double sentiment d'aristocratie germanique et de sévérité protestante, sans nulle grâce, mais non sans finesse, l'œil ouvert sur toutes choses, humiliée souvent, souvent irritée, sarcastique jusqu'à emporter la pièce, elle était, comme le célèbre duc et pair, un témoin redoutable de son temps, sans compter que ses douleurs maternelles ajoutaient à l'amertume de ses observations quelque chose de plus intime et de plus poignant encore. Que de fois, révoltée par le spectacle de la cour sous Madame de Maintenon, elle s'enfermait des jours entiers dans ses appartements! Là, pour soulager son âme, elle écrivait à ses amies, à ses parentes des cours

1. Massillon, dans l'oraison funèbre de Madame, malgré la pompe obligée de son discours et l'exagération de son respect pour les bienséances royales, n'a pu dissimuler complétement la rude franchise de la princesse: « Vraie, franche, naturelle, la fadeur des éloges lui était à charge; le langage des cours qu'elle n'avait jamais parlé, elle ne s'écouta aussi jamais qu'avec dégoût. »

d'Allemagne, à l'électrice de Hanovre, à la comtesse palatine, à son institutrice, Madame de Harling. Elle peignait les hommes, elle décrivait les mœurs, elle montrait, sous l'hypocrisie générale, l'athéisme, le libertinage, la dissolution de la société. Quand elle parlait de Madame de Maintenon, c'étaient des violences de style véritablement tudesques; une plume française ne saurait reproduire les termes qu'elle emploie pour la désigner. Fut-elle plus calme après la mort du roi et le départ de Madame de Maintenon? Fut-elle plus heureuse quand elle vit le régent, son fils, avec son cœur si humain et ses qualités d'esprit si brillantes, devenir la proie du vice? A son christianisme naturel se joignit une sorte de stoïcisme singulier. Tantôt savourant l'amertume de la destinée humaine, tantôt riant du spectacle de cette destinée *pour ne pas être obligée d'en pleurer*, elle trouvait son refuge dans une sérénité que soutenait un continuel effort. En relisant la Bible, selon sa vieille habitude, elle y cherchait surtout ce qui pouvait affermir en elle le stoïque mépris des misères d'ici-bas.

Tous ces traits sont réunis, ce me semble, dans la lettre qu'on va lire. La duchesse d'Orléans était morte le 8 décembre 1722; huit jours après, Maurice écrivait au roi de Pologne :

« Madame est morte comme elle a vécu, c'est-à-dire avec toute la grandeur d'âme d'un héros et la philosophie d'un stoïcien. Elle a reçu tout le monde avec son air riant, dans son fauteuil, et a plaisanté jusqu'au dernier moment. Je l'allai voir la veille qu'elle expira, et elle me dit : ***Mein Vetter, wenn ihr den Könich***

in Pohlen sehn wert, grüsst in von meinetwegen[1]. Je fis une très-profonde révérence sans rien dire. Elle me dit : « Vous êtes bien triste. » Puis, continuant en riant : « *Lest ir in der Bibel*[2]*?* » Je répondis que cela m'était permis. « *Habt ir wohl das drite Capitel in Prediger Salomonis gelesen*[3]*?* » me dit-elle. « Vous pouvez pourtant me regretter, car j'ai toujours été de vos amis. » D'autres entrèrent, et je sortis le cœur serré, me mis dans ma chaise de poste et m'en retournai à la ville. Je songeais à ce qu'elle m'avait dit; en arrivant, je cherchai parmi mes livres une Bible; je trouvai le chapitre, qui est curieux. Je ne sais entre les mains de qui mon livre a été, et qui l'a paragraphé d'un bout à l'autre avec des notes laçoniques[4]. »

Cette main mystérieuse qui avait *paragraphé* la bible de Maurice de Saxe, qui l'avait semée d'annotations sans doute aussi expressives que brèves, comment Maurice

1. « Mon cousin, quand vous verrez le roi de Pologne, saluez-le de ma part. »

2. « Lisez-vous la Bible? »

3. « Avez-vous lu le troisième chapitre de l'*Ecclésiaste* de Salomon? » — Nous avons laissé dans les phrases allemandes l'orthographe particulière à Maurice de Saxe, nous l'avons rectifiée dans la partie française du texte, sans rien changer au style. Bien que Maurice estropiât aussi intrépidement les deux langues, son orthographe française est plus barbare encore que son orthographe allemande. Si on ne prenait soin de la rectifier, ses lettres seraient souvent inintelligibles.

4. On a pu remarquer la singulière réponse de Maurice à la princesse quand elle lui demande s'il lit la Bible : « Je répondis que cela m'était permis. » Madame, elle-même, dans sa correspondance, nous donne l'explication de ces paroles: « Quand je vins en France, écrit-elle le 27 avril 1719, il était défendu à tout le monde, si ce n'est à moi, de lire la Bible; depuis une couple d'années c'était permis, mais la constitution, au sujet de laquelle on fit tant de bruit, l'a derechef défendue. Il est vrai qu'on ne veut pas s'y soumettre. Moi, j'ai dit en riant que j'étais toute disposée à obéir à la constitution et à m'engager à ne lire aucune Bible française; de fait, je n'ouvre que mes Bibles allemandes. La Bible est une bonne et salutaire nourriture, et, de plus, fort agréable.... » *Correspondance de Madame, duchesse d'Orléans, née princesse Palatine...*, par M. G. Brunet. Paris, 1859. Charpentier. Tome II, p. 100 et 101.

ne le devine-t-il pas? C'était la main de la vieille princesse allemande essayant de guider son jeune cousin. « Toutes choses ont leur temps, et tout passe sous le ciel après le terme qui lui a été prescrit. Il y a temps de naître et temps de mourir, temps de planter et temps d'arracher ce qui a été planté. Il y a temps de tuer et temps de guérir, temps d'abattre et temps de bâtir. Il y a temps de pleurer et temps de rire; il y a temps pour l'amour et temps pour la haine.... » Ainsi commence ce troisième chapitre de l'*Ecclésiaste*, chapitre curieux, comme dit le comte de Saxe, car le sage d'Orient, désabusé du monde, y étale avec une singulière indifférence la vanité des œuvres humaines. Rire ou pleurer, haine ou amour, les occupations des enfants des hommes n'ont-elles pas toujours même durée et même but, malgré leur diversité apparente? La mort n'est-elle pas le terme de tout? « Et que retire l'homme de tout son travail? » L'*Ecclésiaste* va jusqu'à en conclure que l'homme n'a rien de plus que la bête, que leur sort est égal, qu'ils naissent de même les uns et les autres, qu'ils respirent de même, qu'ils meurent de même, que tout enfin « est soumis à la vanité. » Il faut croire pourtant que la stoïcienne biblique avait proposé au jeune comte d'autres méditations que celles-là. Au milieu de ces décourageantes pensées du sage d'Orient, il y a un cri soudain qui éclate : « J'ai vu sous le soleil l'impiété dans le lieu du jugement et l'iniquité dans le lieu de la justice, et j'ai dit en mon cœur : « Dieu « jugera le juste et l'injuste, et alors ce sera le temps de « toutes choses. » Le temps de toutes choses, c'est-à-

dire l'éternité, voilà ce que l'*Ecclésiaste* oppose à ce temps limité que remplissent successivement nos travaux périssables, et telle est aussi l'image que la mère du régent essayait sans doute de faire apparaître à l'esprit du libertin. Le caractère étrange de la duchesse d'Orléans est tout entier, ce me semble, dans cette méditation de l'*Ecclésiaste*. Mêmes contradictions apparentes, mêmes sentiments amers, violents, heurtés, la force sous le découragement, la foi sous le scepticisme, l'homme confondu avec la bête et cité une heure après devant le juge éternel. Ah! qu'est-elle devenue, la bible du comte Maurice? Au moment où l'on publie tant de lettres de la duchesse d'Orléans, lettres allemandes ou françaises qui ressemblent parfois à un grimoire sauvage, qui retrouvera ce commentaire des saints livres écrit en pleine régence?.

Pendant les trois années qui suivent (1722-1725), études et plaisirs, voyages et projets de toute sorte se succèdent dans la vie du comte de Saxe, vie décousue, inquiète, que tourmente l'oisiveté. On voit par la correspondance du comte de Flemming, et ce fait a échappé jusqu'ici à tous les biographes, que le roi de Pologne avait conçu ou agréé la pensée de marier Maurice avec une princesse de Holstein-Sonderbourg. Il lui avait fait écrire à ce sujet : « Conduisez-vous bien, et je vous viendrai en aide; je ferai de vous un prince. » La même correspondance nous apprend peu de temps après que Maurice jouait un jeu d'enfer, et qu'il avait perdu dans une soirée une somme considérable avec un général français. « Vous le voyez, ajoute

le confident du ministre saxon, il n'y a pas lieu d'espérer qu'il s'amende. » Il ne paraît pas d'ailleurs que Maurice ait été fort séduit par l'idée de ce mariage; si l'insuccès de ce plan doit être attribué à l'hostilité toujours persistante du comte de Flemming contre les Kœnigsmark, Maurice ne se mit guère en peine de déjouer sa malveillance. Quant à Frédéric-Auguste, placé entre l'influence de son ministre et les sollicitations d'Aurore de Kœnigsmark, on le voit, dans ses rapports avec son fils, passer tour à tour de la froideur à la sympathie. C'est pourtant ce dernier sentiment qui l'emporte pendant la période que nous traversons. Maurice étant venu à Dresde au mois de décembre 1723, le roi le chargea d'une négociation auprès du régent. Quelle négociation? Il serait intéressant de le savoir; malheureusement les archives saxonnes n'en disent rien. Nous apprenons seulement par les effusions inaccoutumées du roi, par la vivacité de ses félicitations et de ses remercîments, combien l'affaire lui tenait à cœur. Voici ce qu'il écrit au comte de Saxe le 24 avril 1724 : « Je ne puis vous exprimer combien je suis satisfait de la manière dont vous vous êtes acquitté de la commission que je vous avais donnée. Vous vous y êtes conduit avec toute l'adresse et toute l'habileté imaginables. Soyez sûr aussi que je vous tiendrai compte du zèle que vous m'avez témoigné dans cette rencontre et que je vous donnerai des preuves de ma reconnaissance. »

Quelques semaines après, Maurice est à Londres, où il est descendu incognito chez un gentilhomme pié-

montais de ses amis, M. le marquis des Marches. Encore un voyage mystérieux. Il écrit au roi de Pologne qu'il est allé en Angleterre pour y acheter des chevaux; au ministre saxon, M. Lecoq, il dit simplement que, se trouvant à Amiens avec son régiment, il n'a pu résister au désir de passer quelques jours à Londres, mais qu'il compte bien ne voir personne de la cour, n'ayant d'autre costume que ses habits de voyage. Lecoq insiste pour le présenter au roi : il est admis, en effet, le 23 mai, dans le cabinet du prince, qui s'entretient une demi-heure avec lui. C'était ce même George Ier, ancien électeur de Hanovre, dans le palais duquel avait été assassiné, trente ans auparavant, l'oncle de Maurice, Philippe de Kœnigsmark. Qu'on ne s'étonne pas trop de voir le comte de Saxe rendre visite au souverain dont le nom seul devait évoquer chez lui de si tragiques souvenirs. Outre que le souvenir, en bien des cas, est interdit aux personnages de cour, surtout à ceux qui, comme le brillant et léger Maurice, ont leur fortune à faire, le fils d'Aurore de Kœnigsmark a toujours vu dans l'électeur de Hanovre, devenu roi d'Angleterre, un prince doux, inoffensif, fatalement mêlé à un crime dont il ne pouvait être responsable. L'époux de Sophie-Dorothée n'était pas encore prince régnant de Hanovre en 1694, à l'époque de l'assassinat de Philippe de Kœnigsmark ; c'était surtout son père, le duc Ernest-Auguste, qui, enveloppé dans les intrigues de l'altière comtesse de Platen, était devenu, bon gré mal gré, le complice de ses fureurs. Maurice de Saxe vit donc le roi d'Angleterre; il parut plusieurs fois à la cour, fut invité

aux chasses de Windsor, et produisit partout la plus heureuse impression. Quand il partit le 1er juin, le ministre saxon à Londres, Lecoq, écrivait à ses chefs : « On lui a trouvé une politesse infinie jointe à un naturel admirable, une figure aimable, un sens juste, une conversation déliée sans affectation et sans envie marquée de plaire. Ceux qui connaissent le roi notre maître ne pouvaient se lasser d'indiquer des ressemblances. » M. de Fabrice, représentant du Hanovre, écrivait de son côté au comte de Flemming : « Je puis dire que tout le monde, hommes et femmes, s'est empressé de lui faire honnêteté, les uns à cause de sa naissance et des agréments de sa personne, les autres sur sa réputation.... »

Revenu en France, le comte de Saxe se plonge de nouveau dans le tourbillon parisien pour tromper l'activité de son esprit ; il est manifeste pourtant que ces dissipations ne sauraient remplir sa vie. Soit que les dernières paroles de la mère du régent lui aient laissé un aiguillon dans le cœur, soit que, par un effet naturel, il ressente enfin l'ennui et le dégoût des plaisirs, il a parfois des cris de l'âme que n'ont pas connus ses historiens, et qui nous sont révélés aujourd'hui par ses lettres. Le 15 septembre 1724, étant à Fontainebleau avec la cour, il écrit à un gentilhomme saxon, M. de Lagnasco, qui venait d'arriver en Italie : « Comment vous trouvez-vous à Rome ? J'espère qu'une fois en votre vie vous aurez chaud, chose que vous souhaitiez toujours

Dans nos climats glacés où la nature expire.

Mais non, ce n'est pas la nature qui expire ici : ce sont les sentiments, la vérité, la reconnaissance et toutes les autres qualités qui rendent la vie agréable et honorable. » Où est-elle pour lui cette vie complète, la vie agréable et honorable tout ensemble ? Dans les camps, parmi les soldats, au milieu de ces combinaisons de la stratégie qui fournissent à l'esprit et au corps un exercice perpétuel. Ah ! vienne donc enfin le jour de l'action ! Si l'heure tarde trop à sonner, il ira de Paris à Dresde et de Dresde à Paris, mêlé à toute sorte d'affaires, d'intrigues, tantôt entraîné à de folles dépenses pour éblouir la cour de Louis XV et de Marie Leczinska, tantôt essayant de disputer au comte de Flemming une part de l'autorité qu'il a prise sur le roi de Pologne, tantôt enfin écrivant ses Mémoires (1725) et se vengeant de ses déconvenues à Dresde par ce portrait si ferme, si net, si vivant, du comte de Flemming, portrait à la Saint-Simon, c'est-à-dire impartial et terrible : « Il est homme de condition et brave, très-laborieux, d'une ambition démesurée, le plus méchant homme qu'il y ait sous le ciel, aimant peu les honnêtes gens, implacable ennemi, ne se souciant point par quelle voie il arrive à ses fins, pourvu qu'il arrive, brutal comme un cheval de carrosse, pillant à prendre cent ducats, sans être naturellement avare, un peu fou, donnant dans la chimère[1]. »

Quelles étaient donc ces chimères où pouvait donner,

1. Cité dans le recueil de pièces intitulé *Aus vier Jahrhunderten*, et publié à Leipzig en 1859 par M. de Weber, directeur des archives de Saxe. Voyez tome II, p. 108.

selon l'expression de Maurice, l'esprit si positif et si âpre du comte de Flemming ? Je crois saisir ici une allusion à une rivalité nouvelle qui va diviser une fois de plus le ministre et le fils illégitime du roi de Pologne, mais où l'homme d'action, cette fois du moins, l'emportera sur le diplomate. Maurice vient d'arriver le 10 décembre 1725 à Varsovie, où se trouve le roi son père. Il a eu, comme l'exigeaient les convenances, une entrevue avec le ministre son ennemi, et à la suite de cet entretien Flemming écrit à un confident : « Le comte de Saxe m'a paru très-rebuté de la France ; il sent bien qu'à la longue il n'y saurait tenir, l'ayant pris sur un ton de dépense dont il ne saurait rabattre et qui ne saurait aller loin. » Maurice, en effet, à ce moment-là même, entame des négociations pour vendre son régiment, soit à un neveu de Flemming, soit au comte Rutowski, son demi-frère, comme l'appellent nos documents (*halbbruder*), c'est-à-dire bâtard, comme lui, du roi de Pologne ; mais ni Flemming ni le roi de Pologne ne se prêtent à cette combinaison. D'autre part, le comte de Hoym, représentant du roi à Paris et consulté sans doute sur le projet de Maurice, répond en ces termes : « Mon avis est que le comte de Saxe serait fort mal conseillé, s'il quittait ici un établissement certain, agréable, et qui lui convient à tous égards. » Qu'est-ce donc? que se passe-t-il ? Pourquoi Flemming, tout en décriant la conduite de Maurice à Paris, veut-il le retenir sur un théâtre où son oisiveté tumultueuse et ses dépenses insensées ne lui permettront pas d'aller loin ? Pourquoi Maurice veut-il quitter, non pas seulement Paris, mais

ce régiment qu'il aime, qu'il a formé, dont il a fait un modèle et un type, ce régiment illustre qui est déjà son titre auprès des tacticiens et le gage de sa gloire future? C'est que l'heure désirée, l'heure des grandes aventures, vient de sonner enfin pour l'homme qui écrira un jour *Mes Rêveries* en tête d'un traité stratégique; c'est qu'il y a une couronne à prendre dans le duché de Courlande, et que Maurice de Saxe, pour la saisir, est décidé à culbuter ses rivaux, dût-il rencontrer parmi eux son éternel adversaire, le maréchal comte de Flemming.

II

Le duché de Courlande avait été constitué au milieu du seizième siècle en principauté héréditaire sous le protectorat du royaume de Pologne. On sait quels services ont été rendus par les chevaliers de l'Ordre teutonique dans les contrées sauvages qui séparaient l'Allemagne de la Moscovie. Dans une partie de la Prusse actuelle, en Livonie, en Esthonie, en Courlande, en Lithuanie, des rivages sud-est de la Baltique jusqu'aux frontières indécises de la barbarie moscovite, ces templiers du nord ont porté le christianisme et la civilisation. Or, après des luttes qui remplissent tout le moyen âge, les chevaliers étaient menacés de voir tomber en

des mains étrangères le fruit de tant de labeurs héroïques. Espèce de féodalité sacerdotale et guerrière, ce qui manquait à l'Ordre teutonique, c'était l'unité de direction. Il était temps que cette république patricienne, avec les priviléges qui la morcelaient, fît place à un gouvernement mieux armé pour la défense commune; sinon, elle allait se disperser en lambeaux, entamée de jour en jour par des voisins redoutables, les Moscovites d'un côté, de l'autre les Scandinaves. Déjà en 1525 la Prusse s'était constituée sous un chef héréditaire, dégageant ainsi ses intérêts propres des intérêts de la communauté teutonique, compromis à la fois au dedans et au dehors. L'heure suprême était venue pour cette grande association chevaleresque, si forte et si glorieuse au moyen âge. Il y eut un moment, vers le milieu du seizième siècle, où tous ces petits seigneurs, évêques et chevaliers, s'empressèrent de vendre au plus offrant, celui-ci son château, celui-là son abbaye. C'étaient les princes russes, danois, suédois, qui faisaient l'enchère. On vit alors un homme plus fier maintenir au moins le drapeau des ancêtres, le planter au centre du pays, rallier ses compagnons, éveiller en eux le sentiment de la patrie et fonder comme la Prusse une principauté tutélaire. C'était le dernier grand maître de l'Ordre teutonique, Gotthard de Kettler. La Courlande, la Sémigalle, augmentées de certaines portions de la Livonie, de l'Esthonie, de la Lithuanie, formèrent l'État nouveau, et le duc Gotthard, obligé de se chercher un appui, obtint pour son œuvre patriotique le protectorat de la Pologne. Après de longues négociations, rati-

fiées par la chancellerie de l'empire d'Allemagne, la consécration solennelle du pacte eut lieu à Mitau le 5 mars 1562. Ainsi fut établi le duché de Courlande et de Sémigalle, issu des mêmes circonstances d'où est sortie la Prusse, mais destiné à un avenir bien différent. Le duc Gotthard a eu du moins l'honneur de retarder de deux siècles la chute de son pays et l'invasion de la Russie dans le domaine des chevaliers teutoniques.

A l'époque où nous sommes parvenus dans la vie de Maurice de Saxe, les descendants de Gotthard de Kettler étaient sur le point de s'éteindre. Le duc Frédéric-Guillaume était mort en 1711, laissant une jeune veuve sans enfants, Anna Ivanovna, nièce du tsar, qui devait occuper par la suite le trône de Pierre le Grand. La couronne de Courlande, d'après la loi de l'État, fut déférée à l'oncle de Frédéric-Guillaume, au vieux duc Ferdinand, dernier représentant des Kettler. C'était un vieillard chagrin et faible, si faible que le sceptre ducal lui eût été un fardeau trop lourd, alors même que la situation précaire de sa maison et les convoitises des prétendants n'eussent pas entretenu dans le pays de continuelles agitations. A qui appartiendrait la Courlande après la mort de Ferdinand? La Russie, la Prusse, la Pologne, avaient les yeux fixés sur cette proie. La Suède avec Charles XII ne pouvait être indifférente à une question si grave. Le Danemark était prêt à entrer dans une coalition, selon la marche que suivraient les événements. La chancellerie impériale veillait de son côté. Cette succession mettait en émoi toutes les cours

du Nord. L'électeur de Saxe, investi du protectorat de la Courlande, à titre de roi de Pologne, avait dû songer l'un des premiers à ne pas laisser briser des liens qui pouvaient être un jour si précieux; pourquoi ne pas les resserrer, au contraire ? Nous voyons en effet dès l'année 1711, c'est-à-dire au lendemain de la mort du duc Frédéric-Guillaume, quand le dernier des Kettler monte sur le trône sans avoir l'espérance de laisser d'héritiers, nous voyons un diplomate saxon, M. de Vitzthum d'Eckstadt, envoyé auprès du tsar pour une mission toute différente, profiter de son passage en Courlande et sonder à ce sujet les dispositions des états.

« Ayant traversé dernièrement la Courlande, écrit-il de Riga au roi de Pologne le 10 décembre 1711, j'ai mis l'occasion à profit pour interroger quelques membres des états sur l'avenir du duché. Quelles seraient leurs intentions, quelles mesures comptaient-ils prendre, dans le cas où le duc aujourd'hui régnant mourrait sans héritier? Voilà ce que j'ai tâché de savoir. J'ai appris alors que leurs priviléges, en pareil cas, leur donnaient le droit d'élire un successeur au trône, du vivant même du prince régnant, pourvu qu'ils eussent à la fois et le consentement du prince et l'approbation de Votre Majesté. Ils étaient donc résolus à provoquer cette élection avant la mort du duc Ferdinand, car ce droit des états, pour avoir sa valeur, devait être exercé du vivant même du prince; sinon, d'après la loi constitutive, le duché de Courlande serait incorporé à la Pologne et divisé en voïvodies. J'ai essayé de savoir à quels candidats ils avaient songé; la question les embarrassa, et je vis bien qu'ils n'avaient pas encore réussi à se mettre d'accord. Je finis cependant par apprendre qu'il avait été question déjà de deux compétiteurs, le prince héréditaire de Hesse-Cassel et le margrave Albert. Le premier est proposé par le duc Ferdinand en personne; mais on ne croit pas que les états puissent le nommer, puisqu'il appartient à la religion réformée et non à

l'Église luthérienne, comme l'exige le pacte fondamental. Le second plairait à un certain nombre des seigneurs, à ceux dont le chef est M. de Keyserling, et ce qui le recommande à ces messieurs, c'est qu'il est marié à une princesse de la maison de Courlande, Marie-Dorothée, fille du duc Frédéric-Casimir; seulement on paraît croire que les états seront d'un autre avis, craignant à juste titre qu'un margrave de Brandebourg ne soit complétement sous la dépendance du roi de Prusse, et que le nouveau duc, avec l'aide du roi, ne détruise leurs priviléges. Quelques autres, en petit nombre, il est vrai, dont le chef de file est le général de Renne, se montrent favorables au prince Menschikof, qui depuis longtemps déjà travaille sous main à cette affaire; mais n'est-il pas évident qu'ils auront contre eux tous les électeurs fidèles au sentiment de la patrie? Élire le prince Menschikof, ne serait-ce pas se mettre sous le joug moscovite? Quelques seigneurs, entre autres le colonel de Brink, dont la famille est puissante en ce pays, m'ayant prié de leur ouvrir toute ma pensée, je leur donnai à entendre qu'aucun des personnages dont on venait de prononcer les noms n'était en mesure de protéger efficacement les intérêts de la Courlande; je leur insinuai enfin que le meilleur choix qu'ils pussent faire était d'élire pour duc le prince royal de Saxe, fils de Votre Majesté. Cet avis fut très-goûté, non-seulement du colonel de Brink, mais de plusieurs autres encore, tels que les Firxe, les Korffe, etc.... Ils me promirent de prendre l'affaire à cœur et de ne rien négliger pour obtenir l'adhésion des états. Votre Majesté daignera sans doute, de son côté, ordonner les mesures nécessaires; bien que je ne puisse dès à présent affirmer la certitude du succès, je crois pourtant qu'il y a de grandes chances de réussite, pour peu qu'on agisse sous main et avec le duc et avec les états. Le prince Menschikof se donne beaucoup de mouvement pour s'assurer ce duché; il y a ici certains Courlandais, par exemple M. de Renne, qui a été autrefois maréchal-général, et plusieurs autres, mécontents aussi du duc Ferdinand, qui cherchent protection auprès de lui. L'ex-conseiller Lœwenwolde m'a dit en confidence que le prince Menschikof l'avait entretenu de cette affaire et s'était laissé aller jusqu'à lui annoncer ses projets à l'égard du roi de Pologne; son projet est de faire offrir à Votre Majesté une somme de 200 000 rou

bles, pour qu'elle veuille bien appuyer sa candidature en temps utile. »

Le ministre de Frédéric-Auguste répondit à M. de Vitzthum que le roi ne prendrait aucune mesure en ce qui le concernait. Les instructions ajoutaient : « Continuez néanmoins de traiter l'affaire en votre nom chaque fois que l'occasion s'en présentera, car si le projet de faire élire le prince royal ne paraît point praticable, Sa Majesté verrait avec plaisir que les bonnes dispositions de la diète se reportassent sur un prince de sa maison. » Quel était ce prince auquel pensait le roi de Pologne ? S'agissait-il de Maurice, alors âgé de quinze ans, de ce Maurice héroïque et incommode que nous avons vu tour à tour en disgrâce ou en faveur auprès du roi, mais que soutenait sans cesse l'ambition inquiète de sa mère? Il faudrait bien un jour lui faire sa place dans le monde; le roi, sans avoir aucun plan arrêté, voulait-il simplement ménager les chances qui s'offraient et se réserver une ressource pour l'avenir? C'est une idée qui se présente tout d'abord à l'esprit quand on se rappelle les démarches, les instances passionnées d'Aurore de Kœnigsmark ; mais le comte de Flemming était là, toujours prêt à contrecarrer ses desseins, ayant d'ailleurs pour lui-même des visées fort singulières qui se dévoileront plus tard, et il est certain que, si le roi de Pologne pensa un instant à Maurice, il dut songer bientôt à un autre candidat, à un candidat moins jeune et mieux en mesure de mettre à profit les circonstances. On ne savait pas, en effet, que l'ouverture de la succession de Courlande serait ajournée encore d'une

quinzaine d'années. Quoi qu'il en soit, la lettre du comte de Vitzthum est un curieux document, puisqu'elle nous montre dès 1711 les convoitises du prince Menschikof et le travail de la diplomatie saxonne, c'est-à-dire la Russie et la Saxe en face l'une de l'autre autour du trône de Courlande.

A partir de ce moment, les intrigues diplomatiques se croisent, se confondent et forment un véritable imbroglio. Bien adroit qui pourrait en démêler tous les fils. Un des expédients les plus naturels était de laisser subsister le duché de Courlande en donnant un mari à la jeune veuve du feu duc, à la nièce du duc régnant, Anna Ivanovna. Quel mari? Les luttes allaient recommencer de plus belle sur ce terrain. Chaque puissance avait son candidat à la main de la duchesse. Au mois de décembre 1717, un traité est conclu entre le roi de Pologne et Pierre le Grand, qui s'entendent pour marier la duchesse Anna Ivanovna au prince de Saxe-Weissenfels et faire attribuer à ce dernier la couronne ducale de Courlande. Le plan imaginé en vue de cette combinaison est indiqué de la façon la plus précise dans le traité conservé aux archives de Dresde; c'est presque une révolution, révolution d'un nouveau genre, à laquelle prendront part les acteurs les plus divers, et dont chaque incident est prévu, dont chaque phase doit arriver à son heure, comme les péripéties d'un drame. Les états de Courlande, qui ont bien des griefs contre le duc Ferdinand, iront porter leurs plaintes devant le protecteur du duché, le roi de Pologne, Frédéric-Auguste ; le roi de Pologne jugera la cause, donnera

raison aux états, prononcera la déchéance du duc Ferdinand, et conformément au vœu des députés, qui auront dû être gagnés d'avance à ce projet, le prince de Saxe-Weissenfels sera investi de la souveraineté en Courlande, avec droit de transmission à ses descendants. Si le plan réussit, le tsar Pierre consent à ce que le prince de Saxe-Weissenfels épouse sa nièce Anna Ivanovna. Dans le cas où il serait impossible de prononcer purement et simplement la déchéance du vieux duc, on s'efforcerait d'obtenir son abdication en lui assurant une pension viagère conforme à sa dignité. Il était expressément entendu que le mariage projeté n'aurait lieu et ne serait même annoncé, officiellement ou non, qu'après la complète réussite de cette affaire, lorsque le prince de Saxe-Weissenfels serait en possession de son duché[1].

Voilà un plan très-nettement conçu, et puisqu'il satisfait à la fois la Russie, la Saxe et les états de Courlande, on ne voit pas ce qui pourrait mettre obstacle au dénoûment de la comédie. Quelques mois après, tout a changé de face. Le prince de Saxe-Weissenfels est subitement éconduit, et le roi de Pologne, qui se croyait maître de la situation en Courlande grâce à l'appui du tsar, se trouve seul désormais en face de la

1. Telle est la teneur du projet de traité qui existe aux archives de Dresde, projet incomplet, dit M. de Weber. D'après le texte plus développé qui se trouve à Saint-Pétersbourg, il est stipulé en outre que la grande-princesse Anna Ivanovna, veuve du feu duc de Courlande, abandonnera au prince de Saxe-Weissenfels non-seulement ses droits sur la Courlande, mais tous ses biens de Courlande et de Russie. Voyez le curieux ouvrage de M. Karl Wilhelm Kruse: *Curland unter den Herzögen*, 2 vol., Mitau, 1833, tome II, p. 279.

Russie, de la Suède et de la Prusse coalisées. C'était l'époque où le téméraire ministre de Charles XII, le baron de Goertz, avait imaginé d'unir la Suède et la Russie, le vainqueur et le vaincu de Pultawa, pour bouleverser l'Europe. Voltaire nous a fait connaître exactement les conditions préliminaires de cette alliance. « Le tsar, retenant pour lui toute la Livonie et une partie de l'Ingrie et de la Carélie, rendait à la Suède tout le reste ; il s'unissait avec Charles XII dans le dessein de rétablir le roi Stanislas sur le trône de Pologne, et s'engageait à rentrer dans ce pays avec quatre-vingt mille Moscovites, pour détrôner ce même roi Auguste, en faveur duquel il avait fait dix ans la guerre. Il fournissait au roi de Suède les vaisseaux nécessaires pour transporter dix mille Suédois en Angleterre et trente mille en Allemagne ; les forces réunies de Pierre et de Charles devaient attaquer le roi d'Angleterre dans ses États de Hanovre, et surtout dans Brême et Verden ; les mêmes troupes auraient servi à rétablir le duc de Holstein et forcé le roi de Prusse à accepter un traité par lequel on lui ôterait une partie de ce qu'il avait pris[1]. » Mais ce que Voltaire ne savait pas et ce que nous révèlent aujourd'hui les archives des cabinets du Nord, c'est l'étrange ballottement de la couronne de Courlande dans ce scrutin que dominent tant de combinaisons diverses. Le roi de Prusse s'était fait représenter aux conférences d'Aland, où se préparait entre les plénipotentiaires suédois et moscovites

1. Voltaire, *Histoire de Charles XII*, liv. VIII.

l'exécution des plans grandioses du baron de Goertz. Obligé de consentir à tout, il voulut au moins, comme on dit, tirer son épingle du jeu, et demanda que le duché de Courlande, ainsi que la main d'Anna Ivanovna, fût donné à un prince de sa maison, le margrave Frédéric-Guillaume de Brunswick-Schwedt. C'est alors que le tsar, oubliant le traité signé trois mois auparavant avec le roi de Pologne, substitua sans plus de façon le margrave de Brunswick au prince de Weissenfels. Le 5 mars 1718, le comte Golovkin, au nom du tsar Pierre, et le baron de Mordefeld, au nom du roi de Prusse, signaient à Saint-Pétersbourg une convention relative au mariage de la duchesse Anna Ivanovna et du margrave de Brandebourg. Voltaire nous montre encore ici combien il était sûrement informé de ces affaires du Nord; toutes les pièces officielles publiées de nos jours confirment son récit en le complétant. « Le roi de Pologne, dit-il, vit l'orage qui grossissait de tous côtés.... Flemming, le plus défiant de tous les hommes et celui dont les puissances voisines devaient le plus se défier, soupçonna le premier les desseins du tsar et ceux du roi de Suède en faveur de Stanislas. » Nous voyons, en effet, le roi de Pologne, au mois de décembre 1718, répondre sur un ton vraiment inattendu à ces plaintes de la noblesse courlandaise qu'il avait excitées lui-même une année auparavant. Singulière péripétie dans cette comédie politique où chacun avait si bien appris son rôle! Il est convenu que le roi de Pologne accueillera les réclamations des seigneurs courlandais et leur donnera toute liberté d'élire un duc.

Est-ce là le langage qu'il leur tient? Nullement; il leur parle des combinaisons que des influences étrangères auraient pu leur suggérer, et leur déclare, au nom des intérêts dont la garde lui appartient, que tout projet de ce genre est mis à néant, que tout ce qui a été résolu dans ce sens est considéré comme non résolu, que tout ce qui a été écrit est considéré comme non écrit; *das beschlossene fur nicht beschlossen, das geschriebene fur nicht geschrieben, geachtet.* Flemming avait bien deviné, comme nous l'apprend Voltaire; Frédéric-Auguste savait tout.

Nouveau coup de théâtre. C'était pour faciliter l'exécution des plans du baron de Goertz que Pierre le Grand consentait au mariage de sa nièce Anna Ivanovna avec le neveu du roi de Prusse; mais Charles XII est tué sous les murs de Frederickshall le 30 novembre 1718, et voilà tous les projets de son ministre emportés avec lui. Depuis longtemps en butte à la haine de l'aristocratie suédoise, le baron de Goertz est arrêté par ordre du sénat immédiatement après la mort du roi; il est jugé, condamné à mort, et on lui tranche la tête au pied de la potence de la ville. Ces tragiques événements ont leur contre-coup jusque sur le théâtre obscur de la Courlande. L'alliance projetée se trouvant rompue, ni la Russie ni la Suède n'ont intérêt à soutenir la candidature du margrave de Brandebourg, et le roi de Prusse, abandonné de ceux qui l'ont poussé malgré lui à mettre son neveu sur les rangs, est contraint de rédiger un Mémoire[1] pour se justifier des reproches

1. Voyez *Curland unter den Herzögen*, t. I^er^, p. 282.

d'ingérence que lui adresse le gouvernement de Pologne.

Malgré le secret de la diplomatie, ces projets de mariage avaient transpiré en Allemagne et les ambitions s'éveillaient de toutes parts. Pendant quelques années, les prétendants à la main d'Anna Ivanovna vont être aussi nombreux que les prétendants de l'énélope. C'est d'abord le comte Flemming, ministre absolu du roi de Pologne, personnage aussi effronté qu'intelligent, celui dont Maurice de Saxe nous a peint en termes si vifs l'ambition sans frein et la cupidité insatiable; il avait fait annuler en 1715 son mariage avec la princesse Sapiéha, et il était tout prêt à se remarier pour gagner une couronne. « Nous trouvons dans nos archives, dit M. de Weber, un Mémoire qui présente l'affaire comme ayant des chances de succès, à la condition que le secret soit bien gardé, et qu'on trouve le moyen d'y intéresser le tsar Pierre et ses favoris. » Obtenir la faveur du tsar, c'eût été pour Flemming trahir le roi son maître; mais le comte de Saxe nous a dit que toutes les voies étaient bonnes à l'ami de Frédéric-Auguste, pourvu qu'elles le menassent à ses fins. Les chances diminuèrent, à ce qu'il paraît; Flemming n'était pas homme à perdre son temps et sa peine en des intrigues qui deviennent périlleuses dès qu'elles sont inutiles; il demeura fidèle à son bienfaiteur.

Cette campagne du comte de Flemming ou du moins ces préparatifs d'une entrée en campagne sont de l'année 1720; précisément à cette date, les candidatures se multiplient : princes, ducs, margraves, cadets de fa-

milles souveraines, ils sont tous amoureux d'Anna Ivanovna. On pourrait en faire un dénombrement homérique. Voici le prince Charles de Prusse, appuyé par le cabinet de Berlin; voici le prince Charles-Alexandre de Wurtemberg qui tâche d'intéresser à sa cause le comte Iagushinski, ministre de Russie à la cour de Vienne : le comte Iagushinski reçoit les présents du prince, mais c'est tout ce qu'il peut faire pour son service. Que de scènes du même genre, si on avait les secrets de toutes ces intrigues! Voici le jeune landgrave de Hesse-Hombourg, celui-là même que le tsar Pierre fit venir à Saint-Pétersbourg en 1723 pour l'examiner, et, si l'examen était satisfaisant, lui donner en mariage sa propre fille, Anna Petrovna; on sait que l'examen tourna contre le jeune prince, et qu'il ne fut pas plus heureux auprès d'Anna Petrovna en 1723 qu'il ne l'avait été en 1721 auprès d'Anna Ivanovna. Voici encore un prince d'Anhalt-Zerbst, Jean-Frédéric, qui fait demander au roi de Pologne en 1724 s'il peut se mettre sur les rangs sans déplaire à Sa Majesté, et qui, découragé par la réponse du roi, se résigne à garder le silence. Enfin en 1725, au moment où Pierre le Grand vient de mourir, soit que la disparition d'un tel personnage laisse un jeu plus libre aux diplomates, soit que des circonstances fortuites aient déterminé leur action, un représentant de Frédéric-Auguste à la cour de Russie, Lefort, jette un appel soudain à Maurice de Saxe, et Maurice, qui attend les aventures, va s'y précipiter à corps perdu.

Anna Ivanovna se trouvait à Saint-Pétersbourg au

mois de septembre 1725. Un jour, dans une conversation intime, comme il était question de son mariage et de ses prétendants, une dame de ses amies lui parla de Maurice de Saxe. Anna répondit par un grand éloge de la maison de Saxe et des paroles fort dures pour la famille de Prusse : « Plutôt que d'épouser un prince de Brandenbourg, elle aimerait mieux, disait-elle, s'enfermer dans un cloître. » Elle ajoutait : « Ou je recevrai un mari des mains du roi Auguste, ou bien je ne me remarierai jamais. » L'amie lui dit alors, car nous avons ses paroles mêmes transcrites par le diplomate saxon dans une dépêche du 29 septembre 1725 : « Des princes de Saxe, je ne sais pas qui pût vous convenir; mais des comtes de Saxe, j'en sais un qui serait votre fait à tous égards; il ne serait pas difficile d'en faire un prince de l'empire. » Là-dessus s'engagea une conversation où le portrait de Maurice fut si vivement tracé, que la grande-princesse, selon l'expression de Lefort, « avait déjà son *jawort* (son *oui*) tout prêt. » Par une coïncidence trop singulière pour que les hommes, c'est-à-dire les femmes, n'y aient point quelque part, les seigneurs courlandais jetèrent aussi les yeux sur Maurice peu de temps après l'entretien que nous venons de rapporter. Quatre délégués de la noblesse, MM. de Makel, de Karp, de Korff et de Keyserling, conçurent, dit-on, la pensée de faire donner le duché de Courlande au comte de Saxe, et, Maurice étant arrivé à Varsovie au mois de décembre, ils se rendirent auprès de lui pour traiter l'affaire immédiatement. On s'entendit au mieux de part et d'autre; Maurice, engagé

d'honneur auprès des seigneurs courlandais, promit de braver tous les périls pour réaliser leur espérance et d'entrer sur l'heure en campagne.

Il y entra peut-être un peu trop vivement. Son mariage avec Anna Ivanovna lui aurait assuré la couronne qu'il convoitait; un autre mariage qui lui promettait mieux encore, donna bientôt un nouveau cours à son ambition. La princesse Élisabeth, une des filles de Pierre le Grand, entrait alors dans sa seizième année, et le diplomate Lefort, avec sa verve de combinaisons et d'intrigues, avait eu l'idée de la substituer à celle-là même dont le *oui*, disait-il, était déjà tout prêt. Il y voyait mille avantages. Nul doute que le comte de Saxe ne préférât cette vive et belle fille à la duchesse de Courlande, déjà veuve et plus âgée que lui de quelques années. L'amour pourrait bien se mettre de la partie et faire marcher les choses plus lestement. Il envoya donc à Maurice ce *portrait de la princesse Élisabeth :*

« C'est une blonde qui n'est pas aussi grande que sa sœur[1] et qui incline à devenir plus puissante. Elle est, d'ailleurs, bien faite et d'une belle moyenne taille : un visage rond fort gracieux, des yeux bleus remplis de jus de moineau[2], le teint beau et belle gorge. Pour l'humeur et les inclinations, elles sont bien différentes de son aînée; c'est un esprit extrêmement enjoué, qui se soucie peu de la pluie et du beau temps, d'une grande vivacité qui tire assez sur l'étourderie, toujours un pied en l'air et ne songeant à rien de solide, ayant d'ailleurs l'admi-

1. Anna Petrovna.

2. Il est bon de rappeler ici que nous ne faisons pas une traduction; nous citons le texte de Lefort, dont les dépêches sont souvent rédigées en français.

rable talent de savoir contrefaire la démarche et les traits d'un chacun. Elle n'épargne pas même ses proches, par exemple le duc [1]. Possédant très-bien le français, l'allemand passablement, elle semble qu'elle soit née pour la France, n'aimant que le brillant. Certain malicieux disait un jour qu'elle n'aurait jamais le cœur de se poignarder, si elle donnait par occasion un coup de canif au parchemin conjugal. »

Ce singulier portrait dont la ressemblance a été justifiée plus tard, — car on devine déjà dans cette enfant de seize ans celle qui sera un jour l'impératrice Élisabeth, celle que sa tête légère ne pourra pas défendre contre les périls de la toute-puissance, la femme vaine et sensuelle que la débauche rendra féroce, — ce singulier portrait avait bien quelque chose d'inquiétant. Le diplomate saxon devait être persuadé cependant qu'il ne déplairait pas à Maurice, puisqu'il le lui envoyait précisément afin de stimuler son ambition. Que de choses, en effet, dans ce mariage ! Sans parler des chances possibles en Russie, quel moyen d'assurer sa souveraineté de Courlande ! L'impératrice Catherine, en mariant sa fille au comte de Saxe, n'aurait plus d'autre candidat que son gendre à cette couronne si convoitée ; au besoin, elle lui prêterait l'appui de ses armes. Lefort, encouragé par Maurice, commença donc le siége de la place ; il s'agissait d'enlever le cœur et l'imagination de la princesse Élisabeth, car on savait bien qu'une fois amoureuse du héros parisien elle avait assez d'audace et de persévérance pour surmonter tous les obstacles.

1. Le duc de Holstein-Gottorp, mari de la grande-princesse Anna Petrovna.

Le siége fut si bien mené, la place si habilement investie, que l'ennemi se rendit au premier feu. Élisabeth était folle de Maurice ; elle appelait avec impatience, *avec démangeaison*, c'est le mot employé par Lefort, l'occasion de le voir, de le connaître, de le comparer à l'idéal qu'elle s'en faisait. Ne viendrait-il pas bientôt à Saint-Pétersbourg ? « Un désir russe, a dit Madame de Staël, suffirait pour faire sauter une ville. » Il y a quelque chose de cela dans l'impatience d'Élisabeth. Lefort nous raconte une conversation dans laquelle un de ses amis (un seigneur ou une dame de la cour, on ne sait lequel) recueillit à ce sujet des confidences assez expressives. Élisabeth lui disait avec feu : « Je ne veux pas imiter les princesses, qui d'ordinaire sont victimes des raisons d'État ; je veux me marier suivant mon goût et épouser celui qui me plaira. Je serai pourtant toujours qui je suis et aurai la satisfaction d'aimer celui que j'épouserai [1]. » Sur quoi mon ami lui repartit : « J'en sais bien un que vous aimez de tout votre cœur. — Oui, dit-elle, je sais ce que vous voulez dire ; je le crois comme vous, mais je ne l'ai pas encore vu. Dites-moi ce qu'il est. — Il suffit, dit mon ami, qu'il mérite une couronne. »

On ne peut s'empêcher de faire de curieuses réflexions quand on songe que le comte de Saxe, ce soldat à la recherche d'un trône, a courtisé à la fois deux

1. La phrase est obscure par suite d'une construction plus allemande que française ; le mot *pourtant*, employé de cette façon, est tout à fait germanique. *Ich werde doch immer sein was ich bin....* Il faut dire en français, pour être clair : « Je ne cesserai pas d'être ce que je suis, et de plus j'aurai la satisfaction, etc. »

princesses qui l'ont aimé toutes les deux, et toutes les deux ont gouverné plus tard l'empire de Russie. Anna Ivanovna ou Élisabeth Petrovna, la nièce ou la fille de Pierre le Grand, pourquoi n'a-t-il pas épousé l'une ou l'autre en 1726 ? Il n'avait, ce semble, qu'à se décider et à choisir. Aimait-il mieux ne devoir son trône qu'à son mérite personnel, à son nom et à son épée ? Pensait-il déjà ce qu'il dira vingt ans après à Madame de Pompadour : qu'une femme n'est pas un meuble propre à un soldat ? Le souvenir de son premier mariage, le goût de l'indépendance, un certain sentiment de loyauté qu'il garda toujours au milieu de ses désordres, ce scrupule, si rare au dix-huitième siècle, qui l'empêcha plus tard de se marier avec une femme qu'il appelait *divine*, par cette raison qu'il était trop léger, trop libertin, pour n'avoir qu'une seule passion dans le cœur, et que *la divine Ourchulla* méritait une affection sans partage[1], — tous ces motifs ont-ils contribué à ralentir son ardeur et à faire échouer les combinaisons de Lefort ? Ne faut-il pas se dire aussi qu'un bon chasseur ne court pas deux lièvres à la fois ? Un de ces deux projets d'alliance dont on s'occupe pour lui à cette date lui sourira un jour, mais trop tard. En attendant, les événements se précipitent en Courlande ; Maurice laisse agir Lefort et sa diplomatie galante : il a un autre rôle à remplir.

Les projets de Maurice sur la Courlande avaient eu l'approbation du roi son père. Le comte de Flemming

1. Nous citerons plus tard la lettre si curieuse, et entièrement inédite, où le comte de Saxe se peint ainsi lui-même. Elle se rapporte aux dernières années de sa vie.

lui-même, l'adversaire jusque-là si obstiné du jeune prince, avait donné un avis favorable. Il conseillait seulement, en homme pratique, de ne pas afficher des prétentions trop hautes. Maurice devait viser d'abord à un titre modeste, à une charge provisoire, que les événements ne tarderaient pas à rendre définitive. Il fallait se contenter, disait le ministre, d'être nommé coadjuteur du vieux duc, coadjuteur pour le temps que celui-ci avait encore à vivre, coadjuteur sans ambition personnelle, sans visées ultérieures, uniquement dans l'intérêt public. On pourrait, sur ce terrain, obtenir le consentement de la tsarine et celui des états de Pologne. Un conseil des ministres saxons, tenu le 25 avril 1726, sous la présidence du prince-royal Frédéric-Auguste, celui qui fut plus tard le roi de Pologne Auguste III, approuva cette politique. Il est vrai que plusieurs mois après, dans cette même année 1726, le comte de Flemming écrivait ces mots : « L'affaire de Courlande a été entreprise à l'insu du ministre polonais *et contre le sentiment du ministère allemand, tant catholique que protestant ;* » mais M. de Weber, qui a sous les yeux tous les papiers des archives de Dresde, les registres et les procès-verbaux du ministère, n'hésite pas à donner un démenti à Flemming. « Cette lettre, dit-il, prouve seulement qu'on ne peut pas toujours se fier aux affirmations diplomatiques. » Le roi et ses ministres favorisaient donc au mois d'avril 1726 les projets du comte de Saxe. On résolut de l'envoyer en Courlande et à Saint-Pétersbourg, sans éveiller toutefois les soupçons. Une occasion se présentait. La comtesse de Kœ-

nigsmark était depuis longtemps en instance auprès du gouvernement russe pour obtenir la restitution des îles Moën et de quelques domaines en Esthonie, comme héritière de son frère Otto-Wilhelm de Kœnigsmark. Fatiguée de cette poursuite inutile, sans doute aussi pour fournir un prétexte au voyage de son fils, elle lui transmit ses droits sur les îles Moën, et dans une lettre pressante lui exprima le désir de le voir bientôt en possession de ce domaine. C'était presque un devoir de famille, un devoir d'honneur qu'elle lui imposait, se déclarant elle-même impuissante à le remplir. Tout était prêt pour le départ de Maurice ; la lettre royale que le jeune comte devait présenter à la tsarine était déjà signée, quand tout à coup, soit que les états de Pologne eussent soupçonné ce qui se passait, soit que la tsarine eût été informée de son côté, soit que Flemming eût commis sous main quelque trahison pour empêcher le succès de l'affaire, le roi changea d'avis et défendit à Maurice de se mettre en route.

La scène se passe le 21 mai, dans la soirée. Maurice est en habit de voyage, botté, éperonné, la cravache à la main. Le comte de Manteuffel lui apporte le message du roi son père. « Est-ce un ordre? dit Maurice. — Je le crois, répond le ministre. — Je n'aurais garde de désobéir au roi en toute autre chose ; mais si je ne pars pas, tout est perdu pour moi, et je songerai à ce que je dois faire. » Là-dessus, il sort subitement, laissant le ministre un peu étourdi de ce langage. Il était clair que Maurice ne se soumettrait pas. Avait-il même délibéré bien longtemps? Pendant que M. de

Manteuffel attend le résultat de ses méditations et la réponse définitive qu'il doit porter au roi, il apprend que le comte a déjà pris congé de plusieurs dames et leur a dit : « Ce sera un bon coureur, celui qui me rattrapera. » Le ministre retourne au palais en toute hâte; mais impossible de parler au roi, qui venait de se mettre au lit, n'imaginant pas sans doute que le comte pût résister à ses ordres, ou peut-être voulant laisser au hardi jeune homme le temps de lui désobéir. On s'adresse alors au prince royal, qui, dans un billet à Maurice, le supplie de ne pas gâter ses affaires par une précipitation imprudente et de respecter la volonté du roi. C'était trop tard. Maurice venait de partir à franc étrier, et galopait vers la Courlande. Un agent du comte de Flemming, le major de Glasenapp, qui se trouvait là au moment de ce brusque départ, lui en rapporte quelques circonstances curieuses : « Il m'a demandé des livres pour s'amuser en chemin; je n'avais sous la main que l'*Histoire du duc de Monmouth*; il l'a prise et y trouvera quelque avis au lecteur. » C'est le même personnage qui traite de *flibustiers* les compagnons de Maurice; on voit que Flemming et ses amis n'avaient pas cessé de se montrer hostiles au fils d'Aurore de Kœnigsmark. « Il est parti au galop, dit le major, avec sa bande de flibustiers. » Ces flibustiers étaient une escorte de gentilshommes lithuaniens que le comte Pociey, grand-maréchal de Lithuanie et l'un des principaux personnages de Courlande, avait mis à ses ordres en prévision des événements prochains.

A la première station où ils laissent souffler les

chevaux, Maurice écrit au prince royal et le charge de l'excuser auprès du roi : « il était engagé, il ne pouvait agir autrement; ne vaut-il pas mieux d'ailleurs exposer noblement sa vie que de la traîner dans la honte de l'oisiveté? » Le billet est daté du 26 mai, jour même de son départ; le 28, le prince royal lui répond par d'affectueux conseils : « Vous retourneriez volontiers, si votre engagement ne vous avait mené si avant.... On m'a dit que votre intention était de vous mettre à la tête d'une partie de la noblesse pour engager le reste, par cette démarche, à prendre les armes; c'est à quoi je n'ajoute pas foi, et je ne balance pas un moment à vous assurer d'avance que le roi ne vous saurait approuver dans ce cas. Moi, je suis toujours du sentiment conforme au vôtre, qu'une belle mort est préférable à une honteuse vie. Je vous donne à penser si vous sauriez rencontrer une belle mort par une pareille entreprise. » Sages paroles, mais bien inutiles! Ces grandes aventures, tant appelées par Maurice, lui ouvraient enfin la carrière. L'ivresse de l'action lui montait au cerveau. Vivre ou mourir, qu'importe, pourvu qu'il agisse? Il n'est pas question de succès ou de revers; l'honneur parle, il suffit. L'Europe, le monde, il le croit du moins, a les yeux fixés sur lui. Voici sa réponse au prince royal :

Cauen, le 30 de mai 1726.

« Le sacrifice est prêt en Courlande, et l'on n'attend que la victime. Je ne manquerai de l'être, si le roi me condamne, mais je ne puis trahir des gens à qui ma parole me lie et me déshonorer chez une nation entière qui a mis sa confiance en

moi; j'espère que l'univers ne me condamnera pas quand il saura que j'ai toujours été soumis et obéissant aux ordres du roi, même dans mon engagement avec les Courlandais.

« Je vous représente ces choses pour vous persuader, monseigneur, que ma fermeté ne peut que m'être honorable, si malheureusement il en fallait venir à ces extrémités que vous me faites redouter; et quand j'ai eu l'honneur d'écrire à Votre Altesse Royale que je préférerais toujours une mort honorable à une honteuse vie, j'ai voulu dire que si le cœur de Sa Majesté me désavouait, je me remettrais entre les mains de ceux à qui il voudrait bien me livrer après avoir mis mon parti à couvert. Votre Altesse Royale a les sentiments trop élevés pour ne pas approuver cette conduite; après quoi, monseigneur, je ne crains pas les événements ni la guerre, et s'il ne faut que combattre les Polonais, vous me verrez bientôt une armée à leur opposer.... Mais, sans m'engager dans de vains propos, je continuerai de rendre compte à Votre Altesse Royale de la situation des choses. Le grand-général, que j'ai vu ici, est plus ferme que jamais; il m'a dit qu'il fallait tenir bon, que l'affaire était avantageuse pour le roi et qu'il ne pouvait pas manquer d'y revenir dès que la situation le permettrait; qu'il fallait attendre ce moment avec constance et se conduire, en attendant, avec prudence; qu'il me promettait de ne jamais m'abandonner, dût-il y perdre la vie.... Au reste, les Moscovites donnent les mains, et la garnison de Riga a ordre de me soutenir en cas de besoin. La diète est convoquée en Courlande et se tiendra le 26 juin. On m'assure que je serai unanimement élu. Mon dessein cependant est, pour ne choquer personne, de ne prendre que le titre de régent pour un an, mais de successeur pour moi et ma postérité après la mort du duc Ferdinand. Je crois, monseigneur, que l'on ne peut en user avec plus de modestie, et je souhaite plus que la vie que cette conduite plaise à Sa Majesté et à Votre Altesse Royale. J'ai mis sur le papier ci-joint les droits des Courlandais au sujet de l'élection d'un duc, et je vous prie, monseigneur, de le lire avec attention. Quand il s'agira de faire la guerre sur le papier, je vous en ferai voir d'autres, et je vous assure, monseigneur, que je ne crains la république ni de l'une ni de l'autre façon [1].

1. *La république*, c'est-à-dire les seigneurs de Pologne. On sait que

Ainsi le sort en est jeté : voilà Maurice en Courlande. Il resta quelque temps à Mitau, faisant sa cour à la grande-princesse Anna Ivanovna. La princesse, qui ne le connaissait encore que de réputation, fut charmée de sa bonne grâce. « J'ai le bonheur de ne pas lui déplaire, écrit Maurice à la comtesse de Kœnigsmark; elle a exprimé à la tsarine elle-même le désir de redevenir duchesse de Courlande en partageant mon sort. » Tout marchait au gré de ses vœux. Le roi de Pologne, nous l'apprenons encore par une lettre de Maurice à sa mère, s'était opposé, par politique seulement, à son expédition; au fond du cœur, il applaudissait à cette juvénile audace et en désirait le triomphe. Quant aux Courlandais, ils raffolaient de lui. « Ils sont inébranlables, écrit-il encore à sa mère; ils ont juré de renouveler à mes côtés l'héroïsme de leurs ancêtres, les chevaliers de l'Ordre teutonique. Ah! soyez assurée qu'il y a ici de braves gens qui m'aiment de toute leur âme. » Le comte Pociey, grand-maréchal de Lithuanie, rassemblait à Kodveno, sur la frontière, plusieurs centaines de gentilshommes pour les lui envoyer au premier signal. Un des compagnons de Maurice, M. de Fontenay, dans une lettre adressée à un ami, et qui se trouve aux archives de Dresde, fournit des renseignements sur ces préparatifs de Lithuanie et les fêtes qui les accompagnaient. Maurice vint trouver le comte

la Pologne, bien que placée sous l'autorité d'un roi, avait conservé les institutions d'une république aristocratique. Or cette république surveillait d'un œil jaloux toutes les affaires de Courlande. Maurice dit ici qu'il ne craint la Pologne ni dans la guerre à coups de fusil, ni dans la guerre sur le papier.

Pociey à Kodveno; il fut accueilli par cinq cents seigneurs et plus, entre autres les Sapiéha; on convint de la marche à suivre, on conspira le verre à la main, et je ne sais quel souffle d'enthousiasme faisait déjà flotter les étendards. La réussite paraissait infaillible. « Les jésuites, dit M. de Fontenay, et autres gentilshommes, qui avaient des affaires en Courlande, ont demandé notre protection. » Mais c'est en Courlande surtout, et parmi les seigneurs les plus indifférents d'abord à cette candidature, que l'enthousiasme se propageait d'heure en heure. « Ma physionomie leur a plu, » écrivait Maurice à un ami d'Angleterre. M. de Fontenay, dans la lettre que nous citons plus haut, donne ce curieux détail : « A Mitau, on nous a donné une escorte de dragons et de houlans, qui seront à nos ordres tant que nous en aurons besoin. » La délibération de la diète, fixée au 26 juin, se préparait ainsi au milieu d'un immense élan de joie et d'espérance, qui promettait à Maurice, non pas une élection seulement, mais une acclamation. Quel autre que le jeune héros de Stralsund pouvait assurer l'indépendance du pays contre tant de voisins redoutables et faire revivre les grands jours de l'Ordre teutonique?

Pendant ce temps-là, Lefort continuait de plaider la cause de Maurice auprès de l'impératrice Catherine, et Catherine subissait le charme, entraînée peut-être par les sympathies de sa fille non moins que par les raisons du diplomate. Nous lisons ces mots dans une lettre de Lefort en date du 11 juin : « Si le comte de Saxe est élu duc de Courlande, on pourrait hardiment tenter un

mariage avec la princesse Élisabeth. » Il ajoute que plusieurs seigneurs moscovites, « hommes de crédit et dignes de foi, » lui ont signalé la chose comme « faisable. » Maurice avait pourtant des adversaires fort sérieux à la cour de Russie. Le duc de Holstein-Gottorp, gendre de l'impératrice, qui avait des prétentions sur la Courlande, avait jeté feu et flamme dès l'arrivée du comte de Saxe au milieu des Courlandais. Le prince Menschikof était très-irrité pour les mêmes motifs. Lefort croyait pourtant qu'il serait facile d'écarter cette dernière opposition en donnant au prince « un os à ronger. » On savait que la France et l'Angleterre avaient certaines vues sur cette affaire, et qu'elles proposaient de donner la Courlande au duc de Holstein-Gottorp, à la condition qu'il abandonnerait le Slesvig au Danemark: or Menschikof aimerait cent fois mieux avoir affaire au roi de Pologne que de voir deux puissances, comme la France et l'Angleterre, intervenir dans ce débat et fonder quelque chose de définitif. Informé de la situation, Maurice fait demander au roi son père de vouloir bien écrire directement au prince Menschikof. C'est par l'entremise du comte de Manteuffel qu'il adresse cette prière au roi, et il profite de l'occasion pour ajouter : « Comme j'ai appris que le titre de comte choque la duchesse de Courlande, faites en sorte, je vous supplie, monseigneur, que dans cette lettre Sa Majesté me nomme simplement : mon fils légitime Maurice de Saxe. » Est-ce *légitime* qu'il a dit, ou bien *légitimé?* Le terme exact serait légitimé; mais il en coûte si peu d'oublier un accent! Le comte de Man-

teuffel répond à Maurice (15 juin) que le roi a daigné consentir à sa demande. Sa Majesté a écrit au prince Menschikof au sujet des intérêts de son fils, « et cela, ajoute-t-il, en termes généraux, sans que Votre Excellence soit qualifiée de comte. » A partir de ce moment, Maurice lui-même va renoncer, pour quelque temps au moins, à ce titre de comte qui choque les oreilles des princesses russes; il signera simplement *Maurice de Saxe.*

Tandis que soldats et diplomates sont ainsi en campagne pour l'élection de Maurice, ce serait un singulier oubli que de ne pas mentionner leurs auxiliaires. On voit paraître ici toute une légion de femmes qui, d'un bout de l'Europe à l'autre, s'intéressent avec passion au succès du héros. Étrange assemblage où se retrouve l'immorale et brillante mêlée du dix-huitième siècle ! Tous les rangs sont confondus, et non-seulement tous les rangs mais tous les genres d'affection : une mère, une comédienne, une fille d'empereur, de grandes dames de Dresde, de Varsovie, de Mitau, de Riga, — *mille e tre*, comme dit Leporello. Il faut d'abord nommer Aurore de Kœnigsmark, la doyenne de Quedlinbourg, qui, du fond de son abbaye, s'occupe de vendre ses bijoux pour fournir à son fils le nerf de la guerre. Adrienne Lecouvreur, qui l'ignore? a précisément la même pensée pour venir au secours de son amant. Les joyaux de l'actrice parisienne, hélas! fournirent une somme bien autrement élevée que les joyaux de l'abbesse protestante. Parmi les femmes qui, de leur bourse, de leur influence, de leurs prières, directement

ou par leur famille, servirent à l'envi les intérêts de Maurice de Saxe, l'histoire doit citer : à Saint-Pétersbourg Élisabeth Petrovna, à Mitau Anna Ivanovna, à Varsovie la maréchale Viélinska, à Riga la belle comtesse Pociey, qui poussa le comte son mari à se jeter si ardemment, comme on l'a vu, dans cette audacieuse échauffourée. C'est du moins ce que nous apprend cette mauvaise langue de Flemming, toujours d'après les lettres des archives de Dresde. « Le comte Pociey, dit-il, s'est engagé dans cette affaire, comme Adam dans le péché, séduit par sa femme. »

Cependant le grand jour approchait. Le 26 juin, malgré une protestation en latin au nom du roi de Pologne, ou plutôt malgré un décret prohibitif (*inhibitorium*) qui défendait à la diète de s'assembler, les députés, au nombre de trente-deux, tinrent séance à Mitau. M. de Brakel, un des plus ardents soutiens de la candidature de Maurice, fut chargé de faire le rapport, et la réunion fut ajournée au surlendemain. Le soir, la princesse Anna Ivanovna offrait un festin à la noblesse courlandaise. Maurice y assistait, et on y fêta d'avance le vainqueur par des libations septentrionales. Enfin le 28 l'assemblée écoute le rapport de son délégué : vainement le représentant du roi de Pologne renouvelle son *veto*, vainement l'organe du duc Ferdinand proteste contre l'élection qui va se faire, à moins que les suffrages ne se portent sur le landgrave George de Hesse-Cassel; l'assemblée maintient son droit et procède au vote. Maurice de Saxe est élu duc de Courlande et de Sémigalle à l'unanimité des suffrages. Le maréchal

du pays, Eberhard Philippe de Brüggen, qui d'abord avait refusé de prendre part à cet acte hardi, finit par donner sa signature. On leva aussitôt la séance, et tous les députés allèrent ensemble offrir leurs félicitations au *prince Maurice*. Trois jours après, le prince Maurice adressait à l'un de ses plus intimes amis, le comte de Friesen, la curieuse lettre que voici :

« Mitau, le 1er de juillet.

« Je vous aime trop, mon cher comte, pour ne vous pas faire part de ce qui vient de m'arriver : j'ai été élu duc-successeur de Courlande, et l'on m'a déféré le gouvernement jusqu'à ce que le duc Ferdinand puisse être investi par le roi [1]. J'ai eu des concurrents tout plein, mais les Courlandais ont été inébranlables ; ni les promesses ni les menaces n'ont rien pu sur eux, et j'ai été élu unanimement. Vous verrez par les copies ci-jointes la situation où je me trouve et les droits des Courlandais. Faites-moi la grâce de m'écrire si le factum est bien raisonné et s'il est de votre goût. Je suis encore novice en ces sortes d'ouvrages, et votre suffrage me flatterait beaucoup. Ce n'est pas que je l'exige, mais je m'adresse à vous parce que je sais que vous me direz naturellement ce que vous en pensez. Mais il faut auparavant que je vous mette un peu au fait de ce qui s'est passé.

« Le roi m'a permis de prendre des engagements avec les Courlandais, d'y envoyer, d'engager Pociey, qui s'y est mis jusqu'au cou, de la manière du monde la plus généreuse, sans que je lui aie rien promis, ni que le roi lui en ait parlé seulement. Celui-ci en a engagé d'autres en Lithuanie, de façon que je me suis fait un parti assez considérable. D'ailleurs il m'a fallu des gens en Courlande pour porter la noblesse à une action hardie ; tout cela fait un procès d'inquisition, quand la chance tourne [2].

1. Y a-t-il bien *investi par le roi* ? Ne serait-ce pas plutôt *averti* ? L'orthographe du comte de Saxe est si barbare, si singulièrement barbare, qu'elle rend le texte parfois inintelligible. M. de Weber, dans les explications qu'il joint à ce grimoire, a commis, on le verra, plus d'un contre-sens.

2. La phrase n'est pas claire ; on est exposé à des méprises quand

Mon projet était que le roi, après avoir écouté les raisons des Courlandais, pût décider en leur faveur comme juge naturel. Il me pressait toujours sur mon départ, mais je me récusais sur ce que l'affaire n'était pas encore mûre, et que je craignais qu'à l'arrivée du grand-chancelier et du primat il ne signât quelque chose contre moi, sur quoi il m'assurait toujours qu'il tiendrait bon et qu'il me donnerait le temps de faire mon coup. Enfin ce maudit grand-chancelier arriva, il parla, et je reçus ordre de rester à Varsovie. C'était le moment que j'avais bien prévu et que je pris pour me déterminer. Je partis sur-le-champ, et j'écrivis au roi ce que je pus de plus persuasif; il me fit répondre que la raison l'emportait sur l'inclination, que je devais abandonner mon projet, m'en aller à Dantzig, et de là m'embarquer, pour attendre, sous des climats plus heureux, des conjonctures plus favorables. Tout cela était dit fort élégamment. Depuis ce temps-là, je suis resté en relations avec le prince, qui m'a toujours exhorté à abandonner mon parti. Le roi a continué comme il a commencé et il a envoyé ici M. le staroste Chicanof avec un rescrit fulminant qui défend de tenir la diète avec des menaces horribles, et lui est un personnage très-impertinent : il parle de confédération, de faire couper des têtes.... Tout cela a produit un effet tout contraire à celui que messieurs les Polonais en attendaient, et j'ai vu les Courlandais prêts à tenir une conduite sans bornes et à jeter M. le staroste dans la rivière avec le rescrit pendu au cou, ce que j'ai heureusement empêché. Les Courlandais ont la tête aussi près du bonnet que les Français, et ils me paraissent très-braves gens. Je ne sais comment tout cela finira ; ce qu'il y a de très-sûr, c'est que je n'en démordrai pas, et, si les Polonais m'attaquent, j'espère que ou les Moscovites ou les Prussiens voudront bien me prêter douze ou quinze mille hommes, sauf à moi à les entretenir aux frais et dépens de la république. Le parti des dissidents est assez fort en Pologne et se joindra bientôt à moi. Enfin l'affaire de Thorn n'est pas encore tout à fait assoupie [1]. Que

on rectifie l'orthographe de Maurice. Nous reproduisons ici le texte même, tel que l'a donné M. de Weber: « Dalieurs il ma falus des gants en Courlande pour portès la noblesse a une axion hardy, tout selas fait un prossais d'einquisition, cant la change tourne. Mon projet aitait et,... »

1. A Thorn, où catholiques et protestants se trouvaient en présence,

sait-on? Je pourrai peut-être me soutenir et les obliger à m'accorder la paix.

« Voilà ma situation, mon cher comte. J'ai trop d'opinion de votre amitié et de vos lumières pour ne vous pas prier de m'accorder vos avis. Je vais à présent au plus pressé, et je suis occupé à faire une milice pour mettre le pays hors d'insulte, qui doit toujours y rester. Elle pourra bien aller à dix mille ou vingt mille hommes. Les officiers ne me manqueront pas, tout en fourmille ici. Je n'y mettrai que des Courlandais, et si je puis avoir d'autres troupes, soit de la Prusse ou de l'Allemagne, je pousserai en avant tout cela en cas d'attaque. Les Moscovites pourraient bien m'en donner aussi, si j'épouse la princesse; mais ces messieurs se plaisent quelquefois dans les entrées, et c'est un opéra pour les faire démarrer : c'est pourquoi je n'aime pas à avoir affaire à eux. Enfin je verrai. Si cela commence et que

le collége des jésuites avait été saccagé le 17 juillet 1724, à la suite de violences exercées contre un enfant du culte réformé. Un tribunal exceptionnel composé de catholiques condamna les magistrats de la ville à la peine de mort, détruisit les temples, et donna aux jésuites tous les biens des victimes. « Luthérien par sa naissance, musulman par ses mœurs et catholique par son ambition, » comme dit très-bien Lémontey (*Histoire de la Régence*, chapitre XIX), le roi de Pologne laissa faire les fanatiques et les bourreaux. Le président de la ville, un vieillard de soixante-douze ans, nommé Resner, modèle d'honneur et de vertu, fut décapité avec vingt autres martyrs, notables et magistrats de la cité. Maurice n'avait pas tort de croire que l'*affaire de Thorn* avait semé des haines dont la politique pourrait tirer parti. C'est précisément à l'horrible vengeance de 1724 que remontent les divisions si perfidement exploitées, un demi-siècle après, contre la malheureuse Pologne. L'Angleterre et la Prusse, au nom de l'Église protestante, avaient adressé des paroles menaçantes aux Polonais, et la Russie par zèle politique, n'avait manqué de s'associer à ces menaces; un instant, les trois puissances furent sur le point d'envahir la Pologne qui ne dut alors son salut qu'aux rivalités de ses ennemis. Les bourreaux triomphaient donc, et les victimes étaient flétries du nom de perturbateurs sacriléges. Aujourd'hui, une expiation épouvantable a noyé tous ces souvenirs dans le sang d'un peuple de héros. Qu'est-ce que le crime d'un petit nombre de fanatiques, quand on songe au long martyre de la Pologne? Si le vieux Resner et ses compagnons sortaient de leurs sépulcres, ils marcheraient les premiers à la tête de leurs frères contre les meurtriers de la patrie commune.

vous vouliez être de la partie, vous me ferez grand plaisir et honneur. Peut-être que le roi vous le permettra; je vous propose ceci comme un amusement digne de vous. Adieu, mon cher comte; honorez-moi de votre amitié, et soyez persuadé que vous n'aurez jamais personne qui vous soit aussi sincèrement attaché. MAURICE DE SAXE. »

« Raisonnez, je vous prie, de tout ceci un peu avec le prince de Wurtemberg; il m'honore de ses bontés et il est de très-bon conseil. Assurez-le, je vous prie, en même temps de mes obéissances. Mes compliments à ma chère sœur[1]. Vous ne croirez peut-être pas que j'ai entrepris cette expédition sans un sou et que l'on m'a refusé de l'argent avant que le grand chancelier fût arrivé. »

Ainsi, c'est de la Pologne principalement que Maurice s'attend à une attaque; les Russes au besoin lui prêteraient leur appui. Étrange illusion! l'orage éclate, et il vient de la Russie. Il est vrai qu'il ne s'agit point ici du gouvernement russe, mais d'un homme, d'un favori du hasard, accoutumé à voir triompher ses caprices, et qui va essayer de défaire par la violence tout ce qui vient de se faire à Mitau. Cette fois seulement le fastueux et hardi personnage, celui devant lequel se courbent les têtes les plus hautes à Saint-Pétersbourg, aura trouvé son maître. Aventurier contre aventurier, Menschikoff en face de Maurice de Saxe, le spectacle est curieux. Ce duel, qui ne dure pas moins de quinze jours, est le dernier acte de cette tragi-comédie, l'élection d'un duc de Courlande.

1. Une des filles naturelles du roi de Pologne, sans doute la comtesse Ruthowska, si cordialement dévouée à la cause de Maurice.

III

Le lendemain même du jour où Maurice avait été élu duc de Courlande, le général russe Sentrovicz, accompagné de l'adjudant Liéven, arrivait à Mitau, et, apprenant l'élection du comte de Saxe, il annonçait d'une voix menaçante l'arrivée imminente du prince Menschikof avec un corps de douze mille Russes. Au même moment, et sans se troubler de ces menaces, Maurice notifiait son élection aux puissances voisines, aux dignitaires de la république de Pologne, au roi de Prusse, à l'impératrice Catherine. Les dignitaires de Pologne, c'est-à-dire l'archevêque-primat, Théodore, comte Potocki, le grand-chancelier, comte Szembeck, et les magnats, répondirent dans les mêmes termes, ne menaçant point, mais protestant. « L'élection, disaient-ils, était contraire à la volonté de Sa Majesté et à ses droits, comme aussi à ceux de la république. » Le roi de Prusse Frédéric-Guillaume, grand formaliste, comme on sait, excepté dans sa tabagie nocturne, fut scandalisé de voir ce jouvenceau lui écrire sans plus de cérémonie, « demandant l'amitié du roi et l'assurant d'un bon voisinage. » Quant à Saint-Pétersbourg, la nouvelle du succès de Maurice y produisit des impres-

sions très-diverses. « Mardefeld, écrit Lefort, est presque tombé en apoplexie. » Et il ajoute dans ce langage salé, qui sent le diplomate du dix-huitième siècle : « Nos amis et surtout les femelles n'en dorment pas de joie.... S'il ne vient pas bientôt, j'appréhende qu'elles ne lui courent au-devant. Autant de mille écus que notre héros va faire d'Actéons m'accommoderaient fort. » Le diplomate saxon eût désiré, en effet, que Maurice battît le fer pendant qu'il était chaud, et enlevât lestement la conclusion de son mariage avec la princesse Élisabeth Impossible cependant de quitter la Courlande en cette heure décisive. Il y avait encore une formalité à remplir pour la consécration du vote accompli le 28 juin : une charte devait fixer les obligations réciproques des électeurs et du nouveau duc, et, tant que cette convention n'existait pas, les ennemis de Maurice avaient quelque chance de lui couper l'herbe sous le pied. Les agents de Menschikof se remuaient comme des Tartares; l'or à la main, la menace à la bouche, c'étaient des diables déchaînés. Toutes les séductions furent vaines, les Courlandais, en vrais fils des chevaliers, se montrèrent incorruptibles; mais ils avaient le culte de leur patrie, ils étaient passionnés pour leur indépendance, et comment n'eussent-ils pas éprouvé des scrupules, comment ne se seraient-ils pas demandé avec angoisse si leur résolution du 28 juin n'était pas une folie au moment où chaque courrier, arrivant de Saint-Pétersbourg, leur montrait la Russie entière prête à les écraser? Le péril croissait d'heure en heure. Le 3 juillet, Maurice les mande auprès de lui, leur rappelle les

engagements pris de part et d'autre ; « il leur a consacré sa vie, il saura maintenir leur indépendance ; vont-ils donc s'abandonner eux-mêmes? L'heure presse, il faut se décider. Si le 5 juillet la charte n'est pas signée, il part. » Cette fierté, cette certitude de vaincre relève les courages chancelants. Le 5 juillet, la charte est signée par les députés et le prince de Saxe, duc-successeur de Courlande. Le 6, la diète se sépare, ayant fini sa tâche ; Maurice va commencer la sienne.

Il était temps que le nouveau duc eût le droit de parler et d'agir. Un jour après la clôture des travaux de la diète, on vit arriver à Mitau le prince Vassili Dolgorouki, se disant ambassadeur de l'impératrice Catherine, et muni en effet d'un écrit impérial qui lui ordonnait de faire « des représentations » aux conseillers et capitaines de la noblesse « sur des événements qui concernaient la prospérité, le salut même des duchés de Courlande et de Sémigalle. » Le 8 juillet, les conseillers étant rassemblés, le prince leur enjoignit de faire notifier dans toutes les paroisses aux membres de la diète récemment tenue à Mitau l'ordre de revenir au plus tôt dans la capitale pour casser l'élection du comte de Saxe et se choisir un duc parmi les candidats que leur proposait l'impératrice. A ces conditions, Sa Majesté leur promettait de ne pas leur retirer sa faveur, toute résistance au contraire entraînerait des suites funestes ; la Courlande, partagée entre les États voisins, serait rayée de la carte. Les candidats proposés par Catherine étaient le duc Adolphe-Frédéric de Holstein-Glucksbourg, le landgrave

George de Hesse, et surtout, au premier rang, le prince Menschikof.

A ces incroyables insolences, les conseillers courlandais, d'accord avec Maurice, se contentèrent d'opposer une impassibilité dédaigneuse. Irrité d'avoir déployé en vain tout cet appareil, Dolgorouki court à Riga, où Menschikof l'attend. Anna Ivanovna s'y rend de son côté, accompagnée d'un seul serviteur et n'ayant que trois dragons pour escorte. Elle pense que le rapport de Dolgorouki va déterminer Menschikof à envahir immédiatement la Courlande, et elle espère le fléchir par ses prières. Vain espoir! dès le premier mot, elle comprend qu'il n'y a rien à tenter auprès de l'arrogant favori de Catherine, et elle se hâte de revenir à Mitau pour y protéger Maurice par sa présence. Menschikof la suit de près; il arrive le soir du 10 juillet avec une suite d'environ trois cents cavaliers. Il descend chez l'ambassadeur russe, M. de Bestuchef, et soixante dragons montent la garde à la porte de l'hôtel. Ces trois cents hommes étaient comme l'avant-garde de l'armée annoncée par Sentrovicz; mais Maurice ne s'émeut pas, il a aussi ses troupes sous la main, cette aventure lui plaît, et, en vrai gentilhomme, il demande l'honneur d'aller saluer le prince en son hôtel. L'entrevue des deux rivaux eut lieu le 11 juillet. Douze carrosses, car les chefs de la noblesse courlandaise avaient tenu à lui faire cortége, — douze carrosses de gala conduisirent Maurice et ses amis à l'hôtel Bestuchef. Maurice fut reçu au pied de l'escalier par les aides de camp et conduit auprès du prince, avec lequel il eut un long entretien.

Le résumé de ce qui fut dit entre eux, nous le trouvons dans les lettres mêmes de Maurice. Voici ce qu'il écrit au comte de Manteuffel : « Il me serait difficile de vous exprimer tout ce que j'ai trouvé d'obstination, de folie et d'ignorance dans le prince de Menschikof. La vanité inséparable de ces qualités est chez lui dans son plus haut degré. » D'après une autre lettre, Menschikof lui aurait dit que la volonté expresse de l'impératrice était que l'élection fût cassée et que le choix de la noblesse courlandaise se portât sur lui, Menschikof, ou sur le duc de Holstein, ou sur l'un des deux landgraves de Hesse qui étaient alors en visite à la cour de Russie. « Il me demanda ensuite comment je prétendais me soutenir. Je lui répondis que je savais bien n'être pas en état de me soutenir, mais que l'affaire se soutenait d'elle-même. » Maurice est déjà Français, comme on voit; où trouver plus de grâce unie à plus d'intrépidité? Quel gentilhomme de Versailles eût déconcerté avec une ironie plus courtoise la fastueuse arrogance du Moscovite? Un billet de Maurice au comte de Rabutin, ambassadeur d'Autriche à Saint-Pétersbourg, contient des détails plus piquants encore :

« Menschikof a paru ici comme l'arbitre des humains. Il a été très-surpris que de chétives créatures fussent assez inconsidérées et connussent assez peu leurs intérêts pour refuser l'honneur qu'il veut leur faire de les régir et de réparer par là la honte de leur choix. Elles ont beau lui représenter le plus respectueusement du monde qu'elles ne peuvent recevoir ses ordres; il leur répond qu'elles ne savent ce qu'elles disent et veut le leur prouver à coups de bâton. Comme je n'avais point du tout envie d'être persuadé de cette façon, et qu'il était ques-

tion de le renvoyer à Riga, j'ai cherché tous les biais imaginables pour cela, et, ne sachant comment lui offrir honnêtement 100 000 roubles, je lui ai dit que celui de nous deux qui serait duc de Courlande, confirmé par le roi de Pologne, les donnerait à l'autre. Il a *topé* et m'a demandé une lettre de recommandation pour le roi. Je vous avoue, monsieur, que je ne m'attendais nullement à la proposition; elle m'a paru singulière et trop plaisante pour la refuser. On m'a dit qu'il en tirait un grand avantage et qu'il regardait cette lettre comme un désistement absolu de ma part. »

Il fallait vraiment la *folie* de Menschikof pour voir un désistement dans cette lettre. Aveuglé par son orgueil, le favori ne s'aperçut pas que Maurice se moquait de lui de la meilleure grâce du monde. Le lecteur en jugera lui-même, la scène est assez piquante pour qu'on y assiste jusqu'au bout. Menschikof a *topé* dans la main de Maurice, il est sûr désormais d'avoir une couronne ou 100 000 roubles, il aime mieux pourtant la couronne, et, s'imaginant que le jeune comte n'a vu là qu'une occasion de battre monnaie, il est persuadé qu'il vient de faire un coup de maître en intéressant Maurice au succès de sa cause. Ni le duc de Holstein ni le landgrave de Hesse ne sont en mesure de payer 100 000 roubles au comte de Saxe. Déjà fort de l'appui de l'impératrice, Menschikof aura aussi pour lui le roi de Pologne, grâce à la recommandation de Maurice. L'habile homme, en vérité! Maurice sourit, et, séance tenante, il écrit au roi de Pologne cette recommandation plus malicieuse sans doute que magnanime :

« Le prince de Menschikof présume assez des bontés dont Votre Majesté m'honore pour croire qu'elle accordera quelque chose à mes très-humbles prières. Il a souhaité, Sire, que je

vous recommande ses intérêts, et comme je désire lui témoigner combien ils me touchent, je supplie Votre Majesté d'y avoir une attention particulière. »

A l'issue de cet entretien, Menschikof, plus fier que jamais, et se croyant déjà l'arbitre, sinon des humains, au moins des Courlandais, fait venir chez lui le maréchal de la noblesse, M. de Brüggen, le chancelier de l'État, M. de Keyserling, et leur enjoint d'exécuter ses ordres, sous peine de la déportation en Sibérie : dix jours leur sont accordés pour faire annuler l'élection du comte de Saxe; ce délai expiré, 20 000 Russes occuperont la Courlande. Le maréchal et le chancelier, avec une fermeté indomptable, répondent qu'ils n'ont aucune fonction de ce genre à remplir, que leur mandat de député a fini à la clôture de la diète, que l'élection de Maurice ayant eu lieu régulièrement, ils n'y peuvent rien changer, et ils se retirent la tête haute. Cependant, Menschikof leur ayant dit pour les persuader qu'il se débarrasserait du comte de Saxe (allusion aux 100 000 roubles et à la lettre de Maurice), ils crurent que le prince avait de mauvais desseins. Le bruit se répand bientôt que Menschikof a fait faire dans la ville des provisions d'armes, de plomb, de poudre, et que Maurice va être attaqué la nuit suivante. Les gentilshommes qui se trouvent encore à Mitau réunissent aussitôt les gens de leur maison et se rendent, armés jusqu'aux dents, auprès du chef qu'ils ont élu. On se barricade derrière les portes de l'hôtel; si les dragons de Menschikof se présentent, ils trouveront à qui parler.

Les dragons ne vinrent pas. Soit que le prince Menschikof n'ait pas eu les desseins que lui attribuait la clameur publique, soit que l'attitude de Maurice et de ses amis l'ait fait reculer, le duc élu de Courlande n'eut pas à soutenir ce siége, qui aurait fourni une page de plus à ses héroïques aventures. Cette page, les chroniqueurs du dix-huitième siècle n'ont pas voulu la perdre. Il y a sur Maurice de Saxe toute une tradition légendaire à laquelle cette nuit du 11 juillet ne pouvait pas échapper. Lisez Néel, qui a jeté une broderie si vulgaire sur les confidences suspectes de M. d'Alençon; lisez le baron d'Espagnac, bon soldat, homme d'esprit, élégamment loué par Voltaire, mais aussi crédule que léger pour tout ce qui ne concerne pas l'histoire militaire de son héros, le baron d'Espagnac, qui s'embrouille çà et là dans les souvenirs directement recueillis de Maurice de Saxe, et qui se fourvoie tout à fait quand il copie Néel ou d'Alençon; lisez même le travail beaucoup plus sobre, et fort estimable au point de vue technique, de notre contemporain M. de la Barre-Duparcq : vous verrez dans ces ouvrages si divers le récit très-circonstancié du siége soutenu par Maurice contre les troupes de Menschikof:

Maurice, c'est Néel qui parle, était occupé à lire la lettre où le primat de Pologne protestait contre son élection, lorsqu'il entendit dans la rue un bruit extraordinaire. « Comme il était toujours sur la méfiance, il mit la tête à la fenêtre.... Quoique le jour commençât à tomber, il reconnut pourtant que c'était à lui qu'on en voulait et que sa maison était investie de tous côtés

par des gens armés. » Point de doute, ce sont les Russes. Aussitôt il arme ses compagnons, environ soixante hommes, et les place chacun à son poste. Les planchers sont enfoncés, les cloisons abattues, pour que l'on puisse communiquer d'une chambre à l'autre, et une lutte terrible s'engage. Déjà les Russes ont seize hommes tués et plus de soixante blessés. Deux hommes seulement dans la petite troupe de Maurice sont atteints de blessures légères; mais que peut la valeur contre le nombre? Les assiégeants réparent sans cesse leurs pertes; ils entrent par en bas, par en haut, ils occupent les portes, les fenêtres, les toits, ils sont partout; Maurice va succomber.... Il eût succombé infailliblement, si la princesse Anna Ivanovna, informée à temps, n'eût envoyé toute sa garde à son secours. « L'officier qui commandait les Russes ne jugea point à propos de passer outre : dès qu'il reconnut la garde du palais et qu'il vit que la princesse s'en mêlait, il rassembla tout son monde le plus promptement qu'il put, abandonna la partie et sortit de la ville le soir même[1]. »

Tel est le récit que Néel a imprimé en 1760 et qui a été répété jusqu'à nos jours par tous les biographes de Maurice de Saxe. On en trouve même la trace dans une *Histoire de Russie* fort estimée en Allemagne, et dont l'auteur est M. Ernest Hermann, professeur à l'univer-

1. *Histoire de Maurice, comte de Saxe, maréchal-général des camps et armées de Sa Majesté très-chrétienne, duc-élu de Courlande et de Sémigalle, chevalier des ordres de Pologne et de Saxe; contenant toutes les particularités de sa vie depuis sa naissance jusqu'à sa mort, avec des anecdotes curieuses et intéressantes....* 2 vol., Dresde 1760. — Voyez t. I^er^, p. 156-157

sité d'Iéna[1]. Ne semble-t-il pas que le conteur, si plat écrivain qu'il soit, a parlé ici sur pièces authentiques? Comment se défier d'une histoire dont les détails sont donnés avec cette précision? Aux combats imaginaires il se garderait bien de ne pas mêler une romanesque aventure. La fille d'un bourgeois de Mitau, il l'affirme, se trouvait alors chez Maurice, et de là un épisode dont pas un détail n'est omis : confusion de la malheureuse fille, son effroi, ses larmes, son déguisement sous les habits de Maurice, son évasion par une fenêtre, la joie des assaillants qui mettent la main sur elle, croyant tenir le duc de Courlande, enfin l'attendrissement de l'officier moscovite qui garde pour lui sa captive et finit par l'épouser. Nous avons bien des fois rencontré Néel sur notre route avec ses insipides légendes que tous les biographes ont répétées ; si nous nous arrêtons un instant pour signaler ici ses mensonges, c'est que nous le prenons en flagrant délit. Tout cela, en effet, surprise, attaque nocturne, combat terrible, salut inespéré du comte de Saxe, et l'histoire de la Courlandaise, autant d'inventions du plus ancien biographe de Maurice, de celui qui dit solennellement dans sa préface : « La vérité perce toujours d'elle-même; l'imposture peut bien l'éclipser pour quelque temps, mais tôt ou tard elle triomphe de son obscurité, et pour lors elle n'en devient que plus brillante et plus respectable ! » Nous nous bornerons à mettre en regard de ces niaiseries romanesques le simple tableau de la

1. *Geschichte des russischen Staates*, von Ernst Hermann. Voyez le quatrième volume, page 485. — Hambourg, 1849.

réalité. Maurice vient de raconter au comte de Friesen son entrevue du 11 juillet avec le prince Menschikof, et il ajoute :

« Le soir du même jour il me vient des avis de différents endroits qui me confirment qu'il ne veut pas traiter l'affaire dans les règles. N'ayant envie ni de me laisser surprendre, ni de lui abandonner la place, je me prépare d'être alerte la nuit avec le peu de monde que j'ai. La noblesse, qui est encore en ville, vient me joindre de la meilleure grâce du monde ; la bourgeoisie, de son côté, m'avertit de tout ce qu'elle peut découvrir, et je sais que les dragons russes ont ordre de mettre leurs armes en état et de se tenir prêts à monter à cheval. Ma petite troupe n'en est point effarouchée ; quelques dispositions que je fais, et la fermeté qu'elle me témoigne, me font juger à raison que je ne serai pas attaqué impunément. Nous passons enfin la nuit assez gaiement pour des gens qui sont menacés. Vraisemblablement l'ordre donné aux dragons n'était que pour leur sûreté et celle de leur chef. »

Une lettre du major de Glasenapp, conservée aussi aux archives de Dresde, prouve que le prétendu siége du 11 juillet n'a pas eu lieu plus tard, le 17, par exemple, comme le disent quelques historiens. Cette lettre est du 20 juillet ; elle mentionne le bruit qui a couru d'un projet d'attaque attribué aux Russes *pendant que Menschikof était encore à Mitau.* Or Menschikof, irrité de la résistance des deux hauts dignitaires courlandais et très-peu rassuré par l'attitude de Maurice, s'était empressé de quitter Mitau dès le 12 juillet. La réalité n'est-elle pas plus vive que le roman ? Ici, Maurice se bat comme un lion, il est vrai, mais il se laisse surprendre comme un conscrit ; là, Maurice voit le péril, l'attend, le provoque, passe la nuit gaiement avec ses

compagnons, si bien qu'au lever du jour le péril s'est évanoui, et Menschikof a décampé.

Est-il vrai que Menschikof, arrivé précipitamment à Riga, se soit vengé de sa déconvenue en distribuant coups de pied et soufflets à ses conseillers intimes ? M. de Weber l'affirme sans fournir ses textes [1]. Un détail plus certain, c'est la perplexité du prince Dolgorouki, resté à Mitau comme représentant de l'orgueilleux favori, et ne sachant quelle conduite tenir au milieu des dépêches contradictoires qui lui arrivaient de Saint-Pétersbourg. « De l'énergie ! » disait l'une, envoyée sans doute par Menschikof ; l'autre, qui pouvait bien venir de l'impératrice, et tout à l'heure on verra pourquoi, lui disait expressément : « N'allez pas brouiller les affaires. » Dolgorouki faisait donc peu de tapage ; il agissait pourtant sous main et surtout il entretenait habilement les alarmes publiques en donnant à entendre que les menaces de la Russie ne tarderaient pas à se réaliser. Il voyait d'ailleurs Maurice qu'il connaissait personnellement, et avec lequel il affectait une certaine sécurité insouciante. Un jour qu'ils chassaient ensemble, il lui dit : « Je serais désolé, mon cher comte, si je recevais l'ordre de vous faire quitter la Courlande au plus tôt. » Maurice répondit sur le même ton : « Ces sortes de propositions ne se font ordinairement que la baïonnette au bout du fusil. » Il ajouta cavalièrement :

1. Il se publie en ce moment même à Riga une étude d'un écrivain russe intitulée *le Prince Menschikof et le comte Maurice de Saxe*. L'auteur, M. Schischebalski, aura sans doute traité cet épisode avec les documents moscovites.

« qu'il s'ennuyait fort à Mitau, » exprimant par là d'une façon assez claire qu'il attendait avec impatience le moment de dégainer. La lettre suivante, adressée par Maurice au comte de Friesen le 27 juillet 1726, résume l'état des choses avec une verve militaire. On dirait un zouave du dix-huitième siècle :

« Je continue, mon cher comte, à vous informer de ce qui se passe ici. Vous verrez que ma situation devient de jour en jour plus gaillarde, mais je vais toujours le même train. Hier je dis, à Dolgorouki sur quelque remontrance qu'il me fit de me retirer, comme Pharasmane dans *Rhadamiste* : Ces superbes Romains ne combattent plus que par ambassadeurs [1]. Toute la compagnie se mit à rire, et Dolgorouki ne sut où se fourrer. Quelque extravagance que vous trouviez dans ma conduite, je vous réponds que je la rendrai mémorable. Menschikof s'en est retourné hier de Riga à Pétersbourg avec *tanto di naso* [2]. Il a joué à Riga positivement la comédie de *Arlequin Prichippe* [3]. »

« *P. S.* Le Dolgorouki dont je parle est celui qui a été ambassadeur en France et en Pologne. Je lui ai demandé s'il n'était pas honteux du métier qu'il faisait ici, et s'il convenait à un

1. Maurice de Saxe avait vu jouer à Paris la tragédie de Crébillon *Rhadamiste et Zénobie*, dont la première représentation eut lieu le 14 décembre 1711 ; mais en citant de mémoire il estropie les vers. Voici les paroles que Pharasmane adresse à Rhadamiste, quand celui-ci vient combattre sa politique au nom de la politique de Rome :

> Que font vos légions? *Ces superbes vainqueurs*
> *Ne combattent-ils plus que par ambassadeurs?*

M. de Weber, qui a souvent beaucoup de peine à déchiffrer le texte de Maurice, écrit ici *Torosmanne* au lieu de *Pharasmane*.

2. Bien que la pensée fût assez claire, Maurice a cru devoir l'*illustrer* par un dessin de sa façon. Il y a en cet endroit, sur l'original, un véritable *pied de nez*, image de l'état moral de Menschikoff. Décidément nous avons là sous toutes les formes les *gaietés* du jeune duc de Courlande.

3. Il y a bien dans le texte *Arlequin Prichippe*. Ne serait-ce pas quelque farce italienne, quelque *Arlecchino Principe?* les lettres de Maurice sont pleines de ses souvenirs de théâtre.

ministre du premier ordre de travailler par des voies obscures à séduire les peuples, que cela allait donner un beau lustre dans le monde à l'empire de Russie et à son ministère, s'il croyait en bonne foi que quelqu'un voulût traiter après cela avec eux, que la honte de l'artifice qu'ils avaient employé avec moi retomberait sur eux, puisqu'ils en avaient été la dupe. J'ai retranché beaucoup du journal, pour le rendre modeste, mais j'ai vu le moment que la nuit du 11 au 12 allait être bien chaude. La princesse a fait des choses admirables et a ordonné à ses gardes de se ranger de mon côté au premier coup donné de part ou d'autre. On rend son grand-maître responsable de tout ce qui s'est passé ici, et il fut emmené hier sans éclat à Saint-Pétersbourg, où on dit qu'il ne fera que passer pour aller en Sibérie. La princesse l'a devancé de quelques heures. »

Ce *grand-maître* d'Anna Ivanovna (je ne sais pourquoi Maurice lui donne ce titre) était le diplomate russe Bestuchef, que Menschikof en effet regardait comme un traître, et qui, mandé subitement à Saint-Pétersbourg, fut arrêté dès qu'il eut passé la frontière de Livonie. La situation n'était pourtant pas aussi mauvaise en Russie que Maurice paraissait le croire. Le chancelier et le maréchal de Courlande avaient écrit au roi de Pologne, leur protecteur naturel, pour se plaindre des violences du prince Menschikof. Le roi, dont les secrets désirs avaient été contrariés jusque-là par l'opposition des magnats polonais, saisit avidement l'occasion de défendre la cause de son fils, en ne paraissant élever la voix que pour l'honneur de sa couronne. Il chargea Lefort d'exprimer à l'impératrice l'étonnement que lui avaient causé les procédés du prince Menschikof et du prince Dolgorouki. Sans doute, la diète de Courlande avait eu tort d'élire un duc malgré sa défense expresse ; mais de quel droit Menschikof

avait-il paru en maître dans un pays soumis au protectorat de la Pologne ? De quel droit était-il venu lui-même se porter candidat avec une escorte menaçante ? Cette violation du territoire courlandais n'était-elle pas une atteinte à l'alliance des cours de Pologne et de Russie ? Le roi espérait donc que les princes Menschikof et Dolgorouki avaient agi sans le consentement de l'impératrice, et il priait Sa Majesté « de désavouer authentiquement lesdits princes en leur enjoignant de cesser de s'intriguer en des affaires qui, étant uniquement du ressort de la couronne de Pologne, ne regardent ni la tsarine ni encore moins eux en particulier » Catherine reconnut la justesse de ce langage ; elle désavoua les deux princes et abandonna la candidature de Menschikof. Si Maurice de Saxe n'était pas encore assuré de son trône, il était débarrassé du plus redoutable de ses rivaux.

Ce résultat était dû aux deux femmes dont nous avons parlé tout à l'heure, Anna Ivanovna et Élisabeth Petrovna. Toutes les deux, sans soupçonner leur rivalité, avaient plaidé la cause de Maurice auprès de Catherine. Anna, tout heureuse de sa victoire, reprenait le chemin de la Courlande, et déjà elle se voyait souveraine pour la seconde fois. Ingratitude de la diplomatie ! Lefort, à ce moment-là même, insistait auprès du roi de Pologne pour que Maurice vînt à Saint-Pétersbourg achever la conquête, si bien commencée, du cœur d'Elisabeth. Il demandait un portrait de Maurice, afin de le montrer à l'occasion. Le roi n'avait qu'un grand portrait du comte de Saxe dans son cabinet de Dresde ;

il aurait préféré une miniature, et de là le retard de l'envoi. Il se décida pourtant : le tableau fut expédié de Dresde à Varsovie et de Varsovie à Saint-Pétersbourg, où Lefort le reçut avec l'ordre de le placer chez lui *sans affectation ;* mais c'était surtout l'original que Lefort réclame avec instance pendant les mois d'août et de septembre. » Qu'il vienne donc, écrit-il au comte de Manteuffel. Il faut qu'il fasse belle figure, grande table, fêtes, cadeaux, car les femelles aiment la joie, et le parti russien demande cela. » Étrange tableau de cette cour moscovite tracé par un ambassadeur ! Manteuffel a parfaitement compris. « Dites-moi à l'oreille combien il faudrait au comte de Saxe pour gagner des amis en vos cantons. » Ce grave dialogue continuant par l'entremise des courriers, Lefort répond aussitôt : « La chose n'est pas facile à déterminer ; il s'agit de savoir si c'est pour Nan (Anna) ou Lise (Élisabeth) ; l'un diffère de l'autre.... Moi, si j'avais une telle affaire à mener, je tiendrais ici une vingtaine de mille écus pour les sacrifier à propos, sans pourtant faire le généreux sans fondement. » Le comte de Flemming se mêle à la conversation, et les paroles qu'il adresse à Lefort prouvent combien le roi tenait à ce mariage. « Vous pouvez bien croire, et vous pouvez même l'insinuer là où vous êtes, que, si l'affaire peut se conclure, on en serait bien aise chez nous. A l'égard de ce que vous dites, qu'il serait bon de gagner les matadors à la cour de Pétersbourg, je crois aussi que notre cour y donnera volontiers les mains ; mais il faudra que vous spécifiiez ceux que vous comptez de ce nombre, et la somme que vous croyez

qui devrait y être employée pour qu'on puisse s'y préparer. » On commença d'agir auprès des *matadors*, car il y eut une conférence entre Lefort et le ministre Ostermann au sujet du mariage de Maurice avec une des princesses russes; mais laquelle des deux? Grande perplexité! on les marchandait, ces nobles dames! Pour obtenir l'une ou l'autre, il faudra récompenser telle influence, écarter telle opposition. Celle-ci coûtera plus, celle-là moins. Fatigué de cette indécision qui a fait échouer la conférence, Lefort jette les yeux sur une fille de Menschikof, et voici les édifiantes révélations que nous apportent les archives de Dresde; ce sont quelques lignes de l'ambassadeur saxon à Flemming : « La princesse Élisabeth est une place forte à emporter non impossible, car à l'aide du coffre-fort la place se rendra. La duchesse de Courlande coûtera, mais pas tant. Pour ces deux, l'on a en chef à gagner Menschikof, Tolstoï, Ostermann et les gens de la cour. On juge ici que, si la princesse Élisabeth manque, on ferait mieux de s'attacher à la fille de Menschikof qu'à la duchesse de Courlande : elle aura des espèces, sera bien fournie, et l'on est d'opinion qu'en ce cas la tsarine soutiendra tout aussi bien le nouvel élu. »

Heureux Maurice! les fils des chevaliers teutoniques bravent pour lui les tempêtes, deux princesses de la famille de Pierre le Grand soutiennent sa cause avec passion, et voilà les diplomates saxons, ses ennemis de la veille, qui se mettent en campagne pour lui acheter l'aristocratie moscovite! Parlons sérieusement : Maurice est supérieur aux diplomates qui le soutiennent

et digne des gentilshommes qui ont mis en lui leur confiance. Au milieu de ces misérables intrigues, il est occupé des pensées les plus nobles. Singulier contraste qui achève bien ce tableau ! voici ce qu'il écrit de Mitau le 25 septembre 1726 au comte de Friesen :

« Mon cher comte, c'est quelque chose de bien singulier que le bonheur que j'ai de me rencontrer avec vous. J'en suis très-flatté, et je m'applaudis toujours quand je me trouve avoir pensé comme vous. Je me suis proposé de tenir absolument la même conduite que vous me conseillez : des cadets pour avoir une pépinière d'officiers et pour soulager la noblesse, une milice employée à d'utiles usages, des écoles pour instruire, ma reconnaissance envers le pays, tout sera conforme à vos idées. Je me propose avec cela de vivre fort simplement ; les domaines sont endettés et ruinés par la peste et par la guerre. Ce n'est pas qu'avec de l'industrie et de l'économie ils ne se remettent en peu d'années, et j'y emploierai toute mon attention ; mais quelque sujet que puisse avoir mon application, je ne donnerai jamais dans le faste : j'ai toujours abhorré celui des petites cours, et, en effet, il me semble qu'il n'y a rien de plus ridicule que cette sotte grandeur qui attire la raillerie des petits et le mépris des grands. Beaucoup de fusils et de baïonnettes dans mes salles d'armes, et peu de *kammer-junker* [1] dans mes antichambres. Avec cela j'établirai quelques amusements publics pour attirer la noblesse dans la ville, ce qui la polira et lui ôtera le sauvage qu'une perpétuelle vie à la campagne augmente, — ce qui en même temps fera fleurir le commerce, augmenter la dépense et par conséquent l'industrie. Vous qui aimez la vie retirée, vous désapprouverez peut-être ce dernier article ; mais il est absolument de la politique d'amuser le public. J'avoue que les délices corrompent les mœurs, mais elles augmentent la puissance du souverain. Personne ne se révolte contre cette maxime ; elle attire les étrangers, la richesse, et ne cause aucune envie. Mais en vous écrivant tout ceci je rêve, ma foi, mon cher comte ! Je n'y suis pas encore, et l'on peut appeler cela

1. Chambellans.

faire des châteaux en Espagne. Je pars dans peu de jours pour Grodno, avec une bonne provision de coton à mettre dans mes oreilles. Mes Courlandais cependant sont fermes comme roche. J'ai reçu des lettres de tous les *kirchspiel* [1], où petits et grands se sont signés; ces lettres sont remplies de fermeté. Ils me conjurent de ne les point abandonner, et qu'ils courront ma fortune au prix de leurs biens et de leur vie, qu'ils sont de trop bonne race pour se laisser anéantir sans faire payer la perte de leur liberté à ceux qui veulent la ravir, et quantité d'autres belles choses... Enfin nous verrons. Adieu, mon cher comte, aimez-moi toujours un peu et soyez persuadé que l'on ne saurait être plus parfaitement votre très-humble et très-obéissant serviteur. « MAURICE DE SAXE. »

On peut dire ici ce que disait Fréderic le Grand lorsqu'il faisait taire autour de lui le bourdonnement des esprits licencieux : *Silence! voici le roi.* Sauf quelques mots fâcheux sur la corruption des mœurs dont profite le pouvoir, n'est-ce pas là le langage d'un souverain? L'aventurier a disparu, le chef d'État se révèle. On s'étonne moins, en lisant cette page, que le léger, le voluptueux Maurice ait été poursuivi pendant vingt-cinq ans par le désir de fonder un royaume en quelque coin du monde. Dans un siècle où il y eut si peu de rois, il était roi par vocation. La destinée lui réservait une autre gloire; mais s'il n'avait pas si bien tenu le drapeau de la France à Fontenoy, à Raucoux, à Lawfeld, nous serions tenté de regretter que cette souveraineté de Courlande, dont il a joui quelques mois à peine, cette souveraineté (on le verra) aussi héroïquement perdue que brillamment acquise, ne lui ait pas

1. Littéralement *paroisses;* c'était le nom des divisions administratives du pays qui correspondaient aux divisions ecclésiastiques.

fourni l'occasion de déployer ses royales vertus. Maurice de Saxe, maréchal de France, est une glorieuse figure dans l'histoire militaire ; qui sait ce qu'aurait pu être dans l'histoire politique le duc de Courlande et de Sémigalie ?

LIVRE TROISIÈME

DERNIÈRES AVENTURES ET LOISIRS D'UN DUC DÉTRONÉ

I

Le dix-huitième siècle n'est pas seulement le siècle des aventures dans le royaume de l'esprit; que d'aventures aussi dans le domaine des faits! Ce n'est pas en vain que cette vive époque a été inaugurée par Charles XII, et que ce chef des aventuriers de l'épée a eu pour historien le chef bien autrement hardi des aventuriers de la plume. Dans la révolution des finances, dans le bouleversement des fortunes, dans le mélange des classes sociales, on voit éclater un besoin de mouvement, une fièvre de tentatives nouvelles qui se reproduit au sein des régions supérieures. Les plus grands événements tiennent à un fil. Le hasard est maître de la terre. C'est l'heure des conspirations gigantesques, conspirations qui pourraient changer la face du

monde et qui finissent par la potence. Alberoni et le comte de Goertz s'entendent d'un bout de l'Europe à l'autre pour renouveler à leur façon le personnel des souverains. Ils réussiront peut-être, si le *don Quichotte du Nord*, comme l'appelle son panégyriste, vit encore deux ou trois ans; une balle renverse Charles XII dans la tranchée d'une forteresse, et le comte de Goertz est pendu. La littérature, sans trop y penser, reproduit quelque chose des imbroglios de la politique. Les héros du roman et de la comédie se confondent avec les personnages de la vie réelle. Gil Blas, passant du palais de l'archevêque à l'hôtel des comédiennes, a comme un pâle reflet de Dubois. Gil Blas est un Dubois innocent, Dubois un Gil Blas scélérat. *Les Jeux de l'amour et du hasard*, sur le théâtre de Marivaux, font penser aux jeux du hasard et de la force sur la scène où se disputent les trônes. Combien de rois dépossédés qui ne retrouveront pas leur couronne, comme les marquis ou les comtes, travestis en laquais, ont retrouvé leur Silvia! Voltaire a résumé tout cela dans la page la plus spirituelle de *Candide*. On se rappelle les six étrangers avec lesquels Candide se trouva un soir à souper dans l'hôtellerie de la ville des doges : ce sont six rois détrônés qui, pour égayer leurs loisirs, sont venus passer le carnaval à Venise, le sultan Achmet III, le tsar Ivan, Charles-Édouard, Auguste III de Pologne, Stanislas Leczinski, enfin ce gentilhomme westphalien, Théodore de Neuhof, qui fut roi de Corse et mourut à Londres au fond d'un hôpital. Pourquoi donc Voltaire a-t-il oublié le duc de Courlande dans cette compagnie si plaisamment

rassemblée ! Il se borne à jeter ces mots en finissant : « Dans l'instant qu'on sortait de table, il arriva dans la même hôtellerie quatre altesses sérénissimes qui avaient aussi perdu leurs États par le sort de la guerre, et qui venaient passer le reste du carnaval à Venise ; mais Candide ne prit pas seulement garde à ces nouveau-venus. Il n'était occupé que d'aller chercher sa chère Cunégonde à Constantinople.... » En vérité c'est faire tort au comte de Saxe. Maurice était aussi, à ce point de vue, un des représentants du dix-huitième siècle ; par ses aventures belliqueuses comme par ses longues années de loisir et d'ennui, il méritait bien, on va le voir, d'assister avec son ami Charles-Édouard au carnaval de Venise

Au moment où Maurice, songeant à faire son métier de roi en Courlande, communiquait ses plans au comte de Friesen et s'interrompait tout à coup en disant : « Je rêve, ma foi, mon cher comte ! je n'y suis pas encore et l'on peut appeler cela faire des châteaux en Espagne, » il était bien loin de soupçonner l'orage qui allait éclater sur sa tête. Les magnats polonais avaient résolu de faire casser l'élection du 28 juin 1726. On comprend aisément leur intérêt : la dynastie des Kettler venant à s'éteindre par la mort du duc Ferdinand, la Courlande, placée sous le protectorat de la Pologne, faisait retour à la république ; on la divisait en palatinats, et chacun des chefs de l'aristocratie polonaise prenait sa part de la proie. On comprend aussi l'embarras du roi Auguste : souverain d'une république féodale où il avait de nombreux ennemis à ménager, abandonné déjà par ses sujets à l'époque de l'invasion de Charles XII, toujours

menacé au dedans et au dehors par les partisans de Stanislas Leczinski, le roi de Pologne n'était pas libre de soutenir la cause de Maurice de Saxe.

Auguste chargea Flemming de lui tracer un plan de conduite, afin de concilier, s'il était possible, le secret désir de son cœur et les nécessités de la situation. Ce plan, que nous avons sous les yeux, peut se réduire à ceci : les députés courlandais mandés en Pologne par les magnats et le ministère, n'auront jamais l'air de compter sur l'appui du roi ; ils viendront en solliciteurs, se faisant aussi humbles qu'ils le pourront ; Maurice, de son côté, sollicitera de la république l'autorisation d'accepter l'honneur à lui déféré par la diète de Mitau ; *les femmes garderont le silence*, « car si elles parlaient pour l'affaire, elles feraient parler le roi malgré lui, ce qui aurait un mauvais effet. » Enfin le roi ne cessera de répéter qu'il est le gardien des droits de la république, et que ces droits ne subiront aucune atteinte. Seulement le roi aura soin d'ajouter : « La Courlande est sous notre protection, la Courlande se plaint ; ne convient-il pas d'écouter sa requête? Que gagnerait-on d'ailleurs à pousser les Courlandais au désespoir? » Après avoir tenu ce langage aux magnats en général, le roi dirait confidentiellement aux membres du ministère : « C'est contre ma volonté expresse que le comte de Saxe s'est jeté dans cette entreprise ; aujourd'hui toutefois, puisque l'affaire est aussi avancée, je verrais le succès de Maurice avec plaisir, pourvu qu'il n'en coûtât rien aux intérêts de la république. » On tâcherait ainsi d'amener les seigneurs polonais à ratifier l'élection de Mitau, ou bien, si l'on ne

pouvait ratifier un vote qu'on avait déjà déclaré illégal, la république affirmerait son droit en déférant elle-même le gouvernement de la Courlande à l'électeur de Saxe, et celui-ci serait autorisé à se choisir un lieutenant « de la religion du pays, avec la qualité de prince, qui le gouvernerait dans les formes requises, *in fundamento pactorum subjectionis.* » En dernier lieu, dans le cas où la république, repoussant toutes ces propositions, exigerait absolument le partage de la Courlande en palatinats, on demanderait au moins qu'un de ces palatinats fût donné à Maurice.

Le roi de Pologne essaya en vain de faire triompher cette politique. Il eut beau déployer toutes les ressources de sa parole dans un entretien fort curieux avec l'évêque de Cracovie (30 septembre 1726), entretien dont le comte de Flemming a eu soin de rédiger tous les détails, l'évêque, comme les principaux seigneurs, opposa une résistance invincible aux arguments du roi. Les adhérents de Maurice, parmi la noblesse polonaise, ne formaient décidément qu'une minorité insignifiante. Impossible d'insister davantage; c'eût été risquer une guerre civile ou plutôt une insurrection de la Pologne tout entière, comme celle qui avait eu lieu à l'approche de Charles XII, et cela au moment où le protégé de Charles XII, Stanislas Leczinski, aspirait encore à ce trône qu'il avait occupé. Le 11 octobre 1726, les ministres saxons, réunis en conseil, prononcèrent à l'unanimité « qu'il n'y avait plus aucune espérance de soutenir l'affaire. » On formula, séance tenante, un rescrit officiel par lequel le roi ordonnait à Maurice de quitter la

Courlande et de déclarer aux Courlandais qu'ils n'avaient plus à compter sur lui. Ordre lui était signifié en même temps d'envoyer au gouvernement l'acte de la diète de Mitau qui constatait l'élection du 28 juin. Le roi ajoutait ces mots écrits de sa propre main : « C'est tout de bon que je vous demande l'acte de votre élection, et je vous dédommagerai d'une autre manière du sacrifice que vous me ferez en cela. »

Les amis de Maurice, surtout le comte et la comtesse de Pociey, allèrent se jeter aux pieds de Flemming, le suppliant de tenir bon et de « sauver le comte de Saxe de toutes les infamies dont on le menaçait. » On pense bien que tout fut inutile. Flemming avait pu se soumettre un instant au désir du roi; au fond il n'était pas fâché de ce résultat, et comment ne pas deviner sur ses lèvres le méchant sourire d'un ennemi, quand il écrit au prince royal Frédéric-Auguste : « Madame Pociey me parla en français pendant que son mari me parlait en latin, tous deux à la fois, de manière que je ne compris rien? » Sa joie secrète éclate encore, non plus d'une façon piquante, mais avec une emphase vraiment bouffonne, lorsqu'il rédige en ces termes le discours que le chambellan Grabowski devait prononcer à la diète polonaise de Grodno : « Que ne fait le roi ! Il agit non-seulement en véritable roi en nous faisant voir comment sur toutes choses il chérit son peuple, mais il agit encore en républicain, en Brutus, ce Romain, ce grand républicain ! Comme lui, il abandonne son fils à son peuple. Ce prince ne se contente pas d'être orthodoxe par rapport à la foi, il l'est

aussi par rapport aux lois. Donnons-lui dès à présent le surnom de roi républicain ! »

Pendant ce temps-là, Maurice, confiant dans les bonnes dispositions du roi, s'était approché des frontières de Pologne, afin de répondre sans retard au premier appel. Il fallait qu'il pût se porter de sa personne auprès des seigneurs polonais, se montrer, se faire entendre, déjouer les intrigues. Flemming lui fait dire de s'arrêter à Covenau ; c'est là qu'il attendait les messages du roi quand il reçut comme un coup de foudre la sommation du 11 octobre. Exprimer sa surprise, sa colère, serait chose impossible. Huit jours après, quand il annonce l'aventure au comte de Friesen, sa main tremble encore, son sang bouillonne, il a cent arguments pour condamner la politique du roi, et dans la précipitation qui l'emporte on dirait que les mots et les idées s'embrouillent en son grimoire plus indéchiffrable que jamais.

« D'auprès de Grodno, le 20 octobre.

« Le feld-maréchal m'a servi un plat de sa façon : mon élection a été cassée par un diplôme authentique que le roi a donné, où il s'oblige de me faire revenir et rendre toutes les pièces faites et dressées entre moi et les Courlandais... Il est très-singulier que le roi n'ait pas eu la fermeté de tenir bon, ayant eu tous les ministres étrangers pour moi, un *grand-général* [1], et un parti assez nombreux dans la Pologne ! On a même fait la mine à ceux des nonces qui parlaient en ma faveur. La Pociey s'est tuée de faire dire au roi qu'il n'avait qu'à déclarer qu'il ferait ce que la république voudrait, mais qu'il fallait être d'accord ; non, tout cela n'a rien fait ! Le ministre de Russie lui

1. Le comte Pociey. Ce mot de *grand-général* représente ici un titre et non une appréciation donnée par Maurice.

a fait savoir qu'il devait seulement lui donner le temps de parler, qu'il avait de quoi faire bien vite taire la république; point du tout, cela n'a rien fait! Savez-vous ce que ce galant homme de feld-maréchal a fait pour m'empêcher d'arriver? Il a fait accroire au roi que tout irait le mieux du monde, pourvu que ma présence n'agitât pas les esprits. Là-dessus on m'envoie un courrier; je demeure à Covenau, et dans un tour de main on fait peur au roi, on le fait signer. Voilà où j'en suis, mon cher comte. Il est fâcheux qu'une affaire aussi bien annoncée que l'était celle-là devienne une difficulté affreuse par la faute de ceux qui devaient m'aider. Le grand-général s'est tiré d'affaire en grand homme et ne m'a pas tourné le dos un moment. Ses ennemis ont été trop heureux de se taire, et il les pousse encore actuellement l'épée dans les reins, si bien qu'ils ne savent où se fourrer. Une autre fois je vous dirai ce qui a fait peur au roi.... Ici plusieurs lignes indéchiffrables.).... Je ne puis me résoudre à vous laisser dans le doute de ce que je ne vous ai pas expliqué dans ma lettre. Sachez donc que la tsarine voulait contracter une alliance étroite avec le roi, pour être soutenue dans ses vues, et pour cet effet elle voulait me donner la princesse Élisabeth; c'était une affaire bâclée. Le courrier que je reçus de Pétersbourg, je l'envoyai au roi qui le reçut à Bialistock chez Branicki. Sur cette bonne nouvelle, on but, et le roi, qui recommande toujours aux autres de se taire, eut la bonté d'en faire confidence à cette grande haquenée de Corongine [1], qui l'a d'abord dit à qui a voulu entendre. Jugez comme cela les a

1. Le mot est-il estropié? est-ce un nom véritable? Le directeur des archives de Dresde se borne à mettre ici un point d'interrogation. On aimerait à savoir quelle est *cette grande haquenée*. — Aux questions que je formulais ainsi, quand cette histoire parut dans la *Revue des Deux Mondes*, la réponse ne se fit pas attendre. Du fond même de la Pologne, un lecteur sympathique m'écrivit quelques jours après la publication du numéro: « *Corongine* est un mot estropié du polonais: le vrai nom est *Chorazyna*, c'est-à-dire la femme du *Chorazy*, porte-enseigne de la couronne. Or, à cette date, le porte enseigne de la couronne était Jean Branicki, seigneur du domaine de Bialistock. L'indiscrète personne dont se plaint Maurice de Saxe était donc Madame Branicka. » Mais une chose bien autrement intéressante que ce détail, c'est le sentiment qui inspire mon correspondant. « Je veux,

hâtés d'aller. On lui a parlé de confédération, la peur lui a pris; vous savez le reste. Le prince royal, du temps qu'il était à Varsovie, m'a fait les premières ouvertures là-dessus et m'a écrit que cette affaire se proposait. Je l'ai mise ... (Plusieurs mots illisibles.).... et puis on me l'a fait peter dans la main. Je vous l'avoue, j'en suis furieux, et pour moi, et pour le roi, et pour le prince, à qui je suis sincèrement attaché. Croyez-moi, mon cher comte.... (Plusieurs mots illisibles.).... et si la postérité le croira.»

Inutile de dire que Maurice, d'abord un peu étourdi du coup qui venait de l'atteindre, ne se résigna pas facilement. Il s'agit bien des compensations que lui promet le roi, quand son honneur est engagé auprès des Courlandais! Il poursuit sa route, arrive à Grodno, et y trouvant une nouvelle lettre, une lettre confidentielle et pressante du roi son père, il répond aussitôt en ces termes :

« Grodno, le 23.

« Sire, en arrivant ici, l'on m'a remis la lettre dont Votre Majesté m'a honoré. J'y vois avec une douleur extrême la nécessité, sire, de vous désobéir ou de me déshonorer. J'appelle de ma situation au cœur de Votre Majesté. S'il ne me condamne pas, je me consolerai avec plaisir du sort que la destinée me prépare. »

s'écrie-t-il, comparant mon travail à celui du directeur des archives de Saxe,— je veux que l'œuvre de l'écrivain français soit plus exacte et mieux renseignée que l'œuvre de l'Allemand Weber! » M. de Weber ne m'en voudra pas d'avoir cité cette phrase, et tous ceux qui me liront, j'en suis sûr, sauront apprécier la naïve ardeur de l'enfant de la Pologne, qui, même en un sujet si mince, saisit avec tant d'avidité l'occasion de donner l'avantage à un écrivain français sur un érudit de l'Allemagne, de l'Allemagne détestée. Vive image de tout un peuple! curieux témoignage de son patriotisme invincible, de ses protestations éternelles, si l'on songe que l'auteur concevait cette préoccupation au milieu des plus sanglantes épreuves de sa patrie, et qu'afin de me venir en aide il dut quitter un instant le mousquet pour la plume!

— Cette réponse ne signifie rien, dit le roi à Flemming en lui lisant le billet, nous n'en sommes pas plus avancés. — Elle signifiait du moins que le duc-élu de Courlande ne renonçait pas à la lutte. Il était trop tard assurément pour que Maurice pût déjouer à Grodno les intrigues de ses adversaires. La diète polonaise avait réussi à éloigner ou à déconcerter les dissidents; l'unanimité était assurée au parti qui voulait faire casser l'élection de la diète de Mitau. On raconte qu'un gentilhomme saxon, M. de Dieskau, eut l'idée de se déguiser, de se raser les cheveux, de prendre le costume des seigneurs de Pologne, et de pénétrer ainsi dans l'assemblée pour opposer son *liberum veto* à la décision de la diète : singulière entreprise à laquelle il serait difficile de croire, si elle n'était attestée par des témoins. Ce stratagème de comédie montre bien que la cause de Maurice était désespérée en Pologne. Le 9 novembre 1726, la diète de Grodno prononce la nullité de l'élection faite à Mitau le 28 juin. Maurice est banni de Courlande, et sa tête mise à prix. Quant aux seigneurs courlandais qui ont élu le comte de Saxe malgré le *veto* du gouvernement, déclarés traîtres à la loi fondamentale, traîtres au pacte séculaire qui soumet la Courlande au protectorat de la Pologne, ils auront à rendre compte de leur crime devant le tribunal de la république. On voit quels étaient les sentiments des magnats polonais pour la noblesse de Courlande. Ces haines de race qui durent encore aujourd'hui, ces haines du Slave et du Germain qui font que l'héroïque Pologne du dix-neuvième siècle est si froidement défendue, même par les libéraux,

même par les démocrates de Berlin ou de Vienne, contre des oppresseurs sans pitié, ces haines éclatent ici d'une manière sauvage au milieu des quéstions d'intérêt. Flemming, s'il est vrai qu'il fût mêlé secrètement à l'affaire, n'avait pas eu de peine à sôulever les passions. Il s'agissait pour lui d'effrayer le roi son maître, de le guérir une bonne fois de ses complaisances pour Maurice; il s'agissait aussi d'effrayer Maurice et d'en finir avec l'aventurier dont les coups de tête gênaient la politique saxonne. Effrayer Frédéric-Auguste, cela pouvait réussir à Flemming, bien que le roi de Pologne, on va le voir, ait considéré tout d'abord comme une plaisanterie ces tragiques menaces des Polonais. Effrayer Maurice était chose moins facile. On en peut juger par cette lettre qu'il adresse de Mitau, le 15 novembre, à son cher confident, M. de Friesen :

« Eh bien! mon cher comte, me voilà proscrit, ma tête mise à prix! Dieu me fasse miséricorde si je suis pris! Je crois que l'on ne me fera non plus de quartier qu'à un loup. Tout cela, ce sont des gentillesses de M. le feld-maréchal; mais, comme je ne m'en étonne pas, aussi n'en suis-je pas autrement fâché, car, entre vous et moi, je me moque de la vie. Ce qu'il y a de très-singulier, c'est que j'ai été condamné sans avoir été cité, sans avoir été accusé ni convaincu d'aucun crime, ni demi. En vérité, cela est fort drôle. Cependant ce décret est établi à éternité par la constitution de l'année 1726, et le roi, mon très-honoré père, ainsi que toute la noblesse, prudente et juste assemblée, l'ont signé. Si je vous disais que j'en suis affligé, je ne vous dirais pas la vérité, car l'on m'ouvre une belle carrière; cependant il est inouï que l'on traite quelqu'un de ma sorte ainsi. Qu'ai-je donc fait pour me voir proscrit comme un scélérat infâme? Ah! messieurs du sénat et de la république, vous me payerez la sottise que le Flemming vous a fait faire, et vous allez voir un

beau train! On veut donc que je prenne les armes? Soit! je les prends; mais, tant que je pourrai tenir mon épée dans mes mains, je m'en servirai pour vous détruire. C'est ici, mon cher comte, où il faut vaincre ou mourir. Je commencerai, n'eussé-je que cent hommes, et quand ils seront tués, j'en chercherai d'autres, et cela tant que je respirerai. Si vous savez quelque part officiers ou soldats, adressez-les moi; ils seront mes compagnons de fortune.

« Adieu, je suis furieux, non pas de ce que l'on me fait, mais parce que j'ai raison de l'être. Le feld-maréchal et Manteuffel sont deux grands coquins. Cela n'est pas nouveau, mais je veux faire à l'avenir comme ce barbier qui, se cachant dans les roseaux, criait toujours :

« Midas, le roi Midas a des oreilles d'âne! »

Voilà un beau cri de guerre, et celui qui le pousse est homme à tenir parole. « Je commencerai, n'eussé-je que cent hommes; quand ils seront tués, j'en chercherai d'autres, et cela, tant que je respirerai. » Or il a plus de cent hommes pour entrer en campagne; la Courlande entière est prête à se lever avec Maurice! C'est du moins ce qu'il écrit le 2 décembre au feld-maréchal de Flemming. Il vient d'apprendre que la diète de Grodno, avant de se séparer, a nommé une commission chargée de se rendre en Courlande et d'y faire exécuter ses décisions. « Qu'ils viennent donc! s'écrie-t-il; qu'ils tâchent d'entrer! » Et sa première pensée est d'envoyer cet avertissement à Flemming :

« Votre Excellence peut être persuadée que les Courlandais périront tous plutôt que de laisser entrer la commission en Courlande; ceux qui seraient d'un autre système seraient tués sur le-champ comme traîtres à la patrie. Bref, à moins qu'on ne les extermine, on n'en viendra pas à bout. C'est ce que j'ai

l'honneur d'assurer à votre excellence, et il ne faut pas croire que remontrances ou autres choses ici fassent impression. Le désespoir est général, et ils aimeront mieux être la victime des Russes, s'ils ne peuvent l'éviter, que celle des Polonais, — se flattant toujours qu'un événement qui change le sort des royaumes et des empires pourra aussi changer le leur un jour. *Dixi et liberavi animam meam.* »

Tandis que Maurice de Saxe dégageait ainsi sa conscience, il y avait au fond d'une abbaye une malheureuse femme qui suivait avec anxiété les péripéties des affaires de Courlande. Quelle joie maternelle avait ressentie la chanoinesse de Quedlinbourg en apprenant les premiers succès de son fils! Maurice, au milieu de ses aventures, écrivait souvent à sa mère. On a publié quelques-unes de ses lettres il y a une trentaine d'années, lettres charmantes, exquises, pleines de tendresse et d'enthousiasme[1]. Nous n'avons pas malheureusement les réponses d'Aurore de Kœnigsmark; mais comme on les devine bien par les billets de Maurice! comme elle prend sa part de tout ce qui lui arrive! Elle a vendu ses bijoux pour lui procurer des ressources; elle lui envoie ses vœux, ses encouragements, ses conseils, toute son âme. Maurice aura donc enfin dans le monde la place qu'elle lui souhaitait depuis tant d'années! Le voilà duc! le voilà souverain! Les Kœnigsmark revivent en lui avec leur héroïsme guerrier, mais plus grands, plus heureux, une couronne sur le front! Non, tout cela n'était qu'un rêve; le souverain d'hier est redevenu l'aventu-

1. *Denkwürdigkeiten der Gräfin Maria-Aurora Kœnigsmark und der Kœnigsmark'schen Familie. Nach bisher unbekannten Quellen von Dr Friedrich Cramer*, 2 vol., Leipzig 1836. — Voyez t. II, p. 112-123.

rier d'autrefois ; il est proscrit, sa tête est désignée aux sicaires, et s'il tombe aux mains des Polonais, « on ne lui fera pas plus de quartier qu'à un loup. » Que fait la pauvre mère ? quels conseils donne-t-elle à Maurice en des conjonctures si graves ? Elle hésite sans doute entre les inspirations de l'héroïsme et celles de la prudence, puisque Maurice lui écrit le 18 novembre : « Laissez-moi la main libre, madame : vous verrez revivre sous vos yeux le vieux Kœnigsmark, celui qui tenait en échec les armées de l'Allemagne[1] ! » Quatre jours après (22 novembre), il lui annonce qu'il vient de demander des secours à M. de Lœwenhaupt, son cousin, officier au service du roi de Suède. « Il y en a des milliers là-bas qui meurent de faim. » Et lui-même, le comte de Lœwenhaupt, pourquoi ne viendrait-il pas chercher fortune en Courlande ? Maurice lui a proposé d'accourir au plus vite, pour peu qu'il s'ennuie dans les glaces du nord ; il en fera son lieutenant. Que Madame de Kœnigsmark veuille bien lui écrire de son côté ; l'entreprise est

1. Allusion à Jean-Christophe de Kœnigsmark, un des héros de la guerre de Trente Ans, le compagnon et le continuateur de Gustave-Adolphe. C'était surtout un preneur de villes. Il emporta d'assaut la citadelle de Prague, où cent ans plus tard son petit-fils, Maurice de Saxe, devait aussi entrer par la brèche. L'image de ce vieux soldat était souvent présente à la pensée de Maurice. L'histoire, du reste, a confirmé ses paroles ; il est bien vrai que Jean-Christophe de Kœnigsmark tenait en échec les armées de l'Allemagne puisque sa prise de Prague, au dire de Voltaire, est une des causes qui amenèrent la conclusion si souvent ajournée du traité de Westphalie. « Le traité de Westphalie lui fit (à Mazarin) un honneur qu'on ne peut lui ravir ; mais les traités heureux sont le fruit des campagnes heureuses. Cette paix était retardée quand nos prospérités étaient interrompues ; elle se fit quand Turenne fut maître de la Bavière et quand Kœnigsmark prenait Prague. » Voltaire. *Supplément au siècle de Louis XIV.*

belle et glorieuse, surtout pour ceux qui auront l'honneur d'y jouer les premiers rôles. « J'ai trop d'affaires sur les bras, ajoute Maurice, je ne puis m'occuper à la fois et de l'armée et de la politique. Lœwenhaupt et moi, nous nous partagerons la besogne. Il n'est pas nécessaire d'ailleurs qu'il donne sa démission en Suède; le gouvernement suédois ne lui reprochera pas d'être venu secourir un de ses parents contre les Polonais. » Ce même billet nous apprend que Maurice avait l'espoir de mettre bientôt quatre mille hommes sur pied. Il va jusqu'à s'écrier dans la fièvre de sa colère et de ses illusions : « Qui sait si le monde ne reverra pas en moi un nouveau Coriolan ? » c'est-à-dire : malheur à la république! malheur au roi de Pologne! On se figure aisément quelles devaient être les angoisses d'Aurore de Kœnigsmark à la lecture de pareils messages. Avant d'autoriser son fils, par ses conseils, à se jeter dans les derniers hasards, elle veut savoir ce que signifie cette proscription, cette tête mise à prix, et elle écrit à l'un des ministres du roi de Pologne, à M. de Watzdorf, qui s'est toujours montré pour elle aussi respectueux, aussi bienveillant, que Flemming a été dur et cruel. Nous n'avons pas la lettre d'Aurore de Kœnigsmark, mais voici la réponse de M. de Watzdorf. Nous la donnons tout entière, parce qu'elle éclaire d'un jour inattendu ce dramatique imbroglio :

« Par la lettre dont Votre Excellence a bien voulu m'honorer, je vois la peine que les nouvelles de M. le comte de Saxe vous ont causée. Je puis vous assurer, madame, que, sans parler des sentiments d'autrui sur une affaire de cette nature, j'en ai, en

mon particulier, conçu un véritable déplaisir, non que je croie que, pour tout ce qui s'est passé à Grodno, M. le comte de Saxe en soit moins duc de Courlande un jour, mais par suite de mon humeur accommodante qui souhaiterait que toutes les choses justes, louables, se fissent de bonne grâce. Pour celle-ci, ce n'est pas en cela qu'elle abonde, et c'est de quoi je suis fort fâché ! Quant à la conservation d'une dignité acquise par son mérite, j'espère, madame, que vous aurez assez bonne opinion des Courlandais pour croire qu'ils n'ont pas entrepris cette affaire légèrement, qu'ils ont prévu une partie de ce qui s'est passé, et, bref, qu'ils ont réponse à tout. L'acte de proscription ne m'est connu que par ouï-dire. Cela ne tire pas à conséquence : M. le comte de Saxe n'est pas Polonais ; par conséquent, il ne doit pas plus s'en affliger que moi, si les Espagnols me reprochaient de ne pas aimer leur nation. Ce ban prétendu ne suppose pas un prix pour la tête. Je ne sache pas qu'il en ait été question ; mais quand cela serait, comme il n'y a pas de fonds en Pologne pour ces sortes de dépenses, je crois que le comte de Saxe peut voyager dans ce pays-là sans s'attendre à rien de funeste. Vous savez, au reste, madame, que la proscription n'est pas toujours un augure certain à faire échouer les personnes qui en sont l'objet. Jules César l'a été, et s'il a trouvé des vestales sous la main pour dissiper l'orage, le comte de Saxe, dans un siècle où un pareil secours pouvait devenir un peu.... (mot illisible), le comte de Saxe, dis-je, trouvera dans l'entremise de la cour russienne de quoi conjurer l'orage d'une façon ou d'une autre. Enfin, madame, vous en serez quitte, selon toute l'apparence, pour un peu d'inquiétude et d'alarme, en quoi la distance des objets aura eu plus d'influence que l'importance de la réalité. »

Voilà donc, et de l'aveu d'un ministre du roi de Pologne, à quoi se réduit cette proscription du comte de Saxe. Il est évident que le roi joue un double jeu. Si Flemming a voulu tromper son maître et l'engager dans des mesures violentes contre Maurice, Frédéric-Auguste se moque de son ministre. Tout en laissant faire

la diète de Grodno, en feignant même de partager ses colères, il espère bien que les Courlandais *auront réponse à tout*. C'est le sentiment du roi que M. de Watzdorf a exprimé dans la lettre qu'on vient de lire. A ce moment-là même, M. de Manteuffel écrivait au chargé d'affaires saxon à Saint-Pétersbourg : « Dites bien au baron Ostermann que notre inaction ne doit pas être interprétée comme un désaveu du comte de Saxe ; nous désirons plutôt son succès, *pourvu que la chose puisse se faire sans que le roi y paraisse.* » Manteuffel ajoute que le roi a les mains liées par l'opposition de la noblesse polonaise, qu'il a été même forcé d'écrire à la tsarine, au nom de la république, pour la prier d'intervenir dans les affaires de Courlande et de désigner le coadjuteur du duc Ferdinand. La lettre officielle est pour les seigneurs polonais ; c'est à Ostermann d'en compléter le sens pour la tsarine. Ce coadjuteur du duc Ferdinand désigné par la Russie, le roi de Pologne demande que ce soit le comte de Saxe. Ceux qui ne sont pas initiés à tous ces secrets ne peuvent comprendre que Maurice, sans armée, sans argent, soutenu par une noblesse courageuse, mais dénuée de ressources, ayant contre lui son père, le ministère saxon, les états de Pologne, menacé de quelque intervention périlleuse du côté de la Russie ou de la Prusse, proscrit enfin et exposé aux coups des fanatiques, s'acharne obstinément à cette lutte impossible. Un Français, M. de Brosses, ayant écrit à un diplomate russe, M. le comte de Flodrof, pour l'interroger à ce sujet, « il est difficile, répond le diplomate, de se former une idée de son entreprise quand

on voit les déclarations et les ordres de sa majesté. On s'y perd. »

La doyenne de Quedlinbourg, mieux informée de la situation grâce aux confidences de M. de Watzdorf, s'était empressée de rassurer son fils et de lui conseiller la prudence. « Je vous remercie de vos conseils, écrit Maurice à Madame de Kœnigsmark (28 décembre). Vos idées sont les miennes. Ma position s'est fort améliorée depuis que les Russes se sont déclarés pour les Courlandais. Ils ont signifié aux autorités polonaises que si une commission entrait en Courlande, ils y entreraient aussi, étant bien résolus à empêcher l'incorporation du duché à la république[1]. » On s'agitait beaucoup, en effet, à Saint-Pétersbourg dans l'intérêt du comte de Saxe. Lefort et ses amis redoublaient d'instances auprès de la tsarine, assiégeaient Ostermann, s'efforçaient de gagner Menschikof; mais que d'intérêts en jeu dans cette affaire! La Russie ne demandait pas mieux que de soutenir Maurice à la condition de compromettre le roi son père auprès des états de Pologne. Le 31 décembre, les chefs du ministère moscovite, Menschikof, Ostermann, Apraxin, Galitzin, conviennent de présenter à l'impératrice un rapport favorable au comte de Saxe, pourvu toutefois que le roi de Pologne ait un plan de conduite bien arrêté, c'est-à-dire sans doute qu'il dise tout haut ce qu'il faisait dire tout bas, et marche ouvertement d'accord avec la Russie. Lefort, désolé, ne peut prendre cet

1. *Denkwürdigkeiten der Gräfin Maria-Aurora Kœnigsmark....* Voyez t. II, p. 118.

engagement pour son maître; il y a plusieurs semaines qu'il demande sur ce point des instructions précises et ne reçoit aucune réponse. C'est alors que l'ambassadeur saxon, dans la chaleur de son zèle pour Maurice, imagine une combinaison qui assurera l'appui de la tsarine au duc-élu de Courlande, sans qu'on ait à s'inquiéter désormais des tergiversations du roi de Pologne et de ses ministres.

Lefort, dans une de ses dépêches de 1724, avait mandé au roi de Pologne un événement assez singulier dont on s'occupait beaucoup à Saint-Pétersbourg. On sait que l'impératrice était Allemande et de très-basse origine. « Sa mère était une malheureuse paysanne nommée Erb-Magden, du village de Ringen en Esthonie, province où les peuples sont serfs.... Jamais elle ne connut son père.... Le vicaire de la paroisse l'éleva par charité jusqu'à quatorze ans; à cet âge elle fut servante à Marienbourg chez un ministre luthérien de ce pays [1]. » Quand le tsar Pierre l'épousa en 1707 après la prise de Marienbourg, à la suite des aventures que chacun connaît, elle avait laissé dans son pays quelques parents de sa mère, des oncles ou des cousins. Dix ans plus tard, l'un d'entre eux, nommé Carlsamuelowitz, se fit présenter au tsar, alors que celui-ci, revenant de son voyage d'Allemagne, traversait la Courlande pour rejoindre ses États. C'était un meunier qui gagnait péniblement sa vie au service d'un seigneur courlandais. Le tsar, l'accueillant avec bonté, lui avait fourni les moyens

1. Voltaire, *Histoire de Charles XII*, livre v.

de se rendre en Russie. Dans quelle partie de la Russie ? On ne sait. Ce qui semble probable, c'est que la tsarine épiait le moment de ramener son parent à Saint-Pétersbourg. Après son couronnement comme impératrice [1], elle jugea sans doute l'occasion favorable pour demander et obtenir cette faveur, car c'est précisément en 1724 que Lefort signale à ses correspondants de Varsovie l'existence d'un parent de la tsarine établi *incognito* depuis quelques mois dans la capitale de l'empire. L'incognito disparut peu à peu. L'ancien meunier et sa famille firent bientôt partie de la cour. En 1726, cette famille se composait du père, de la mère, de trois filles et de plusieurs fils. L'aînée des filles avait alors dix-huit ans; la cadette, Sophie Carlovna, en avait seize. Celle-ci, que Lefort nous représente comme « peu jolie, hardie, espiègle, raisonnablement têtue, mais spirituelle, » était depuis 1725 « première demoiselle de la tsarine. » Il y avait en outre deux tantes, « vraie pépinière d'héritiers, de cohéritiers, etc. » Déjà traitée avec beaucoup d'égards du vivant de Pierre le Grand, « cette famille prolifique, » comme l'appelle le ministre saxon, fut comblée de faveurs après la mort du tsar. Catherine n'était plus retenue par des motifs de discrétion et de prudence. Le fils de l'ancien meunier eut rang parmi les pages; le meunier lui-même fut nommé comte le 16 janvier 1727. « On assure qu'il n'en restera pas là, écrit Lefort, et qu'on le verra sans délai cordon bleu et déclaré prince. On travaille avec vigueur à réparer les

1. Catherine, qui avait épousé Pierre le Grand en 1707, ne fut couronnée qu'en 1724.

défectuosités de leur état. » Ce travail *vigoureux*, cette nomination de comte, tout cela éveilla l'attention de Lefort. Le diplomate, avec son flair si sûr, comprit qu'il pouvait y avoir là quelque danger pour Maurice; car enfin cette couronne de Courlande si enviée, si disputée, et remise aux mains de l'impératrice pour qu'elle en fît présent à un prince de son choix, ne pouvait-elle pas tenter l'ancien meunier courlandais? « On assure qu'on le verra sans délai cordon bleu et déclaré prince. » Péripétie aussi inquiétante qu'inattendue! Si le nouveau comte avait sérieusement l'ambition d'être duc-souverain, si Catherine formait aussi ce projet pour lui ou quelqu'un des siens, adieu la dernière ressource de Maurice, l'appui moral de la Russie! Lefort voulut concilier tout, et, imaginant une combinaison nouvelle avec cette prestesse qui le caractérise, il eut l'idée de marier le comte de Saxe à Sophie Carlovna, la fille du meunier, cousine et première demoiselle de l'impératrice. « Le cabinet de Lefort, dit spirituellement M. de Weber, était un véritable bureau de mariages au service du comte de Saxe. »

Ce projet n'eut pas de suites. Est-ce Maurice qui refusa de s'y prêter? La chose est plus que probable. Celui qui avait montré si peu d'empressement pour la nièce et la fille de Pierre le Grand, en montra sans doute bien moins encore pour cette parente de Catherine, « peu jolie et raisonnablement têtue. » Il dut comprendre toutefois, comme Lefort, que ses affaires se gâtaient à Saint-Pétersbourg. Nous trouvons des détails fort curieux sur son existence à Mitau pendant ce mois de jan-

vier 1727, où se débattait pour lui une question décisive, *to be or not to be.* Aurore de Kœnigsmark avait envoyé auprès de son fils un jeune gentilhomme suédois, le comte Axel Cronhielm, qui cherchait aventure. C'était pour elle un moyen d'avoir des nouvelles de Maurice, de le surveiller de loin, de lui faire parvenir plus sûrement ses secours ou ses conseils. Le comte Axel, dont l'imagination, à ce qu'il paraît, s'était bâti des châteaux en Courlande, fut un peu désappointé en voyant de près la situation de Maurice. Singulier souverain que ce duc en espérance ! Point de palais, point de maison organisée ; tant qu'il n'est que successeur désigné du vieux duc, il n'a droit à aucun des revenus de la couronne. « Sans les trois mille ducats que le roi de Pologne lui a fait passer dernièrement, ses affaires seraient dans le plus misérable état. La noblesse de ce pays est incroyablement avare. Maurice a une garde de cent hommes, dont quarante ont été raccolés avec peine. Voilà toute son armée, et comment la paiera-t-il ? Je n'en sais rien. » On voit quelles illusions se faisait Maurice quand il se croyait sûr de mettre prochainement sur pied une armée de quatre mille hommes. Les Courlandais, malgré leur enthousiasme chevaleresque et patriotique, ressemblaient en cela aux seigneurs féodaux de la Pologne. « La noblesse, dit Voltaire, monte à cheval dans les grandes occasions.... La difficulté des vivres et des fourrages la met dans l'impuissance de subsister longtemps assemblée. » Maurice trouvera peut-être une armée quand sonnera l'heure de la lutte ; en attendant, il est seul avec une centaine de gardes. Voilà ce que le comte

Axel écrit à Aurore de Kœnigsmark. Et quel séjour que celui de Mitau ! Que faire? que devenir ? comment tromper l'ennui? « Le prince en est réduit à passer au lit la plus grande partie de la journée et à se faire lire *Don Quichotte.* »

Pendant que le comte de Saxe, en rêvant aux difficultés de sa situation, écoute les aventures du chevalier de la Manche, on ne s'étonnera pas que des idées extravagantes lui traversent quelquefois le cerveau. La Pologne est hostile, la Saxe joue un double jeu, la Russie, qui ne songe qu'à ses intérêts, va lui tourner le dos à la première occasion ; à qui s'adresser ? Il conçut le projet de faire appel aux Anglais en leur offrant un établissement maritime sur les côtes de Courlande. C'était soulever contre soi et la Russie, et la Suède, et l'empire d'Allemagne, toute l'Europe du centre et du nord. M. de Manteuffel fait allusion à ce projet quand il écrit : « Ses propositions sont des plus vastes, des plus scabreuses et des plus mal digérées. » Le même personnage revient encore sur ce sujet dans une lettre à M. de Fontenay, l'un des compagnons de Maurice, qui était alors comme son chargé d'affaires à Saint-Pétersbourg : « Que rien de tout cela ne transpire, que rien n'en parvienne aux oreilles des ministres russes ; la moindre chose qui arriverait au comte de Saxe serait d'aller écrire des *libros tristium* quelque part en Sibérie. » Il en transpira quelque chose, non pas à Saint-Pétersbourg, mais à Vienne. La chancellerie impériale s'en émut. L'empereur d'Allemagne fit écrire au ministère saxon (8 janvier 1727) qu'il était bien convaincu assurément que le roi de Po-

logne ne pouvait approuver un tel projet, et encore moins y avoir aucune part, mais qu'il désirait toutefois en recevoir l'assurance expresse. « Le roi, répondit M. de Manteuffel, a trop bonne opinion de la sagesse de M. le comte Maurice pour le croire capable de penser à un tel projet, et quand il le serait, Sa Majesté est si éloignée d'y avoir la moindre part qu'elle serait la première à l'en blâmer. »

Maurice, averti à temps, abandonna cette folle pensée, et se tourna de nouveau vers la Russie. Il était toujours soutenu à Saint-Pétersbourg par l'activité chaleureuse de Lefort, par les démarches de Fontenay, et aussi par la sympathie obstinée des deux princesses Anna Ivanovna et Élisabeth Petrovna. Cependant les combinaisons de Maurice avaient révélé chez lui une ardeur si téméraire, que le roi de Pologne jugea nécessaire d'y couper court une fois pour toutes. Il était pressé d'ailleurs, et plus vivement que jamais, par la noblesse polonaise, qui s'inquiétait non sans raison des menées de Maurice à Saint-Pétersbourg et de l'intervention toujours imminente des Moscovites. Le roi écrit donc à Maurice et le supplie de quitter la Courlande au plus tôt; une occasion très-honorable lui est offerte; l'Espagne, poussant l'Autriche à la guerre contre l'Angleterre et la France, vient de faire des provocations d'où peut sortir une grande lutte; la France s'y prépare : n'est-ce pas là qu'est la place de Maurice? N'est-il pas maréchal-de-camp dans l'armée française? n'a-t-il pas son régiment qui l'appelle? Là-bas la gloire, ici des aventures meurtrières; est-ce à lui d'hésiter? Voilà de

l'argent pour faire le voyage. Le roi lui promet 4,000 ducats, et d'avance il lui en envoie 1,000 par le capitaine de Glasenapp. Un diplomate, ami dévoué de Maurice, M. de Lagnasco, joint à ces prières du roi deux Mémoires très développés où la force des bonnes raisons est soutenue par l'éloquence du cœur. Maurice les lit la plume à la main, et y répond en marge; voici une de ses notes :

« Je demande si, quand on a une fois livré sa parole, on est le maître de la retirer sans le consentement de ceux à qui on l'a livrée, et si le roi peut ordonner à quelqu'un de la violer.... Il vaut mieux que je perde les bontés du roi par une si noble cause que si je les conserve par une lâcheté. Après cela, il s'en ira comme il plaira à la fortune, pourvu que je n'aie rien à me reprocher, et soit sur une brèche, soit sur un échafaud ou par une fièvre que je termine ma vie, il n'importe guère.... Je déteste toute fortune qui me viendra par trahison. »

Il reste donc, et tout d'abord on dirait que la fortune veut récompenser son héroïsme. Le gouvernement moscovite envoie un de ses agents, le comte Devier, déclarer aux Courlandais que la Russie les soutiendra contre la Pologne. Mais nous marchons ici de surprise en surprise. Les péripéties se succèdent comme dans une comédie de cape et d'épée. Le comte Devier, après avoir rassuré les Courlandais, revient le 9 février à Saint-Pétersbourg. Huit jours après, Lefort annonce à ses correspondants de Varsovie un événement « qui va changer tout le système de la machine. » Lefort avait bien raison de redouter ces parents de l'impératrice qu'il fallait placer à tout prix, ces meuniers à peine débarbouillés de leur farine dont il fallait faire des

cordons bleus! « Je sais de bonne part, dit-il, que samedi passé le mariage entre Sapiéha et la nièce Sophie s'est conçu, l'on dit même signé, et que le fils de Menschikof doit épouser la sœur de Sophie et être fait duc de Courlande. Cet enfant fut fait avant-hier chevalier de l'ordre, des mains de Catherine, chose inouïe. La tsarine lui donna son ruban même et la croix et l'étoile qu'elle a portés, ornés de brillants. »

Ainsi Menschikof avait recherché pour son fils l'alliance que Lefort aurait désirée pour Maurice. C'est la revanche de Menschikof dans cette longue bataille, et c'est aussi une preuve nouvelle que le diplomate saxon avait le nez fin. Faut-il ajouter à cela les fautes de Maurice auprès d'Anna Ivanovna? Tous les biographes de Maurice racontent qu'il perdit l'appui de la douairière de Courlande précisément au mois de janvier ou de février 1727, pour avoir courtisé une de ses filles d'honneur. L'événement, à coup sûr, n'a rien d'invraisemblable; mais les circonstances du récit ont bien l'air d'appartenir aux arrangeurs vulgaires du dix-huitième siècle. En tout cas, peu importe; le désir de procurer un établissement à la famille de l'impératrice, la pensée d'utiliser à cet effet les embarras de la Courlande, toutes ces choses aujourd'hui révélées par les dépêches des archives de Saxe suffisent pour expliquer le revirement de la politique russe.

Ce revirement allait-il changer les dispositions des Courlandais? La diète de Mitau venait de se réunir au mois de février, et il s'agissait de prendre une résolution définitive. Laquelle? Céder à la Pologne, ménager

la Russie, ou persister à soutenir l'élu du 28 juin? Au milieu des complications aggravées de jour en jour, il n'est pas surprenant que l'unanimité du premier vote ait disparu. Maurice fut obligé de déployer tous ses talents politiques pour rallier ses amis de la diète. On le devine du moins par une lettre qu'il écrit le 4 mars au comte de Friesen. La diète! il l'appelle un monstre, *bellua multorum capitum*, un monstre qui parle sans cesse, écoute peu, n'agit point.

« A Mitau, le 4 de mars 1727.

« Me voilà enfin venu à bout de ce monstre qui a tant de têtes, plus de bouches, peu d'oreilles et point de bras, c'est-à-dire la diète. Tout s'y est terminé selon mes souhaits, et les Courlandais y ont confirmé tout ce qu'ils ont fait en ma faveur à la précédente. Sans avoir égard à toutes les foudres qu'on a lancées contre eux à Grodno, ils envoient un député à Varsovie, non pour traiter, mais pour protester contre tout ce qui s'est fait à Grodno contre eux, ainsi que notre commission qui doit venir, assurant qu'on ne la recevra pas[1]. Voilà, mon cher comte, où en sont les choses. Si vous trouvez que je me sois bien conduit pour un homme proscrit, sans argent, sans alliances et sans troupes, je serai très-content, et votre suffrage me dédommagera de toutes mes veilles et mes peines.... Je crois que l'on sera dans une belle fureur contre moi à Varsovie, et que le ministère saxon sautera aux nues.... Priez Dieu pour moi! Je vais entreprendre l'aventure la plus périlleuse. »

Un courageux député, M. de Médem, se charge d'aller porter à Varsovie les résolutions de la diète de Mitau.

1. La phrase est si incorrecte, qu'elle en est presque inintelligible. Voici le sens: « .... Pour protester contre tout ce qui s'est fait à Grodno, et aussi contre l'envoi de la commission polonaise, assurant qu'on ne la recevra pas. »

La diète polonaise, convoquée à la hâte (12 mars), ne tarde pas à se rassembler. Dans la séance du 24 mars, sur le rapport du grand-maréchal de la cour (*oberhof marschall*), elle décide à l'unanimité que les Courlandais sont des rebelles et donne l'ordre d'arrêter leur envoyé, si le roi ne s'y oppose. Le roi consent, sauf à intervenir plus tard, et M. de Médem est fait prisonnier.

Si les députés courlandais étaient toujours prêts à payer de leur personne aux heures décisives, ils refusaient pourtant à Maurice l'appui d'un service continu, d'une organisation régulière. Nul sacrifice de leur temps ou de leur fortune, impossible de mettre sur pied un corps de troupes. Le jour où Maurice écrivait à M. de Friesen : « Priez Dieu pour moi! j'entreprends l'aventure la plus périlleuse! » il tenait le même langage à sa mère, et, tout en remerciant la diète de son courage, il se plaignait amèrement des habitudes du pays. Cette dure expérience ne lui fut pas inutile; il se la rappelait, je n'en saurais douter, lorsque, cinq ans plus tard, rédigeant, sous le titre de *Rêveries*, son bréviaire du général en chef, il s'occupait, dès le premier chapitre, de la *manière de lever les troupes*. Après avoir indiqué les différents procédés de son temps, procédés injustes, irréguliers, pleins de conséquences funestes, il propose une grande innovation, celle que l'égalité moderne a consacrée dans l'Europe entière, et c'est là surtout que je retrouve l'influence de ses souvenirs personnels, tant il est vrai que le malheur est une bonne école pour un esprit bien fait. « Ne vaudrait-il pas mieux, s'écrie-t-il, établir par une loi que tout

homme, de quelque condition qu'il fût, serait obligé de servir son prince et sa patrie pendant cinq ans? Cette loi ne saurait être désapprouvée, parce qu'il est naturel et juste que les citoyens s'emploient pour la défense de l'État. En les choisissant entre vingt et trente ans, il ne résulterait aucun inconvénient. Ce sont les années du libertinage, où la jeunesse va chercher fortune, court le pays et est de peu de soulagement à ses parents. Ce ne serait pas une désolation publique, parce que l'on serait sûr que, les cinq années révolues, on serait congédié. Cette méthode de lever des troupes serait un fonds inépuisable de belles et bonnes recrues qui ne seraient pas sujettes à déserter. On se ferait même par la suite un honneur et un devoir de remplir sa tâche; mais, pour y parvenir, il faudrait n'en excepter aucune condition, être sévère sur ce point, et s'attacher à faire exécuter cette loi par préférence aux nobles et aux riches. Personne n'en murmurerait. Alors ceux qui auraient servi leur temps verraient avec mépris ceux qui répugneraient à cette loi, et insensiblement on se ferait un honneur de servir; le pauvre bourgeois serait consolé par l'exemple du riche, et celui-ci n'oserait se plaindre, voyant servir le noble. La guerre est un métier honorable. Combien de princes ont porté le mousquet[1]!... »

Puisque ce moyen lui manque de recruter des soldats, puisque ni le trésor public ni les habitudes du

1. *Mes Rêveries*, par Maurice, comte de Saxe, liv. I^er^, chap. I^er^, art. 1^er^.

pays ne lui permettent d'organiser une armée, il faut bien qu'il s'adresse aux puissances étrangères. Il avait songé d'abord aux Anglais; il se tourne maintenant vers la France. Il part, traverse la Pologne d'un bout à l'autre, voit secrètement le roi à Bialistock, arrive à Dresde, où il est reçu par le prince royal, se dispose enfin à gagner la France et Paris. Maurice s'était fait de singulières illusions, s'il avait pu croire que le gouvernement français irait s'engager de gaieté de cœur dans ces complications de l'Europe du Nord. Le cardinal de Fleury, uniquement occupé à maintenir la paix, avait écarté des causes de guerre plus sérieuses que celle-là. Arrivé à Paris vers la fin d'avril, le duc-élu de Courlande en repartit le 2 juin sans avoir rien obtenu. Le 21, il était à Pillnitz auprès du roi son père, fort bien accueilli, mais à la condition de ne pas lui souffler mot des affaires de Courlande. « Je suis au mieux avec le roi, écrit-il à Madame de Kœnigsmark, et nous nous voyons comme s'il n'y avait jamais rien eu entre nous. Il n'est pas plus question de la Courlande que si elle n'existait point. On ne m'en dit rien; je poursuis donc ma route. La mort de la tsarine est pour moi une terrible catastrophe.... Je m'attends aux complications les plus étranges. »

La mort de la tsarine ! voilà, en effet, la crise qui va précipiter le dénoûment. Si quelque chose pouvait soutenir Maurice dans cette situation désespérée, c'était la bienveillance secrète de Catherine. Maurice, il est vrai, ne souhaitait pas l'intervention des Russes en sa faveur. « *Timeo Danaos,* » écrivait-il à sa mère; il espérait du

moins que l'attitude et le langage de l'impératrice feraient hésiter les Polonais. Catherine morte, il était évident que Menschikof allait mettre la main sur la Courlande. La tsarine avait succombé le 17 mai. Dans un État comme la Russie du dix-huitième siècle, un changement de règne est toujours une révolution de palais. Après les premières intrigues, et quelques-unes fort tragiques, auxquelles donna lieu la succession de Catherine[1], Menschikof était devenu le plus terrible des tyrans. « Jamais, écrit Lefort au roi de Pologne (2 juin 1727), jamais on n'a redouté le tsar Pierre comme on redoute aujourd'hui le prince Menschikof; tout se courbe à ses pieds. Dieu ait pitié de quiconque oserait lui opposer la moindre résistance! Le despotisme d'autrefois n'est rien auprès de celui-ci. A peine est-on libre de respirer! Il n'est personne qui ne tremble. Il continue à faire arrêter les gens à tort et à travers. Il s'agit bien de crimes contre l'État! tout homme soupçonné d'avoir au fond du cœur une objection, un blâme, un désir contre la toute-puissance du despote est perdu[2]. » Pour affirmer son pouvoir, Menschikof a déjà fiancé sa fille aînée, Marie, au jeune tsar Pierre II (3 juin); il donnera sa cadette au futur duc de Courlande, dont il se réserve le choix. Quel sera ce duc? Menschikof n'en sait rien encore; il est décidé seulement à faire place nette en Courlande. Le général

1. Voyez Ernest Hermann, *Geschichte des russischen Staates*, t. IV, p. 493-495.

2. Cité par Ernest Hermann, *Geschichte des russischen Staates*, t. IV, p. 509.

Lascy, qui commande huit mille hommes en Livonie, a l'ordre d'expulser Maurice de Saxe.

Maurice, revenu de Dresde à Mitau, après de périlleuses aventures, reçoit la sommation du général moscovite : s'il ne quitte pas immédiatement la Courlande, on lui fait entrevoir « un pays éloigné en perspective. » C'est le moment de vous lever enfin, hommes de Courlande; où êtes-vous? Il faut croire que Maurice s'était singulièrement exagéré les dispositions de ses électeurs quand il écrivait au comte de Friesen : « Mes Courlandais sont fermes comme roche, ils partageront ma fortune, ils mourront avec moi. » Maurice est seul avec ses gardes et quelques recrues arrivées des Pays-Bas. Sa petite troupe, où l'on regrette de ne pas voir les gentilshommes courlandais, est composée ainsi : douze officiers, parmi lesquels le général Belling et un capitaine français, M. de la Gascherie, qui était venu trois jours auparavant faire visite à Maurice; cent quatre hommes d'infanterie, quatre-vingt-dix-huit dragons et trente-trois domestiques. Maurice, pour gagner du temps, veut mettre la mer entre l'armée russe et ses compagnons. Il se retire à quelque distance de la côte dans l'île d'Usmaïs et les îlots qui l'avoisinent. Là il commence à se retrancher, et fait demander dix jours au général Lascy avant de répondre à la sommation qu'il a reçue. On lui accorde quarante-huit heures. Le délai est passé, les Russes sont en marche, ils approchent.... Comment se défendre avec cette poignée d'hommes? Faut-il donc les sacrifier tous par un faux point d'honneur? Maurice, c'est là un de ses traits dis-

tinctifs comme chef d'armée, a toujours respecté la vie du soldat, il a toujours condamné avec horreur toute effusion inutile de sang humain. Il rassemble ses camarades et leur donne l'ordre de ne pas se défendre; l'honneur est satisfait. « Quant à moi, ajoute-t-il, ils ne me prendront ni aujourd'hui ni demain. Nous verrons par où toute cette comédie finira! »

Le 19 août, il monte à cheval, et, tantôt nageant avec sa monture, tantôt traversant à gué les points où la mer est basse, il aborde à Windau. Pendant ce temps, la petite armée se rend au général russe, qui la traite avec honneur. Les bagages de Maurice sont pris, excepté une cassette qui renfermait le diplôme de son élection au duché de Courlande, et que son fidèle serviteur, Beauvais, put soustraire à toutes les recherches.

Ainsi finit cette singulière aventure; mais ce ne fut pas Menschikof qui profita de la victoire. Quelques semaines après, au moment où Maurice, en perdant son duché, gardait du moins d'héroïques souvenirs, gage de sa gloire future, le despote qui avait tiré l'épée de la Russie contre un homme désarmé allait expier en Sibérie son orgueil et ses iniquités (septembre 1727). Les Russes, chose singulière, avaient travaillé pour la Pologne. Les commissaires polonais, entrés à Mitau sans coup férir à la suite du général Lascy, s'empressèrent d'effacer toutes les traces de l'élection de Maurice. Les Courlandais firent soumission entière; la diète, rassemblée à Mitau le 15 septembre 1727, déclara illégal et sans effet le vote unanime du 28 juin 1726.

Dans une lettre à Madame de Kœnigsmark, Maurice, parlant de la faiblesse de son père en face de la république de Pologne, se compare au Nicomède de Corneille. Prusias, c'est le roi de Pologne ; Flaminius, c'est la république dominant le roi; Nicomède, c'est lui, Maurice de Saxe, essayant de rendre au roi le sentiment de sa dignité souveraine et ne faisant que lui inspirer de ridicules alarmes :

Ah ! ne me brouillez pas avec la république !

Il y a une différence pourtant : le Nicomède du poëte, pareil à ce Polyeucte dont l'enthousiasme chrétien convertit Pauline et Félix, finit aussi par éveiller le goût de l'indépendance et chez Prusias, et chez Attale, et chez Arsinoé ; Maurice, au contraire, est demeuré seul, Nicomède est vaincu. Noble défaite après tout, et qui le désignait aux chances glorieuses de l'avenir ! Son père a beau le traiter de *galopin*, l'impression générale de cette histoire est restée dans le souvenir des hommes du dix-huitième siècle, et Rulhière, qui était loin de connaître les détails publiés aujourd'hui en France pour la première fois, en résume fidèlement l'esprit quand il écrit ces mots : « Le jeune comte de Saxe ne manqua point à sa fortune; réduit à se défendre contre deux puissances, dont l'une employait l'autorité des lois, le traitait de rebelle et sous ce titre mettait sa tête à prix, et dont l'autre, n'ayant que la force pour elle, fit envahir le pays par une armée, il osa soutenir une guerre. Il trouva des ressources dans son génie; il se retira avec honneur, quand il ne lui resta plus

aucune autre ressource que la retraite, conservant ses droits, s'il en avait, et ayant commencé d'acquérir par cette entreprise illustre, quoique malheureuse, le nom qui le rendit immortel[1]. »

II

Et maintenant, en attendant les grands jours, le voilà qui prend place au souper de Candide. L'hôtellerie de Venise pour lui, c'est la France de Louis XV; le carnaval où il va chercher à se distraire, c'est le Paris du dix-huitième siècle.

Ce Paris, qui devait plus tard lui prodiguer tant d'ovations, lui faire décerner tant de couronnes par des déesses d'Opéra au milieu des acclamations de la foule, Paris d'abord ne fit guère attention à sa présence. Ses aventures de Courlande l'avaient rendu plus célèbre dans l'Europe du Nord que chez les Parisiens. Les chroniqueurs du temps, soit l'avocat Barbier, soit le duc de Luynes, ne commencent à citer son nom qu'après plusieurs années. Il va peu à la cour, il chasse, il dort, il s'amuse enfin, c'est-à-dire qu'il meurt d'ennui. Si on veut trouver le nom de Maurice de Saxe mentionné quelque part avec sollicitude pen-

1. Rulhière, *Histoire de l'anarchie de Pologne*, liv. III.

dant la période qui suit son retour de Courlande, il faut s'adresser à ses amis du Nord, aux princes russes, aux diplomates saxons. Lefort n'a pas renoncé à le marier en Russie. Au commencement de 1728, le général Münnich, celui qui jouera plus tard un rôle si tragique dans les révolutions de palais à Saint-Pétersbourg, rencontre Lefort à la cour et lui demande des nouvelles du comte de Saxe : « Où est-il? que fait-il? C'est ici que sa destinée l'appelait. Je m'étonne qu'il ne pense pas sérieusement à se placer. Il peut faire sa fortune, si la cour de Pologne veut aider de son côté. — Je comprends ce que vous voulez dire, répond l'envoyé du roi de Pologne; mais le comte peut-il faire aucune démarche avant de connaître les sentiments de la princesse Élisabeth? — S'il ne tient qu'à cela, je les saurai demain. » Nous résumons ici les dépêches de Lefort en nous servant de ses expressions mêmes. Le lendemain, la princesse, interrogée par Münnich, répondait « qu'elle avait résolu de ne s'engager avec aucun médiateur avant de voir celui qui devait la posséder. » N'était-ce pas suggérer à Maurice l'idée d'un voyage à Saint-Pétersbourg? Quelques jours après, l'invitation devenait plus pressante. Lefort écrivait au roi que la princesse Élisabeth voulait absolument faire connaissance avec Maurice et voir de ses propres yeux « si la marchandise lui plairait. » On parlait encore ce langage dans cette cour à demi tartare. Pourquoi donc les amis de Maurice ne le décident-ils pas à tenter cette nouvelle campagne et à prendre sa revanche? Lefort n'y comprend rien. Les arguments se pressent sous sa

plume bavarde : « Sans ce qu'on donnera à la princesse Élisabeth, elle est déjà un très-gros parti; les terres de la tsarine que le tsar lui a données passent cent mille roubles de revenu. » Et puis la cour le veut, la cour l'appelle. On dirait une sorte de réaction contre Menschikof. Ostermann, Dolgorouki, tous les vainqueurs du moment, raffolent de Maurice. L'occasion est plus belle que jamais. Un fonctionnaire supérieur, grand ami de Maurice, étant parti pour l'Allemagne et la France, Lefort est persuadé qu'on lui a donné mission de ramener le comte de Saxe. Voici ce qu'il écrit le 24 janvier :

« Bacon est parti cette nuit pour aller rejoindre le comte de Saxe. Les discours qu'on lui a tenus, et la façon dont la cour du tsar lui fait précipiter son voyage, semblent lui dire à mots couverts : Allez-vous-en et amenez-nous-le. A vue de pays, tout parle en faveur du comte, depuis que l'amour du tsar a passé sur la Sibin[1]. Le zèle de Dolgorouki s'est aussi réveillé en faveur du comte. Enfin je suis émerveillé de voir ce qui se passe. Il n'est non plus question de la Courlande que s'il n'en fut jamais. Chacun crie : *Mariage! mariage!* Ce ne sont pas les partis qui manquent à la princesse Élisabeth, — jusqu'au duc Ferdinand qui a fait des propositions[2]! On se flatte que le génie du

1. Le tsar Pierre II, après avoir été fiancé d'abord à la fille de Menschikoff, avait dû épouser ensuite la princesse Élisabeth, sa tante, la même que le diplomate saxon désirait pour Maurice. En 1727, Pierre avait treize ans, Élisabeth dix-huit. Nous ne savons quelle est la personne désignée ici sous le nom de *la Sibin*. Il s'agit peut-être d'une fille du prince Dolgorouki, fort occupé alors à consolider sa faveur auprès du jeune souverain.

2. Lefort dit encore plus vrai qu'il ne pense : la princesse Élisabeth, qui, dès l'âge de seize ans, avait été proposée au jeune roi Louis XV par Catherine de Russie (Lémontey, *histoire de la Régence*, tome II, p. 187), fut demandée quinze ans plus tard au nom du fameux Thamas Kouli-Khan, cet aventurier de génie qui, sorti de la

comte plaira infiniment au tsar ; il est chasseur, aime à monter à cheval, et beaucoup d'autres qualités qui sympathisent. »

Lefort, dans son dévouement pour Maurice, se faisait sans doute des illusions, non pas sur les sentiments de la princesse, mais sur les dispositions des puissants du jour. Manteuffel, en lisant ces dépêches de l'envoyé saxon, trouvait que l'ardeur de son correspondant l'empêchait de voir nettement les choses. « Lefort est trop sanguin, » disait-il[1]. D'ailleurs il consultait de son côté deux grands personnages de la cour de Russie et en recevait cette réponse « qu'il faudrait être fou pour conseiller pareille tentative au comte de Saxe. » Maurice lui-même, soit prudence, soit dégoût des fatigues et des déconvenues récemment essuyées, partageait cette opinion. « Je ne puis, écrivait-il, me risquer à de certaines démarches qui me donneraient du ridicule et me fatigueraient inutilement par l'ennui du séjour et par la longueur du voyage. Je vous dirai en outre que je ne suis pas du tout pressé de me marier, si je ne trouve toutes les convenances qui peuvent mettre les choses à couvert des événements. » L'ennui du séjour, la longueur du voyage, qu'est-ce à dire ? Maurice avait bien su s'ennuyer à Mitau, devait-il s'ennuyer davantage à Saint-Pétersbourg ou à Moscou ? Ces mots se rapportent à un projet de Lefort, qui, pendant tout l'été de 1728, ne cessait de faire dire aux

condition la plus obscure, conquit le trône de Perse et mit l'Inde à ses pieds. (V. Hermann, *Geschichte des russischen Staates*, t. IV, p. 671.)

1. *Zu sanguinisch.*

amis du comte de Saxe : « Tout va bien, nous réussirons, que le comte se tienne aux environs de Moscou [1] et soit prêt à venir ici au premier appel pour saisir l'occasion favorable. » En même temps il leur comptait maintes anecdotes qui ne laissaient point de doute, à l'entendre, sur les sympathies de la princesse. « Le roi de Pologne ayant envoyé à Élisabeth un magnifique service de porcelaine (septembre 1728), une personne de son entourage lui dit : Voilà le premier présent que Votre Altesse ait reçu d'une tête couronnée. — C'est vrai, répondit-elle, mais j'aurais mieux aimé que le roi m'en fît un autre. — Et lequel donc ? — Un mari. » Un autre jour, au mois de décembre, un ami de Maurice, M. de Fréneuse, ayant écrit à une dame de la cour, Madame de Rame, pour la prier de sonder les dispositions de la princesse au sujet du comte de Saxe, la princesse se fit montrer cette lettre, prit plaisir à toutes les choses flatteuses qu'elle y trouva pour elle, puis manda le diplomate saxon et lui dit en présence de Madame de Rame : « Ne faites pas savoir au comte de Saxe que j'ai lu la lettre de son ami, mais écrivez-lui que je serai charmée de le voir. » Enfin les démarches de Lefort auprès du roi de Pologne devinrent si vives, si pressantes, que le roi, pour terminer l'affaire ou s'en débarrasser une bonne fois, dut signifier à son représentant le *memorandum* que voici :

« Le roi ayant ouï les différents rapports que son envoyé

1. Depuis la chute de Menschikof, le parti russe, vainqueur du parti allemand, avait fait transporter la cour à Moscou, pour marquer le retour aux vieilles traditions nationales.

extraordinaire, le sieur Lefort, lui a faits au sujet d'un projet formé par quelques amis à la cour de Russie pour marier M. le comte de Saxe avec la princesse Élisabeth, et ayant fait attention, entre autres choses, à ce que ses amis souhaitent que le comte se rende sur les lieux, et à ce que ledit sieur Lefort demande d'être instruit des sentiments de Sa Majesté sur ce projet, Sa Majesté a ordonné de lui faire savoir qu'elle ne s'opposera ni au projet en question, ni à ce que le comte de Saxe aille à Moscou, pourvu qu'elle puisse être assurée préalablement : 1° que la princesse Élisabeth veuille l'avoir pour époux ; 2° que Sa Majesté le tsar y consente ; 3° qu'on veuille et puisse procurer au comte un établissement convenable en Russie ; et 4° qu'on n'exige pas du roi que Sa Majesté lui fasse elle-même un établissement qu'il ne dépend pas d'elle de lui procurer.

« Sa Majesté ne pouvant consentir à ce que le comte de Saxe fasse encore, comme ci-devant, le galopin et l'aventurier, à moins d'être sûre de ces quatre conditions préliminaires, elle enjoint au sieur Lefort de bien recommander aux amis sus-mentionnés de l'éclairer avant toute chose là-dessus, lui défendant en même temps de ne rien avancer ou assurer, ou d'agir au nom de Sa Majesté pour faire réussir le mariage en question, avant d'être assuré des quatre points susdits. »

Ce curieux document est du 7 février 1729 ; six semaines après, le 21 mars, Lefort écrivait à Varsovie ces paroles vraiment inattendues après tant d'instances et d'enthousiasme : « La conduite irrégulière que la princesse tient depuis quelque temps, et qui se manifeste de jour en jour, semble avoir entièrement dégoûté les amis de Son Excellence le comte de Saxe de pousser son projet plus loin. La chose est si vraie que l'on n'est plus d'opinion qu'il faille renouer l'entrevue dont j'ai parlé ci-devant. Il paraît même que cette conduite engendre du mépris ; les amis du comte disent qu'il n'y faut plus penser. » Encore une couronne qu'aurait pu

lui donner le hasard et que le hasard emporte ! Quelles furent les réflexions de Maurice lorsque, douze ans plus tard, la princesse Élisabeth, poussée par Lestocq et le marquis de la Chétardie, s'empara si résolument du trône de Russie avec ses deux cents grenadiers dont elle resta le capitaine[1] ? Ni Lestocq, ni la Chétardie, n'auraient eu besoin de donner le signal de la révolution. Il est probable que cet acte hardi aurait devancé l'année 1741. Le duc de Biren n'eût pas été régent après la mort d'Anna Ivanovna (1740), la duchesse Anna n'eût pas été régente ; les destinées de la Russie auraient suivi certainement un autre cours, et nous connaissons assez le cœur de Maurice pour affirmer que le règne d'Élisabeth n'eût pas été marqué par les cruautés qui lui impriment dans l'histoire une flétrissure éternelle. On aurait vu peut-être des tragédies d'un autre genre ; qui l'eût emporté du généreux Maurice ou de la féroce Élisabeth ? Ces *rêveries*, que l'imagination ne peut écarter tout à fait en présence de rapprochements aussi extraordinaires, sont demeurées le secret du comte de Saxe. Il est impossible qu'un esprit si vif, si plein de ses souvenirs et toujours si porté aux aventures, n'ait point ressenti quelque émotion en assistant du sein de sa gloire aux honteux exploits de la femme qui aurait pu lui donner un empire. Nous n'en trouvons pourtant aucune trace dans ses lettres[2]. Quels qu'aient pu être

1. Voyez Ernest Hermann, *Geschichte des russischen Staates*, t. IV, p. 679.

2. Nous savons seulement et nous raconterons plus tard que le comte de Saxe, pendant la campagne de 1741, ayant eu un congé pour aller à Moscou, y fut reçu magnifiquement par la tsarine Élisabeth. C'était

ses sentiments à cette époque, nous l'estimons heureux d'avoir été conduit par la fortune dans notre France du dix-huitième siècle. Pendant qu'Élisabeth envoyait quatre-vingt mille infortunés en Sibérie, et parmi eux les plus dignes serviteurs de l'État, un Münnich, un Ostermann, Maurice, escaladant la brèche de Prague, donnait à nos soldats un chef digne de leur courage. Élisabeth arrêtait pour longtemps en Russie l'œuvre civilisatrice de Pierre le Grand; Maurice, au milieu de nos mœurs amollies, relevait tout une nation en ramassant l'épée de la France. Lequel des deux avait régné?

Tandis que Lefort combinait les projets de mariage dont nous venons de raconter la rupture soudaine au mois de mars 1729, Maurice avait fait une perte dont on aimerait à le voir plus profondément affligé. Sa mère était morte à l'abbaye de Quedlinbourg dans la nuit du 15 au 16 février 1728. D'après tous les biographes d'Aurore de Kœnigsmark, la vie de la pauvre femme fut abrégée par la douleur que lui causèrent les événements de Courlande. Dédaignée par le roi, combattue sans cesse par Flemming, elle avait mis tout son espoir dans ce fils qu'elle aimait tant. C'était à lui de venger les Kœnigsmark. L'orgueil de la grande dame et l'affection de la mère comptaient également sur la prospérité prochaine de Maurice. Il allait l'atteindre, cette cou-

au lendemain de la chute de Biren, duc de Courlande. Maurice, qui sollicitait l'appui de la tsarine pour la revendication de ses droits, n'obtint d'elle, malgré ce fastueux accueil, qu'une réponse insignifiante.

ronne, et quand les ennemis se dressaient pour la lui disputer, quel cri, sorti de son cœur, avait retenti au cœur de sa mère : « Soyez tranquille, madame ! le vieux Kœnigsmark va revivre sous vos yeux ! » Et tout cela, sauf l'héroïsme de Maurice, s'était évanoui comme une fumée. Aurore de Kœnigsmark en mourut. Sa dernière parole, nous l'apprenons aujourd'hui par les archives de Dresde, fut pour son fils bien-aimé. On lui avait dit que les plaintes de Maurice contre le roi et ses ministres avaient eu de perfides échos à Varsovie ; une dernière fois encore, avant de mourir, elle essaye d'apaiser les ressentiments de son ennemi : « Si le comte de Saxe, écrit-elle à Flemming, s'est plaint comme on a voulu le dire, je supplie Votre Excellence de le pardonner à l'aiguillon de l'honneur et de l'ambition qui le piquait. » Et lui, que fait-il ? Pourquoi n'est-il pas auprès du lit de mort de sa mère ? Pourquoi la pauvre délaissée n'a-t-elle pas au moins son fils pour lui fermer les yeux ? Maurice était en Hollande, occupé de je ne sais quelle affaire, lorsqu'il reçut le funeste message. Il partit pour l'Allemagne, sans beaucoup d'empressement, à ce qu'il semble, puisqu'il n'arriva que vers la fin d'avril dans le lieu où reposait la dépouille mortelle de sa mère. Le mois suivant, il est à Dantzig, puis à Berlin auprès du roi de Pologne, qui faisait une visite au roi de Prusse. M. de Weber nous fait remarquer ici avec complaisance que Maurice, pendant les fêtes de cette réception, se lia d'une étroite amitié avec le prince qui devait être un jour Frédéric le Grand, et qu'il étonna les Prussiens par sa force, son habileté à la chasse, son adresse à

tous les exercices du corps.... Et pas un mot de sa douleur et de ses regrets ! Maurice ne pensait-il à sa mère qu'en ses heures de détresse ? Faut-il croire décidément que, né pour la guerre et les aventures, l'oisiveté lui était plus pernicieuse qu'à tout autre ?

L'oisiveté ! c'est là le tourment de Maurice. En 1729, nous le retrouvons établi à Paris, cherchant à tuer le temps, occupé de toute espèce de riens, achetant des chiens de chasse pour le roi de Pologne, souvent aussi méditant sur l'art de la guerre, inventant des machines ou se plongeant tête baissée dans ses rêveries. C'est à cette époque, au commencement de 1730, qu'il vit mourir Adrienne Lecouvreur. Il est inutile de rappeler ici quelle part la célèbre tragédienne avait occupée dans l'existence de Maurice. Le spirituel historien de la régence, Lémontey, nous dit que le comte de Saxe, au moment de son arrivée à Paris, avait en son héroïsme sauvage quelque chose des allures de Duguesclin, de celui que les dames du quinzième siècle appelaient *le Sanglier*. Quelle distance du quinzième siècle au dix-huitième ! Le sanglier saxon, au milieu des reines du théâtre, est devenu un des types du mondain. Vainement son vieux général, le comte de Schulenbourg, lui a-t-il conseillé les vertus austères, l'amour de l'étude et la crainte de Dieu ; vainement lui a-t-il répété ces paroles viriles : « Soyez irréprochable dans vos mœurs, et vous dominerez les hommes. » C'était trop demander au fils du roi Auguste et d'Aurore de Kœnigsmark. Avec cette nature à la fois active et rêveuse, demi-française et demi-germanique, comment eût-il pu résister aux séductions d'un monde

où l'idée de Dieu était absente, où l'idée du devoir était bafouée? Les poëtes chanteront ses faiblesses, Voltaire lui adressera la *Défense du Mondain*, « non-seulement comme à un mondain très-aimable, mais comme à un guerrier très-philosophe, qui sait.... tantôt faire un souper de Lucullus, tantôt un souper de houssard[1], » et soixante ans après sa mort des plumes sérieuses glorifieront encore *la douce école* où les vertus sauvages du sanglier germanique se sont transformées à la française. « Sous l'enveloppe du Sarmate, Adrienne découvrit le héros et entreprit de polir le soldat.... Comme au temps de la chevalerie, ses soins, sa tendresse, ses sages conseils, initièrent son ami aux connaissances aimables, aux vertus bienveillantes, aux mœurs choisies qui dans la suite le naturalisèrent Français autant que ses victoires. A sa douce école, l'Achille d'Homère devint l'Achille de Racine. Elle orna son âme sans l'amollir, et modéra ce qu'on remarquait d'extraordinaire et de singulier dans la tournure de ses idées. Elle lui fit connaître notre langue, notre littérature, et lui inspira le goût de la poésie, de la musique, de la lecture, de tous les arts, et cette passion du théâtre qui le suivit jusque dans les camps. On peut dire du vainqueur de Fontenoy et de sa belle institutrice, qu'elle lui avait tout appris, hormis la guerre qu'il savait mieux que personne et l'orthographe qu'il ne sut jamais[2].... »

1. Voltaire, lettre à M. le comte de Saxe en lui envoyant la *Défense du Mondain*.

2. *Notice sur Adrienne Lecouvreur*. — Œuvres de Lémontey. 1829, t. III, p. 328-329.

Aimable et spirituelle apologie qu'on pourrait insérer à bon droit parmi les notes de la *Défense du Mondain*. Il y a pourtant le revers de la médaille, et, sans faire une homélie puritaine, il faut bien se demander comment de telles affections se dénouent. Est-il vrai que Maurice, à son retour de Courlande, allant chercher des consolations chez sa belle institutrice, y ait trouvé le comte d'Argental établi sur le pied de la plus parfaite intimité? Comment croire ensuite à la réconciliation qui aurait suivi cette scène? comment y croire ou comment l'apprécier? Ces va-et-vient de la passion et de la vanité, ces caprices, ces désordres, ce sacrifice perpétuel de la dignité au plaisir, c'est bien là une objection assez grave à l'optimisme mondain de Voltaire et de Lémontey. On a conté de tragiques détails sur la mort d'Adrienne Lecouvreur; un des plus douloureux, à mon avis, est celui dont personne ne parle, c'est l'indifférence de Maurice de Saxe, ou du moins l'espèce d'embarras qu'il éprouve entre le sentiment de sa douleur et le soin de sa dignité. Quand la pauvre Adrienne fut si odieusement traitée sur son lit funéraire, quand on lui refusa non-seulement des prières, mais une sépulture, quand on fut obligé de transporter son corps la nuit dans un fiacre, et que deux portefaix, guidés par un parent, allèrent furtivement lui creuser une fosse au milieu des chantiers, à l'extrémité déserte du faubourg Saint-Germain[1], était-ce donc à Voltaire que le comte de Saxe devait laisser le soin de protester

1. A l'endroit où se trouve aujourd'hui l'angle sud-est des rues de Grenelle et de Bourgogne.

contre le fanatisme de la loi? Ne se devait-il pas à lui-même, *ce mondain très-aimable et ce guerrier très-philosophe*, de mêler sa plainte, j'allais dire son cri, aux généreuses invectives du poëte? On assure que sa seule protestation eut lieu vingt ans après, lorsqu'il ordonna en mourant que son corps fût consumé dans de la chaux vive; il semblait dire par là : luthérien de naissance, je suis hors la loi de ce pays, comme Adrienne pour d'autres causes; je ne veux pas être enfoui comme elle, par pitié, dans une fosse obscure et inhospitalière. Amer ressentiment, ou plutôt outrage mérité à une loi inique! On aimerait mieux cependant que le comte de Saxe n'eût pas attendu si longtemps pour venger Adrienne ; on aimerait mieux qu'il l'eût protégée à l'heure du péril et de la honte; mais il faut que ces aventures-là finissent toujours de même et que le mot de Pascal se justifie : « Le dernier acte est sanglant, quelque belle que soit la comédie en tout le reste. »

Adrienne Lecouvreur était morte le 20 mars 1730. Pendant une grande partie de cette année, nous rencontrons Maurice dans les cours d'Allemagne, non pas errant comme une âme en peine, mais cherchant les distractions et les plaisirs. Le voici à Munich, à Dresde, à Mühlberg, à ce somptueux camp de Mühlberg où le roi de Pologne, du 30 mai au 29 juin, reçut si magnifiquement les princes de l'empire[1]. Il y revoit le prince

1. Cette fête laissa de brillants souvenirs dans les cours du dix-huitième siècle. En janvier 1739, à l'occasion d'un bal extraordinaire qui se préparait aux Tuileries et qui allait coûter des sommes énormes, le duc de Luynes consigne en ses Mémoires ce qu'on vient de lui raconter au sujet du grand carrousel donné en 1662 par Louis XIV. Cette

royal de Prusse, et le héros futur de la guerre de Sept Ans s'y entend à merveille avec le futur vainqueur de Fontenoy. Il revient passer l'hiver en France; puis de mois en mois, tant l'oisiveté est insupportable à cette nature de feu, on le voit courir de Paris à Dresde et de Dresde à Paris. Une de ses préoccupations pendant l'année 1731 se rapporte à une danseuse de l'Opéra, Mademoiselle Sallé, qui devait paraître à Dresde dans un opéra du célèbre compositeur Hasse. Fera-t-elle le voyage avec Maurice? Grande affaire, où le tacticien *à vaincre accoutumé* fut battu cette fois bel et bien; mais n'est-ce pas assez d'indiquer en passant les misères d'une existence sans but? Mieux vaut le suivre quand il se retrouve lui-même, quand la maladie l'arrache aux voluptés et le rend aux méditations sérieuses. Vers la fin de l'année 1732, au retour d'un voyage à Dresde, il

histoire du grand carrousel où Colbert joue un rôle fort curieux, a pour but de prouver que certaines dépenses faites à propos peuvent être très-productives. Le carrousel de 1662, qui devait coûter au roi un million, lui avait rapporté beaucoup plus d'un million, tous les frais étant couverts. Le duc de Luynes ajoute : « Le roi Auguste donna, il y a environ dix ans, une fête militaire encore plus magnifique que celle dont je viens de parler; c'était un camp de paix à Mühlberg, près de Dresde. Ce camp lui coûta 33 millions. Il y avait plus de trente mille hommes de troupes. Les deux derniers jours, le roi donna à manger à toute l'armée. Le roi de Prusse y était et fut fort étonné de sa magnificence extraordinaire; il demanda au roi de Pologne comment il pouvait faire. Le roi Auguste tira un ducat de sa poche et lui dit : « Si vous aviez ce ducat, vous le garderiez, et moi je le « donne; il me revient cinq ou six cents fois dans ma poche. » — *Mémoires du duc de Luynes sur la cour de Louis XV*, 1735-1758, t. II, p. 334, Paris 1860. — Excellent principe, pourvu qu'on l'applique avec le génie d'un Colbert; il serait périlleux de l'interpréter à faux. Les prodigalités du roi Auguste ont ruiné la Saxe et la Pologne; les économies du père de Frédéric le Grand n'ont pas été inutiles à l'accroissement de la Prusse.

est pris d'une fièvre violente qui met ses jours en danger. Que faire pendant les longues nuits de la convalescence? Le sommeil a fui sa paupière; cloué sur son lit, il faut bien qu'il pense, qu'il rêve, et alors cet art de la guerre, son premier amour, se représente à son imagination, avec ses difficultés, ses problèmes, ses périls enivrants, ses promesses plus enivrantes encore. Il prend la plume et coordonne ses *Rêveries*.

Ce sont des *rêveries*, en effet, rêveries d'un soldat et d'un capitaine, rêveries de l'intelligence la plus positive et de la plus audacieuse ambition. Sous les détails techniques, on y sent partout *le long espoir et les vastes pensées*. Maurice n'est plus le gentilhomme désœuvré gaspillant sa vie à plaisir, c'est le chef qui organise une armée pour je ne sais quelle expédition mystérieuse. Il a son idéal, et il l'applique. « Toutes les sciences, s'écrie-t-il, ont des principes et des règles; la guerre seule n'en a point. » Ces principes, ces règles, il essaiera de les formuler dans son livre, comme il serait heureux de les démontrer dans l'action. Point de routine, c'est la première loi. Est-ce donc qu'il est permis d'innover témérairement dans un art si difficile, après tant de génies inspirés et de glorieuses expériences? Non certes; il faut respecter l'usage, car l'usage a souvent une illustre origine. N'oubliez pas cependant que les usages s'altèrent, se confondent, parce que nous n'en savons pas toujours le véritable sens, et que les esprits créateurs d'où ils émanent ont rarement livré leurs secrets. « Gustave-Adolphe a créé une méthode que ses disciples ont suivie, et ils ont fait tous

de grandes choses. Depuis ce temps-là, nous avons dérogé successivement, parce que l'on n'avait appris que par routine. De là vient la confusion des usages, où chacun a ajouté ou retranché.... J'approuve la noble hardiesse du chevalier de Folard, qui a été le seul qui ait osé franchir les bornes des préjugés. Rien n'est si pitoyable que d'en être l'esclave; mais il va trop loin : il avance une opinion qui détermine le succès sans faire attention que ce succès dépend d'une infinité de circonstances que la prudence humaine ne saurait prévoir. Il suppose toujours les hommes braves sans faire attention que la valeur des troupes est journalière, que rien n'est si variable, et que la vraie habileté d'un général consiste à savoir s'en garantir par les dispositions, par les positions, et par ces traits de lumière qui caractérisent les grands capitaines. Peut-être s'est-il réservé cette matière, qui est immense; peut-être aussi n'y a-t-il pas fait attention. C'est pourtant de toutes les parties de la guerre la plus nécessaire à étudier. » Quant à lui, dans ces pages rapides, il tâchera d'être complet. Deux livres composent son manuel et correspondent exactement aux divisions naturelles de la *mécanique de la guerre;* l'un traite *des parties de détail*, l'autre *des parties sublimes.*

On n'attend pas de nous l'analyse et encore moins la critique des *Rêveries* du comte de Saxe. C'est aux gens de l'art à commenter ce curieux ouvrage et à en marquer la place dans la littérature militaire. Il a été trop exalté par les uns, trop rabaissé par les autres. Celui-ci ne craint pas d'affirmer que les *Rêveries* attestent un

écrivain militaire du premier ordre; celui-là n'y voit que « la boutade d'un homme de génie, *une bluette* de grand seigneur, enfin un opuscule bien au-dessous de la réputation que des adulateurs ont faite à Maurice de Saxe en le saluant du titre d'auteur. » Un juge compétent, M. de la Barre Duparcq, s'élève à la fois contre ces éloges sans mesure et ces blâmes sans justice; il admire la sagacité, le bon sens pratique, fruit d'une longue expérience, qui décorent maintes pages du livre. M. de la Barre Duparcq aurait pu conclure plus favorablement encore d'après le commentaire qui précède son jugement; n'y a-t-il que du sens pratique et de la sagacité dans un ouvrage écrit sous l'impression de la fièvre et où l'auteur a devancé quelques-unes des conceptions du vainqueur d'Arcole et de Rivoli? N'est-ce pas lui qui a proclamé ce principe « que tout le secret de la guerre est dans les jambes, » principe, ajoute M. Duparcq, dont l'empereur Napoléon a fait de si merveilleuses applications? N'est-ce pas lui qui a révélé ce fait, démontré aujourd'hui de nouveau par nos dernières guerres de Crimée et d'Italie, à savoir, que la grande arme, l'arme terrible, victorieuse, c'est la baïonnette, et non pas la poudre ou le plomb? « En tirant, on fait plus de bruit que de mal, et on est toujours battu.... La poudre n'est pas si terrible qu'on le croit.... J'ai vu des salves entières ne pas tuer quatre hommes, et je n'en ai jamais vu, ni personne, je pense, qui ait causé un dommage assez considérable pour empêcher d'aller en avant et de s'en venger à grands coups de baïonnettes et de fusils tirés à brûle-pour-

point. C'est là où il se tue du monde, et c'est le victorieux qui tue. » N'est-ce pas lui qui a protesté contre l'emploi des armées trop nombreuses, préférant cinquante mille hommes à cent mille, comme plus faciles à remuer, à tenir dans la main, à porter rapidement d'un point à un autre[1]? « Ce ne sont pas les grandes armées qui gagnent les batailles, ce sont les bonnes. » N'est-ce pas lui enfin, qui, sans négliger les détails, a toujours mis au-dessus de tout — l'art de camper, l'art de se mouvoir, c'est-à-dire l'action, et encore l'action, et toujours l'action?

Quoi qu'il en soit, ce qui nous intéresse ici bien autrement que le capitaine, c'est l'homme, c'est l'esprit ardent et songeur, c'est le duc détrôné de Courlande qui continuera pendant le reste de sa vie à poursuivre son royaume imaginaire. Les écrivains qui ont jugé les *Rêveries* du comte de Saxe comme un livre simplement technique, n'étaient pas au vrai point de vue. Ce bréviaire du chef d'armée est surtout le commentaire des événements de Courlande. On ne le comprendra tout à fait, j'ose le dire, qu'après la lecture des faits inconnus jusqu'ici et révélés par les archives saxonnes. Pourquoi ce chapitre intitulé : *Description de la Pologne et projet de guerre pour une puissance qui se trouverait dans le cas de faire la guerre à cette république?* Pourquoi cette manière si vive d'intervenir à tout propos, de se mettre lui-même en scène, de dire : *Je ferais*, et bientôt ensuite *je ferai?* Pourquoi ces affirmations qui ressemblent à

1. Il s'agit pour lui, bien entendu, des armées d'opération ; la nécessité des réserves est hors de cause.

des bravades ? « La conquête de toute la Pologne serait l'affaire de deux campagnes et ne coûterait pas un sou. » Il s'exprime encore au conditionnel ; un peu plus loin, il parle des fortifications en palissades dont les bois de la Pologne lui fourniraient les matériaux, et aussitôt l'y voilà installé. Ce n'est plus un projet ; il est à l'œuvre, il combat, il défie l'ennemi, la Pologne, l'Europe entière. « Une fois établi dans ces postes, comme je ne vois aucune difficulté de pouvoir le faire, je me moque de tous les alliés de la Pologne et de tous ceux qui voudraient entreprendre de la secourir. Ce n'est au reste ni l'affaire des Tartares, ni celle des Turcs ; il faudrait pour cela toutes les forces et les richesses de la France, de l'Angleterre et de la Hollande. » Ainsi lancé à fond de train, rien ne l'arrête. Il y a là un *crescendo* d'imagination comme dans les projets de Pichrocole ou de la laitière : « J'ai dit qu'il ne fallait que quarante-huit mille hommes pour soumettre la Pologne. Qui est-ce qui m'empêcherait, quand j'y serais établi, d'en avoir cent mille ? Le pays ne les fournirait-il pas ? ou ne saurait-il les entretenir ? Craint-on de n'en pouvoir faire la levée ? On me dira peut-être : « Mais ce sont des Polonais ! » comme si un homme n'était pas un homme. Il n'y a que la discipline et la manière de mener les hommes qui y fait. Et, comme j'ai déjà dit, ceux qui croient que les légions romaines étaient toutes composées de Romains de Rome même, se trompent fort : elles l'étaient de toutes les nations ; mais la discipline était la même, et parce qu'elles étaient bonnes, cette discipline et cette manière de combattre, toutes les troupes

étaient bonnes, surtout lorsqu'elles étaient menées par d'habiles chefs. » Avec ces cent mille hommes, Polonais et autres, il braverait l'Europe conjurée. Comment ne pas retrouver ici le duc détrôné de Courlande toujours préoccupé de prendre sa revanche contre la république de Pologne?

Il y a autre chose encore dans les *Rêveries* du comte de Saxe. On connaît la jolie pièce de Voltaire sur la science des Eugène et des Maurice. Le poëte a vu chez son libraire un ouvrage nouveau qui portait ce titre singulier : *la Tactique*. Qu'est-ce que cela? D'où vient ce nom? D'un mot grec qui signifie le grand art, l'art par excellence. Ah! sans doute il y trouvera le secret de prolonger la vie, de la rendre facile et douce. Livre divin! il l'ouvre, il le dévore....

Mes amis! c'était l'art d'égorger son prochain.

Si Maurice n'avait enseigné que l'art d'égorger son prochain, il eût écrit un manuel de tactique comme celui dont plaisantait Voltaire. Ce serait le livre du capitaine et rien de plus. Les *rêveries* de l'auteur seraient incomplètes, puisque l'une des chimères de son esprit n'y aurait laissé aucune trace. Maurice n'aspirait pas seulement à vaincre, à conquérir; il aura aussi, nous le verrons plus tard, l'ambition de fonder un empire, de créer une nation. Tous les grands tacticiens ont un penchant instinctif à s'occuper d'organisation sociale. L'habitude de remuer des bataillons éveille naturellement l'idée de régler les sociétés humaines. Vauban, en plein dix-septième siècle, a été le plus hardi des

réformateurs, et Catinat, dans ses méditations silencieuses, avait prédit la révolution[1]. Sans être un réformateur à la Vauban, sans avoir en aucune manière la prévoyance de Catinat, Maurice a ses projets socialistes, projets étranges, où se reconnaît beaucoup moins un bienfaiteur de l'humanité qu'un chercheur d'empires, un fondateur de peuples. C'est alors qu'il écrit ces lignes : « Après avoir traité d'un art qui nous instruit avec méthode à la destruction du genre humain, je vais tâcher de faire connaître les moyens auxquels on pourrait avoir recours pour en faciliter la propagation. Il n'y a sorte de choses dont on ne s'avise lorsqu'on n'a rien à faire : on réfléchit sur les plus élevées ainsi que sur les moindres. La diminution extraordinaire dans le monde depuis Jules César a souvent attiré mon attention. Il est certain que les peuples innombrables qui habitaient l'Asie, la Grèce, la Scythie, la Germanie, les Gaules, l'Italie et l'Afrique, ont disparu à mesure que la religion chrétienne s'est étendue en Europe et la mahométane dans les autres parties du monde. Cette diminution va toujours en augmentant. Il y a environ soixante ans que M. de Vauban fit le dénombrement des habitants de la France ; il en trouva vingt millions. Il s'en faut bien que ce nombre y soit à présent. »

Maurice commet ici de singulières erreurs ; c'est l'esclavage qui avait dépeuplé le monde, et c'est le chris-

1. C'est Saint-Simon qui nous a révélé ces pensées de Catinat : « Il voyait tous les signes de destruction, et il disait qu'il n'y avait qu'un comble très-dangereux de désordre qui pût enfin rappeler l'ordre dans ce royaume. » *Mémoires de Saint-Simon*, tome VI, chap. XIV, p. 227.

tianisme qui l'a régénéré. Si les vingt millions de Français comptés par Vauban ne se retrouvaient plus en 1732, est-ce donc à la sévérité chrétienne du dix-huitième siècle qu'il faut attribuer cette déchéance? Priviléges des castes, iniquité des lois, corruption des mœurs, voilà, sous des formes qui varient suivant les époques, les causes constantes du dépeuplement des États. Or, en se trompant ainsi sur le principe du mal, Maurice devait se tromper bien plus gravement encore sur le remède. Le christianisme et le mahométisme, suivant ce réformateur, contribuent également à paralyser le rôle social de la compagne de l'homme, l'un en prononçant l'indissolubilité du mariage, l'autre en permettant la pluralité des femmes. « Il faudrait, dit-il, établir par les lois qu'aucun mariage à l'avenir ne se ferait que pour cinq années, et qu'il ne pourrait se renouveler sans dispense, s'il n'était né aucun enfant pendant ce temps. » Il ajoute, il est vrai, que les époux dont l'union aurait été féconde et renouvelée trois fois de suite seraient désormais inséparables. Après quoi il s'écrie intrépidement : « Tous les théologiens du monde ne sauraient prouver l'impiété de ce système. » On croit presque entendre le cri du Cid défiant les Castillans et les Maures : théologiens de l'Europe chrétienne et de l'Asie musulmane, voilà le cartel du comte de Saxe.

Si le saint-simonisme anticipé de l'auteur des *Rêveries* n'a pas droit à l'honneur d'une réfutation, il mérite pourtant d'être signalé comme un des traits caractéristiques de sa physionomie. Maurice est persuadé qu'une législation établie sur ces principes « fonderait une mo-

narchie redoutable à toute la terre. » Et cette monarchie, si l'occasion lui était offerte, pourquoi ne serait-ce pas la sienne? Quelque peuple que ce puisse être, cette loi miraculeuse le transformera. Son système lui est si cher qu'il se livre à toute sorte de calculs pour s'en démontrer à lui-même l'efficacité infaillible. Il suppute, de génération en génération, toutes les chances d'accroissement dans son royaume d'Utopie. Il prévoit les résultats de chaque union quinquennale, il additionne, il multiplie, et arrive à ce résultat, qu'un million de femmes, dont chacune donnerait le jour à six enfants, et dont les enfants à leur tour suivraient l'exemple de leurs mères, auront produit en cent quatre-vingts ans neuf cent soixante-dix-huit millions d'âmes. Il ajoute avec la joie sereine du législateur qui se complaît d'avance dans son œuvre : « Ce chiffre est énorme; lors même qu'on en retrancherait les trois quarts, il serait prodigieux. » N'est-ce pas déjà le rêveur qui voudra rassembler un jour tous les Juifs de l'Europe et les transporter dans les contrées incultes de l'Amérique, pour en faire une nation puissante dont il sera le monarque?

« J'ai composé cet ouvrage en treize nuits. J'étais malade; il pourrait donc bien se ressentir de la fièvre que j'avais. Cela doit m'excuser sur la régularité et l'arrangement, ainsi que sur l'élégance du style. J'ai écrit militairement et pour dissiper mes ennuis. Fait au mois de décembre 1732. » Ces mots, tracés de la main de Maurice, se lisent sur l'un des deux manuscrits des *Rêveries* que possède la bibliothèque de Dresde. L'au-

teur, comme on voit, ne demande grâce que pour la composition et le style; quant aux idées, il est prêt à les soutenir, et si elles sentent quelquefois la fièvre, c'est une fièvre qui a duré toute sa vie.

A peine rétabli, le comte de Saxe veut porter lui-même ce manuscrit à son père. Il arrive à Dresde le 12 janvier 1733. Le roi était parti la veille pour Varsovie; trois semaines après, on reçut la nouvelle de sa mort. On sait que le prince royal Frédéric-Auguste, devenu électeur de Saxe par droit de naissance, hérita aussi de la royauté d'Auguste II, grâce à de pauvres intrigues que soutenait l'empereur d'Allemagne. On sait également que cette élection du nouveau roi de Pologne, faite au détriment de Stanislas Leczinski, beau-père de Louis XV, amena une guerre entre la France et l'Empire. Quelle va être la situation de Maurice? Son devoir d'officier supérieur l'appelle sous les drapeaux de la France, les liens du sang lui indiquent sa place auprès du roi son frère. Tous les historiens du comte de Saxe affirment que le roi de Pologne lui offrit le commandement de son armée, et que le comte aima mieux nous rester fidèle. M. de Weber ne trouve aucune trace de cette proposition du roi dans les archives saxonnes; s'il reconnaît qu'en cette année 1733, et avant l'ouverture des hostilités, une mésintelligence assez vive éclata entre les deux frères, il l'explique par un nouvel incident des affaires de Courlande. En signant un traité avec la Russie (10 juillet), le roi de Pologne s'était engagé à maintenir l'intégrité du duché de Courlande, avec ses droits et franchises, tant sous le duc régnant que sous ses

successeurs régulièrement élus, et le nom de Maurice n'avait pas même été prononcé dans les négociations auxquelles ce traité donna lieu. Le duc de Biren, candidat présumé, offrait pourtant de se retirer devant Maurice; le roi de Pologne, jaloux de faire sa cour à l'impératrice Anna Ivanovna, dont les prédilections pour Biren commençaient à se déclarer, n'accepta point ce refus et sacrifia Maurice. M. de Weber semble croire que ce procédé du roi rejeta tout naturellement le comte de Saxe dans les rangs de l'armée française, c'est-à-dire en d'autres termes, que Maurice n'eut pas à opter entre son pays d'adoption et son pays natal. La conduite du roi de Pologne ne serait-elle pas plutôt une punition infligée à Maurice? Maurice a préféré la France à la Saxe, la Saxe se venge : tel est l'enchaînement des choses. Pour moi, je n'ai aucun doute à ce sujet lorsque je vois Maurice, en 1734, après un fait d'armes éclatant, réclamer au duc de Noailles, son chef, la récompense qui lui est due, et rappeler ses titres en ces termes: « J'ai moins consulté les devoirs du sang et ceux de mes intérêts que ceux de l'honneur qui m'attachent au service du roi [1]. » Les devoirs du sang, ses intérêts en Courlande, lui conseillaient d'accepter le commandement des troupes saxonnes; l'honneur lui disait de rester en France. C'est l'honneur seul qu'il a écouté.

La France, unie à l'Espagne et à la Sardaigne, avait donc déclaré la guerre à l'Empire. Une armée passe le Rhin sous les ordres du maréchal de Berwick. Maurice

1. *Lettres et Mémoires choisis parmi les papiers originaux du maréchal de Saxe*, 6 vol. Paris 1794. Voyez tome I^er^, p. 9.

est un de ses lieutenants et prend part au siége de Kehl. C'est là, dans les tranchées de la citadelle, qu'il se trouve pour la première fois en face de ces troupes allemandes où s'était illustrée sa jeunesse. La prise de Kehl termine cette rapide campagne. L'année suivante, il reparaît à son poste, d'abord sous le comte de Belle-Isle, ensuite sous le duc de Noailles. Le prince Eugène, chargé de gloire et d'années, est dans les rangs ennemis; on dirait que le génie de Maurice fait explosion au choc de son vieux général. Il débute par un trait de maître. Eugène avait coupé l'armée française et la menaçait des deux côtés; Maurice le déloge, lui prend son camp, opère la jonction des corps, sauve l'armée tout entière. Quelle verve quand il raconte la première charge! « Rien ne fut plus fier que ce moment-là. » Et lorsqu'il annonce au duc de Noailles la position imprenable où il vient de s'enfermer pour débloquer Berwick et obliger Eugène à la retraite : « Monsieur, je me suis accommodé comme dans une boîte, et je me crois imprenable.... Vous pouvez affirmer à M. le maréchal que, s'il veut, je serai demain à six heures du matin au delà d'Ettlingen, prêt à lui ouvrir les barrières. » Établi cinq jours après dans le camp même d'où le prince Eugène nous tenait en échec, il a le droit d'écrire au duc de Noailles :

« Au camp de Graben, le 9 mai 1734.

« Monsieur, quoique les belles actions parlent d'elles-mêmes, je me trouve dans le cas d'être obligé de me louer moi-même. Je n'ai ni parents, ni amis à la cour, et une fausse modestie dégénère en stupidité. Vous ne sauriez douter, monsieur, que je ne serve le roi uniquement par honneur. La fortune m'a favorisé; j'ai eu le bonheur de faire une action d'éclat qui est de la dernière

importance pour l'avantage et la gloire des armes du roi. Sans moi, l'on aurait peut-être vu périr inutilement la plus belle partie des troupes, et peut-être aurait-on été contraint de se retirer. Le prince Eugène fuit et tout cède à la gloire de vos armes. C'est moi qui vous en ai frayé le chemin; c'est moi qui ai trouvé les moyens de pénétrer dans des lieux inaccessibles, qui ai disposé les troupes, qui ai attaqué, conduit et vaincu à la tête de vos grenadiers.... en m'exposant à des périls qui font encore frémir ceux qui en ont été les témoins. Vous ne sauriez mieux faire, monsieur, que de récompenser les belles actions, parce que ces récompenses donnent de l'émulation. Il y a quatorze ans que j'ai l'honneur d'être au service du roi en qualité de maréchal-de-camp; j'en ai près de quarante, et je ne suis pas d'espèce à être assujetti aux règles et à vieillir pour parvenir aux grades.... Si vous y ajoutez le titre d'étranger, vous trouverez des raisons suffisantes pour m'avancer et pour porter le roi à m'accorder cette grâce, en y ajoutant l'agrément qui met le prix aux choses. »

La récompense qu'il sollicitait avec cette franchise militaire ne tarda point à venir : au mois d'août 1734, Maurice était nommé lieutenant-général des armées du roi. Il rendit encore des services pendant la campagne de 1735; il eut surtout l'occasion de voir de près l'impéritie des généraux en chef. Avec quelle amertume il s'en plaint au duc de Noailles ! « Je vous entretiendrais, monsieur, du nombre des fautes que nous avons faites, s'il était nécessaire de démontrer la misère de notre conduite. » Il savait bien par expérience ce que valaient nos soldats, il avait vu briller l'épée de la France au soleil des batailles, et il souffrait de la voir en des mains inhabiles. Ah ! qu'il est impatient de pouvoir enfin la saisir !

L'heure n'est pas venue encore; il faut traverser une

nouvelle période de désœuvrement et d'ennuis. Un armistice est signé le 5 novembre 1735 entre les parties belligérantes, et des négociations sont ouvertes qui amèneront la paix du 3 octobre 1736. Maurice recommence à errer de Paris à Dresde. Il se réconcilie avec le roi son frère, et passe auprès de lui l'hiver qui suit la conclusion de la paix. C'est là qu'il apprend la mort du vieux duc de Courlande (4 mai 1737). Il essaye encore de maintenir ses droits; il veut empêcher du moins la prescription et réserver les chances de l'avenir. Voici ce qu'il écrit aux députés des états de Mitau après leur avoir exprimé ses sentiments de condoléance sur la mort du vieux duc et les embarras de la crise prochaine : « Vous aviez prévu cette triste situation, et vous avez fait en ma faveur une élection éventuelle qui devrait avoir son effet à présent, si la fatalité n'était inséparable des choses humaines... Quant à moi, je me flatte que vous me rendrez assez de justice pour croire que je me ferais une félicité de mourir en combattant pour vous, s'il était question de combattre. Ce serait m'acquitter en quelque façon de ce que je vous dois. » On sait que le duché de Courlande fut donné alors, sous l'influence d'Anna Ivanovna, impératrice de Russie, à un aventurier d'un autre genre, à ce paysan courlandais devenu duc de Biren, qui plus tard gouverna les Moscovites comme régent de l'empire, et, précipité du souverain pouvoir par Élisabeth, fut exilé en Sibérie. Ne semble-t-il pas que le duché de Courlande porte malheur aux concurrents de Maurice? Biren ira retrouver dans les neiges la tombe de Menschikof.

Cependant le comte de Saxe est revenu à Paris dans l'automne de 1737, et l'on ne devinerait jamais à quels emplois va le réduire l'oisiveté. Auguste III, très-curieux des nouvelles de Paris et continuant en cela des traditions de famille, trouvera dans Maurice un chroniqueur officiel. Oui, voilà le futur vainqueur de Fontenoy devenu collecteur d'anecdotes au service de la cour de Dresde. Il remplira ainsi ses loisirs, ce souverain sans couronne, ce général sans armée ; il recueillera les on-dit, il répétera les scandales, il sera l'écho de la cour et de la ville. Les deux bourgeois de Paris, greffiers des rumeurs publiques, l'avocat Marais et l'avocat Barbier, ne savaient pas que le duc de Luynes s'était donné la même besogne dont ils s'acquittaient si minutieusement ; combien ils eussent été plus fiers encore en apprenant que le duc-élu de Courlande et de Sémigalle leur faisait concurrence ! Et ce n'était pas le roi de Pologne qui avait imposé cette tâche à son frère ; Maurice l'avait choisie lui-même. « Mon chroniqueur est mort, lui écrit un jour Auguste III, veuillez m'en trouver un parmi les lettrés de Paris. » — « Eh ! vive Dieu ! ce sera moi, » répond le disciple d'Adrienne Lecouvreur. — Il y met pourtant ses conditions ; voyez ce billet du 5 décembre 1737, adressé au comte de Brühl, premier ministre du roi de Pologne :

« Lundi prochain, qui sera le 9, je commencerai à envoyer à Votre Excellence les nouvelles de Paris. Je les écrirai moi-même, mais j'ai bien des conditions à faire. Premièrement, je veux être lu, car je ne veux pas en être pour mon écriture, mon encre et mon papier ; si personne ne me lit, je veux au

moins que ce soit Pétrouchon, à qui je vous prie de faire mes compliments.

» Mes nouvelles seront adressées au Roi, mais elles seront sans signature : ainsi il n'y aura pas de réponse à me faire. Je veux que le Roi les lise, et après lui la Reine, après quoi Votre Excellence les livrera à qui il lui plaira. La Reine en tiendra le cas secret et ne fera que s'en confesser une fois l'an à Pâques. Je mettrai cependant un manteau aux choses, qui à la vérité pourrait bien n'être qu'un manteau d'été, c'est-à-dire de gaze ; mais d'envoyer des nouvelles de Paris et de ne pas dire des folies, autant vaudrait-il se taire. Votre Excellence reconnaîtra aisément à tout ce que j'exige là le caractère babillard des gazetiers. »

Le directeur des archives saxonnes, placé à la source des renseignements, aurait dû nous donner ici quelques détails sur ce Pétrouchon, qui ne sait pas encore lire, on va le voir, et que Maurice réclame gaîment pour lecteur, à défaut du roi et de la reine. Il savait bien qu'il n'aurait pas besoin de recourir à Pétrouchon. Les conditions du gazetier babillard furent acceptées avec reconnaissance. « Votre Excellence, lui répond le comte de Brühl, peut être sûre que le Roi lira toujours le premier votre feuillet, et après lui la Reine,— excepté les cas où le manteau d'été dans lequel vous prétendez envelopper certaines particularités et expressions trop gaillardes ne suffirait pas pour des oreilles modestes. Après cela, vos nouvelles, Monseigneur, amuseront aussi vos autres amis, et pour peu qu'elles soient intéressantes, elles trouveront assez de lecteurs, — jusqu'à Pétrouchon, quand il aura appris à lire. » Cette réponse du comte de Brühl est accompagnée d'un *post-scriptum* du roi : « Si aux particularités divertissantes il se trou-

vait ajouté quelquefois des anecdotes de la cour où vous êtes, et qui eussent influence dans les affaires, ce ne serait que mieux. » Tel est donc le programme du conteur : particularités divertissantes, nouvelles de cour, indications politiques. Nous ne savons si l'on publiera un jour les chroniques parisiennes du maréchal de Saxe ; en attendant, nous pouvons en offrir une page à nos lecteurs. C'est une curiosité qui a son prix. Il s'agit des prétentions du duc de Richelieu, gouverneur du Languedoc, et de la leçon qui lui fut gaillardement donnée par un simple chanoine. La bouffissure insolente déconcertée par l'esprit et l'aplomb d'un homme du midi, voilà un tableau bien français. Le plaisir que prend Maurice en le dessinant à la plume est aussi un trait de caractère :

« M. de Richelieu essuie dans son gouvernement de Languedoc de petites mortifications qu'il s'attire peut-être un peu plus qu'il ne faudrait. On nous conte ici qu'il y exige à son passage tous les honneurs qu'eût pu exiger en sa place son fameux grand-oncle Armand, de si glorieuse mémoire : salves d'artillerie, premières visites, harangues, *Te Deum*. Il ne vit plus que de ces friands morceaux-là. Il avait demandé à je ne sais quel chapitre, sur son passage, harangue et *Te Deum*. Un vieux singe de chanoine se chargea de tirer d'affaire son chapitre, qui supportait cette semonce altière très-impatiemment. Il vint à la tête de ses confrères comme pour haranguer. M. de Richelieu les reçut gravement. Les révérences faites et rendues, et le silence imposé, au lieu de harangue, le vieux prêtre dit au gouverneur : « Monseigneur, comment se porte le roi? » L'autre, ébahi d'une question si familière, ne sonna mot. « Monseigneur, recommence le harangueur, nous vous prions de nous dire comment se porte le roi? » Le duc n'y sut autre chose que de dire brusquement : « Fort bien. Après?— Messieurs, dit le cha-

noine aux autres, vous entendez les bonnes nouvelles qu'on nous donne de la santé du roi; allons, pour en rendre grâces à Dieu, chanter un *Te Deum* où, je crois, M. le gouverneur voudra bien assister. » Il y assista, en effet, de peur de pis, et l'on fit ainsi danser M. le vaniteux, bien que les violons ne jouassent pas pour lui. Il n'a osé, depuis cet endroit-là de sa marche, demander des *Te Deum.* »

Cette page fait désirer la suite. Pourquoi le gardien des archives de Dresde se borne-t-il à éveiller ainsi notre curiosité ? Il le dit expressément : c'est que le manteau d'été, le manteau de gaze promis par le chroniqueur dissimule trop peu, dans cette correspondance royale, les scandales de la ville et de la cour au temps de Louis XV.

Laissons donc le duc détrôné de Courlande continuer à tromper ses ennuis en rédigeant des historiettes libertines. N'est-il pas pour quelque temps encore le septième convive du souper de Candide ? Charles-Édouard, après la chute de ses espérances, cherchera un étourdissement dans l'ivresse ; Théodore, roi de Corse et de Capraja, sera conduit à l'hôpital par la fainéantise ; Maurice de Saxe gaspille sa vie dans les plaisirs, et, malheureux de sa force inoccupée, tourmenté par son génie sans emploi, il finit, à ce moment de sa vie aventureuse, par devenir un sorte de Tallemant des Réaux. Ne dirait-on pas qu'il veut faire rougir la Fortune de l'indignité où elle le réduit ? C'est le motif invoqué par Machiavel, lorsque, dans sa misérable villa de San-Casciano, déchu de son rôle politique et de sa généreuse ambition, il ne craint pas de s'attabler avec les rustres du grand chemin. Mais le soir, après ces jour-

nées honteuses, il l'a dit lui-même en termes pleins de grandeur, Machiavel jette là ses habits souillés de boue, et, vêtu de son costume de cour, il entre en son cabinet d'étude, au milieu de ses livres, en présence des sublimes esprits d'Athènes et de Rome, comme un ambassadeur dans un conseil de rois. Ainsi a fait Maurice aux heures de réveil moral, et cette inspiration l'a sauvé. Il lit Polybe, il y découvre sur plusieurs points la justification de ses *Rêveries*, il s'exalte à l'idée des grandes choses que sut accomplir la discipline romaine; un esprit viril le soutient et le redresse. Ces lectures fécondes que lui conseillait Schulenbourg le préservent des derniers excès; il s'en moquait naguère, il en sent aujourd'hui la vertu, et il en gardera la mémoire lorsque, prenant pitié de la condition du soldat en temps de paix, il se montrera si ardent à instituer des bibliothèques militaires. Le travail, la nécessité du travail continu, qui en a parlé plus pertinemment que ce désœuvré? C'est ainsi qu'il a relevé le niveau moral des armées de la France dans une époque de mollesse; c'est ainsi qu'il s'est trouvé prêt lui-même pour les occasions glorieuses. En 1740, la mort de l'empereur Charles VI est le signal d'une guerre européenne; Maurice reparaît sur les champs de bataille, et s'il cherche encore sa couronne de Courlande « dans *le brouillamini général*, » comme il l'écrit gaîment au comte de Brühl, c'est lui-même surtout qu'il cherche, c'est lui-même qu'il trouvera. Qu'importe que sa chimère lui échappe toujours? Il sera l'homme de Prague, de Raucoux, de Lawfeld, l'homme qui, animé de l'esprit de la vieille

France et le réveillant parmi nous, laissera comme une excitation et comme un noble héritage à la France nouvelle le souvenir de Fontenoy.

Ne vous souvient-il pas du jour de Fontenoy?

C'est un des derniers cris de Voltaire, une quinzaine d'années avant 89.

LIVRE QUATRIÈME

PRAGUE ET FONTENOY

I

Maurice de Saxe a enfin ses *grands jours;* le *brouillamini général* vient de commencer. C'est lui-même qui caractérise ainsi la situation à la mort de l'empereur d'Allemagne. Charles VI laisse deux filles; l'aînée, Marie-Thérèse, mariée à François de Lorraine, grand-duc de Toscane, héritera-t-elle de la puissance des Habsbourg? Telle est la question qui va incendier l'Europe et faire couler des flots de sang. S'il ne s'agissait que d'enlever l'empire d'Allemagne à la maison d'Autriche, le débat serait bien simplifié. Il y a là un candidat tout prêt, l'électeur de Bavière, Charles-Albert, l'ancien allié de Louis XIV, envers qui la France est engagée par la reconnaissance autant que par l'intérêt politique; Charles-Albert est désigné

d'avance au choix des électeurs. Ce qui cause l'embrasement universel et ce qui sera un jour le salut de l'Autriche, c'est qu'une moitié de l'Europe, sans se soucier du droit, se persuade que toute la succession de Charles VI est ouverte, sa succession tout entière. On ne dispute pas seulement à Marie-Thérèse la couronne impériale qu'elle veut faire donner à son époux, on lui dispute ses États autrichiens. Le dernier des Habsbourg est mort; à qui son héritage? Du nord et du midi, des prétendants se sont levés : chacun d'eux invoque un titre, un traité, une promesse; chacun revendique sa part. L'Espagne, la Prusse, la Saxe, la Bavière, la Sardaigne, réclament à l'envi un lambeau de la vieille monarchie allemande; et la France, qui ne pensait d'abord qu'à soutenir Charles-Albert, est entraînée dans une coalition qui l'abandonnera au premier choc. Était-il donc si difficile de prévoir que chacun des coalisés, une fois sa passion satisfaite ou son espérance détruite, finirait par redouter notre prépondérance, que les premières alliances se rompraient, et qu'alors l'autre moitié de l'Europe, c'est-à-dire l'Angleterre, la Russie, la Hollande, se tournant contre nous, la France resterait seule en face d'une coalition nouvelle, s'obstinant d'abord par point d'honneur et contrainte ensuite par la nécessité à une guerre sans principe et sans but? Un Richelieu se serait contenté d'abaisser la maison d'Autriche; en se prêtant d'une manière aveugle à une œuvre de spoliation, le gouvernement de Louis XV n'a fait que préparer une sorte de restauration autrichienne. Quel a été en définitive le

résultat de la lutte? Marie-Thérèse a gardé l'Autriche, et l'Autriche a regagné l'empire. Pour enlever la couronne impériale aux héritiers des Habsbourg, il faudra toute une révolution. Ce sceptre des Othon, que Marie-Thérèse a ressaisi avec tant de vigueur, ne se brisera aux mains de ses enfants que dans le cataclysme d'où sortira le monde nouveau. L'Autriche, en un mot, ne cessera de posséder l'empire d'Allemagne que le jour où l'empire d'Allemagne se sera évanoui sous le canon d'Austerlitz.

Maurice de Saxe, qui n'entend rien à la politique, se trouve pourtant avoir exprimé mieux que personne le caractère frivole et incohérent de cette guerre, quand il écrit au comte de Brühl, à l'occasion d'une nouvelle démarche relative au duché de Courlande : « Je ne me fais pas illusion, mon cher comte; mais le brouillamini général qui s'apprête peut bien, après tout, m'apporter quelque bonne chance. » Ce mot-là ne vaut-il pas les considérations les plus graves? Qui a plus vivement exprimé la confusion de tous les intérêts dans une grande aventure? C'est une loterie que cette mêlée. Nul plan, nuls principes; on compte sur le hasard. De là ces alliances si aisément rompues, de là ces changements à vue sur la scène et le perpétuel va-et-vient des acteurs. Étrange coalition! on y entre, on en sort suivant le besoin du moment. En somme, parmi les coalisés, deux hommes seulement, et deux hommes qui ne se ressemblent point, ont gagné à ces luttes de sérieux avantages. L'un, qui sait concevoir et agir, a élevé un royaume encore faible au rang des grandes puissances

de l'Europe; l'autre, qui ne sait que se battre, a trouvé les occasions de gloire si ardemment appelées. L'un est un roi, l'autre un aventurier. L'un mêle à ses opérations militaires les conceptions politiques les plus hardies; l'autre, quoique rêvant toujours un trône, fait la guerre pour la guerre, et sa pensée ne dépasse pas le champ de bataille. Frédéric le Grand et Maurice de Saxe, comment ne pas rapprocher ces deux noms malgré les différences qui les séparent? Maurice, si inférieur au roi de Prusse, a eu pourtant l'honneur de lui donner des leçons; il a formé, on peut le dire, le capitaine de la guerre de Sept Ans, qui le glorifiera en prose et en vers. Autre contraste encore : cette guerre de la succession d'Autriche, Frédéric la commence et Maurice la termine. Frédéric, en 1741, met le feu à l'Europe entière en prenant la Silésie; Maurice, en 1748, par le dernier de ses exploits, ira conquérir la paix dans Maëstricht.

On connaît la marche des événements : tandis que les adversaires de l'Autriche hésitent encore à se déclarer, Frédéric II, qui vient de monter sur le trône de Prusse, inaugure son règne par un acte audacieux : il entre en Silésie et en chasse les Autrichiens. Dès lors il est évident que les luttes diplomatiques ont fini et que l'épée doit remplacer la plume. Le cardinal de Fleury opposerait en vain sa timide sagesse aux conseils aventureux du comte de Belle-Isle, aux excitations intéressées de la duchesse de Vintimille : c'est le parti de la guerre à outrance qui l'emporte La France présidera au démembrement de l'Autriche. Nous signons un traité d'alliance avec la Prusse, et deux armées françaises passent le

Rhin. Marie-Thérèse, en sa juvénile ardeur, a voulu rendre coup pour coup à Frédéric : au projet de démembrer l'Autriche, elle a voulu répondre par le démembrement de la Prusse, et elle offre cette proie aux puissances voisines. Pourquoi la Russie, l'Angleterre, la Pologne refuseraient-elles de se partager les États de Brandebourg? Excellente occasion pour la Russie de s'étendre vers le sud de la Baltique, occasion excellente aussi pour les deux rois-électeurs, le roi d'Angleterre et le roi de Pologne, d'arrondir leurs possessions allemandes. Ce projet hardi, qui reparaîtra plus tard, est immédiatement déjoué par les coalisés. La Suède, alliée de la France, se charge de harceler la Russie, tandis que l'une des armées françaises, sous les ordres du maréchal de Maillebois, se dirige vers la Westphalie afin de contenir le Hanovre, c'est-à-dire l'Angleterre; quant au roi de Pologne, électeur de Saxe, dès qu'il voit les Prussiens, déjà victorieux en Silésie, soutenus par la seconde armée française qui marche directement contre l'Autriche, il s'empresse de changer de drapeau pour la seconde fois, et reprend sa place parmi les adversaires de Marie-Thérèse. C'est dans cette armée du sud, dans l'armée française confiée à l'électeur de Bavière, que Maurice commande une division.

Au moment où le comte de Saxe va s'immortaliser au service de la France, il est impossible de ne pas se rappeler les hardis aventuriers ses ancêtres qui lui ont montré le chemin. Le fils de la comtesse Aurore n'est pas le premier de sa race qui se soit battu sous nos drapeaux. Il y a eu des Kœnigsmark dans les armées de

Louis XIV. Je ne désigne pas ici le *vieux Kœnigsmark* (c'est le nom qui lui est resté dans l'histoire), le compagnon et le disciple de Gustave-Adolphe[1], celui qui, le 5 mai 1645, sachant Turenne en péril, accourut si vite et le sauva, comme de nos jours le maréchal Bosquet, à Inkermann, a sauvé l'armée anglaise. Dans nos rangs même, au milieu de nous, deux Kœnigsmark ont tiré l'épée contre nos ennemis. L'un était le grand-oncle de Maurice, l'autre était le frère de sa mère. Le comte Otto-Wilhelm, fils du vieux Kœnigsmark vint en France après une première jeunesse fort agitée, fit bonne figure à la cour, s'engagea parmi les volontaires qui menèrent si brillamment l'expédition de Candie sous le duc de Lafeuillade; mais, retenu par je ne sais quel obstacle, voulut du moins se dédommager dans la guerre de Hollande. Le roi le chargea d'organiser un régiment qui prit le nom de *Royal-étranger*. Nommé d'abord brigadier de ce régiment, le jeune comte se distingua sous Turenne, gagna son grade d'officier supérieur, et fut maréchal-de-camp en 1674. A Maëstricht, il avait mérité les éloges de Turenne; après Sénef, il reçut du roi une épée d'honneur. Son inconstante humeur l'entraîna bientôt aux extrémités de l'Europe. Or, tandis qu'il se bat contre les Turcs, d'abord à la tête des Hongrois, ensuite sous la bannière de Venise, tandis qu'il prend Navarin, Modon, Athènes, presque toute la Morée,

1. Le monument de Gustave-Adolphe, à Stockholm, garde le souvenir de ce rude et vaillant soldat. On voit dans les bas-reliefs du piedestal, la figure de Jean-Christophe de Kœnigsmark à côté des autres lieutenants du héros, Bauer, Wrangel, Torstenson.

et qu'il s'en va mourir sous les murs de Négrepont, emporté par la fièvre comme par un boulet (1688), le fils de son frère, Charles-Jean de Kœnigsmark, joue à son tour un rôle dans les armées de Louis XIV. Celui-là nous arrivait d'Angleterre; établi d'abord à Londres, qui semblait être sa patrie d'adoption, il avait été forcé de prendre la fuite sous le coup d'une accusation capitale. Le mari d'une femme qu'il aimait, un des plus opulents personnages de l'aristocratie britannique, sir Thomas Thynne, était tombé en plein jour, en pleine rue de Londres, dans son carrosse, frappé de cinq coups de feu. Le meurtrier, on le sut bientôt, était un gentilhomme allemand, parent et ami du jeune comte, qui avait exécuté le complot avec deux estafiers, un Suédois et un Polonais. Charles-Jean de Kœnigsmark était-il complice du crime? Le procès, qui agita toute la société anglaise[1], ne parvint pas à éclaircir cette sombre histoire. Il y a toujours des mystères, toujours des drames romanesques ou tragiques dans la destinée des Kœnigsmark. Le gentilhomme allemand et les deux *bravi*, convaincus tous les trois d'avoir assassiné sir Thomas Thynne, furent pendus à Pall-Mall, sur le lieu même du crime; Charles-Jean, déclaré innocent par le jury, fut condamné par l'opinion, et condamné

1. Le roi Charles II voulut interroger lui-même l'accusé avant qu'il comparût devant le jury. On a dit que le roi était décidé d'avance à le trouver innocent; ce qu'il y a de certain, c'est que ni le roi ni les juges ne troublèrent un instant sa fière attitude. Pressé d'objections, il eut réponse à tout. — Voyez le travail intitulé *Die Grafen von Kœnigsmark*, dans le douzième volume des *Geheime Geschichten und räthselhafte Menschen*, par M. Bülau. Leipzig 1860.

avec une telle véhémence qu'il dut s'enfuir d'Angleterre au plus tôt. Cette lugubre aventure ne l'empêcha pas d'être bien accueilli dans une cour où l'on se souvenait encore des services de son oncle. Il était plein d'ardeur, plein de feu, impatient d'effacer la tache imprimée à son nom. Le roi lui donna le régiment de Furstemberg ; il prit part au siége de Courtray (1683) et y déploya une bravoure éclatante. Couvert de blessures, condamné quelques mois à un repos qui lui pèse, il se hâte, dès qu'il peut se lever, d'aller rejoindre son régiment en Catalogne ; il arrive au camp des Français la veille du combat de Pont-Mayor, et il étonne l'armée par son audace. Ce fut lui, assure-t-on, qui décida la victoire. Il fit aussi des prodiges de valeur au siége de Girona. Bientôt pourtant l'intolérance de la cour lui inspira une généreuse horreur. C'était au moment de la révocation de l'édit de Nantes : il aima mieux renoncer à son régiment que de souiller son épée dans les dragonnades. Louis XIV lui avait fait entrevoir les hautes dignités militaires, s'il changeait de religion : « Sire, répondit Kœnigsmark, je me croirais indigne de servir Votre Majesté, si je commettais jamais pareille trahison envers le Dieu de mes pères. » Il demanda au roi l'autorisation de s'engager quelque temps au service de l'empereur d'Allemagne, sans renoncer à son établissement en France ; il voulait combattre les Turcs sous les ordres de son oncle Otto-Wilhelm. Le roi refusa, se souciant peu de donner un tel soldat à une puissance ennemie. Charles-Jean, qui n'avait pas renoncé à son projet, ne tarda pas à obtenir pour la république de

Venise ce qui lui avait été interdit pour l'Autriche. Il prit part aux luttes de la cité des doges contre les Ottomans. Ces expéditions, que son oncle Otto-Wilhelm dirigeait avec tant de vigueur, lui fournirent de glorieuses journées. Au siége de Modon, sous les murs de Navarin, le jeune Kœnigsmark était toujours le premier à l'assaut; il eut un cheval tué sous lui à la bataille d'Argos, et il fit si bien son devoir au milieu de la mêlée, il donna et reçut tant de coups homériques, que le soir même du combat, saisi d'une fièvre chaude, il mourut dans la nuit (1686). On voit que Charles-Jean n'avait pas renoncé au service de la France, puisqu'il n'avait pas voulu partir sans l'autorisation de Louis XIV. Charles-Jean, Otto-Wilhelm, ces deux Kœnigsmark sont les dignes prédécesseurs de Maurice de Saxe sous les drapeaux de nos ancêtres. Le grand-oncle a été un des soldats de Turenne; le petit-neveu est regardé par des juges habiles comme le Turenne du dix-huitième siècle. Tous les trois sont des *condottieri*, mais le dernier a éclipsé les deux autres.

Voilà donc Maurice de Saxe à la tête d'une division dans l'armée qui marche directement contre l'Autriche. Celui qui la commande, l'électeur de Bavière, nous doit compte de ses opérations. Le futur empereur Charles VII n'est ici qu'un général au service de la France, et quel général? Le plus irrésolu des hommes, un ambitieux que son ambition effraye, un chef qui sera mené par ses troupes. La situation n'est pas mauvaise pour un Maurice de Saxe : ce sera lui, en plus d'une occasion, qui fera les plans et donnera le signal; mais aussi que de

difficultés, que d'entraves, avec un état-major sans direction! Que de jalousies misérables! Comme on devine aisément l'impatience irritée de Maurice! Le jeune duc de Luynes, qui se trouvait à l'armée, traça, dès les premiers mois, une page curieuse où l'état des choses est représenté au vif. C'est une simple note adressée à sa femme :

Portrait du caractère des généraux.

« L'Électeur, par la brièveté de ses lumières, a pensé faire échouer notre entreprise. Son irrésolution n'a rien d'égal, et sa facilité à suivre tous les conseils prouve assez qu'il est peu capable d'un bon avis.

» Le maréchal de Terring veut tout faire, et cette besogne est absolument au-dessus de ses forces, surtout celle de général. Il est peu estimé dans l'armée française.

» Les officiers-généraux bavarois sont d'une prudence si parfaite qu'ils voient des ennemis partout.

» Le comte de Saxe mène les Français sans précaution ni détail, à la tartare. C'est cependant celui de tous qui vise le plus au grand.

» Vous me dispenserez de parler sur les Leuville, d'Aubigné, Gassion et Lafare. Ce qui est certain, c'est que tous se réunissent pour avoir ensemble les tracasseries les plus misérables. Les Boufflers, Luxembourg et Mirepoix sont ceux dont on fait le plus de cas [1]. »

Le duc de Luynes ne dira pas toujours que le comte de Saxe mène les Français « sans précaution ni détail. » Quand il le connaîtra mieux, il admirera au contraire, avec tous les juges désintéressés, ce rare mélange d'entrain et de prudence, ce respect de la vie du soldat joint à des résolutions si hardies, cet art de prévoir avec calme et de frapper comme la foudre. Il y a ici toutefois une

1. *Mémoires du duc de Luynes*, t. IV, p. 57-58. Paris 1861.

première impression fort curieuse à noter. Ce chef impétueux, dont l'ardeur est comme irritée par la somnolence des autres, on voit en lui un Tartare. Eh ! non, c'est un Français qui vient réveiller la France : entrain, audace, humanité, ses vertus sont toutes françaises, et nos soldats, qui n'étaient pas si vivement conduits par les maréchaux du temps, nos soldats, un peu étonnés d'abord, ne tarderont pas à reconnaître leur chef.

Maurice a passé le Rhin le 21 août 1741 avec la division qu'il commande, et qui est presque tout entière composée de cavalerie. L'opération s'est faite, non sans danger, avec autant de précision que de promptitude. Nous lisons dans une de ses lettres au comte de Brühl : « J'ai pensé y périr avec une partie des troupes que je conduis, par un débordement inopiné de ce fleuve qui nous a pris dans le moment que nous le passions. J'ai tout sauvé, et nous n'y avons pas perdu un chiffon. » Quelques jours après, Maurice rejoint le quartier-général. L'armée française envahit le territoire autrichien sans trouver de résistance sérieuse à la frontière. Maurice, qui commande l'avant-garde, rencontre dix-huit cents hommes à Waldsee et les culbute. L'électeur, après bien des hésitations, a décidé qu'on se dirigerait vers Prague au lieu de marcher sur Vienne. Il sait que les Saxons viennent d'entrer en Bohême, et ne veut pas qu'ils s'en emparent pour y rester, comme Frédéric en Silésie. Cette décision une fois prise, Charles-Albert retombe dans ses incertitudes; on dirait qu'il lui suffit de surveiller ses alliés les Saxons. Singulière campagne, où l'on songe plus à déjouer ses amis qu'à battre ses

ennemis. Il est vrai que, dans la confusion de tous les intérêts, les amis de la veille peuvent être les ennemis du lendemain; mais que fera la meilleure des armées avec un chef qui ne sait ce qu'il veut? Heureusement Maurice est là; c'est lui qui frappera le premier coup en escaladant les murs de Prague. L'entreprise est périlleuse : investir une ville si grande et coupée en deux par la Moldau, c'est disséminer ses forces. D'autre part, où est le point vulnérable? Sur quel endroit concentrer ses efforts et diriger l'attaque? Si l'étude du terrain retarde les opérations du siége, l'armée autrichienne aura le temps d'arriver; les assiégeants seront pris entre deux feux. Un des officiers de Maurice, M. de Gouru, se déguise en paysanne bohémienne, et, portant au marché sa provision de légumes, parcourt la ville entière sans éveiller de soupçons. Maurice, qui sait désormais le fort et le faible de la place, se charge de diriger l'assaut. En vain l'état-major de l'électeur s'oppose-t-il par tous les moyens au projet du comte de Saxe, il désarçonne ses critiques dans le conseil de guerre aussi vivement qu'il va culbuter l'ennemi sur le bastion du polygone. Quelques échelles lui suffisent. Grâce aux dispositions les plus sûres, secondé par des lieutenants dignes de lui, M. de Chevert et le comte de Broglie, il est au cœur de la ville avant que les assiégés aient eu le temps de se reconnaître. Écoutez Maurice lui-même; voici son récit de l'escalade de Prague. Cette nuit du 25 au 26 novembre 1741, il lui appartenait de la décrire :

« Je ramassai quelques échelles et j'accommodai deux poutres

avec des cordes pour me servir de béliers. Le marquis de Mirepoix revint me joindre à neuf heures du soir avec ses mille hommes d'infanterie, et nous marchâmes sur-le-champ vers Prague; mais comme la partie que j'avais commencé à reconnaître était celle de la citadelle, qui était très-forte, je coulai tout le long du fossé jusqu'à *Neu-Thor*, la seule porte non murée de ce côté de la ville. Quoique l'on m'eût dit que le revêtement y était fort haut, je me résolus néanmoins d'y faire mon attaque, parce qu'il me fallait une porte pour faire entrer tout de suite ma cavalerie, n'ayant qu'une poignée d'infanterie. La ville, d'ailleurs, étant immense, je jugeais que si la cavalerie était une fois entrée, elle empêcherait les différents postes de la ville de se communiquer et de se réunir. J'allai donc auprès de cette porte, qui est la seconde en deçà de la Basse-Moldau, dans le dessein d'y planter mon escalade. Je fis mes dispositions en marchant.... Il pouvait être une heure après minuit. Je fis halte, et pendant qu'on distribuait les échelles, la poudre et les balles, je m'avançai avec M. de Chevert, lieutenant-colonel du régiment de Beauce, pour reconnaître où nous ferions l'attaque. Je me coulai dans le fossé, qui n'avait point de revêtement du côté de la campagne. Je trouvai près de la porte un bastion qui avait trente-cinq pieds de haut, revêtu de briques jusqu'à environ trente pieds; vis-à-vis était une espèce de plate-forme, formée par les gravois et les immondices de la ville, et à peu près au niveau du rempart. Comme le temps pressait, je n'eus pas le loisir de reconnaître la place plus loin, et je me décidai à planter l'escalade dans le flanc du bastion du polygone, à côté de celui où était la porte de la ville. Je dis à M. de Chevert que je me mettrais avec les troupes sur cette plate-forme dès que je m'apercevrais qu'il serait découvert, pour y attirer les regards et le feu de tout le polygone, et qu'en même temps j'attaquerais le pont-levis.

» Tout cela se fit dans un si grand silence que les sentinelles du rempart ne s'en aperçurent pas. J'avais fait mettre pied à terre à six cents dragons et à quatre cents carabiniers : il me restait vingt-quatre troupes de cavalerie que je fis avancer sur la chaussée pour entrer dans la ville au moment où j'aurais forcé la porte. Les échelles ayant été distribuées aux grenadiers, j'ordonnai au premier sergent de monter avec huit grenadiers

et de ne point tirer, telle chose qui arrivât, de poignarder les sentinelles, s'il pouvait les surprendre, et de ne se défendre qu'à coups de baïonnette, s'il trouvait résistance. Ce sergent devait être suivi de M. de Chevert, à la tête de quatre compagnies de grenadiers et de quatre cents dragons ou fusiliers conduits par le comte de Broglie. Le sergent étant parvenu au haut du rempart avec les huit grenadiers, les sentinelles donnèrent l'alerte. Je m'étais assis sur le bord du fossé, au bout de la plate-forme de gravois, vis-à-vis le bastion dans lequel M. de Chevert devait monter. J'avais caché huit troupes de dragons à trente pas derrière moi. Je me levai et criai : *A moi, dragons!* Ils parurent sur-le-champ. Tout ce qu'il y avait d'ennemis sur le polygone et sur la courtine nous ayant découverts, se mit à tirer sur nous; j'y fis répondre par un très-grand feu. Pendant ce temps-là, M. de Chevert montait avec les grenadiers. Les ennemis ne s'en aperçurent que lorsqu'il y eut une compagnie sur le rempart. Alors ils vinrent à la charge, tirèrent beaucoup et croisèrent leurs armes avec les grenadiers; mais ceux-ci ne se défendirent qu'à grands coups de baïonnette et tinrent ferme. M. de Chevert fut bientôt suivi des trois autres compagnies de grenadiers et du comte de Broglie avec ses piquets; mais comme on se pressait de monter sur les échelles et qu'elles ne pouvaient supporter le poids de tant d'hommes, il en rompit beaucoup, ce qui faillit tout déconcerter. J'envoyai au plus vite un officier pour y remédier, et je me pressai d'arriver au pont de la porte avec mes huit troupes de dragons.... Dans le moment que j'arrivai, M. de Chevert, qui avait forcé le corps-de-garde par le dedans de la ville, m'abattit le pont-levis. Le pont-levis baissé, je me portai avec la cavalerie au pont qui sépare la ville en deux; il était barricadé et défendu par quelques pièces de canon et de l'infanterie. L'officier qui commandait ce poste fit d'abord difficulté de se rendre; mais ayant appris que les Saxons étaient entrés par la partie de la ville qu'on nomme *le petit côté*, et qu'il allait se trouver entre deux feux, il mit bas les armes. Toute la garnison en ayant fait autant, fut enfermée dans les casernes. »

C'est avec cette précision militaire et cette simplicité d'accent que Maurice raconte la prise de Prague dans

une lettre au chevalier de Folard. Les Saxons dont il est question ici avaient leur rôle indiqué dans la combinaison du chef. Maurice lui-même les avait décidés à seconder son effort malgré les intrigues des généraux bavarois, qui croyaient l'entreprise impossible et voulaient absolument l'empêcher, prédisant une catastrophe. A la tête des Saxons se trouvaient deux frères de Maurice, le comte Rutowski et un autre bâtard comme lui du roi de Pologne; quand ils arrivèrent, il leur sauta au cou. « Frères, leur dit-il gaîment, je suis entré ici avant vous, et c'était bien mon droit; je vous montrerai toujours que je suis votre aîné. »

Ce glorieux coup de main eut un grand retentissement par toute l'Europe. On admira surtout l'ordre merveilleux de l'entreprise et l'humanité du chef. Qu'on était loin de cette guerre de Trente Ans où s'était illustré le vieux Kœnigsmark! Quels progrès depuis un siècle! Quand les habitants de Prague se réveillèrent le matin du 26 novembre, ils apprirent qu'ils avaient changé de maître; on attendait l'arrivée du grand-duc de Toscane, époux de Marie-Thérèse, ce fut le duc de Bavière qui entra, introduit par le comte de Saxe. Grave changement, sans doute, mais ce fut le seul. Nul trouble, nulle violence; Maurice avait ordonné aux officiers « de casser la tête à tout cavalier qui mettrait pied à terre pour piller et de faire sabrer tous les soldats d'infanterie qu'ils trouveraient épars. » L'électeur de Bavière put entrer royalement dans Prague le jour même où la ville avait été emportée d'assaut. Aucune scène de désolation, aucune plainte, aucun murmure ne troubla les fêtes du triomphe.

Depuis le moment où le comte de Saxe, debout sur le seuil, remit les clefs au nouveau souverain, jusqu'à l'heure où le clergé entonna le *Te Deum* dans la vieille cathédrale des rois tchèques, ce ne fut qu'une immense acclamation prolongée de rue en rue. Jamais sans doute on n'a vu de capitale enlevée si lestement et si doucement soumise. Dira-t-on encore que Maurice conduit nos soldats à la tartare? Une telle victoire, au contraire, ne réalise-t-elle pas admirablement l'idéal français du dix-huitième siècle? Comment ne pas se rappeler ici que Voltaire, depuis vingt ans déjà, prêchait sous toutes les formes l'esprit d'humanité?

La campagne si bien commencée ne fut pas toujours heureuse. Le général bavarois, M. de Terring, se fit battre par les Autrichiens; les troupes saxonnes furent mises en déroute[1]; M. le maréchal de Broglie, qui était venu prendre le commandement et remplacer le maréchal de Belle-Isle pendant que celui-ci accompagnait l'électeur de Bavière, roi de Bohême, à l'élection impériale de Francfort, — le maréchal de Broglie était accusé par Maurice de commettre « sottises sur sottises. » Il est certain que les affaires tournaient mal et que de sinistres présages annonçaient les catastrophes prochaines. On peut

1. Maurice, transmettant cette nouvelle au comte de Brühl, lui envoie une dépêche singulièrement laconique. Est-ce la précipitation d'un homme qui n'a pas une minute à perdre? Y a-t-il là quelque malice cachée dont le secret nous échappe? Nous ne savons que répondre à ces questions. Voici le texte de cette dépêche, tel que M. de Weber l'a retrouvé dans les archives de Dresde :

« Iglau, 19 février 1742.

» Vous n'avez plus d'armée.

» MAURICE DE SAXE. »

dire toutefois, sans tomber dans la fadeur des panégyristes, que partout où se présentait le comte de Saxe, le drapeau des coalisés se relevait. C'est l'éloge et le remercîment que lui adressa Charles-Albert après son couronnement, au *Rœmer* de Francfort, sous le nom de l'empereur Charles VII. « Que ne pouvez-vous être partout, cher comte de Saxe! » Ces paroles si flatteuses se rapportent à un fait d'armes où le vainqueur de Prague sauva les coalisés d'un péril imminent. Le comte de Ségur, malgré une brillante résistance, avait été obligé de rendre la ville de Linz à la suite des échecs de l'armée bavaroise. Il fallait prendre une revanche, il fallait surtout empêcher que nos communications avec Prague ne fussent coupées quelque jour par les progrès des Autrichiens. La ville d'Égra, dont l'ennemi renforçait la garnison, inquiétait à bon droit le maréchal de Broglie, qui résolut d'en faire le siége. Il confia l'entreprise au marquis de Leuville, et bientôt, celui-ci étant tombé malade, au comte de Saxe. Maurice arriva le 2 avril au quartier du marquis de Leuville, qu'il trouva expirant. La maladie du chef avait paralysé les travaux ; on reprend les préparatifs avec vigueur, et la tranchée est ouverte dans la nuit du 7 au 8. L'ennemi, trompé par de fausses attaques sur des points opposés, ne se savait pas serré de si près. Le 9, Maurice écrit à un général saxon, M. de Neubauer, dont les opérations se combinaient avec les siennes : « Je tiens ici le loup par les oreilles, et si vous m'en donnez le temps de votre côté, j'espère prendre Égra. Je pousserai ce soir la sape jusque sur le glacis, et demain je me logerai sur la palissade. J'espère que

je pourrai battre en brèche après-demain, et vers le 15 je serai en état de donner un assaut au corps de la place. » L'assaut ne fut pas nécessaire ; la sape avait été menée si vigoureusement, que la garnison, malgré de suprêmes efforts et un feu meurtrier, sentit son impuissance. La place se rendit le 19 avril à dix heures du soir. Trois jours après, le maréchal de Broglie écrivait de son quartier-général au comte de Saxe :

« De Piseck, le 22 avril 1742.

» Je vous fais mon compliment de tout mon cœur, monsieur, sur la prise d'Égra, et je m'applaudis fort de vous avoir choisi par préférence pour cette entreprise ; car à la façon dont les ennemis se sont défendus, sans un homme comme vous, peut-être n'y aurions-nous pas réussi, ou du moins cela aurait duré davantage, ce qui n'aurait pas été notre affaire dans la situation où nous sommes. J'en rends compte à la cour dans les termes que je dois ; elle ne saurait assez reconnaître vos services.

» Le maréchal DE BROGLIE. »

Aux félicitations du maréchal se joignaient les remercîments du nouvel empereur :

» De Francfort, le 24 avril 1742.

» Souffrez à mon amitié, cher comte de Saxe, de prendre pour elle le zèle que vous ne devez qu'à la gloire du puissant monarque que vous servez, afin qu'il me soit permis de vous en remercier et de vous complimenter sur la conquête importante que vous venez de faire de la forte place d'Égra. Je vous devais déjà celle de Prague, et c'en était assez pour mériter mon estime particulière ; mais vous en voulez à ma reconnaissance. Que ne puis-je vous rendre des services aussi essentiels que ceux que vous me rendez !

» Mes ennemis ont évacué quelques places de mes États à l'approche de l'armée française, mais les désordres qu'ils y

ont commis sont irréparables. Que ne pouvez-vous être partout!

» Sur ce, je prie Dieu, cher comte de Saxe, qu'il vous ait en sa sainte garde!

» CHARLES-ALBERT. »

Ces témoignages ne sont pas les seuls qu'on puisse invoquer à la gloire de Maurice; il en est un que nous mettons au-dessus de tout, c'est celui de la conscience publique. Au lendemain de la régence, au milieu de la frivolité générale, cette France amollie, mais toujours pleine de séve, sentit un sublime aiguillon. La littérature même, à travers ses petitesses, en gardera une cicatrice immortelle. Quelle est cette passion de la gloire qui transporte soudain les amis de Voltaire? d'où leur vient cette tristesse virile et cette mélancolie héroïque? Ce ne sont plus les hommes dont le poëte célébrait en souriant la bravoure et l'insouciance :

O nation brillante et vaine,
Illustres fous, peuple charmant!...
Il est beau d'affronter gaîment
Le trépas et le prince Eugène!

Il y a autre chose ici, c'est la soif de l'action, le dégoût des frivolités meurtrières. Voltaire lui-même, le chantre du *Mondain*, est frappé de cette transformation, et, s'adressant à l'un des hommes de la génération nouvelle, il lui dit : « Par quel prodige avais-tu, à l'âge de vingt-cinq ans, la vraie philosophie et la vraie éloquence sans autre étude que le secours de quelques bons livres? Comment avais-tu pris un essor si haut dans le siècle des petitesses? » Cet épisode, l'un des plus beaux à coup sûr

dans l'histoire du dix-huitième siècle, cette scène touchante et virile, c'est Voltaire en face de Vauvenargues, le moqueur ému jusqu'aux larmes, le sceptique touché jusqu'au dévoûment à la vue de l'héroïsme moral dans une âme fière et pure. Ah! je l'ai trouvé, le secret que Voltaire demandait si éloquemment à l'auteur du *Discours sur la gloire*. Vauvenargues, Hippolyte de Seytres, vous aussi, Froulai, Beauvau, La Faye, fleur de la vieille France moissonnée aux premiers jours du renouveau, et vous, plus nombreux encore, dont le nom même n'a pas retenti jusqu'à nous, compagnons de ces héros qui êtes tombés dans le sang et la neige sur la terre étrangère, si vous avez pris un si haut essor dans le siècle des petitesses, si vous avez obligé le chantre des soupers à la mode, le chantre de Sallé ou de Camargo, à flétrir « ces ouvrages licencieux, délices passagers d'une jeunesse égarée[1], » c'est que vous avez suivi Maurice de Saxe à l'escalade de Prague ou dans la tranchée d'Égra. Qu'on répète tant qu'on voudra des lieux-communs contre la guerre; la Providence sait tirer le bien du mal, et dans les conditions de notre existence ici-bas la guerre, ce fléau détesté, est souvent une école de vertu. Les plus mauvaises époques se purifient au feu. C'est cette guerre d'Autriche, tout injuste qu'elle ait pu être, ce sont ces campagnes de 1741 à 1748, qui ont arraché à une littérature énervée les accents virils et tendres dont elle avait désappris la noblesse.

1. Voltaire, *Éloge funèbre des officiers morts dans la guerre de* 1741.

En rapprochant ainsi la guerre et les lettres, je pense à ces paroles d'un soldat de Maurice : « Qui condamne l'activité condamne la fécondité. Agir n'est autre chose que produire : chaque action est un nouvel être qui commence et qui n'était pas. Plus nous agissons, plus nous produisons.... » Et à quel moment Vauvenargues traçait-il cette maxime, fruit de son expérience et de sa douleur? Au moment où, épuisé par les souffrances de la guerre, après la retraite de Prague, paralysé, aveugle, cloué sur son lit d'agonie, il attendait la mort avec cette stoïque douceur dont le spectacle régénérait Voltaire et lui arrachait, sept ans plus tard, une plainte si touchante : « Tu n'es plus, ô douce espérance du reste de mes jours ! ô ami tendre, élevé dans cet invincible régiment du roi, toujours conduit par des héros, qui s'est tant signalé dans les tranchées de Prague, dans la bataille de Fontenoy, dans celle de Lawfeld où il a décidé la victoire ! La retraite de Prague, pendant trente lieues de glaces, jeta dans ton sein les semences de la mort que mes tristes yeux ont vues depuis se développer.... Je sentirai longtemps avec amertume le prix de ton amitié, à peine en ai-je goûté les charmes, — non pas de cette amitié vaine qui naît dans les vains plaisirs, qui s'envole avec eux et dont on a toujours à se plaindre, mais de cette amitié solide et courageuse, la plus rare des vertus. C'est ta perte qui mit dans mon cœur ce dessein de rendre quelque honneur aux cendres de tant de défenseurs de l'État pour élever aussi un monument à la tienne.... »

O magie des influences secrètes ! l'ardeur de Maurice

éveille l'amour de la gloire chez de jeunes héros; Hippolyte de Seytres est célébré par Vauvenargues, son camarade au régiment du roi; Vauvenargues inspire à Voltaire des sentiments inattendus. Et qui sait si le poëte des frivolités parisiennes, si brillant, mais si léger dans la première période de sa vie, ne devra pas à cette rencontre quelques-unes des inspirations viriles qui honoreront la seconde moitié de sa carrière? Les choses véritablement grandes chez Voltaire, ses luttes pour l'humanité, sa conquête de la tolérance, sa défense de Calas, de Sirven, de Labarre, de Montbailly, de Lally-Tollendal, les encouragements qu'il prodigue aux rois émancipateurs, son enthousiasme pour Turgot, ses meilleures journées enfin, sont postérieures à cet épisode, et si d'autres influences ont contribué aux inspirations suprêmes de ce mobile esprit, les souvenirs de 1741 peuvent en revendiquer une bonne part. L'action engendre l'action, disait le soldat de Maurice. Il ajoutait encore (et quand ma pensée va ainsi des grands Jours du comte de Saxe aux grands jours de Voltaire, je ne fais que commenter ces paroles), il ajoutait avec autant de profondeur que de poésie : « Le feu, l'air, l'esprit, la lumière, tout vit par l'action. De là la communication et l'alliance de tous les êtres, de là l'unité et l'harmonie dans l'univers[1]. »

1. Vauvenargues, *Maximes*.

II

Les désastres auxquels Voltaire fait allusion dans son *Éloge funèbre* appartiennent à la fin de 1742. Le fruit des victoires de Maurice avait été bientôt compromis par les fautes du commandement supérieur. Le vieux maréchal de Broglie, malade et impotent, était un chef bien éclopé pour une telle guerre. On sait que l'électeur de Bavière était comme écrasé sous le poids de son ambition; craignant de perdre ses États en convoitant l'empire, irrésolu, inquiet, disposé à voir partout des piéges, il aurait eu besoin d'un coopérateur qui pût dominer sa faiblesse. La défection de la Prusse et de la Saxe augmentent nos périls. Le maréchal de Broglie, qui a dispersé imprudemment les troupes françaises au moment où l'Autriche vient de concentrer les siennes, est mis en déroute et enfermé dans Prague. Belle-Isle le remplace, Belle-Isle, mieux inspiré, plus actif du moins, plus hardi, mais livré en quelque sorte à la vengeance de Marie-Thérèse par la timidité radoteuse du cardinal de Fleury. C'est lui qui reçoit du cabinet de Versailles l'ordre formel d'évacuer Prague au plus tôt et de ramener en France les débris de cette armée qui, sous un chef digne des soldats,

aurait pu encore épouvanter l'Autriche. Le vieux cardinal, déjà bafoué par Marie-Thérèse, espérait acheter la paix par la soumission. Un seul homme sauva l'honneur de nos drapeaux; c'était ce lieutenant de Maurice qui avait dirigé sous ses ordres l'escalade de Prague, celui que Maurice nous a signalé dans son récit, le plébéien que le panégyriste du comte de Saxe associe à la gloire du héros et auquel il décerne pour ainsi dire, au nom de la France elle-même, ce bâton de maréchal dont l'avaient privé les préjugés de son temps. « Qu'il nous soit permis, s'écrie timidement Thomas, d'associer le nom de Chevert à celui de Maurice [1]. » On parlait ainsi sous l'ancien régime; aujourd'hui, loin de demander grâce pour ce rapprochement, nous croyons faire honneur au royal aventurier en plaçant à côté de lui le soldat plébéien, artisan de sa fortune. Un pareil disciple rehausse la gloire du maître. Laissé dans Prague avec une poignée d'hommes pour protéger les malades et les blessés, tandis que le maréchal de Belle-Isle emmène les débris de l'armée au milieu des glaces de la Bohême, Chevert est sommé de se rendre sans conditions; il répond que, si le général autrichien ne lui accorde pas les honneurs de la guerre, il met le feu aux quatre coins de la ville et s'ensevelit sous les décombres. Quand on est entré à Prague par l'escalade, on y reste; et s'il faut en sortir, c'est l'épée haute et

1. Thomas, *Éloge de Maurice, comte de Saxe.* — Cette page sur Chevert ne se trouve pas dans le texte du discours tel qu'il fut couronné et publié en 1759; l'auteur a ajouté ce passage, ainsi que plusieurs autres détails, dans la seconde édition (1774).

bannière en tête. L'ennemi, quoique vainqueur et animé par la vengeance, est subjugué par cette fière attitude. Encore une action engendrée par l'*action* du comte de Saxe. Qu'on se représente Chevert cinquante années plus tard, quelle grande figure de plus parmi les généraux de la république et les maréchaux de l'empire !

Où est Maurice pendant ces heures sombres ? Pourquoi ne le voit-on pas empêcher la retraite ou la couvrir ? Deux révolutions venaient de s'accomplir en Russie, et l'éternelle affaire de Courlande attirait de nouveau son attention. Vainqueur de Prague (novembre 1741), vainqueur d'Égra (avril 1742), Maurice croit avoir assuré le succès de la campagne; il obtient un congé, arrive à Dresde le 1er mai et se dispose à partir pour la Russie, où l'appellent les deux confidents de la tsarine Élisabeth, Lestocq et La Chétardie.

On sait ce qu'était devenu le duché de Courlande depuis l'audacieuse tentative du comte de Saxe. Anna Ivanovna, nièce de Pierre le Grand, portée au trône en 1730 après la mort de Pierre II, avait donné la Courlande à son amant le duc de Biren, naguère paysan courlandais, le Menschikof du nouveau règne. Anna meurt en 1740, laissant l'empire à un enfant, son petit-neveu, celui qu'on appelle Ivan VI, et la régence à Biren. La mère du petit Ivan[1], exclue du pouvoir ainsi que son mari le duc de Brunswick, se débarrasse de Biren par un hardi coup de main et s'empare de la

1. Elle portait aussi le nom d'Anna; on l'appelait *la grande Princesse.*

régence. Biren était régent depuis le 28 octobre 1740; le 20 novembre, au milieu de la nuit, il est réveillé par les soldats du maréchal Münnich qui viennent l'arrêter, et comme il se débat, « donnant des coups de poing à droite et à gauche, » il est renversé à grands coups de crosse, bâillonné avec un mouchoir, garrotté avec l'écharpe d'un officier, traîné enfin, sans autre vêtement que sa chemise, dans le corps-de-garde du palais, où on le couvre d'un manteau de soldat pour le jeter dans la voiture du maréchal[1]. Un an plus tard, le 6 décembre 1741, les mêmes scènes se renouvelaient dans le palais impérial, et la seconde fille de Pierre le Grand, la princesse Élisabeth, celle-là même que les amis de Maurice avaient voulu lui faire épouser, détrônait à la fois la régente et son fils. Or, au milieu de ces tragédies, la Courlande attendait encore un souverain. Un duc de Brunswick, beau-frère de la régente, avait été élu par les états sans pouvoir obtenir l'agrément de la Pologne; la révolution de 1741 écar-

1. Ces détails sont fournis par un des acteurs, M. de Manstein, aide de camp du maréchal Münnich. Voyez ses *Mémoires*, p. 362. Manstein ajoute avec un sang-froid qui n'est pas le trait le moins caractéristique de cette société barbare : « Tandis que les soldats avaient été aux prises avec le duc, la duchesse était sortie en chemise de son palais et courait après son époux jusque dans les rues, où un soldat la prit par le bras et la traîna auprès de Manstein, à qui il demanda ce qu'il en devait faire. Il lui ordonna de la ramener dans son palais; mais le soldat, ne voulant pas s'en donner la peine, la jeta au milieu de la neige et s'en alla. Le capitaine de la garde, l'ayant trouvée dans ce pitoyable état, la releva, lui fit donner des habits et la ramena dans son appartement. » Ces Mémoires sont rédigés en français. M. de Manstein, qui rencontra Voltaire à la cour de Frédéric II, lui communiqua son manuscrit en le priant d'y faire des corrections.

tait pour toujours sa candidature. Le comte de Saxe a-t-il cette fois quelque chance de succès? Son frère, le roi de Pologne Auguste III, déclare avoir les mains liées comme son père en 1728, et le comte de Brühl, incapable d'éprouver les haines qui avaient rendu Flemming si redoutable au fils d'Aurore de Kœnigsmark, reste pourtant fidèle à la même politique. Quels seront donc les appuis que Maurice invoquera ? La tsarine et ses conseillers intimes : la tsarine est cette Élisabeth qui se disait folle de lui au récit de ses prouesses; ses conseillers sont le médecin allemand Lestocq et l'ambassadeur de France, le marquis de La Chétardie, ceux-là mêmes qui ont comploté le coup de main du 6 décembre et donné la Russie à Élisabeth.

C'est un singulier personnage que le marquis de La Chétardie, grand fourbe, causeur éblouissant, ami du faste et des intrigues, un des plus curieux aventuriers du dix-huitième siècle[1]. Personne n'excellait comme lui à conter les anecdotes. « Le marquis viendra ici la semaine prochaine, écrivait un jour Frédéric le Grand, c'est du bonbon pour nous. » Ces anecdotes qu'il contait si bien étaient ordinairement des révélations fort indiscrètes sur les cours où il avait joué un rôle. On l'avait vu arriver à Saint-Pétersbourg en 1739, menant

1. Je l'appelle un aventurier, bien qu'il ait été revêtu d'un caractère officiel et accrédité par le roi de France auprès de plusieurs cours. Il lui arriva souvent de déposer ce caractère pour se jeter plus librement dans les entreprises hasardeuses. Ses témérités faillirent lui coûter cher. La Chétardie n'avait pas présenté ses lettres de crédit quand il encourut la disgrâce d'Élisabeth ; peu s'en fallut qu'il ne fût condamné comme tant d'autres à monter sur l'échafaud ou à mourir en Sibérie.

véritablement un train de prince; douze secrétaires, huit chapelains, six cuisiniers, cinquante pages et valets de chambre à grande livrée, telle était la maison du marquis. Il éblouit Berlin à son passage; on trouve ces mots dans une dépêche de Manteuffel au roi de Pologne : « Ses habits sont tout ce que la Russie aura jamais vu de plus magnifique et de mieux entendu; il fera voir en tous sens aux Russiens, dit-il, ce que c'est que la France[1]. » De toutes les capitales du nord de l'Europe, on avait les yeux sur M. de La Chétardie. Quand on apprit en Prusse la mort de la tsarine Anna Ivanovna, un homme qui le connaissait bien s'écria aussitôt : « Il pourra désormais semer la zizanie plus aisément que par le passé. » C'était là son plaisir, en effet. La Chétardie conspirait par amour de l'art, et quel meilleur théâtre pour un tel homme que ces cours du Nord où se nouaient et se dénouaient tant de tragédies occultes! il attisait le feu sans avoir l'air d'y toucher. Un jour pourtant il faillit s'y brûler les doigts et plus que les doigts; si la chute de La Chétardie ne fut pas aussi violente que celle de Biren, cela tient à un sentiment de clémence ou à une inspiration de prudence politique fort inattendu chez la tsarine Élisabeth. En tout cas, ce fut le terme de son pouvoir. Chassé de cette Russie où il avait exercé une autorité si haute, le diplomate pris dans ses piéges fut désavoué par Louis XV et disparut de la scène. Au moment où Maurice de Saxe fut appelé à Moscou par le marquis de

1. *Aus vier Jahrhunderten, Mittheilungen aus dem Haupt-Staatsarchive zu Dresden*, von dr Karl von Weber. Neue Folge, 1 vol., p. 292. Leipzig 1861.

La Chétardie, l'aventureux personnage (c'est de l'ambassadeur que je parle) avait déjà ébranlé son crédit auprès de la tsarine par des importunités trop pressantes. Était-ce La Chétardie qui avait de son propre mouvement, comme Lefort autrefois, épousé les intérêts de Maurice? Était-ce Maurice qui avait fait recommander sa cause à La Chétardie par le cardinal de Fleury, en récompense de ses glorieux services? Là-dessus nos documents se taisent; ce qui est certain seulement, grâce aux archives de Dresde, c'est que le cabinet de Versailles avait chargé l'ambassadeur de France en Russie d'intervenir activement en faveur du comte de Saxe. Un diplomate saxon, nommé Pezold, écrit au roi de Pologne que le marquis de La Chétardie lui a communiqué ses instructions à ce sujet. Le principal prétendant au trône de Courlande était alors le landgrave de Hesse; or La Chétardie, d'après ses instructions, devait demander à la tsarine de ne patronner ni le landgrave ni Maurice, c'est à-dire de tenir entre eux la balance égale en laissant la diète de Mitau procéder librement au vote. C'est alors que La Chétardie, mettant à profit les fêtes du couronnement de la tsarine, eut l'idée de faire apparaître subitement le vainqueur de Prague au milieu des pompes de Moscou. Le fastueux marquis aimait les coups de théâtre.

« Le 10 juin (1742), à onze heures du soir, le comte de Saxe est arrivé à Moscou et est descendu dans le palais du marquis de La Chétardie. Le major de Dieskau, son ami, l'y avait précédé la veille. C'est ce même Dieskau, déjà envoyé par lui à Saint-Pétersbourg, il y a

quelques années, pour soutenir ses prétentions en Courlande, et dont la mission avait échoué. Plus on était persuadé que le résultat ne serait pas meilleur cette fois, moins on s'attendait à voir paraître le comte en personne. Cependant, le bruit de son arrivée prochaine s'étant répandu à la cour, des paris s'étaient engagés pour et contre : il viendra! il ne viendra pas! On pariait encore, et chaudement, quand déjà le comte de Saxe, au débotté, était en gala chez le marquis. » Tel est le résumé d'une dépêche de Pezold au roi de Pologne.

Ce soir-là même, en effet, La Chétardie avait donné à son hôte un souper magnifique; il y avait réuni quelques-uns des personnages les plus considérables de la cour, Lestocq d'abord, son frère le baron de Mardefeld, M. de Buchwald, ministre du Holstein, le prince Kourakin, grand-écuyer de la tsarine, enfin tous les membres de la légation saxonne. Le souper se prolongea jusqu'à trois heures du matin, au bruit des verres entre-choqués et des conversations joyeuses. Le lendemain, à onze heures, Maurice fut présenté à la tsarine par le grand-maréchal Bestuchef; Élisabeth lui fit le plus gracieux accueil, et le soir, au bal masqué de la cour, elle voulut danser la seconde contredanse avec lui. Les prévenances de la tsarine pour Maurice étaient l'objet de tous les commentaires. « Autant on a été surpris de son arrivée, écrit Pezold au comte de Brühl, autant on est impatient à cette heure de connaître le véritable motif de son voyage. » Le 13 juin, La Chétardie donne un grand dîner en l'honneur de Maurice; la tsarine y vient en habits d'homme, au retour d'une

promenade à cheval, et assiste à la fête pendant une grande partie de la soirée. Bals et festins se succèdent ainsi tous les jours, toutes les nuits, et, quand Maurice est libre, Élisabeth fait déployer à ses yeux toutes les splendeurs de Moscou. Le 18, le chambellan Voronzof lui offre un déjeuner à la russe, qui ne dure pas moins de neuf heures, après quoi les convives montent à cheval pour accompagner la tsarine, qui galopait en costume d'amazone à travers les rues illuminées de la vieille cité moscovite. Une pluie torrentielle ne réussit pas à disperser le cortége; dans ces fêtes tartares, on brave les éléments. Personne n'a de manteau; qu'importe? à minuit seulement, l'orage ayant redoublé de violence, la compagnie, trempée jusqu'aux os, va s'abriter un instant sous les voûtes du Kremlin, où la tsarine montre elle-même à Maurice tout l'appareil du couronnement, diadème, sceptre, brillants, trésors sans nombre étalés dans la grande salle. Puis on se remet en selle, et tous les cavaliers escortant la souveraine se rendent au palais du marquis de La Chétardie, devant lequel se dressait une illumination splendide avec deux fontaines jaillissantes, l'une de vin blanc, l'autre de vin rouge. On entre; la tsarine s'habille et prend place au souper du marquis. « Il était près de six heures du matin, écrit un témoin oculaire, lorsque Sa Majesté, faisant honte au soleil par sa beauté, se retira très-satisfaite. » Un soleil russe, il est vrai, un soleil noyé.

« Mais qu'est donc venu faire ici le comte Maurice? se demandaient les courtisans, de plus en plus ébahis, et que présage cette réception impériale? » On aurait pu

leur répondre avec Shakspeare : *Much ado about nothing;* beaucoup de bruit pour rien, tel est le résumé de ces fêtes moscovites. La tsarine aimait les folies fastueuses de La Chétardie, elle n'aimait pas ses intrigues. Après lui avoir accordé aveuglément sa confiance, elle commençait à la lui retirer peu à peu. « Je m'en rapporte à mes ministres, » lui disait-elle vers cette époque au sujet d'affaires plus importantes. Et les ministres, fort jaloux de La Chétardie et de Lestocq, s'empressaient de les éconduire avec cette phraséologie diplomatique où les Russes ont excellé du premier coup. Quand les deux protecteurs de Maurice conjurèrent le ministère moscovite de se montrer aussi bienveillant pour lui en Courlande que l'impératrice à Moscou, il leur fut répondu avec une politesse un peu sèche : « L'arrivée du comte de Saxe à Moscou n'a pu qu'être fort agréable à l'impératrice. Quant aux affaires de Courlande, l'impératrice, ayant déjà recommandé la candidature du landgrave de Hesse, ne saurait se donner un démenti. Toutefois, comme Sa Majesté ne veut faire violence ni à la république de Pologne, ni au roi Auguste III, ni aux Courlandais, comme elle veut que le duché de Courlande conserve les droits et franchises de sa vieille constitution, elle ne sera point hostile à la candidature du comte de Saxe. » C'était bien, à peu de chose près, ce que le cardinal de Fleury avait demandé pour Maurice ; mais La Chétardie et Lestocq avaient eu de bien autres espérances quand ils avaient invité le vainqueur de Prague à leurs fêtes de Moscou. Maurice s'en alla donc comme il était venu ; son duché de Courlande était décidément

une chimère. Il repartit le 4 juillet. Le marquis, avec une nombreuse escorte de grands seigneurs, l'accompagna jusqu'à un village éloigné de quinze verstes, où il lui donna encore un souper qui dura toute la nuit.

Cette escapade moscovite faillit causer d'assez graves embarras au comte de Saxe. On lit dans les *Mémoires du duc de Luynes*, à la date du mois d'août 1742 : « M. le comte de Saxe, qui était allé en Russie à l'occasion de ses prétentions sur le duché de Courlande, est revenu à Dresde, d'où il est parti presque aussitôt pour aller en Bavière. M. le comte de Saxe est lieutenant-général plus ancien que M. le duc d'Harcourt. Sur la nouvelle de son arrivée, M. d'Harcourt dépêcha un courrier ici pour savoir ce qu'il devait faire, croyant devoir représenter que, depuis les lettres de service de M. le comte de Saxe pour l'armée de Bavière qui sont entre les mains de M. le maréchal de Broglie, les circonstances pouvaient être changées, que M. le comte de Saxe était étranger, d'une autre religion, et frère (bâtard) d'un prince (le roi de Pologne) dont il se pouvait faire que nous ne fussions pas longtemps amis, — demandant sur cela s'il devait lui remettre le commandement et lui confier tous les secrets importants dont il était chargé. J'ai vu la lettre de M. d'Harcourt écrite à M. le cardinal. On lui a marqué de remettre tout à M. le comte de Saxe[1]. » Ces défiances du duc d'Harcourt font pressentir les tracasseries que Maurice aura bientôt à subir. Les jalousies militaires, si vives et si puériles à

1. *Mémoires du duc de Luynes*, tome IV, page 202; Paris 1861.

cette époque, sont envenimées à son égard par les circonstances qu'on vient de voir : Maurice n'est pas Français; Maurice est le frère d'un roi qui demain peut-être se tournera contre nous; Maurice est luthérien ! Il est vrai que le marquis de Breteuil, ministre de la guerre, lui donnait à ce moment-là même le commandement d'un corps d'armée et l'initiait à un secret important que le duc d'Harcourt ne devait pas connaître[1].

« Versailles, 1er août 1742.

» Je commence notre correspondance, monsieur, en vous donnant la plus grande marque de confiance, puisque je vous annonce un secret ignoré encore de tout le monde, et que je vous prie d'ignorer vous-même jusqu'à ce qu'il soit temps de le rendre public, ce dont j'aurai l'honneur de vous informer.

» Le roi a pris la résolution de faire passer incontinent en Allemagne, l'armée que commande M. le maréchal de Maillebois pour aller au secours de M. le maréchal de Broglie et des troupes qui sont bloquées sous Prague, pendant que vous y marcherez d'un autre côté. Je compte que M. le maréchal de Maillebois partira vers le 10 de ce mois de Dusseldorf, et arrivera du 10 au 15 septembre sous Égra. Il sera question de voir les moyens de vous faire joindre alors sous Amberg avec les troupes que vous commandez, en sorte que le prince Charles ait contre lui tout à la fois des forces considérables de tous les côtés, qui opèrent une assez puissante diversion pour le faire retirer et l'entamer.... Vous jugez bien que le secret pour l'exécution de ce projet, qui est inconnu de M. le duc d'Harcourt, et auquel je vous prie de ne pas le confier, non plus qu'à nul autre, est de la plus grande conséquence.... La précipitation avec laquelle je vous dépêche ce courrier ne me permet pas d'entrer aujourd'hui dans un plus grand détail; mais vous recevrez dans peu de jours un Mémoire détaillé sur ce chapitre, cette lettre n'ayant pour objet que de vous prévenir et de vous

1. *Lettres et Mémoires choisis parmi les papiers originaux du maréchal de Saxe*, 5 volumes, Paris 1794; tome Ier, pages 31-34.

empêcher de faire des mouvements qui pourraient être contraires aux vues et aux intentions du roi.

» Il est inutile de vous recommander de nouveau le secret le plus absolu. MM. les maréchaux de Broglie et de Belle-Isle sont les seuls que j'informe, ainsi que vous, de ce projet, et je l'ai fait afin qu'assurés d'une puissante diversion dans les commencements de septembre, ils mettent tout en usage pour en attendre le succès.... »

On voit que le comte de Saxe pouvait braver les défiances du duc d'Harcourt. Cependant ni le ministre de la guerre ni le cardinal de Fleury n'étaient de force à maintenir la paix entre les chefs de corps, et Maurice, en butte à tant de préventions jalouses, aurait mieux fait assurément de ne pas courir encore après les aventures en Russie au moment où se préparaient pour lui des triomphes qui valaient mieux qu'un duché de Courlande.

N'importe, il fit glorieusement son devoir dans ces opérations difficiles dont le marquis de Breteuil lui avait confié le secret. Le 11 août, il écrit au comte de Brühl « du camp de Niederwaldock, » qu'il a pris le commandement d'un corps d'armée, et qu'il va se joindre à Maillebois pour débloquer Broglie. « Hier, ajoute-t-il, j'ai fait frotter M. Trenck, colonel de pandours, qui s'était avisé avec dix-huit cents hommes de nous incommoder. » Trenck était un de ces chefs de bandes comme ceux qui avaient désolé l'Allemagne sous Wallenstein et Tilly; Trenck, Menzel, Nadasti, Franquini, ces pandours de la guerre de Trente Ans, faisaient honte à la civilisation du dix-huitième siècle, et il y a plaisir à les voir *frottés* par Maurice de Saxe.

Le 10 septembre, Maurice est à Donaustauf, le 16 à Weiden, en Bohême; le 19, il rejoint le maréchal de Maillebois à Bohenstraus et reçoit l'ordre de marcher en avant. Ici commencent les luttes de Maurice et de Maillebois; on en peut voir les échos dans les *Mémoires du duc de Luynes*, et les archives de Dresde confirment par d'éclatants témoignages les plaintes du comte de Saxe. Un témoin sûr, le comte Poniatowski, écrit le 1er octobre, dans une lettre conservée à Dresde: « Je n'ai jamais vu une armée aussi mal gouvernée que celle-ci. Si on nous ôtait le comte de Saxe, qui est obligé de penser à tout, je ne sais pas où nous en serions. » Toutes les résolutions généreuses, c'est lui qui les conçoit; tous les hardis coups de main, lui seul les exécute. Dès qu'il paraît sous les murs d'Elnbogen, la garnison capitule (10 octobre); c'étaient six mille Croates qui se souvenaient de l'escalade de Prague. Pourquoi le maréchal de Maillebois ne seconde-t-il pas son audace? Pourquoi le maréchal de Broglie se refuse-t-il à exécuter ses plans? Maurice pousse des cris de rage en pensant aux victoires qui nous échappent. Il écrit au ministre pour se plaindre du maréchal de Maillebois, il écrit au maréchal de Broglie pour le supplier de ne pas battre en retraite, de garder et de fortifier ses positions, d'attendre la jonction complète des trois armées[1],

1. Il y avait deux armées françaises au centre de l'Allemagne, l'armée de Bohême et l'armée de Bavière, sans compter l'armée de Westphalie, qui s'avançait alors à leur secours. Au moment de la retraite, l'armée de Bohême était commandée par le maréchal de Belle-Isle, l'armée de Bavière par le maréchal de Broglie. Ce furent surtout les soldats de Belle-Isle qui eurent à supporter d'effroyables épreuves.

d'opposer aux Autrichiens une formidable ligue et de prendre là nos quartiers d'hiver, pour agir au printemps. Quoi! rien n'est perdu et l'on se retire! Prague, Égra, cette Bohême si brillamment conquise, on l'abandonne quand il ne reste plus à faire qu'un suprême effort pour jeter l'ennemi dans le Danube! La douleur de Maurice est si vive qu'il va jusqu'à demander au roi de quitter le service et de retourner en Saxe, puisqu'on ne tient nul compte de ses avis.

C'est aux gens du métier de juger les combinaisons proposées par Maurice. « Les armées françaises, dit Voltaire, furent détruites en Bavière et en Bohême sans qu'il se donnât une seule grande bataille, et le désastre fut au point qu'une retraite dont on avait besoin, et qui paraissait impraticable, fut regardée comme un bonheur signalé. » Voltaire a-t-il raison? Frédéric le Grand a-t-il raison d'approuver aussi la retraite du maréchal de Belle Isle, sauf l'imprévoyance du chef et son manque de ménagements pour le soldat? Nous n'oserions contredire de tels juges; seulement, nous qui interrogeons l'homme chez Maurice de Saxe encore plus que le capitaine, nous admirons et cette foi belliqueuse dans les ressources de la France, et cette sympathie si ardente, si douloureuse pour ses camarades de la garnison de Prague. Il faut regretter sans doute que cette inutile escapade à Moscou l'ait séparé de l'intrépide Chevert; il n'a pas cessé du moins de songer à ses compagnons d'armes, il a parlé, il a crié pour eux, il leur a envoyé ses encouragements et ses vœux à travers l'espace; enfin, chargé de ramener sur le

Rhin les divisions décimées par l'impéritie de Maillebois, il s'est retiré en victorieux, *frottant* les pandours en toute rencontre et ne se laissant pas entamer un seul jour.

Ainsi, dans cette espèce de déroute générale, Maurice avait grandi encore aux yeux de l'opinion. Lorsqu'il revient à Paris, le 16 février 1743, après avoir établi ses troupes à Deckendorf pour les quartiers d'hiver, le roi l'accueille avec une faveur marquée. L'armée entière, mécontente de ses chefs, brûle de prendre sa revanche sous ses ordres. Le public parisien, en chansonnant les vieux maréchaux, appelle aussi le comte Maurice au poste que les préjugés lui refusent, et quand il recevra, l'année suivante, le bâton du commandement, l'honnête avocat Barbier, écho des bruits de la ville, s'écriera : « Enfin ! enfin ! le voilà maréchal de France ! [1] »

III

« On croit nécessaire de dire à ceux qui pourront lire cet ouvrage, qu'ils doivent se souvenir que ce n'est point ici une simple relation de campagnes, mais plutôt une histoire des mœurs des hommes. Assez de livres sont pleins de toutes les minuties des actions de

1. *Journal de Barbier*, tome III, page 503; Paris 1861.

guerre... » Qu'il nous soit permis de nous approprier ces paroles. Si Voltaire a pu s'exprimer ainsi à propos des guerres de Louis XIV, nous avons le droit d'invoquer la même excuse ou plutôt d'annoncer le même dessein au sujet des campagnes où Maurice de Saxe a préparé sa gloire. Que de minuties dans ces opérations militaires si compliquées, si embrouillées, si mal conduites, du moins jusqu'à l'heure où Maurice prendra le commandement! Que d'ordres et de contre-ordres! Les collecteurs de détails en ont rempli des volumes. Si on veut connaître les dépêches des chefs, la marche des troupes, les positions prises, quittées, reprises, les escarmouches et les combats, on n'a qu'à feuilleter les recueils spéciaux publiés en Hollande ou à Londres et les pages diffuses du baron d'Espagnac[1]. Aller droit aux grands faits, emprunter aux détails quelques traits de caractère, peindre un homme à travers le tumulte des événements, et retrouver dans cet homme les qualités et les vices de son siècle, tel est le but de notre étude.

Le rôle de Maurice pendant la campagne de 1743 peut se résumer en quelques mots : il sauva la France de l'invasion anglaise. On sait que le cardinal de Fleury, après nos désastres de Bohême, avait demandé la paix à Marie-Thérèse dans une lettre sans dignité, et que

1. *Histoire de la dernière guerre de Bohême*, Amsterdam, 4 vol., 1750. — *Histoire de la guerre de* 1741, Amsterdam 1755. — *Collection historique, ou Mémoires pour servir à l'histoire de la guerre terminée par la paix d'Aix-la-Chapelle*, Londres 1758. — *Histoire de Maurice, comte de Saxe*, par M. le baron d'Espagnac, gouverneur de l'hôtel royal des Invalides; Paris, 2 vol., 1775.

notre altière ennemie s'était empressée de publier cette supplique honteuse afin de déshonorer la France; on sait aussi que le roi d'Angleterre, jusque-là spectateur de la lutte, y entra résolûment au printemps de 1743. La retraite de Frédéric II, réconcilié avec l'Autriche par la cession de la Silésie, faisait la partie belle aux Anglais. Ils voulurent mettre l'occasion à profit et abaisser la France en achevant de relever Marie-Thérèse. Or le maréchal de Noailles, malgré de savantes combinaisons, ayant été battu à Dettingen (27 juin), est obligé d'évacuer l'Allemagne. L'Alsace était menacée d'une invasion, si Maurice, avec de faibles troupes, mais secondé par des inspirations de génie, n'eût opposé un rempart impénétrable à l'ennemi victorieux.

Les archives saxonnes nous fournissent quelques détails nouveaux pour compléter ce résumé. Le 5 avril, Maurice avait rejoint à Amberg l'armée que commandait le maréchal de Broglie; trois semaines après, il écrivait au comte de Brühl : « La cour de France, qui ne connaît pas le terrain, défère souvent aux prières de l'empereur, qui n'y entend pas grand'chose, et l'on est obligé de faire des démarches que l'on sait bien qui sont détestables. La faute en tombe sur les généraux. C'est un des désagréments de notre métier. » Plainte expressive et curieuse à noter, car elle prouve bien l'impartialité de Maurice. L'empereur Charles VII, irrité par l'infortune, a souvent rejeté sur le maréchal de Broglie la responsabilité des désastres dont il était le principal auteur; Maurice, qui a signalé tant de fois les fautes du duc de Broglie (il employait un mot plus

cavalier dans sa franchise militaire), Maurice venge ici son général et dénonce les deux causes de ruine : l'impéritie de l'empereur d'Allemagne et la faiblesse de la cour de France.

A la faiblesse du roi pour les fantaisies de Charles VII, ajoutez les intrigues jalouses des courtisans; vous aurez une idée de ces convénients du métier signalés par Maurice. Le maréchal de Broglie avait confié au comte de Saxe le commandement de la réserve; le prince de Conti, qui prétendait à ce poste, remue ciel et terre à Versailles pour en faire expulser son rival, et M. d'Argenson, assailli de tous côtés, craint de perdre son portefeuille en défendant le vainqueur de Prague. « Telle est aujourd'hui la situation de la cour de France, » écrit M. le comte Loss, ministre de Saxe à Paris. Il ajoute que Maurice s'est résigné « de la meilleure grâce du monde. » Le maréchal de Broglie était moins résigné; il sentait bien quelle perte il venait de faire. Quelques semaines après, le prince de Conti était battu par les Autrichiens, et le comte Loss écrivait à Dresde le 5 juin : « Le prince Charles n'aurait pas eu si beau jeu avec le comte de Saxe, si les intrigues de la cour n'avaient prévalu pour ôter la réserve à ce général et en donner le commandement à un prince du sang qui fait sa première campagne. » Le prince de Conti n'était pas de cet avis; il se fût couvert de gloire infailliblement pour peu que le duc de Broglie l'eût secondé. En un mot, il exploita si bien les rancunes de l'empereur Charles VII, pour dissimuler sa propre déconvenue, que le vieux maréchal de Broglie

perdit son commandement. On l'avait maintenu au moment de ses plus grandes fautes ; il fut destitué pour avoir fait son devoir. C'est alors que Maurice, placé sous le maréchal de Noailles et chargé de couvrir nos frontières après la malheureuse journée de Dettingen, écrivait à son frère le roi de Pologne :

« Spire, 25 juillet 1743.

» .... On m'a donné le commandement d'une armée dans l'Alsace. Pour un Allemand et pour un Luthérien surtout, ce n'est pas peu de chose. Que Dieu me tire bien de ceci, et je lui promets un belle chandelle ! M. de Noailles avec son armée est destiné à suivre les Anglais, s'ils se portent vers Luxembourg. Son armée est meilleure et plus forte que la mienne. Il ne m'a donné que les épluchures de la sienne et m'a pris ce qu'il y avait de meilleur dans celle de Bavière ; mais celui qui fait les parts fait ordinairement la sienne bonne.... »

On aurait tort de voir la moindre amertume dans ces paroles ; le maréchal de Noailles avait une sincère affection pour Maurice, il se réjouissait de ses victoires, il l'appelait *son enfant*, et Maurice a toujours répondu à cette paternelle amitié par la déférence la plus respectueuse et la plus tendre. Ce mot qui lui échappe sur l'égoïsme si naturel du vieux maréchal est plutôt une réflexion joyeuse ; il agirait ainsi lui-même à l'occasion, et l'on voit d'ailleurs qu'il en prend lestement son parti, sachant bien que l'activité multiplie les ressources de l'homme de guerre, et qu'une armée française, même faiblement organisée, vaudra bientôt ce que vaudra son chef. C'est ce qu'il montra d'une manière éclatante sur cette ligne du Rhin défendue avec tant de vigueur et de succès. Le 4 octobre, établi au camp de

Schleithal, il avait le droit d'écrire au comte de Brühl: « J'ai été le bouclier de la Haute-Alsace contre le prince Charles. »

Les premiers mois de l'année suivante (1744) sont marqués par un projet hardi, aventureux, tout à fait digne d'être réalisé par Maurice; il s'agissait de jeter une armée française en Angleterre et de soulever les partisans des Stuarts. Si ce projet n'avait pas été abandonné, l'héroïque tentative de Charles-Édouard en Écosse, l'expédition illustrée par les victoires de Preston-Pans et de Falkirk, par la prise d'Édimbourg, de Carlisle, de Manchester, de Derby, eût été accomplie deux ans plus tôt, et c'est à Londres même que le jeune prince, secondé par nos troupes, aurait porté les premiers coups. Le comte de Saxe était déjà désigné pour le commandement de l'expédition. Le caractère extraordinaire de cette entreprise offrait une occasion de donner au vainqueur de Prague un titre exceptionnel et de le mettre en quelque sorte hors de pair sans offenser les préjugés de la cour. On n'osait admettre un luthérien parmi les maréchaux de France; ne pouvait-on créer une place de *capitaine-général* pour l'homme qui aurait exécuté une descente en Angleterre? L'avocat Barbier écrit à la date de février 1744 : « La première opération a été d'enlever de tous nos ports depuis Nantes tous les bâtiments nécessaires pour le transport, ensuite de faire défiler à Dunkerque tous les régiments qui étaient aux environs et qui sont destinés pour l'embarquement. Cela a été fait avec grande diligence et grand secret. On dit qu'il y a quinze mille hommes

d'embarquement et de bonnes troupes. Le comte de Saxe, qu'on croyait devoir commander sur la Moselle, est le général de cette expédition avec le titre de capitaine-général. » Le comte Loss, ministre de Saxe auprès du cabinet de Versailles, confirme ces paroles de l'annaliste dans une lettre au comte de Brühl : « On veut, dit-il, pour lui conférer un commandement en chef, créer ou renouveler pour lui la place de capitaine-général, les priviléges des maréchaux ne pouvant être accordés qu'à un catholique. » Cette place de capitaine-général, à laquelle on avait pensé un instant, ne fut pas créée pour Maurice; mais Barbier, comme on voit, n'avait pas eu tort de mentionner ce bruit dans son journal : la *commission* donnée au comte de Saxe pour l'expédition d'Angleterre le désigne seulement par son titre de lieutenant-général des armées du roi. Bien que ce document ne soit pas inédit, il appartient trop directement à notre sujet pour que nous puissions nous dispenser d'en citer ici quelques extraits. L'homme chargé d'une mission si importante et glorifié en de pareils termes par le souverain reconnaissant, devait emporter bientôt sa nomination de maréchal, et même, après Fontenoy, une dignité militaire plus haute encore, malgré tous les préjugés de la vieille monarchie.

Commission de commandant en chef les troupes pour le sieur comte Maurice de Saxe.

« Louis, par la grâce de Dieu roi de France et de Navarre, à tous ceux qui ces présentes lettres verront, salut.

» Un nombre considérable de sujets de la nation britannique qui, malgré les révolutions qui l'ont agitée, ont demeuré con-

stamment attachés et fidèles à leur légitime souverain, notre cher et très-amé frère Jacques III, roi de la Grande-Bretagne, nous ayant fait demander en différents temps avec des instances réitérées un secours de nos troupes qui, passant en Angleterre et se joignant à eux, pussent les tirer de l'oppression où ils gémissent depuis tant d'années, remettre leur roi sur le trône, héritage de ses pères, et lui rendre l'entière possession de ses royaumes; vu les liens du sang qui unissent la maison de Bourbon à celle de Stuart et le bon droit d'une aussi juste cause généralement reconnu de toute l'Europe, à laquelle la circonstance des affaires présentes nous invite de concourir, nous nous sommes déterminé et avons résolu d'acquiescer à la demande renouvelée encore en dernier lieu desdits fidèles sujets de notre dit frère Jacques III, roi de la Grande-Bretagne, de leur accorder un corps de troupes pour parvenir au but qu'ils se proposent, — et rien n'étant plus important, pour conduire un si juste et glorieux dessein à une heureuse et entière réussite, que de confier le commandement de ce corps de troupes à une personne qui, par ses talents, sa bravoure et son expérience à la guerre puisse s'attirer la confiance tant de nos troupes que desdits fidèles sujets britanniques, et conduire pour l'avantage de nos intérêts communs les opérations de guerre, sous les ordres cependant de notre très-cher et très-amé frère Jacques III, roi de la Grande-Bretagne, et, en son absence et jusqu'à son arrivée, de concert avec celui qui sera chargé en son nom du gouvernement et de l'administration de ses royaumes, nous avons cru ne pouvoir faire pour cet effet un meilleur choix que de notre très-cher et bien amé le sieur comte Maurice de Saxe, lieutenant-général de nos armées, par la connaissance que nous avons de sa valeur, courage, expérience au fait de la guerre, vigilance, activité et sage conduite, dont il a donné des preuves suffisantes, tant dans les deux dernières campagnes en Allemagne que dans plusieurs autres occasions.... Et en conséquence lui avons donné et donnons plein pouvoir de commander à toutes les troupes, tant de cavalerie que d'infanterie française et étrangère, dont ledit corps de troupes sera composé, leur ordonner ce qu'elles auront à faire et les employer partout où besoin sera pour l'effet de nos intentions, publier, dans le temps et en la forme qu'il estimera la plus convenable, les déclarations qui

pourront être nécessaires pour faire connaître et manifester les motifs de l'emploi des troupes que nous lui confions pour une mesure aussi juste, s'opposer aux entreprises des sujets rebelles à notre dit frère Jacques III, roi de la Grande-Bretagne, entrer dans leur pays, assiéger leurs villes, places et châteaux, les emporter de force ou les prendre à composition, combattre lesdits sujets rebelles, leur livrer batailles, rencontres et escarmouches.... Si, donnons en mandement à nos lieutenants-généraux, maréchaux-de-camp, brigadiers, colonels, mestres-de-camp, ingénieurs, capitaines, chefs et conducteurs de nos gens de guerre, tant de cheval que de pied, Français et étrangers, qui serviront dans ledit corps de troupes, et tous autres nos officiers et sujets qu'il appartiendra, de reconnaître ledit sieur comte Maurice de Saxe en la qualité de nôtre lieutenant-général, et de lui obéir et entendre en toutes les choses concernant le pouvoir porté par les présentes, car tel est notre plaisir. En témoin de quoi nous avons fait mettre scel à cesdites présentes.

» Donné à Versailles, le 13e jour du mois de janvier, l'an de grâce 1744 et de notre règne le 29e.

» LOUIS. »

Les formes de ce document oublié indiquent assez l'importance qu'on attachait à l'expédition d'Angleterre. Un Mémoire remis un mois après au comte de Saxe révèle aussi l'extrême confiance du roi et du ministre. Ce n'est pas seulement une diversion qu'on a en vue pour obliger les Anglais à évacuer le continent; on songe très sérieusement à la restauration des Stuarts. « Le sieur comte de Saxe est informé de la résolution que Sa Majesté a prise de ne plus reconnaître l'électeur de Hanovre pour roi d'Angleterre. » Tel est le premier mot du Mémoire. Les Stuarts seront donc remis en possession du trône qu'ils ont deux fois perdu; on l'espère, on y compte, et d'avance on prend toutes les mesures pour

l'occupation du pays et la reconstitution de la royauté légitime. M. de Barailh, chef d'escadre des armées navales, est chargé d'embarquer les troupes et de les conduire dans la *rivière de Londres*. Rien ne manque au programme . une *révolution* (le mot y est) éclatera *immédiatement après le débarquement*. Grâce à cette révolution, le succès est infaillible. « Le débarquement étant fait, et tout se trouvant favorablement disposé dans le pays, le sieur comte de Saxe y entrera avec ses troupes comme en pays ami, les faisant vivre en bonne discipline sans rien exiger, se contentant de ce qui sera fourni volontairement par les sujets affectionnés au roi Jacques, et prenant en payant ce qui sera nécessaire pour la subsistance de ses troupes. » Comme la *commission* que nous venons de citer, le *mémoire* où se révèlent ces illusions étranges porte aussi la signature du roi et le contre-seing du ministre de la guerre (février 1744).

Quelle fut l'issue de ces préparatifs ? Pendant la nuit du 22 février, Maurice, muni de ses pouvoirs, reçoit l'ordre de se rendre à Dunkerque, où va se faire l'embarquement du corps d'armée. Deux heures après, il monte à cheval, suit la route de Calais, et arrive à Dunkerque le 25. Charles-Édouard s'y trouvait déjà, divulguant ainsi par sa présence le secret si important qu'il avait promis de garder. Le jeune prince, plein d'admiration et de sympathie pour Maurice, le reçoit avec des transports de joie. L'embarquement commence le 1er mars ; déjà une partie des troupes est dans les navires, quand s'élève une tempête furieuse. Maurice, qui ne veut pas perdre une heure, car il sait que la flotte anglaise

peut paraître d'un jour à l'autre, s'installe à bord du vaisseau-amiral et donne l'exemple à tous. L'élan est donné, un élan irrésistible, si l'on n'avait affaire qu'à des hommes; mais comment lutter contre les éléments? La tempête redouble, embarcations et navires sont tellement secoués par les vagues, que l'Océan, si l'on persiste, mettra en pièces cette seconde *Armada*. Plusieurs vaisseaux viennent d'être brisés sur la côte. Maurice descend à terre pour diriger les secours et sauver les naufragés. Le 4 mars, le ciel étant redevenu calme, on se remet joyeusement à l'œuvre; nouvel orage, nouveaux désastres. «Décidément les vents ne sont pas jacobites,» écrit Maurice à un ami. Informé des désastres de Dunkerque, le comte d'Argenson apprend en même temps que l'escadre de l'amiral Norris a échappé à la surveillance de M. de Roquefeuille, et qu'elle est en mesure d'empêcher le débarquement dans la rivière de Londres. D'ailleurs aucune nouvelle des jacobites d'Angleterre, aucun indice de la révolution promise. Soudain une sage prudence succède aux illusions téméraires; l'entreprise est indéfiniment ajournée, sans qu'on ait l'air toutefois d'y renoncer tout à fait.

« Vous continuerez, monsieur, de suivre l'embarquement que vous avez commencé, mais sans y mettre de précipitation, et vous n'y apporterez que la sorte d'apparence d'empressement qui convient pour marquer que le roi n'abandonne pas le projet qu'il a formé, et dont l'exécution ne dépend que des secours et des facilités qui lui ont été promis de la part des partisans du roi Jacques, mais sur lesquels on ne peut compter tant qu'on n'aura pas de nouvelles précises.

» Sa Majesté ne juge donc point à propos, dans les circon-

stances présentes, que vous sortiez de la rade de Dunkerque pour passer en Angleterre, jusqu'à ce que vous soyez informé directement par ceux du parti du roi Jacques qui sont dans le secret que tout est prêt pour vous recevoir et que le lieu de débarquement vous soit précisément indiqué. Si ces nouvelles, ces indications, ces assurances nous venaient plus tôt qu'à vous, je vous dépêcherais aussitôt un courrier pour vous en informer et pour vous porter les ordres de Sa Majesté.

» .... Au reste, Sa Majesté désire extrêmement qu'en marquant de sa part autant de fermeté qu'elle fait pour la suite d'un projet qui a été dans l'origine entrepris sur la foi du secret, et que l'arrivée subite du prince de Galles a entièrement déconcerté par la publicité qu'elle y a donné, toutes les difficultés qui surviennent aujourd'hui à chaque pas pour l'exécution de ce projet soient pesées et examinées avec le prince de Galles et avec ceux qui le conseillent, en sorte que si l'on est obligé d'abandonner l'entreprise par l'impossibilité absolue de l'accomplir, cette impossibilité soit reconnue authentiquement par ceux du parti du roi Jacques, et qu'ils soient les premiers eux-mêmes à conseiller le désistement de l'entreprise....

» D'ARGENSON. »

Les lettres échangées à cette occasion entre le comte de Saxe et Charles-Édouard nous montrent le *désespoir* de Maurice et les nouvelles combinaisons qu'il imagine pour vaincre la fortune ennemie. Le jeune prince lui écrit le 9 mars : « Le désespoir que vous marquez sur l'obscurité qui couvre cette affaire à présent me donne des preuves de votre zèle..., » et quatre jours après : « Votre projet des bâtiments pêcheurs avec trente mille hommes *pour faire suer l'Angleterre* me plaît infiniment. Je me persuade qu'ayant débarqué dix mille de ces trente, en quelque coin du pays que ce débarquement se ferait, nous n'aurions pas lieu de les rembarquer ou de craindre la conséquence. Ce qui vous occupe à cette

heure demande la fermeté d'un esprit fait comme le vôtre.... » L'entreprise fut abandonnée, comme on pouvait le pressentir d'après la lettre du comte d'Argenson; mais Charles-Édouard conçut dès lors une si vive amitié pour Maurice, qu'il annonça le projet de servir à ses côtés dans la prochaine campagne. Voilà bien l'héroïque étourdi dont les illusions avaient engagé la France dans une folle aventure, et qui la fit échouer par son impatience! Si ses amis ne l'en avaient empêché, le prétendant au trône d'Angleterre allait combattre sous nos drapeaux les soldats de sa patrie.

Pendant ce temps-là, le comte Loss, toujours préoccupé des intérêts de Maurice, écrivait au roi de Pologne le 15 mars : « Je plains le comte de Saxe, qui sera la dupe de cette équipée, car il y a grande apparence que le roi a disposé, pendant son absence, du commandement qui lui était destiné, en faveur du maréchal de Belles-Isle. » Le comte Loss se trompait; Maurice obtint le commandement de l'armée de la Moselle. Louis XV avait résolu de prendre part à la nouvelle campagne, et, de tous les généraux qui pouvaient commander à côté du roi, aucun n'inspirait la même confiance que le vainqueur de Prague. Ce fut une occasion toute naturelle de braver enfin les préjugés de la cour et de donner à Maurice la haute dignité militaire que l'opinion publique lui avait depuis longtemps décernée. Le lundi de Pâques 6 avril, Versailles apprit, non sans étonnement, que le comte de Saxe était nommé maréchal de France. Le duc de Luynes, qui mentionne le fait dans son journal, a grand soin d'ajouter qu'il y a pourtant une différence

entre le nouveau maréchal et ses collègues, « différence indispensable, parce qu'il est protestant; » il n'aura le droit d'assister ni aux lits de justice ni au tribunal des maréchaux. Ces deux points exceptés, les priviléges seront les mêmes. « On l'appellera *le maréchal Maurice;* le roi le traitera de *mon cousin.* » Le duc de Luynes ajoute que le comte de Saxe avait refusé jusque-là de changer de religion dans la crainte qu'on n'attribuât cette démarche au désir d'être nommé maréchal, mais qu'il était disposé « à se faire instruire. » S'il est vrai qu'il ait tenu ce propos, la première partie atteste sa loyauté, la seconde est de pure politesse. Maurice n'était pas de ceux qui « se font instruire. » Il eût été un catholique sans foi, il est resté protestant par indifférence. Entre la franchise effrontée de l'absolue indifférence et l'hommage que le vice rend à la vertu, c'est aux casuistes de faire leur choix. Nous nous bornons à dire que le comte de Saxe n'était ni un philosophe ni un chrétien. Héros de l'action et de l'aventure, ne cherchez pas en lui les combats bien autrement glorieux qui font les héros de la vie morale; tourments généreux ou sérénité stoïque, Maurice ne devait pas vous connaître. Aussi éprouve-t-on un certain malaise quand une parole indiscrète vient soulever de telles questions au sujet d'un tel homme; on a hâte de quitter un domaine qui n'est pas le sien, on est impatient de se replonger avec lui dans le tourbillon des batailles.

IV

Le *maréchal Maurice* quitte Paris le 15 avril 1744 et va prendre sur la frontière le commandement de son corps d'armée. Le roi ne tarde pas à le suivre. L'armée du roi, sous les ordres de Noailles, assiégera les places fortes; Maurice couvrira les assiégeants et tiendra l'ennemi en respect. Cette campagne de 1744 a été pour le nouveau maréchal une occasion glorieuse de justifier certains principes exposés dans ses *Rêveries*. « Je ne suis point, dit-il, pour les batailles, surtout au commencement de la guerre, et je suis persuadé qu'un habile général pourrait la faire toute sa vie sans s'y voir obligé. Rien ne réduit tant l'ennemi que cette méthode et n'avance plus les affaires. Il faut donner de fréquents combats, et fondre, pour ainsi dire, l'ennemi petit à petit.... Je ne prétends point dire pour cela qu'on n'attaque pas l'ennemi quand on trouve l'occasion de l'écraser, et qu'on ne profite pas des fausses démarches qu'il peut faire; mais je veux dire qu'on peut faire la guerre sans rien donner au hasard, et c'est le plus haut point de perfection et d'habileté d'un général. » Harceler continuellement ses adversaires, les fatiguer, les surprendre, les fondre petit à petit, telle fut l'œuvre de

Maurice pendant cette vive campagne.. Une activité de tous les instants sans que rien soit livré au hasard, une précision extrême au sein de l'extrême mobilité, voilà le signe distinctif de son génie. Tous les juges contemporains l'attestent, je dis les juges désintéressés et même plusieurs de ceux qui d'abord ne lui rendaient pas justice[1]. Grâce à cette vigueur d'action, le roi put emporter les places qu'il assiégeait sans être inquiété par l'ennemi. Menin, Ypres, Furnes, attendaient en vain les secours des Anglais : Maurice barrait la route.

Un grave incident vint arrêter nos conquêtes. Tandis que nous soutenons sur nos frontières du nord le choc de l'Angleterre et de la Hollande, une armée autrichienne, sous les ordres du prince Charles, menace la ligne du Rhin. Le roi est obligé de porter son quartier-général à Metz; il tombe malade, il est en péril de mort, et un immense cri de douleur, le dernier cri d'enthousiasme populaire pour une monarchie condamnée, éclate d'un bout de la France à l'autre. N'est-il pas juste de reporter quelque chose de cet enthousiasme sur le chef vigilant et hardi dont les combinaisons avaient assuré la victoire aux assiégeants d'Ypres et de Menin? L'enthousiasme! il venait de renaître dans nos camps, à la voix de Maurice, après une période d'indifférence et de langueur. Vauvenargues ne dirait plus que les sol-

1. A côté du maréchal de Noailles qui est « un peu brouillon et irrésolu devant l'ennemi, » il faut, écrit le comte Loss, un homme tel que Maurice. » — « M. de Saxe, dit le fils du duc de Luynes, — celui-là même qui l'accusait trois ans auparavant de mener les Français *à la tartare, sans précaution ni détail*, — M. de Saxe suit son objet sans e perdre de vue. » *Mémoires du duc de Luynes*, t. VI, p. 122.

dats vont à l'ennemi « comme les capucins vont à matines, » sans prendre intérêt à la guerre, sans amour de la gloire ou de la patrie, menés et ramenés par le tambour « comme la cloche fait lever et coucher les moines. » Ces paroles s'appliquent aux armées engourdies sous les maréchaux de cour, non pas aux jeunes recrues qui avaient retrouvé sur les pas du comte de Saxe la vieille impétuosité française. L'entrain, dans l'armée de Maurice, ne nuisait pas à la discipline, et l'estime des officiers pour le chef entretenait la confiance du soldat. Le comte Loss, qui a visité son camp, le décrit en deux mots : « Tout s'y exécute à la minute, à la lettre, au compas, et le général est extrêmement estimé des officiers. »

Les opérations n'étaient pas encore terminées, l'armée française non plus que l'ennemi n'avait pas encore pris ses positions d'hiver, et déjà le maréchal Maurice était désigné pour le commandement de la prochaine campagne. Le comte d'Argenson, en lui donnant cette nouvelle, lui demande ses projets et ses plans[1]. Maurice, après avoir étudié les positions des alliés et cherché à deviner leurs desseins, dresse tout un plan de campagne qu'il vient soumettre au roi. Il arrive à Paris le 19 décembre. Il est plus ardent que jamais, car il sait ce qu'il vaut : la campagne de 1744 lui a révélé ce qu'il appelle les *parties sublimes* de son art. Il sent d'ailleurs que, malgré les intrigues de cour, il est désormais in-

1. *Lettre du comte d'Argenson au maréchal de Saxe*, 24 novembre 1744. Dans les *Lettres et Mémoires choisis parmi les papiers originaux du maréchal de Saxe*, t. I^er^, p. 156, 157.

dispensable ; jamais la France n'a couru pareil danger dans cette terrible aventure. L'empereur Charles VII, celui pour qui nous avons engagé la lutte, vient de mourir le plus misérable des hommes au milieu des pompes menteuses de sa dignité (20 janvier 1745), et son fils, le jeune électeur Maximilien-Joseph, afin de conserver ses États héréditaires, s'est empressé de se soumettre aux injonctions de Marie-Thérèse. Nous voilà seuls contre une moitié de l'Europe, seuls, et quel est pour nous l'intérêt de cette guerre? Quelle cause nous soutient en ce suprême effort? Une politique injuste et pusillanime nous a réduits à un rôle humiliant; nous demandons la paix, et la paix nous est refusée. Marie-Thérèse se venge.

Ah ! quelle que fût alors la frivolité de l'esprit public, des préoccupations douloureuses agitaient bien des cœurs. En veut-on une preuve singulièrement touchante? L'Académie française avait proposé pour sujet du prix d'éloquence en 1745, un discours sur l'inégalité des richesses d'après ce texte de la Bible : « *Dives et pauper obviaverunt sibi, utriusque operator est Dominus ;* le pauvre et le riche se sont rencontrés, le Seigneur a fait l'un et l'autre. » Un jeune écrivain obscur encore, inconnu, accablé d'infirmités, soutenu seulement par la hauteur de son âme et l'amitié de Voltaire, se met à commenter ces paroles, qui répondent si bien à sa propre situation. Il médite sur ce terrible problème de l'inégalité des richesses, et tout d'abord, songeant à l'égalité bien autrement terrible des infortunes humaines, il évoque avec une compassion éloquente et hardie l'image de

Louis XV menacé dans son royaume à côté de l'image de l'empereur Charles VII, récemment couché dans la tombe. « Un homme obligé par état à faire le bonheur des autres hommes, à les rendre bons et soumis, à maintenir en même temps la gloire et la tranquillité de la nation, lorsque les calamités inséparables de la guerre accablent ses peuples, qu'il voit ses États attaqués par un ennemi redoutable, à qui les ressources épuisées ne laissent pas même la consolation de l'espérance, ô peines sans bornes! quelle main séchera les larmes d'un bon prince dans ces circonstances? S'il est touché comme il doit l'être de tels maux, quel accablement! s'il y est insensible, quelle indignité ! [1] » Et quelques lignes plus loin : « Mêmes infirmités, mêmes faiblesses, même fragilité s : font remarquer dans tous les États ; même sujétion à la mort qui met un terme si court et si redoutable aux grandeurs humaines. S'il fallait donner un exemple plus frappant de ces vérités, la Bavière et la France en deuil nous le fourniraient. Oserai-je le proposer et me permettra-t-on cet écart? Un prince s'était élevé jusqu'au premier trône du monde par la protection d'un roi puissant; l'Europe, jalouse de la gloire de son bienfaiteur, formait des complots contre lui; tous les peuples prêtaient l'oreille et attendaient les circonstances pour prendre parti. Déjà la meilleure partie de l'Europe était en armes, ses plus belles provinces ravagées; la mort avait détruit en un moment les armées les plus redoutables ; triomphantes sous leurs ruines, elles renais-

1. Il est évident que l'auteur écrivait ces paroles au commencement de 1745, avant la bataille de Fontenoy.

saient de leurs cendres; de nouveaux soldats se rangeaient en foule sous nos drapeaux victorieux; nous attendions tout de leur nombre, de leur chef et de leur courage. Espérance fallacieuse! ce spectacle nous imposait. Celui pour qui nous avons entrepris de si grandes choses touchait à son terme... Frappé tout à coup sous la pourpre, il descend aux sombres demeures où la mort égale à jamais le pauvre et le riche, le faible et le fort, le prudent et le téméraire. Ses braves soldats, qui avaient perdu le jour sous ses enseignes, l'environnent, saisis de crainte : *Sage empereur, est-ce vous?...* [1] »

Pourquoi l'ancien frère d'armes de Maurice, en donnant ce libre cours à sa patriotique douleur, nous parle-t-il « de ressources épuisées qui ne laissent pas même la consolation de l'espérance ? » Nos documents des archives de Dresde complètent ici le discours de l'orateur. Le comte Loss, dans une de ses dépêches, annonce à l'électeur de Saxe que le roi Louis XV est dans la plus vive anxiété au sujet du maréchal Maurice. Le maréchal est atteint d'hydropisie, et l'on croit ses jours en danger. En tous cas, il paraît impossible qu'il supporte les fatigues d'une campagne. De là le désespoir du roi. « On a une si haute idée de la capacité et de l'expérience du maréchal, ajoute le comte Loss, qu'on est généralement persuadé que sa perte serait un malheur pour la France dans les circonstances présentes, n'y ayant guère de sujets capables de le remplacer parmi la quantité

1. Vauvenargues, *Discours sur l'inégalité des richesses.*

d'officiers-généraux dont le royaume fourmille. » Maurice triompha de la douleur par l'énergie de sa volonté. On sait sa réponse à Voltaire, qui, l'ayant rencontré avant son départ, lui demandait comment il pourrait faire dans cet état de faiblesse : « Il ne s'agit pas de vivre, mais de partir. » Grande parole, véritable cri du cœur où se révèle tout entier le soldat amoureux de la gloire ! Vivre ou mourir, qu'importe dès que le canon l'appelle? Imaginez un tel homme au service d'une croyance, supposez qu'il se dévoue à une grande cause, à un principe sacré; il n'y aura pas de plus magnanime figure.

Maurice prend congé du roi le 31 mars, et quelques jours après il arrive à la frontière de Flandre. Les soins de son médecin ordinaire, Sénac, et du chirurgien-major de ses houlans, M. Roth, le régime sévère qu'on lui impose, un traitement indiqué par l'illustre chef des animistes, le professeur Stahl de l'université de Halle, surtout l'ardente volonté du malade, lui permettent de déployer une activité prodigieuse au milieu des plus cruelles douleurs. Le 19 avril, il quitte Maubeuge avec son armée et la porte rapidement sous les murs de Tournay. L'attaque était si peu prévue, la marche fut si bien conduite, si bien exécutée, qu'au moment où le siége commença, les deux principaux officiers de la garnison, le commandant de la place et le directeur de l'artillerie (nous devons ce détail au comte Loss), assistaient dans Bruxelles à un conseil de guerre. Aussitôt les alliés se décident à venir au secours des assiégés. Anglais, Hollandais, Hanovriens, Autrichiens, environ

soixante mille hommes sous le commandement du duc de Cumberland; sont en marche sur Tournay.

Le maréchal de Saxe acceptera la bataille sans abandonner les travaux du siége. Il occupe le village de Fontenoy et s'y retranche solidement, appuyant sa droite au bourg d'Anthoin, sur l'Escaut, sa gauche à la pointe des bois de Barry. Il connaît le pays, il sait que là est la clé des positions décisives. Les préparatifs terminés et l'ennemi s'approchant, Maurice écrit au roi, qui part de Versailles le 6 mai et arrive le 8 au quartier-général, salué par les acclamations de toute l'armée. Du 8 au 11, les dernières mesures sont prises. Chacun se prépare pour ce terrible choc. Porté dans sa voiture d'osier, le maréchal surveille l'exécution de ses ordres, explique le plan de la bataille à ses aides de camp, entretient la confiance du roi, confiance joyeuse, intrépide, qui à son tour enflammera l'ardeur chevaleresque de tant de brillants gentilshommes. Jamais la veille d'une grande bataille ne fut si joyeuse. La présence d'un souverain au milieu d'une bataille, quand ce souverain n'est pas le vrai capitaine, est souvent un embarras pour l'exécution des ordres. Le roi eut le bon goût de faire respecter l'unité du commandement en imposant silence aux gens de cour. Un déplacement de troupes, exigé par le plan général, mais suspect à ceux qui ne pouvaient embrasser l'ensemble, avait excité de vifs murmures dans l'entourage du roi. « Le maréchal est malade, disait-on ; sa tête faiblit, son cerveau se trouble ! » Louis XV va droit à Maurice, et d'une voix haute et ferme, devant tous les courtisans : « Monsieur le maré-

chal, dit-il, en vous confiant le commandement de mon armée, j'ai entendu que tout le monde vous y obéît; je serai le premier à en donner l'exemple. »

Il n'y avait eu que des escarmouches dans la journée du 10 entre les tirailleurs des deux armées. Le 11, à cinq heures du matin, l'ennemi se range en bataille à une demi-portée de canon des lignes françaises. Les Anglais sont à notre gauche, les Hollandais à notre droite. Après une demi-heure de canonnade, les Anglais s'élancent sur les redoutes de Fontenoy avec de grands cris; ils sont reçus de telle sorte que le ravin creusé en avant du village est bientôt comblé de leurs cadavres. Le duc de Cumberland veut nous tourner par la gauche en traversant le bois de Barry. Les postes établis par la vigilance de Maurice ayant déconcerté son projet, il prend la résolution de jeter plusieurs milliers d'hommes sur nos lignes, entre le bois de Barry et Fontenoy, précisément à l'endroit où Maurice avait prévu que se déciderait le sort de la journée. Sans cette prévision, véritable éclair de génie, la bataille était perdue. Maurice avait prévu le dessein de Cumberland, il n'avait pu prévoir une manœuvre à laquelle Cumberland lui-même ne songea point, et qui, dans ses proportions formidables, n'eut d'auteur que le hasard [1]. A la suite des premières attaques dirigées par le général anglais, une colonne se forme sous l'empire de circonstances toutes fortuites, colonne immense, profonde, qui répare continuellement

1. Maurice avoue pourtant qu'il aurait dû fortifier plus vigoureusement encore cette partie de ses lignes. Il s'accuse de l'échec subi par les troupes que surprit le premier choc de la colonne.

ses brèches, qui se fortifie, qui s'allonge, et embrassera bientôt toute l'armée. Elle avance, elle déborde Fontenoy, elle va nous couper en deux et rester maîtresse du champ de bataille. Étrange spectacle ! ordre et furie tout ensemble : une solidité impassible et un feu d'enfer. Maurice, avec sa verve rapide, a déjà conçu un nouveau plan : il laisse la terrible colonne s'engager entre nos feux, afin de la détruire d'un seul coup. C'est jouer gros jeu, sans doute ; mais la prudence chez Maurice est toujours unie à l'audace, et si la manœuvre échoue, la retraite est assurée. Pendant six heures, de huit heures du matin à deux heures, on vit la colonne anglaise s'avancer toujours, à pas comptés, mais terrible ; pendant six heures, on vit nos meilleures troupes, cavaliers et fantassins, se briser contre ces remparts vivants qui vomissaient la mort. La bataille fut longtemps incertaine. Maurice suppliait le roi et le dauphin de s'éloigner, voulant à la fois ménager des existences précieuses à l'État et écarter les influences qui pouvaient contrarier ses plans. Le roi tint bon et resta fidèle jusqu'au bout à sa promesse d'obéissance. Maurice l'en remercie dans un rapport au comte d'Argenson, avec une franchise toute militaire : « Je ne saurais vous faire d'assez grands éloges de la fermeté de son air et de sa tranquillité. Il a vu pendant plus de quatre heures la bataille douteuse, cependant aucune inquiétude n'a éclaté de sa part ; il n'a troublé mon opération par aucun ordre opposé au mien, qui est ce qu'il y a de plus à redouter de la présence d'un monarque environné d'une cour qui voit souvent les choses autrement qu'elles ne sont. Enfin le

roi a été présent pendant toute l'affaire et n'a jamais voulu se retirer, quoique bien des avis fussent pour ce parti-là pendant toute l'action [1]. »

On dit qu'à l'instant le plus périlleux de la crise, tandis que tous ces gentilshommes aussi élégants qu'intrépides allaient se briser avec désespoir contre la colonne anglaise, tandis que chefs et soldats, après des prodiges de valeur, retombaient épuisés ; tandis que Maurice lui-même laissait échapper ce cri, non pas de découragement mais de surprise : « Se peut-il que de telles troupes ne soient pas victorieuses ? » on dit que le duc de Richelieu, arrivant du côté de Fontenoy, les cheveux au vent, l'épée à la main, annonça la victoire comme certaine, si une dernière attaque était conduite avec ensemble et secondée par la trouée du canon. A en croire le récit de Voltaire, c'est là l'inspiration qui aurait sauvé l'armée française. Répété, amplifié, comme il arrive toujours, ce récit a passé de bouche en bouche, et Maurice, d'après une tradition presque unanime, doit céder au duc de Richelieu une part, une bonne part, de la gloire de Fontenoy.

L'erreur, car c'en est une, vient du marquis d'Argenson. Le marquis d'Argenson, ministre des affaires étrangères [2], était venu retrouver le roi à son quartier-général deux jours avant la bataille ; il était auprès de

1. *Le maréchal de Saxe au comte d'Argenson. Du camp devant Tournay*, 13 *mai* 1745. — Voyez *Lettres et Mémoires du maréchal de Saxe*, t. I^er^, p. 234.

2. Le marquis d'Argenson était le frère aîné du comte d'Argenson dont nous avons rencontré le nom tout à l'heure, à l'occasion du projet de descente en Angleterre. Le comte d'Argenson était ministre de

lui pendant les péripéties de la lutte, il vit le généreux élan du duc de Richelieu, et dans la lettre célèbre, dans la lettre *à la Sévigné* qu'il écrivit à Voltaire du milieu des mourants et des morts, il n'eut garde d'oublier un incident qui faisait tant d'honneur à un ami du poëte. « Votre ami, M. de Richelieu, est un vrai Bayard ; c'est lui qui a donné le conseil, et qui l'a exécuté, de marcher à l'infanterie comme des chasseurs ou comme des fourrageurs, pêle-mêle, la main baissée, le bras raccourci, maîtres, valets, officiers, cavaliers, infanterie, tout ensemble. Cette vivacité française dont on parle tant, rien ne lui résiste ; ce fut l'affaire de dix minutes que de gagner la bataille avec cette botte secrète. » Voltaire répète le fait avec ses commentaires ; le roi, dit-il, se rendit le premier à cette idée ; le duc de Biron prit sur lui de désobéir au maréchal en empêchant les troupes de commencer la retraite ; « le maréchal, qui arrivait en cet endroit, n'eut pas de peine à se rendre ; il changea de sentiment quand il en fallut changer. »

Tout cela est-il bien sûr ? N'est-ce pas exagérer un incident qui a sa place, sans doute, mais une place secondaire dans un vaste ensemble de combinaisons ? Le témoin qu'il faut suivre ici, ce n'est pas l'homme qui n'a vu qu'un détail, c'est le confident initié aux secrets du chef. « De quelle utilité, dit le baron d'Espagnac, pouvaient être ces différentes charges de cavalerie contre une colonne formidable qui devait nécessaire-

la guerre depuis le mois d'août 1742, quand son frère le marquis fut chargé du portefeuille des affaires étrangères au mois de novembre 1744.

ment culbuter tous ces corps isolés ? » Et à cette question, comme le maréchal lui-même lui avait expliqué son dessein, il répond sans hésiter : « Tant que l'ennemi n'avait pas pris Fontenoy ou la redoute, ses succès dans le centre lui étaient désavantageux, étant sans point d'appui. Plus il marchait en avant, plus il exposait ses troupes à être prises en flanc par les Français qu'il laissait derrière lui. Il était donc essentiel de le contenir par des charges réitérées, trop faibles il est vrai pour s'en promettre un grand effet, mais qui donnaient le temps de disposer l'attaque générale d'où dépendait la victoire[1]. » Voilà un témoignage décisif. Quant aux ordres de retraite donnés pas le maréchal, ordres positifs, nous dit Voltaire, qui plaide pour Richelieu, le baron d'Espagnac en connaissait bien la valeur. Ces ordres donnés à une partie des troupes se combinaient avec l'attaque générale réservée pour le moment suprême. Richelieu pouvait proposer un coup de main sans se soucier des conséquences ; Maurice était tenu de pourvoir d'avance aux nécessités d'un échec possible. « Il songeait à assurer la retraite, dit le baron d'Espagnac, dans le temps qu'il préparait les moyens de vaincre[2]. »

Et qu'on ne voie pas ici la partialité d'un aide de camp décidé à justifier son chef ; les rapports émanés de toutes mains sont d'accord avec ce jugement. On peut dire que les preuves abondent, preuves de fait et

1. *Histoire de Maurice, comte de Saxe*, par le baron d'Espagnac, 2 vol., Paris 1775. Voyez t. II, p. 59-60.
2. *Id., ibid.*, p. 61.

preuves morales. Un illustre officier danois, donné par Maurice à la France et que nous rencontrerons dans la suite de notre histoire, le comte de Loewendal, voyant arriver Maurice à l'un des moments les plus critiques de la bataille, alla prendre ses ordres et lui dit : « Monsieur le maréchal, voilà une belle journée pour le roi ; ces gens-là ne sauraient lui échapper [1]. » Il avait deviné le plan du comte de Saxe. Comment s'expliquer d'ailleurs le succès foudroyant de cette *botte secrète ?* « Dans un moment, écrit Maurice au ministre de la guerre, cette colonne anglaise, qui pouvait consister en huit ou dix mille hommes, fut anéantie [2]. » Espagnac complète le tableau. « Le maréchal de Saxe avait commandé que la cavalerie touchât les Anglais avec le poitrail des chevaux ; il fut bien obéi. Les officiers de la chambre chargeaient pêle-mêle avec les gardes et les mousquetaires : les pages du roi y étaient l'épée à la main ; il y eut une si exacte égalité de temps et de courage, un ressentiment si unanime des échecs qu'on avait reçus, un concert si parfait, — la cavalerie le sabre à la main, l'infanterie la baïonnette au bout du fusil, — que la colonne anglaise fut foudroyée et disparut. » Eh bien ! comment expliquer cette disparition d'une armée, si les mesures générales de Maurice, connues du baron d'Espagnac et devinées par le comte de Loewendal, n'avaient préparé le coup de foudre ?

1. *Histoire de Maurice, comte de Saxe,* par le baron d'Espagnac, Voyez t. II, p. 63.

2. *Lettres et Mémoires du maréchal de Saxe,* 5 vol., Paris 1794. T. 1er, p. 233.

Le roi se montra reconnaissant envers le comte de Saxe ; il savait bien qu'il lui devait le succès de Fontenoy. Il le dit expressément dans une lettre à l'archevêque de Paris en lui ordonnant de faire chanter un *Te Deum* d'actions de grâces. « La lettre du roi à M. l'archevêque, écrit l'annaliste Barbier, est fort belle et fort noble. Quoique le roi en personne commande son armée, il reconnaît lui-même que la victoire a été remportée par le maréchal comte de Saxe. » Une autre lettre adressée par Louis XV au cardinal de Tencin, lettre que le comte Loss a reproduite dans une de ses dépêches et que la Saxe nous restitue aujourd'hui, contient ces mots : « Nous devons aux bonnes dispositions du maréchal de Saxe la victoire que nous venons de remporter. Il nous a donné de bonnes leçons, si nous voulons en profiter ; mais je crains qu'il ne nous en donne pas longtemps, s'il reste dans l'état où il se trouve. Ce serait une perte irréparable pour nous, que je ferais avec bien du regret, surtout parce que je ne pourrais, comme je le voudrais, récompenser les grands services qu'il nous a rendus. »

Les récompenses données par Louis XV au vainqueur de Fontenoy, est-il besoin de les énumérer ? Pensions, priviléges de cour, gouvernement de l'Alsace, commandement supérieur en Flandre, en attendant la plus haute, la plus rare de toutes les dignités militaires, rien ne lui sera refusé. Un trophée plus beau, ce fut la reconnaissance de la nation. Chacun comprenait que le vainqueur avait sauvé la France de l'invasion des alliés. Le *Te Deum* chanté le 20 mai à Notre-Dame pour la

victoire de ce protestant eut l'éclat d'une cérémonie nationale. On comptait dans l'immense assemblée quarante évêques et soixante-dix membres du Parlement, « ce qui ne s'était jamais vu, » dit Barbier. Le soir, Paris resplendissait d'illuminations et de feux de joie. Le Parlement décida qu'il enverrait une députation sur le théâtre de la guerre pour complimenter le roi. Enfin, ce jour-là même, le 20 mai 1745, Voltaire célèbre aussi son *Te Deum ;* il achève un chant de triomphe enlevé en quelques heures, et y met ce simple titre, qui répondait à l'allégresse universelle : *le Poëme de Fontenoy.*

Nous avons parlé de Vauvenargues à propos du vainqueur de Prague et d'Égra; comment ne pas rapprocher Voltaire et le vainqueur de Fontenoy ? Sous le coup des événements auxquels est attaché le nom de Maurice, Voltaire laisse éclater des émotions inconnues aux autres périodes de sa vie. L'amour de la patrie semble créer en lui un homme nouveau. Déjà en 1744, au milieu des angoisses publiques, quand le roi se mourait à Metz et que l'invasion frappait à nos portes, Voltaire était parti pour Berlin, et là, à force d'esprit, d'adresse, de séductions, il avait décidé son ami le roi de Prusse à reprendre les armes contre l'Autriche. Ce détail si peu connu est l'un des meilleurs titres du poëte ; l'auteur de *Mérope* protégeait la France à Berlin comme Maurice la sauvait en Alsace. C'est le marquis d'Argenson qui avait mis en campagne ce diplomate, auquel ses prédécesseurs n'auraient jamais songé. Esprit original et hardi, philosophe dévoué au bien de l'État,

précurseur de Jean-Jacques et de Turgot, d'Argenson aimait Voltaire, il le guidait, et si Voltaire avait eu plus longtemps un guide comme celui-là, si d'Argenson n'avait pas été disgracié après quelques mois d'un ministère glorieux, le grand agitateur aurait exercé assurément une meilleure influence sur son siècle. Ils s'étaient connus dès le collége, chez les jésuites de Louis-le-Grand. En 1744, le marquis d'Argenson, jusque-là gouverneur de province et conseiller d'État, remplace M. Amelot aux affaires étrangères, et à dater de ce moment les rapports du ministre et du poëte deviennent plus intimes, plus actifs : d'Argenson communique à Voltaire son amour du pays, il l'intéresse à la cause de la paix, il emploie sa plume pour des travaux diplomatiques, il lui fait écrire la lettre que Louis XV doit adresser à la tsarine Élisabeth pour l'engager à se porter médiatrice entre les belligérants, il le nomme historiographe de France. Historiographe de France ! à un tel moment, quand Maurice tient le drapeau, la fonction est digne du poëte. Avec quelle verve il racontera ces campagnes dont il a, lui aussi, préparé les succès par ses négociations ! Comme son cœur est ému ! comme il suit nos soldats sur tous les champs de bataille ! Si une victoire décisive relève la France, c'est Voltaire qui en reçoit le premier la nouvelle, et qui la reçoit du marquis d'Argenson ! Le soir même de la bataille de Fontenoy, d'Argenson envoie un courrier à Voltaire, et Voltaire lui répond en trois lignes :

« Jeudi, 13 mai, onze heures du soir.

» Ah! le bel emploi pour votre historien! Il y a trois cents ans que les rois de France n'ont rien fait de si glorieux. Je suis fou de joie. Bonsoir, monseigneur. »

Quelques jours après, le ministre adresse au poëte une description de la bataille, description vive, brusque, familière, profondément humaine, avec des cris de soldat et des accents de philosophe. Voltaire lui répond aussitôt :

« Jeudi, 20 mai au soir.

» Vous m'avez écrit, monseigneur, une lettre telle que Madame de Sévigné l'eût faite, si elle s'était trouvée au milieu d'une bataille. Je viens de donner bataille aussi, et j'ai eu plus de peine à chanter la victoire que le roi à la remporter. M. Bayard de Richelieu vous dira le reste. Vous verrez que le nom de d'Argenson n'est pas oublié. En vérité, vous me rendez ce nom bien cher; les deux frères le rendront bien glorieux.

» Adieu, monseigneur. J'ai la fièvre à force d'avoir embouché la trompette. Je vous adore. »

Qu'est-ce donc que cette bataille livrée par Voltaire? C'est son *Poëme de Fontenoy*. Il le termine le 20 mai; le 26, trois éditions étaient épuisées, et l'on publiait la quatrième. Certes tout n'y est pas également heureux : il y a trop de figures mythologiques, trop de Mars et de Minerve au milieu des noms qui sentent la poudre; mais quel feu! quelle furie toute française! Comme ils s'élancent, ces brillants gentilshommes, si spirituels et si braves, si enjoués et si terribles! Pas un n'est oublié, ni Boufflers, ni d'Ayen, ni Grammont, ni Colbert, ni cette maison du roi, ces corps d'élite créés sous Louis XIV et qui décidèrent si souvent la

victoire. On dirait que la voix même de la France retentit dans les accents du poëte, c'est elle qui entraîne ses enfants et glorifie ceux qui tombent. Les paroles peuvent faiblir, le mouvement ne s'arrête pas. On entend un mot qui revient sans cesse : *marchez!* Les régiments qui se succèdent se brisent contre la colonne anglaise; *marchez! marchez!* et le tambour bat, et le poëte sonne la charge, jusqu'à ce qu'enfin généraux et soldats, cavaliers et fantassins, entrent pêle-mêle comme la mitraille dans la colonne éventrée du duc de Cumberland. *Le poëme de Fontenoy,* avec toutes les circonstances qui s'y rattachent, est un des meilleurs épisodes de la vie de Voltaire; mais s'il faut en faire honneur à la généreuse vivacité du poëte et à l'influence libérale du marquis d'Argenson, ne doit-on pas aussi en reporter quelque chose sur le général qui redressait le cœur d'un grand peuple, sur l'homme qui, dévoré de souffrances, forçait son corps à subir le joug de l'esprit, agissait, combinait, dirigeait tout, demandant au dieu des combats

De vivre encore un jour et de mourir vainqueur?

LIVRE CINQUIÈME

DE FONTENOY A MAESTRICHT — LA GUERRE ET LA COUR
DERNIÈRES CAMPAGNES

I

De Fontenoy à Maëstricht, quelle route de gloire pour Maurice de Saxe ! Ce n'est pas seulement la grande étape de sa vie; on peut dire qu'il n'en est pas de plus belle dans l'histoire militaire du dix-huitième siècle, du moins jusqu'à l'heure où se lèveront les soldats de 92. L'Angleterre et la Hollande, associées aux rancunes de Marie-Thérèse, ont juré d'abaisser la France. Nos victoires, au lieu de les décourager, ne font qu'irriter leur colère. En vain offrons-nous la paix à l'ennemi; point de paix, point de trève, il faut que les vainqueurs de Fontenoy finissent par être humiliés. L'acharnement britannique et la ténacité hollandaise, exaspérés encore par l'orgueil autrichien, nous opposent un formidable obstacle. Maurice a senti cela, et il redouble de vigi-

lance pour ne rien livrer au hasard. Cet esprit qui rêve si volontiers en temps de paix n'a jamais été plus prudent qu'au lendemain de Fontenoy. L'ivresse de la victoire ne le trouble pas un instant. Lorsque Frédéric le Grand l'appellera un jour le Turenne de la France au dix-huitième siècle, il pensera surtout à cette période de sa vie. Qui aurait pu croire que ce soldat toujours prêt à se battre, celui qu'on accusait de mener les Français *à la tartare*, montrerait tout à coup tant de prudence et de solidité? Solidité, c'est le mot qui revient sans cesse dans les lettres qu'il échange avec le maréchal de Noailles, un peu étonné de cette inaction[1]. Maurice a tracé son plan et il s'y tient, dût-il déplaire au roi, au comte d'Argenson, à toute la cour, dût-il même encourir les reproches de son vieil ami, l'impétueux maréchal de Noailles. Il veut s'établir fortement sur son terrain, n'avancer que pied à pied et ne frapper qu'à coup sûr. Il écrira un jour au roi de Prusse : « Les Français sont ce qu'ils étaient du temps de César et tels

1. « Il y a des occasions dans lesquelles il est de la sagesse de passer par-dessus les règles ordinaires, pour se procurer des avantages plus considérables que ne pourraient être les inconvénients que l'on en aurait à craindre. En suivant ce principe et en admettant le retour des Anglais dans leur pays, comme il ne resterait presque plus de troupes aux alliés que pour former les garnisons, ne vous paraîtrait-il pas qu'il serait de la dernière importance de ne pas perdre un instant pour changer votre position, marcher en avant, et vous emparer encore des principales villes...? » — *Le maréchal de Noailles au maréchal de Saxe.* 1er septembre 1745. — Nous n'avons pas ici la réponse de Maurice, mais on peut la deviner par les répliques du duc de Noailles : « Je suis bien de votre opinion, mon cher maréchal, concernant les *pointes*, et, à cet égard, je puis dire d'après vous que ce genre de guerres est marqué en lettres rouges sur mes capitulaires comme sur les vôtres. Le solide est préférable au brillant.... » 17 Septembre 1745. — *Lettres et Mémoires*, etc. Paris 1794, t. 1er, p. 294.

qu'il les a dépeints, braves à l'excès, mais inconstants, fermes à se faire tous tuer dans un poste, mauvais manœuvriers en plaine.... J'en tire le parti que je puis, et je tâche de ne rien donner de capital au hasard. » Depuis cette époque, et chaque fois qu'ils ont eu à leur tête des manœuvriers de génie, les Français ont prouvé qu'ils n'étaient pas de mauvais manœuvriers en plaine; Maurice, en signalant nos défauts, avoue ce qui lui manque à lui-même. Qu'importe? il a tiré parti et de ses troupes et de ses facultés propres; bien plus, il a su contenir sa témérité naturelle pour ne pas exposer aux retours de la fortune les grands intérêts dont il était chargé. Aussi que voit-on de Fontenoy à Maëstricht? Une série d'opérations constamment heureuses, siéges, combats, prises de villes, conquêtes de provinces, et au milieu de tant de succès de détail deux grandes batailles rangées, deux victoires qui soutiendront la gloire de Fontenoy; si bien que l'opinion publique, déjà si éveillée cependant, oubliera dans sa joie les maux d'une guerre absurde, l'épuisement de nos ressources, le dépérissement du pays, et que cette noble France, tout en marchant vers l'abîme où la pousse la vieille monarchie, fera retentir pendant trois ans comme un perpétuel *Te Deum*[1].

Tournay s'était rendu quelques jours après la victoire de Fontenoy (22 mai 1745); la citadelle, construite par Vauban à l'époque où nous possédions la Flandre, ne

1. « La révolution est certaine dans cet État-ci; il s'écroule par les fondements... » *Journal du marquis d'Argenson*, à la date du 30 juillet 1743.

tarde point à suivre l'exemple de la ville. Défendue avec vigueur par une garnison austro-batave, elle est obligée de capituler le 19 juin. Trois semaines plus tard, Gand est enlevé en quelques heures. Vainement les alliés ont-ils envoyé un corps de six mille hommes pour protéger la ville; le comte Du Chayla, sur les indications de Maurice, coupe le chemin à l'ennemi, l'arrête, le disperse, tandis que le comte de Lœwendal, ami et disciple du comte de Saxe, renouvelle sous les murs de Gand la merveilleuse escalade de Prague. Même rapidité dans l'exécution, même humanité après le triomphe: à peine quelques hommes tués dans la petite troupe du comte, et toute une garnison prisonnière; une grande ville abandonnée au vainqueur, et nul pillage, nul désordre. Il est évident que le comte de Lœwendal, au moment où il commence une carrière nouvelle sous les drapeaux de la France, se souvient du premier exploit par lequel Maurice s'est illustré en Bohême. Pourquoi donc oubliera-t-il si tôt ce grand exemple? Pourquoi Maurice lui-même sera-t-il infidèle à ses débuts? Serait-il vrai que le désintéressement chez certains hommes de guerre est le privilége de la jeunesse, et que bientôt l'habitude d'une grande existence, les tentations du commandement, l'ivresse du pouvoir absolu jointe à l'ivresse de la guerre, développent dans les meilleures natures une cupidité honteuse? Un jour viendra où les *pilleries* du comte de Saxe et du comte de Lœwendal arracheront des cris de fureur ou plutôt des exclamations de dégoût au marquis d'Argenson. Nous nous garderons bien de dissimuler ces ombres. Si l'étude

d'un personnage illustre nous attire, c'est par ses rapports avec l'histoire générale, et dans la biographie comme dans l'histoire la justice est la loi souveraine de l'écrivain. Nous ne demanderons pas même si les mœurs de l'époque n'atténuent pas les crimes des *Verrès*, comme d'Argenson les appelle, si le gouvernement n'était pas au pillage, et si des maréchaux sans cesse attaqués par des cabales puissantes, en lutte avec des princes du sang, n'étaient pas entraînés à s'indemniser eux-mêmes par la prévision de leur chute prochaine. Bien loin d'invoquer ces excuses indignes, nous condamnerons doublement nos héros en leur rappelant les heures de gloire sans tache : à Maurice, gouverneur des Flandres, nous opposerons le vainqueur de Prague ; à Lœwendal, déshonorant par des vols effrontés sa prise de Berg-op-Zoom, nous opposerons le vainqueur de Gand.

Gand et Tournay une fois occupés par nos troupes, la première ligne des défenses ennemies était brisée. Grammont, Ninove, Alost, à la seule nouvelle de la prise de Gand, envoient des députés au roi pour faire leur soumission. Une division sous les ordres du marquis de Souvré ayant paru devant Bruges le 18 juillet 1745, les bourgeois s'empressent d'ouvrir les portes. Ce jour-là même, Lœwendal commence le siége d'Oudenarde, et le 21, à six heures du soir, le gouverneur est forcé de se rendre. Le 11 août, le duc d'Harcourt ouvre la tranchée devant Dendermonde, et le lendemain la garnison met bas les armes. Ostende, avec une garnison de quatre mille hommes et sans cesse ravitaillée du

côté de la mer, essaye en vain de nous arrêter ; Lœwendal pousse les travaux avec tant de vigueur que le commandant de la place arbore le drapeau blanc dès la matinée du 23. Rien ne résiste à l'élan de nos soldats, soutenus par un corps de génie que nous envie toute l'Europe. Nieuport, à l'abri de ses écluses qui semblent le rendre inaccessible, tombe aussi, au bout de quelques jours, sous les coups de Lœwendal (5 septembre). Nieuport, Ostende, c'étaient les points de communication directe entre l'Angleterre et les Pays-Bas autrichiens; voilà les chemins rompus, grâce aux victoires du disciple de Maurice, et les Anglais n'ont plus que les ports de Hollande pour pénétrer sur le théâtre de la guerre.

Après ces trois mois de succès, résultats de la journée de Fontenoy, le roi était reparti pour Paris le 1er septembre, laissant le maréchal de Saxe continuer ses conquêtes. Pourquoi, dès ce moment, voit-on une sorte d'inaction subite au quartier-général ? Maurice ignore-t-il donc qu'il est entouré d'envieux et qu'il va fournir des armes à ses ennemis ? Tant que le roi était au camp, il fallait bien que le maréchal donnât signe de vie; le roi n'y est plus, que devient ce vainqueur agonisant? Excellent texte à développer pour des gens de cour. Cet esprit de méchanceté qui était alors le génie des hautes classes, cet esprit que le poëte Gresset allait représenter sur la scène et que d'Argenson met à nu dans son *Journal*[1], trouvait là une proie toute

1. « Cette sagacité alerte qui découvre le ridicule, qui le saisit, qui

préparée. — Ses débauches l'ont tué, disaient les uns; son corps s'affaisse et sa tête déménage. — Il veut prolonger la guerre, disaient les autres, une guerre commode aux chercheurs d'aventures; des forces supérieures, des succès faciles.... en ménageant les choses, cela peut durer longtemps. — Louis XV, après la victoire de Fontenoy et pendant les succès qui suivirent, avait comblé Maurice de ses faveurs : sans parler des priviléges de cour, du *droit d'entrer au Louvre en carrosse*, du *droit de séance sur un tabouret devant leurs Majestés et les enfants de France*, droits accordés au maréchal de Saxe ainsi qu'*à la dame son épouse, s'il venait à se remarier*, et qui devaient passer *à l'aîné de ses enfants et descendants mâles nés de légitime mariage*; sans parler, dis-je, de ces priviléges, si enviés dans ce monde-là, mais auxquels Maurice ne tenait guère, le roi lui avait donné une pension annuelle de 40 000 livres, auxquelles s'ajoutèrent bientôt les 120 000 livres du gouvernement d'Alsace, laissé vacant par la mort du maréchal de Broglie. C'est aussi à cette époque qu'il lui fit don du château de Chambord avec toutes ses dépendances. Quels sujets d'envie pour tant de courtisans rapaces! Jamais la corruption des mœurs, la prodigalité fastueuse, n'avaient engendré pareilles convoitises. Princes du sang, haute noblesse, maréchaux, ducs et pairs, tous mordaient à belles dents sur le trésor public : véritable curée dont plusieurs témoins,

exprime légèrement sa critique, est le génie et la supériorité du temps. » *Journal et Mémoires du marquis d'Argenson*, publiés par M. Rathery, t. V, p. 86; Paris 1863.

coupables eux-mêmes, nous révèlent aujourd'hui les scandales. Excepté le maréchal de Noailles, un des plus acharnés pourtant, s'il faut en croire le marquis d'Argenson, à ce pillage de la France, tous les grands seigneurs du temps enviaient la fortune de Maurice et se déchaînaient contre lui. A leur tête s'agitait un des chefs de la maison de Condé, le prince de Conti, esprit hautain et brouillon, intelligence médiocre surmenée à tort et à travers par une ambition sans limites. On le verra bientôt entrer en lutte ouverte avec le maréchal de Saxe ; on verra le maréchal lui tenir tête, le vaincre, le chasser du théâtre de la guerre, et provoquer ainsi une haine qu'il payera peut-être de sa vie en ce duel mystérieux du bois de Chambord dont la tradition a conservé le souvenir. Or nous voici à l'heure où les hostilités commencent; le prince de Conti croit le moment favorable pour désarçonner ce général hydropique qui ne donne plus signe de vie. Puisque le comte Maurice n'ose poursuivre *les conquêtes du roi*[1], qu'il aille se faire soigner à Chambord !

Malheureusement le prince de Conti et ses partisans n'étaient pas les seuls à parler de la sorte ; c'était l'opinion du marquis d'Argenson, ministre des affaires étrangères, sincère ami du bien de l'État et attentif à

1. Les courtisans étaient d'accord pour attribuer au roi, au roi tout seul, les conquêtes des mois de juin, juillet et août 1745 ; Voltaire lui-même ne tient pas un autre langage dans son *Précis du siècle de Louis XV*. L'opinion publique considérait les choses sous un jour bien différent. L'annaliste Barbier, interprète fidèle du tiers-état, c'est-à-dire de la bourgeoisie et de l'armée, voit partout la main du comte de Saxe. Projets et dispositions, tout lui appartient. La prise de Gand,

tout ce qui pouvait aggraver les maux de la monarchie; c'était l'opinion du comte Loss, ministre de Saxe auprès de la cour de Versailles, observateur habile et fort impartial en cette question, puisqu'il s'intéressait non pas aux triomphes de la France, mais au succès personnel de Maurice. Nous voyons dans les dépêches du comte Loss qu'il est fort étonné, comme tout le monde à Versailles, de l'inaction du vainqueur de Fontenoy. Faut-il croire que les souffrances de Maurice avaient ralenti son ardeur? Nullement; un secrétaire du comte Loss, qui visita le maréchal à cette époque, écrit que le comte Maurice ne souffre plus qu'à la main droite, et que d'ailleurs, au plus fort de son mal, l'intelligence est restée chez lui aussi nette, la volonté aussi ardente que jamais. Est-ce donc qu'il voulait prolonger la guerre, comme l'en ont accusé les partisans de la paix? Je ne le crois pas davantage. Ses lettres au maréchal de Noailles et au roi de Prusse nous le montrent préoccupé du seul désir de ne pas compromettre par une imprudence les brillants résultats de la campagne. Dès le lendemain de Fontenoy, il s'est tracé le plan auquel il veut demeurer fidèle. Son système, bon ou mauvais, mais loyalement conçu, était de briser la première ligne de défense des Pays-

d'Oudenarde, d'Ostende, de Nieuport, ce n'est pas seulement l'œuvre des lieutenants inspirés par lui, c'est la sienne. A chaque victoire, à chaque surprise, Barbier s'écrie : « Un nouveau coup du comte de Saxe! » Il est bon de noter cette confiance de l'opinion, qui expliquera la fière attitude de Maurice en face des cabales princières, des intrigues ministérielles, et qui obligera le roi lui-même, si souvent froissé par la rudesse du maréchal, à plier devant lui.

Bas autrichiens, et une fois cette frontière reprise sur la coalition européenne, une fois maître des places fortes entre Tournay et Ostende, de s'y établir solidement pour garder nos conquêtes. En s'avançant trop vite, on peut être réduit un jour à reculer. Maurice, qui ne veut pas reculer, assure chacun de ses pas avec une précision géométrique. Au reste, les plaintes des gens de cour retentiront jusque dans le camp des alliés sans lui causer nul déplaisir. Qu'on se moque de ses souffrances, qu'on le renvoie aux invalides de Chambord, tant mieux, si l'ennemi trompé se défie moins de ses entreprises. C'est ainsi que, méprisant les criailleries de Versailles, résistant à l'impatience du roi, aux conseils du maréchal de Noailles, aux remontrances du comte d'Argenson, il prépare de glorieux faits d'armes qui justifieront ses lenteurs.

Maurice a employé les quatre derniers mois de l'année 1745 à organiser sa conquête; Tournay, Dendermonde, Bruges, Ostende, Nieuport, sont occupés par nos troupes; le quartier-général est à Gand. L'armée, pleine de confiance, attend gaîment la fin de l'hiver et la reprise des hostilités. Personne, excepté deux ou trois confidents intimes, ne soupçonne que le maréchal a déjà conçu le plan d'une expédition qu'il doit accomplir en plein hiver, et qui mettra entre ses mains la moitié des Pays-Bas.

Les alliés sont bien un peu étonnés de le voir passer à Gand la mauvaise saison, quand il lui serait si facile de se rendre à Paris; mais la maladie de Maurice est une explication toute naturelle. Maurice, il le dit sans

cesse pour qu'on le répète, a commandé à Paris une voiture d'une forme particulière, qui lui permettra de s'étendre et de supporter les fatigues de la route; il ne partira pas sans cette voiture, et il ne compte guère la recevoir avant le mois de février. En attendant, il s'accorde des loisirs. Il a fait venir des coqs d'Angleterre, et chaque jour ces vaillantes bêtes, lâchées l'une contre l'autre, lui donnent une sorte de tragi-comédie. A ces amusements tout britanniques, le disciple d'Adrienne Lecouvreur joindra bientôt des plaisirs parisiens. En cette même année 1746, l'aimable, l'ingénieux Favart, celui que Voltaire appelle le Molière de l'opéra, dont Quinault est le Racine, est chargé par Maurice de lui organiser un théâtre au quartier-général. Vivent les chansons et la musique de France ! elles entretiennent la gaîté du soldat et dissimulent aux yeux de l'ennemi les plans du général. Qu'elle est charmante et vraiment française, cette troupe d'enfants sans soucis ! Nous la retrouverons plus d'une fois mêlée aux incidents de notre histoire, tantôt annonçant la bataille du lendemain à la grande surprise de l'assemblée et chantant d'avance le chant de victoire, tantôt, hélas ! offrant au voluptueux Maurice des tentations qui feront son tourment et sa honte. Il y a là une *gentille fée*, Justine Duronceray, mariée tout récemment à Favart, qui inspirera au maréchal une passion frénétique, et qui, se moquant des menaces aussi bien que des promesses, en butte à de lâches intrigues, poursuivie, jetée au fond d'un cachot, gardera purs et intacts la dignité de son art et l'honneur de son nom : rare leçon donnée

par une comédienne à une société corrompue! Mais nous n'en sommes pas encore à ce triste épisode de la vie du comte de Saxe. Il s'amuse innocemment en amusant l'ennemi. Laissez les coqs se battre, laissez la *fée*, comme dit Maurice, fredonner les ariettes joyeuses du Molière de l'opéra; Maurice, pendant ce temps, a ses projets en tête. On l'accusait de ne rien faire à la fin de 1745; on l'accusera plus tard, et ces reproches ont été répétés par des historiens de nos jours, on l'accusera, dis-je, dans les dernières périodes, de ne songer qu'aux opérations qu'il dirige, de tout rapporter à soi, à ses entreprises, à la gloire de ses drapeaux, sans se soucier de l'ensemble de la guerre et de l'intérêt commun. Voici une page entre cent autres qui répond à ce double grief. Le roi de Prusse venait de traiter avec Marie-Thérèse. Le comte d'Argenson, ministre de la guerre, interroge Maurice sur la situation nouvelle et en reçoit cette réponse :

« Gand, 12 janvier 1746.

» Vous me faites, monsieur, l'honneur de me demander mes idées sur la nature des opérations convenables à la nouvelle face que prendra vraisemblablement le système de la guerre depuis la paix du roi de Prusse.

» Comme ces objets sont presque toujours présents à mon esprit, il ne me reste pour répondre à votre attente, monsieur, qu'à rédiger ces idées dans l'ordre et la forme que je croirai la plus supportable.

» Il faudrait pour cela que je fusse instruit, et s'il y a apparence que les ennemis porteront une armée sur le Rhin, et si vous comptez que nous y en aurons une. Il n'y a que vos lumières qui peuvent m'éclairer là-dessus, car je ne suis pas à même de porter un jugement certain sur ce point, qui dépend d'une infinité de circonstances.

» Le temps s'étant mis à la gelée, je compte, si elle dure, reprendre l'exécution du projet dont vous avez connaissance vers le 18. J'aurai l'honneur de vous en prévenir par un courrier.

» Selon ce que j'en juge, nous ne serons pas obligés d'avoir une armée sur le Rhin, et la reine de Hongrie ne pourra que difficilement persuader les cercles, le duc de Wurtemberg et l'Électeur palatin, à assembler une armée considérable qui les incommoderait et pourrait attirer la guerre chez eux. Dans ce cas, il faudrait diminuer, autant qu'il serait possible, le nombre des troupes qui sont en Alsace, pour les employer ailleurs et surtout pour ne point donner inquiétude au corps germanique; ce qui obligera la reine de Hongrie à envoyer la plupart de ses troupes en Italie et en Flandre, et à en garder une partie en Allemagne qui lui deviendra inutile.

» Les choses dans ce point d'évidence, il sera bon, à ce que je pense, d'avoir une armée vers Thionville qui puisse agir offensivement et se porter sur le Rhin, s'il en était besoin. Cette armée divisera les forces que les ennemis pourraient nous opposer du côté d'Anvers, et pourra faire le siége de Namur selon les circonstances.... J'ai de la peine à croire que les ennemis puissent mettre une armée en campagne avant le mois de juin; ainsi nous aurons pris Bruxelles et Anvers devant ce temps-là. Ces deux places occupées, nous pourrons nous retirer sur Louvain, et faire le siége de Mons et de Namur en même temps.... Voilà, monsieur, en gros, ce qui me paraît de plus convenable à faire pour la campagne prochaine. »

Le projet annoncé dans cette lettre, le projet dont Maurice a déjà entretenu le comte d'Argenson et qu'il va reprendre le 18 janvier, c'est la prise de Bruxelles. Déjà, aux derniers jours de décembre, il avait mis ses troupes en mouvement pour cette expédition, mais les pluies et le dégel avaient tout arrêté. Enfin le 15 janvier 1746, la gelée étant revenue et promettant de durer, les troupes s'ébranlent d'un bout à l'autre de la

grande ligne qu'elles occupent. Où vont-elles ? La veille encore, nul ne le savait. Le secret a été si absolu, que le comte de Lœwendal, récemment nommé chevalier de l'ordre, ayant demandé un congé pour aller recevoir sa décoration à Versailles, Maurice l'a laissé partir. Un autre officier-général, appelé à Lille par ses affaires, y arrive le jour même où l'armée se mettait en marche, et, informé de l'événement par l'intendant-général M. de Séchelles, s'empresse de revenir à son poste. Quelles que soient pourtant les précautions du chef, on saura bientôt quel est son but. Déjà sans doute l'alarme est au camp des alliés, et le gouverneur de Bruxelles, M. de Kaunitz, va faire brûler les faubourgs de la ville, afin de la mieux défendre. C'était l'usage du temps, usage absurde autant que barbare, et auquel Maurice a eu l'honneur de mettre fin. Avec une franchise toute militaire, il s'adresse à M. de Kaunitz et l'engage à respecter les faubourgs de la cité dans le cas où les mouvements qu'il va faire lui causeraient quelque inquiétude. « J'ai cru, lui dit-il, que Votre Excellence ne désapprouverait pas la liberté que je prends de lui en écrire pour l'engager à conserver un si bel ornement à la ville de Bruxelles. La destruction des faubourgs d'Ypres, Tournay et Ath n'en ont point rendu la prise plus difficile, et c'est une erreur de croire que ces bâtiments au delà du glacis puissent être de quelque avantage aux assiégeants; ils ne peuvent nuire à une place que dans le cas de surprise, contre laquelle il y a d'autres moyens de se garantir. »

Bon sens et humanité, ce sont là des traits de caractère

constants chez Maurice homme de guerre; accoutumé à ne point ménager sa personne, il a toujours respecté la vie humaine. On voit ici autre chose que la sollicitude d'un Henri IV pour le bourgeois ennemi qui sera demain son sujet, c'est le sentiment humain du dix-huitième siècle, sentiment qui n'avait pas encore pénétré dans l'armée, et que Maurice exprime ici avec autant de loyauté que de candeur; mais cette loyauté, le prince de Kaunitz y croira-t-il? Maurice va au devant de l'objection, car il ajoute : « Votre Excellence ne doit pas soupçonner cette lettre d'artifice, si elle veut se souvenir de ce que j'ai fait pratiquer moi-même à Lille l'avant-dernière campagne; l'armée combinée était campée dans la plaine de Cisoin; mon premier soin fut de défendre à l'officier-général qui commandait à Lille d'en brûler les faubourgs, et assurément je n'aurais pas pris sur moi une démarche si contraire à l'usage, si je n'avais cru pouvoir en prouver l'abus. »

Le secret de l'entreprise, la précision et la rapidité des mouvements rendirent cette précaution superflue; pendant qu'on délibérait à Bruxelles sur la lettre du comte de Saxe, nos troupes occupaient déjà les faubourgs. La grosse artillerie arrive le 3 février, et l'attaque peut commencer. Toutes les positions qui défendent la ville, le fort des Trois-Trous, le château de Grimberg, le château de Wilworden, sont emportés à la baïonnette. Cependant la garnison est encore plus forte qu'on ne pensait d'abord ; une armée entière est dans Bruxelles, et Maurice, qui veut épargner la ville, est obligé à toute sorte de ménagements. L'assaut, c'est

le pillage. Nos soldats, accoutumés à voir les places les mieux défendues arborer le drapeau blanc au bout de quelques jours, sont exaspérés à la fois et de la résistance de Bruxelles et de l'espèce d'inaction qui leur est imposée. Quand la ville se rendra, — car elle se rendra tôt ou tard, ce n'est qu'une affaire de temps, — les chefs pourront-ils empêcher les vainqueurs de se jeter avec furie sur une telle proie? Maurice ne veut pas que la destruction de Bruxelles efface le souvenir de la prise de Prague. Quelle tache ce serait dans sa vie militaire! C'est alors qu'il écrit à M. Kaunitz cette lettre que le comte d'Argenson qualifiait de chef-d'œuvre :

« Au quartier-général de Lacken, le 11 février 1746.

« Monsieur,

» J'ai reçu la lettre que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'écrire hier, et assurément la proposition que Votre Excellence me fait serait acceptable dans d'autres occasions. Je connais les égards que l'on doit à une nombreuse et brave garnison, et je serais approuvé de lui accorder tous les honneurs de la guerre; mais Bruxelles n'est point une place tenable, il ne serait pas possible d'assembler d'armée pour venir à son secours sans courir risque d'une destruction totale; aucuns moyens ne me manquent, je puis les augmenter, en artillerie et en tout, autant que je veux : ainsi il ne me faut qu'un peu de temps et quelques précautions pour vous faire demander des conditions honnêtes, quoique un peu dures.

» Mon intention n'est pas de faire de Bruxelles une place de guerre, et ces grandes villes qui font l'ornement d'un pays devraient toutes être traitées sur le pied où s'est mis Milan. Vous avez fait la faute d'y mettre une grande garnison; il est juste que nous en profitions.

» J'enverrai cependant un courrier sur-le-champ à la cour pour savoir ses ordres; je crains seulement mes propres troupes : elles sentent leur supériorité, et jusques aux soldats con-

naissent des défauts à cette grande ville, que j'ignorais et que peut-être Votre Excellence ignore elle-même ; je crains donc que, dans une attaque un peu vive, ils ne forcent de toutes parts leurs officiers à marcher, et lorsque je les aurai une fois dedans, il faudra bien que j'aille à leur secours. Jugez, monsieur, du désordre et de la confusion d'une telle circonstance ! Il me serait triste que ma vie fût marquée par une époque telle que l'est celle de la destruction d'une capitale.

» Votre Excellence ne saurait croire jusqu'où le soldat français pousse l'industrie et la hardiesse. J'ai vu plusieurs fois à la reddition des villes, pendant qu'on réglait les points de la capitulation, toute la ville se remplir de soldats, sans savoir par où ils y étaient entrés. A Philipsbourg, cela nous est arrivé ; cependant les otages en sortaient par un seul petit bateau. A Ypres, qui assurément est une place avec de hauts remparts, couverts d'ouvrages et de bons fossés, tous les postes étaient garnis de troupes hollandaises ; je fus voir M. le prince de Hesse que je connais depuis longues années ; pendant que j'étais chez lui, toute la ville se remplit de soldats français, sans qu'on ait su par où ils y étaient entrés. Cela se passait à dix heures du matin. A cinq heures du soir, il envoya chez moi et me fit dire qu'ils y étaient de nouveau. On y envoya des détachements pour les en chasser. Ils sont comme des fourmis et trouvent des endroits inconnus aux autres. Jugez ce que ce serait, monsieur, dans des occasions où ils auraient le pillage pour but et dans une place mauvaise par elle-même ! C'est, je vous assure, ce qui m'embarrasse le plus dans la conduite de cette affaire-ci ! »

Plaidoyer ingénieux, et en même temps vive peinture de nos soldats, peinture d'hier et d'aujourd'hui qui sera reconnaissable demain encore et toujours ! Maurice nous savait à fond ; il retrouvait les qualités et les défauts de ses troupes dans le portrait gravé par César, et, en peignant le soldat du dix-huitième siècle, il devançait les peintres militaires de nos jours. Il y a du Charlet dans ce dessin à la plume. Ces hommes qui pé-

nètrent partout sans qu'on sache comment, qui sortent de dessous terre, qui remplissent une ville, ces fourmis invisibles, infatigables, ces conquérants qui, sans plus de façon, prennent possession de la place pendant que les chefs délibèrent, quel artiste les a mieux décrits en quelques traits?

Si nous prétendions tracer ici l'histoire de nos campagnes, si nous faisions un récit militaire et non une peinture plus générale où le caractère d'un homme reflète les mœurs d'une société, nous ne devrions pas détourner nos yeux du siége de Bruxelles. Quel fut l'effet de cette lettre? M. de Kaunitz se résigna-t-il à subir les conditions de Maurice, c'est-à-dire à livrer sa garnison prisonnière, pour épargner à la ville les malheurs dont le menaçait le comte de Saxe? La piquante missive de Maurice a éveillé notre curiosité, et il nous tarde de savoir la fin de l'aventure. Que le lecteur veuille bien nous pardonner; Maurice est notre sujet principal, et nous rencontrons ici un incident qui ne peut être ajourné, bien qu'il se rapporte à des matières toutes différentes, car c'est précisément ce mélange de préoccupations contraires qui donne son véritable ton à la physionomie de notre personnage.

Or, au moment où Maurice de Saxe menait si vivement ses opérations sur Bruxelles, il apprend que M. de Maurepas vient de démembrer une partie de la capitainerie de Chambord pour l'attribuer à un M. de Saumery. Petite affaire en apparence. Les Saumery, depuis longtemps et à divers titres, étaient établis sur le domaine de Chambord; éconduits par la donation faite

au maréchal, on avait cru leur devoir ce dédommagement, j'ai presque dit cette restitution. Les châteaux de la couronne admettaient sous bien des formes (gouverneurs, sous-gouverneurs) certaines situations où telle famille, une fois installée, semblait avoir un droit héréditaire. Tels étaient les Saumery à Chambord. Saint-Simon raconte que les Saumery étaient partis de très-bas; leur aïeul, un des valets d'Henri IV, ayant été placé comme jardinier à Chambord, et la famille s'étant poussée peu à peu par d'heureuses alliances aux premiers rangs de la cour; il est vrai que tout cela est démenti de nos jours par M. le marquis de Saumery, qui fait remonter jusqu'au treizième siècle la noblesse de sa maison[1]. Quoi qu'il en soit, on peut se demander si les Saumery n'avaient pas fait cause commune en 1746 avec les ennemis du maréchal de Saxe. Maurice paraît avoir pour eux le même sentiment de haine qui inspirait la plume de Saint-Simon. Lorsqu'il apprit le 25 janvier que la terre de Saumery, située au beau milieu de la capitainerie de Chambord, en était démembrée, cette nouvelle lui causa un tel déplaisir qu'il fut sur le point d'envoyer sa démission au roi. Envoyer sa démission, quitter un commandement si envié, si glorieux, et le quitter, comme il dit, « au plus

1. La dernière édition des *Mémoires du duc de Saint-Simon* (Hachette, 1864) contient une réclamation très-digne de M. le marquis de Saumery, très-dignement acceptée par M. le marquis de Saint-Simon. Il y a là un bel exemple. Dégagée des passions de l'époque, la postérité des combattants accomplit simplement son devoir de dignité courtoise. C'est dans les tomes deuxième et quatrième de l'édition en treize volumes que se trouvent, parmi les notes, les deux réclamations de M. le marquis de Saumery.

fort de sa besogne ! » Oui, en vérité, il en eut le désir un instant, et telle était la violence de sa colère que la considération seule du bien public put en arrêter l'explosion. « Mais je suis honnête homme, ajoute-t-il, et j'ai la fatuité de croire que personne ne serait venu à bout de cette entreprise. » Il plaide ensuite sa cause avec une véhémence extraordinaire : « Comment M. de Saumery a-t-il pu obtenir un tel brevet?... Ne croyez pas, Monsieur, que M. de Saumery en use avec modestie; il cherche à me dégoûter de Chambord. » Il y avait donc quelque cabale sous jeu, et l'ancien gouverneur du château était mis en avant par des ennemis cachés dans l'ombre? On ne saurait s'expliquer autrement cette charge à fond du maréchal. Dès la première escarmouche, il veut qu'on sache bien à quel adversaire on s'attaque. Celui qui tiendra tête aux princes du sang, celui qui en plus d'une occasion mettra le marché en main au roi Louis XV, n'est pas homme à tolérer les taquineries d'un agent subalterne.

« Comment avez-vous pu, monsieur, balancer un moment entre moi et M. de Saumery pour me donner le déplaisir le plus sensible, moi qui vous sers si utilement et qui vous aime? Car enfin, si je ne vous aimais pas, je me garderais bien de vous écrire comme je fais, je me plaindrais hautement, je remettrais Chambord au roi avec éclat, et j'accompagnerais cette plainte de toutes les choses qui peuvent marquer mon mécontentement; mais je veux me louer du roi, je veux me louer de vous, et je veux vivre tranquille dans la retraite où la destinée m'a conduit, sans que M. de Saumery puisse troubler cette tranquillité. Redressez donc cette affaire, si vous le pouvez, en changeant ce brevet, en le réduisant au simple, et faites-le promptement. Ce n'est point la chasse qui tient au cœur à M. de Saumery, —

car, sans parler du démembrement de la terre de Saumery, il a détruit la capitainerie de Chambord, — mais bien les moyens de me donner des désagréments ; car, pour de la chasse, je lui en ferai tant, que lui et ses amis seront las de tirer ; mais, encore une fois, ce n'est pas ce qu'il cherche.

» Vous ne pouvez calmer mes craintes là-dessus qu'en changeant ce brevet. Ainsi ne vous appliquez point à me faire des assurances de la bonne conduite de M. de Saumery ; je sais de quel bois il se chauffe, et l'idée que j'ai du peu de cas que l'on fait d'un général en France, quand on n'en a pas besoin, ne me laisse que peu de chose à espérer sur les différends que j'aurais indubitablement avec M. de Saumery par la suite, si je laissais le moindre jour à contestation.

» Pardonnez la franchise avec laquelle cette lettre est écrite ; elle vous doit être un garant de mon attachement. »

Ces misères seraient indignes de l'histoire, si elles n'étaient le prélude des coalitions intérieures contre lesquelles Maurice aura bientôt à se défendre. Avez-vous remarqué ces paroles empreintes d'une prévoyance amère : « Le peu de cas que l'on fait d'un général en France, quand on n'en a plus besoin ? » Maurice savait bien que la France lui serait toujours reconnaissante, mais il savait aussi à quelles misérables intrigues était en proie le gouvernement de Louis XV. Si le vainqueur de Fontenoy est un aventurier, ce n'est pas un aventurier courtisan. Il est trop fier pour plier devant les camarillas. Il aime le soldat, qui le lui rend bien, et méprise les généraux d'antichambre. On aimerait mieux sans doute que la hauteur de son langage attestât la hauteur de son âme ; on voudrait que sa fierté en face des grands de la cour lui vînt de quelque sentiment désintéressé : n'importe, au milieu de la bassesse générale des caractères, quand l'intrigue est partout, et quelles

intrigues ! ces francs éclats de colère font plaisir à entendre.

Sa lettre terminée, Maurice a repris sa besogne. Le siége suit son cours. L'ennemi voit se resserrer d'heure en heure le cercle de feu qui l'environne. Les murs sont battus en brèche ; on va gravir le rempart. Enfin, le gouverneur se souvient de l'avertissement de Maurice : une fois les Français au seuil de la place, qui pourra contenir leur élan ? Ce sera trop tard pour capituler, les fourmis seront partout. Il capitule donc, mais les parlementaires essayent une dernière fois d'obtenir les honneurs de la guerre pour la garnison. « Tout n'est pas perdu, disent-ils, nous attendons des secours. — Vous avez raison, dit Maurice ; des gens de cœur qui attendent des secours ne doivent pas se rendre. Retournez derrière vos remparts et défendez-vous. » Ce défi les accable ; ils voient qu'ils n'ont rien à espérer, et qu'une main de fer les étreint. La capitulation est signée, toute la garnison sera prisonnière.

Tout est-il donc fini ? Pas encore. L'ennemi a quatre jours pour évacuer la ville et se rendre au vainqueur. Or, Maurice a quelque raison de mettre en doute la bonne foi des Autrichiens. Le prince de Waldeck, qui commande un corps d'armée dans Anvers, *a la tête chaude ;* cela veut dire, dans le langage de Maurice, que le prince de Waldeck pourrait bien se laisser entraîner à un mouvement déloyal. On vient d'apprendre précisément que le prince a fait sortir toute la garnison d'Anvers « et n'y a laissé que deux méchants bataillons autrichiens. » Où va-t-il donc ? Il est un peu tard pour secou-

rir Bruxelles, et, s'il ne l'a point fait jusqu'ici, c'est que Maurice, par ses dispositions, y avait mis bon ordre. Le prince de Waldeck essayera peut-être de mettre à profit l'embarras inévitable qu'une si énorme capture doit causer au maréchal de Saxe. Il attaquera l'armée française en face, tandis que la garnison prisonnière, révoltée contre ses maîtres et déchirant le traité, viendra les prendre à dos. « Ma position, écrit Maurice, ne serait pas tout à fait certaine, ayant quinze mille hommes à dos, pendant que l'armée ennemie se serait présentée devant moi. Du moins cette garnison aurait-elle pu m'échapper, et je n'aurais pas rempli mon projet. » Heureusement, pour un chef tel que Maurice, un danger prévu cesse d'être un danger. Le prince de Waldeck, après d'inutiles manœuvres, est forcé de retourner à Anvers. C'est là, en effet, la merveille de ce siége, accompli en face d'une armée ennemie : s'il a pu être mené à bien en trois semaines avec autant de vigueur que d'humanité, c'est grâce à ces dispositions d'ensemble qui, dominant tout le théâtre de la guerre, contenant l'ennemi sur tous les points, assuraient presque à jour fixe la reddition infaillible d'un corps d'armée. Et quelle armée! Que de princes! que de généraux! Voltaire, un peu ébloui par les récits du temps, affirme que la garnison de Bruxelles comptait plus d'officiers que de soldats. C'était du moins un état-major comme on n'en voyait guère dans une place assiégée, car personne n'avait prévu l'entreprise de Maurice, et Bruxelles, avec ses richesses et ses ressources de toute sorte, était devenue naturellement pendant l'hiver le quartier-

général des officiers autrichiens. C'est là aussi que se trouvait la bande des gazetiers qui inondaient l'Europe de mensonges. Maurice donne des passe-ports aux officiers-généraux ; quant au gazetier de Bruxelles, il l'arrête, et, le pauvre diable ayant juré dans son effroi qu'il n'était pas responsable des propos de sa gazette, puisque le conseil d'État la lui envoyait toute rédigée, il le fait interroger juridiquement, afin de constater la chose par acte authentique[1]. L'armée, enfin, de quinze à seize mille hommes, est divisée en plusieurs détachements et dirigée sur les diverses places de la frontière de Flandre. Cette expédition, « qu'on peut appeler grande, » comme dit Maurice avec une dignité modeste, cette expédition si nettement conçue, si vivement conduite, riche de tant de résultats, et qui ajoutait le Brabant à nos conquêtes, n'avait pas demandé quatre semaines. Maurice avait quitté Gand le 28 janvier 1746; le 20 février, il était maître de Bruxelles.

Une chose nous frappe après chaque victoire de Maurice, c'est l'extrême simplicité de ses rapports. « Le maréchal comte de Saxe, ayant été informé de la nombreuse garnison que les alliés avaient mise dans

1. « Il accuse M. le duc de Cumberland, M. le prince de Waldeck, M. de Kaunitz, M. de Kœnigseg-Erbs, enfin presque tous ceux qui ont commandé ou eu part au gouvernement, d'avoir successivement fabriqué cette gazette. J'ai remis cette affaire à M. de Séchelles, qui aura l'honneur de prendre vos ordres. C'est une chose honteuse à des gens de ce rang-là de se mêler de déguiser la vérité pour soutenir la réputation de leurs armes par des mensonges; c'est pourtant une des plus fortes branches de leur politique, avec laquelle ils abusent toute l'Europe, et ils méritent bien qu'on leur en fasse la honte. » *Lettre du maréchal de Saxe au comte d'Argenson*, Bruxelles, 27 février 1746.

Bruxelles, résolut de l'y surprendre. » Ainsi commence sa relation du siége; point de grands mots, nul fracas, et quand il annonce la victoire au ministre de la guerre : « Vous aurez peut-être déjà appris, Monsieur, que Bruxelles s'est rendu et que la garnison en est prisonnière de guerre, ainsi que vous le verrez par la capitulation ci-jointe.... » Cette modestie du vainqueur donne plus de prix aux acclamations qui éclatent alors d'un bout de la France à l'autre. On est heureux de voir glorifier par toutes les bouches l'homme qui s'oublie lui-même. « Vos soins, votre prudence et votre fermeté, lui écrit le ministre de la guerre, ont heureusement surmonté tous les obstacles d'une entreprise aussi difficile, et vous venez d'acquérir au roi la plus belle conquête et la plus utile qu'il pût y avoir pour le bien de son service et la gloire de ses armes. Recevez le compliment que je vous en fais au nom de toute la nation. » Le roi lui écrit le même jour, c'est-à-dire a la première nouvelle de l'événement, et après des félicitations adressées au génie du chef ainsi qu'à la fermeté des soldats, « mon cousin, dit-il, je vous fais cette lettre pour vous dire que mon intention est que vous assistiez au *Te Deum* qui sera chanté dans la principale église de la ville où vous vous trouverez, que vous ordonniez aux officiers de justice et du corps de ladite ville d'y assister pareillement, que vous fassiez tirer le canon, faire des feux de joie, donner toutes les marques de réjouissance publique usitées en pareil cas, et que vous teniez la main à ce que cette cérémonie se fasse avec la même solennité dans toute l'étendue de

votre commandement. Et sur ce je prie Dieu qu'il vous ait en sa sainte garde. »

Mais c'est à Paris surtout que l'enthousiasme fut sans bornes. Maurice y arriva le vendredi 11 mars, à cinq heures du soir, au milieu des acclamations d'une foule enivrée. Quand il se rendit le soir même à Versailles et que le roi, allant au-devant de lui, l'embrassa sur les deux joues, cette réception toute cordiale et en dehors des lois de l'étiquette était pour ainsi dire commandée par l'opinion publique. « Je vous fais mes compliments au nom de toute la nation, » avait dit le ministre de la guerre; c'est au nom de toute la nation que Louis XV embrassait le vainqueur. Le 18 mars, Maurice alla passer la soirée à l'Opéra, où l'on jouait l'*Armide* de Quinault. Il y fut reçu comme un souverain. Le directeur du théâtre vint au-devant de lui, et, après l'avoir complimenté, « lui présenta le livre, honneur qu'il ne fait qu'au roi et aux princesses du sang. » Quand Maurice parut au balcon, accompagné de son état-major, ce fut une explosion de bravos frénétiques. Les prologues flatteurs de Quinault, écrits pour les victoires de Louis XIV, étaient détournés de leur signification primitive et appliqués à l'homme qui relevait nos drapeaux : la Gloire couronnait le modeste vainqueur de Bruxelles comme elle avait couronné l'orgueilleux monarque; elle ajoutait même quelque chose de plus à la cérémonie, car ce n'était pas un simple couronnement en musique et en vers. A la fin du *prologue*, Mademoiselle de Metz[1], qui représentait le rôle de la Gloire,

1. Et non pas *Maix*, comme écrit l'annaliste Barbier. Marie Antier

s'avança sur le bord du théâtre, du côté de Maurice, et lui tendit la couronne de lauriers. Surpris, il refuse « avec de grandes révérences ; » mais le duc de Biron, placé à sa droite plus près de la scène, prend la couronne des mains de l'actrice et la passe au bras du maréchal. Aussitôt retentissent de nouvelles salves d'applaudissements : *Vive le maréchal ! vive Maurice de Saxe !* « Il faut convenir, dit Barbier, qu'un honneur aussi éclatant vaut un triomphe des Romains. » La Gloire elle-même couronnant un général victorieux dans un spectacle public, devant la plus belle assemblée de l'Europe, aux applaudissements de la France entière, que peut-on imaginer de plus flatteur?

L'annaliste ajoute que tout cela n'a pu se faire que par l'agrément et la permission du roi. Fausse conjecture, à mon avis : on ne concerte pas de telles choses avec un souverain. C'est l'enthousiasme des spectateurs qui a inspiré le mouvement de l'actrice. Ce public parisien du dix-huitième siècle, bien que desséché par l'abus de l'esprit et corrompu par les exemples d'en haut, c'était le cœur de la France après tout, un cœur toujours plein de séve et qui s'enflammait à la moindre étincelle, jusqu'à l'heure où, ranimé par les tribuns de la pensée, par Jean-Jacques, Voltaire, Turgot, Mirabeau et tant d'autres, il prendra feu tout entier, non plus seulement pour

tante de Mademoiselle de Metz, avait imaginé la première ces sortes d'ovations nationales, à l'occasion de la victoire de Denain. Ainsi, sous le règne même de Louis XIV, le duc de Villars avait été couronné à l'Opéra, comme le comte de Saxe sous Louis XV.

une campagne heureuse, mais pour la plus grande de toutes les causes, l'humanité même et l'éternelle justice.

II

Maurice, après ses ovations parisiennes, était allé prendre possession de son château de Chambord, dont l'ameublement venait d'être renouvelé avec magnificence par les ordres du roi ; il y passa deux semaines et repartit le 15 avril pour le théâtre de la guerre. Quelques jours après, le 26 avril, le roi lui faisait expédier des *lettres de naturalité*, curieux document qui n'atteste pas seulement la reconnaissance de Louis XV, mais qui, rapproché de certains faits contemporains et des dépêches du comte Loss, nous révèle déjà les luttes de cour où le maréchal va se trouver engagé. Maurice, qui se sentait entouré d'embûches, et qui en toute occasion marchait droit à l'ennemi, ne se faisait pas faute de dire à Louis XV : « Je suis heureux de servir la France, j'ai renoncé pour elle à mes chances de fortune en Pologne et en Saxe; mais le jour où les envieux m'auront enlevé la confiance du roi, pense-t-on qu'il y ait un pays en Europe qui refuse le secours de mon épée? » Louis XV semble répondre à la fois et aux attaques des courtisans et aux menaces de Maurice quand

il écrit ces mots dans le préambule des lettres qui confèrent au fils du roi Auguste la qualité de Français :

« Nous ne pouvons trop marquer la satisfaction que nous ressentons du zèle et de l'attachement singulier que notre très-cher et bien-aimé cousin le maréchal de Saxe a fait paraître pour notre personne et pour notre couronne, en abandonnant les avantages et les grands établissements qu'il pouvait espérer en Pologne et en Saxe, pour venir en France servir dans nos armées. La supériorité de son génie, l'étendue de ses connaissances dans l'art de la guerre, le courage et l'intrépidité qu'il a fait paraître dans les grades militaires et dans le commandement de nos troupes, la capacité et l'expérience qu'il a acquises, nous ont engagé à le décorer de la dignité de maréchal de France et à lui confier, sous nos ordres, pendant les deux dernières campagnes, le commandement de nos armées en Flandre. C'est principalement à cette capacité et à la sagesse de ses conseils que nous sommes redevable de la victoire signalée que nous avons remportée l'année dernière à Fontenoy, des conquêtes des principales villes de la Flandre autrichienne, de la soumission à notre obéissance de cette province entière, d'une partie du Brabant et en dernier lieu de la ville de Bruxelles. Tant de grandes actions et une suite si constante de glorieux services nous engagent non-seulement à les reconnaître, mais encore à prévenir le vœu qu'a formé notre dit cousin, le maréchal de Saxe, de consacrer sa vie à notre service et de finir ses jours dans notre royaume, en lui permettant de jouir de tous les avantages dont jouissent nos sujets ou régnicoles.... »

Il est impossible, en lisant ces paroles, de n'y pas voir l'écho des luttes qui s'agitaient dans l'ombre autour du roi, et qui ne tarderont pas à éclater si haut. Que Maurice fût jaloux de ses droits jusqu'à montrer en mainte occasion une âpreté singulière, rien de plus certain ; rendons-lui du moins cette justice qu'il ne fut jamais arrogant qu'avec les généraux de cour. Dès les débuts

de la nouvelle campagne, nous le voyons aux prises avec deux princes du sang. L'un d'entre eux, le comte de Clermont, commandait sous ses ordres une des grandes divisions de l'armée de Flandre; l'autre, le prince de Conti, était le général en chef de l'armée du Rhin. Un soir, à souper, le comte de Clermont s'étant permis quelques propos joyeux sur les galanteries du vainqueur de Bruxelles, ses paroles, répétées et envenimées, arrivèrent aux oreilles du maréchal. Maurice, trop peu sensible sur ce point aux reproches de l'opinion, devenait chatouilleux à l'excès dès que les princes étaient en jeu. Il entre en fureur : « Le comte de Clermont, parce qu'il est prince du sang, croit-il donc qu'il se moquera impunément de son général? » Dès le lendemain, il le réduit à la simple condition de chef de brigade : ce corps d'armée, dont le prince était fier, se trouve démembré peu à peu; plus de canons, plus d'officiers d'artillerie, plus de masses de cavalerie à faire manœuvrer; c'est à peine s'il lui laisse une brigade d'infanterie et un régiment de dragons. L'armée elle-même trouvait la punition trop dure et souffrait pour le petit-fils de Louis XIV. Poussé à bout, le comte de Clermont voulait faire un éclat, quitter l'armée, et, rendant injure pour injure, dire au maréchal « qu'il était trop humiliant pour un prince du sang de France d'obéir à un bâtard étranger. » Un spirituel officier, qui avait été aide de camp du maréchal de Saxe et qui se trouvait alors auprès du comte de Clermont en qualité de major-général, le marquis de Valfons, réussit à le détourner de ce projet. Valfons, qui connaissait le ma-

réchal, savait combien il était prompt à revenir, tout en grondant, dès la première explication. Il décida le prince, non sans peine, à demander un entretien au comte de Saxe. Le lendemain, la lettre écrite devant le négociateur et telle qu'il la désirait, le jeune officier se rend chez le maréchal ; mais laissons parler Valfons lui-même, acteur et peintre de cette jolie scène :

« Le maréchal était sur son lit, quoique chaussé, et le verrou mis à sa porte, ce qui lui arrivait souvent quand il causait avec Crémille ; celui-ci vint m'ouvrir, et, me voyant une lettre à la main, me dit : « Est-ce que les ennemis ont fait quelque mouvement ? — Non, c'est une lettre de M. le comte de Clermont.— Tant pis, je m'en vais.... — Demeurez, je vous prie. Vous m'aiderez peut-être. » — Il resta près de la porte, qu'il referma. Alors, m'approchant du lit, je dis : « C'est une lettre de M. le comte de Clermont qui souhaite le bonjour à M. le maréchal. — Dis plutôt qu'il voudrait que le diable m'emportât. Est-ce quelque nouvelle des ennemis ? Ont-ils fait un mouvement ? — Non, monsieur le maréchal. » Il prit la lettre, et d'un air de dédain la jeta sur son lit : « Je la lirai toujours trop tôt. — Si M. le maréchal voulait me permettre de la décacheter, il pourrait la lire et en serait content. — Non ! oh ! jamais. On a beau être prince du sang, il faut savoir se taire sur son général et respecter le choix du roi. C'est leur maître comme le nôtre. — Monsieur le maréchal, vous êtes trop grand et votre réputation est trop constatée pour écouter les misères et les rapports de quelques méchants esprits. — Mais tu y étais, tu as tout entendu et combattu ; je t'en remercie et t'en aime davantage. — Je n'y ai nul mérite, monsieur le maréchal. C'étaient quelques gaîtés et non des noirceurs. Voilà comment les mauvaises langues traduisent les moindres propos. » J'avais repris la lettre décachetée, et tout de suite : « Monsieur le maréchal veut-il que je la lise ? — Ce sont des mensonges, et ton prince me fait l'effet de s'ennuyer joliment d'être là comme un capitaine partisan : il n'y a pas de mal. — Vous me pardonnerez ; il y en a beaucoup à croire ce qui n'est pas. — Eh bien ! lisez, monsieur ! »

» La lettre, polie et adroite, lui plut, surtout lorsque je répétais à chaque ligne que tout ce qu'on lui avait dit était faux, que je lui étais bien plus attaché qu'au comte de Clermont et incapable de le tromper. « Soit! il désavoue ses propos; je veux bien le croire. — Et une réponse à la lettre? — Ah! il n'y en a point. Je ne veux pas être le pédagogue éternel de ton prince et lui dire qu'il a mal fait; je ne pourrais m'en empêcher. — Si monsieur le maréchal voulait me permettre de lui indiquer un expédient? — Lequel? — Monsieur le maréchal fait demain un fourrage au moulin d'Edmeülle, très-près du quartier du prince? — Eh bien? — Il serait comblé si monsieur le maréchal voulait y dîner. — Non, monsieur, ne m'en parlez pas. Je ne dîne pas chez les gens qui s'égaient à mes dépens; mais, après le fourrage fait, je passerai par là comme si c'était mon chemin pour revenir: je lui ferai une visite qui lui tiendra lieu d'une réponse embarrassante, car je n'aime point les procès par écrit. »

» Crémille me faisait des signes de satisfaction, n'ayant pas imaginé qu'il me fût possible de gagner tant de terrain en aussi peu de temps. Je quittai le maréchal apaisé en lui disant: « Il y aura toujours chez le prince un bon dîner dont monsieur le maréchal fera l'usage qu'il voudra. »

» Je partis enchanté de ma mission. M. le comte de Clermont m'enferma dans son cabinet, et m'ayant écouté avec un très-vif empressement: « Et la réponse? — Il n'y en a point d'écrite, monseigneur. — Je le savais bien que vous me faisiez faire une fausse démarche. — Monseigneur, je me flatte que vous serez content. » Et aussitôt je lui répétai toute ma conversation, palliant les vivacités du maréchal, dont les termes avaient été peu ménagés au commencement, et, pour lui donner plus de confiance dans mon dire, j'ajoutai que M. de Crémille avait toujours été présent. Je finis en l'assurant que le maréchal se rendrait chez lui et que j'espérais qu'il lui demanderait à dîner. « Eh bien! soit; mais jusque-là je ne croirai rien. »

» Le lendemain, j'étais de bonne heure au moulin d'Edmeülle, où la chaîne du fourrage commençait à se former et où était la réserve des troupes très-nombreuses, car nous étions tout près des ennemis. Le maréchal y vint, resta longtemps, et, comme il allait repartir, je lui dis: « Monsieur le maréchal, je vais

vous servir de guide. » Il me dit en souriant : « Tu as bien envie de m'égarer. — Non, monsieur le maréchal, je vous mène chez les vôtres. — Ah ! quels vôtres ! Allons. » Nous arrivâmes à Hovarts; le prince vint au-devant du maréchal, enchanté de la démarche. Ils traversèrent la salle à manger, assez grande pour quatre-vingts personnes. Le couvert était mis. Le maréchal dit : « Quoi ! déjà la table ! Il est donc bien tard ? — Assez, répondit M. le comte, pour que vous ne puissiez aller dîner chez vous. » Jugez de la joie du négociateur[1].... »

Quelques jours après, le maréchal, ayant changé de position, organisait un nouveau camp et y donnait au comte de Clermont un corps de douze mille hommes avec vingt pièces de canon et un régiment d'artillerie. Il faut ajouter que le comte de Clermont, de tous les princes du sang, était le plus digne de l'amitié de Maurice, et que son esprit militaire, sa docilité intelligente, sa promptitude d'action, lui rendirent de grands services pendant cette campagne.

Il n'eût pas été aussi facile de réconcilier le comte de Saxe avec le prince de Conti. Dès l'hiver de 1746, Maurice, consulté par le ministre de la guerre sur le plan de la campagne prochaine, avait conseillé de dégarnir l'armée du Rhin pour fortifier l'armée de Flandre. L'armée de Flandre, c'était la *grande armée*, comme l'appellent tous les écrits du temps, celle que commandait Maurice, et qui avait mission de contraindre l'ennemi à faire la paix en l'effrayant par nos conquêtes. On a reproché, on reproche encore à Maurice de n'avoir songé qu'à la guerre de Flandre et de nous avoir affaiblis sur

1. *Souvenirs du marquis de Valfons*, publiés par son petit-neveu le marquis de Valfons, 1 vol. Paris, 1860.

le Rhin; Maurice, dans ses lettres à d'Argenson, répond d'avance à cette accusation, et il y a lieu de s'étonner qu'un grave historien démocratique ait emprunté aux pamphlets du dix-huitième siècle les griefs intéressés du prince de Conti. Maurice soutenait que l'armée du Rhin était plus nuisible qu'utile à nos intérêts, que les princes de l'empire n'étaient pas disposés à épouser la cause de Marie-Thérèse, et qu'ils se garderaient bien d'attirer la guerre chez eux en se joignant au prince Charles, à moins qu'ils ne se crussent eux-mêmes menacés par la réunion d'une armée française en Alsace. Il y avait donc tout avantage à diminuer l'armée du prince de Conti au profit de l'armée conquérante. D'ailleurs, quoique diminuée, l'armée du prince aurait encore un grand rôle; elle serait chargée des opérations dans l'est des Pays-Bas, et si par hasard le prince Charles se présentait sur nos frontières du Rhin, quelques jours suffiraient pour en compléter les cadres et la porter rapidement vers l'ennemi. L'intérêt de la France, l'amour-propre du prince de Conti, tout était concilié dans ce projet; Maurice avait donné son avis en bon serviteur de l'État et en camarade loyal. Ce ne fut pas le sentiment du prince. Le ministre ayant adopté le plan du maréchal, le prince de Conti essaya de se venger par les plus misérables tracasseries.

Les dépêches du comte Loss, en expliquant aujourd'hui les lettres de Maurice, nous permettent de saisir la situation tout entière. Le prince de Conti avait dû ramener ses troupes d'Alsace en Flandre, et il lui était enjoint de combiner ses opérations avec celles du comte de Saxe.

Au lieu de cela, il lui faisait « toutes sortes de niches, » selon l'expression du comte Loss. Ces *niches* étaient souvent des perfidies odieuses. Le prince de Conti aurait été heureux de faire battre Maurice, au risque de compromettre le salut de la France. Un jour, à la fin de juillet 1747, les deux armées étant en face de l'ennemi à quelques lieues de distance l'une de l'autre, et Maurice pouvant être exposé à une attaque où il aura besoin d'appeler à son aide la gauche du prince de Conti, le prince ose soustraire ses lieutenants à l'autorité supérieure du maréchal. Maurice, poussé à bout cette fois, est obligé de signaler au roi cette espèce de trahison. « Voici, écrit-il au ministre de la guerre, une chose qui mérite toute l'attention du roi et la vôtre, et qui m'a extrêmement surpris. M. le comte d'Estrées m'a dit en confidence qu'il lui était défendu d'agir, à moins qu'il n'eût un ordre positif de M. le prince de Conti. En conséquence il ne s'est pas joint à moi, et vous verrez, par la lettre de M. le prince de Conti que j'ai l'honneur de vous envoyer, sa volonté à cet égard, c'est-à-dire que si les ennemis venaient pour m'attaquer, ce qui peut arriver d'un moment à l'autre, M. le comte d'Estrées serait obligé de rester spectateur du combat, à moins qu'il n'eût obtenu la permission d'agir de M. le prince de Conti, qui est à six grandes lieues d'ici. Vous verrez plus, monsieur, c'est qu'au lieu de songer à me renforcer, il me prévient qu'il enverra M. le comte d'Estrées, je ne sais pas où, battre les buissons dans des endroits où les ennemis ne sont pas. Cette conduite de M. le prince est incompréhensible. Je la cache avec grand

soin à l'armée pour que les ennemis l'ignorent.... » Que serait-il advenu si le maréchal se fût vengé du prince par le même procédé? Cette pensée, qui s'est offerte un instant à son esprit, il l'a repoussée en homme d'honneur. « Je suis trop bon serviteur du roi pour rendre à M. le prince de Conti ce qu'il me fait. Je veux cependant lui en faire la peur en le menaçant de m'en retourner au camp de Louvain. « S'en retourner au camp de Louvain, c'était laisser le prince de Conti aux prises avec l'armée autrichienne et lui ménager quelque déroute sanglante qui eût mis fin à ses prétentions militaires. La situation n'était plus tenable. Dix jours après, le roi *permettait au prince de Conti de revenir auprès de lui et réunissait les deux armées sous le commandement du comte de Saxe.*

On devine quels ressentiments s'amasseront dans l'âme du prince de Conti. D'Argenson, qui l'appelle « un ambitieux misanthrope, » nous le peint avec « beaucoup d'idées qui se croisent et toute incapacité de les lier ensemble, » ayant une sorte de mérite, mais un mérite « rivé par la présomption, » si bien que « son savoir et son esprit valent moins que l'ignorance et la faiblesse[1]. » Cet ambitieux misanthrope, « dupe de quiconque lui parle avec suffisance, » deviendra l'instrument des cabales de Versailles contre le *bâtard étranger*, et peut-être sera-ce lui qui tuera en duel le comte de Saxe. La tradition orale, en dépit des écrivains de l'époque, n'a cessé d'affirmer jusqu'à nos jours que Maurice était

1. *Journal et Mémoires du marquis d'Argenson*, édition Rathery, t. IV, p. 176.

mort d'un coup d'épée reçu dans le bois de Chambord, et que l'adversaire du maréchal était le prince de Conti. On ignorait d'ailleurs la cause du duel. La voilà retrouvée aujourd'hui, s'il est vrai que l'événement ait eu lieu comme le rapporte la tradition locale. Parmi les envieux qui poursuivaient Maurice de Saxe et dont il déjouait si lestement les intrigues, le prince de Conti est le seul qui ait pu croiser son épée avec la sienne. Le général de l'armée du Rhin vengeait ainsi en 1750 l'affront si mérité qu'il avait reçu en 1746.

Le prince de Conti, en effet, s'était attiré une punition cruelle. Officier de courage après tout et signalé dès ses débuts par une brillante victoire en Italie, il s'était mis dans le cas d'avoir à quitter le théâtre de la guerre à la veille d'une grande lutte. Le prince Charles était venu du fond de l'Autriche avec une armée de cinquante mille hommes pour s'opposer aux progrès du comte de Saxe, et les alliés publiaient par toute l'Europe qu'ils ne tarderaient pas à prendre une éclatante revanche de Fontenoy et de Bruxelles. La paix noblement offerte par la France victorieuse était repoussée avec dédain ; on ne voulait traiter qu'avec la France vaincue et humiliée. Maurice, à ce moment-là, était le grand espoir du pays. Le roi lui faisait écrire par le ministre de la guerre qu'il ne comprenait pas la présomption du prince Charles en face du comte de Saxe. « Sa Majesté, ajoutait d'Argenson, veut que vous réunissiez tous les avantages qui peuvent servir à intimider l'ennemi et à faire avorter plus sûrement les projets fastueux que les alliés ont annoncés dans toutes les cours de l'Europe. » Le vieux

maréchal de Noailles lui adressait des encouragements avec une verve cordiale. « Si vous avez une affaire, j'espère tout de vous, mon brave comte.... Je suis très-fâché de ne pas être auprès de vous, pour vous servir d'aide de camp. Je vous prie de croire que je porterais vos ordres avec zèle, exactitude et grand plaisir. » Et quelques jours plus tard, après une marche hardie qui forçait le prince Charles à rétrograder : « Continuez, mon cher et très-cher maréchal, il ne saurait vous arriver tant de bonheur, tant de gloire et tant d'honneur que je ne vous en souhaite encore davantage. » C'était, en un mot, une heure décisive ; on avait, par les seules dispositions stratégiques, obligé le prince Charles à se retirer chaque jour devant nous ; on l'avait battu presque sans coup férir, ou du moins sans rien compromettre ; on avait pris en quatre mois Anvers, Saint-Guislain, Huy, Charleroy ; on allait prendre Namur, on allait gagner la bataille de Raucoux, et c'était à ce moment que le prince de Conti obligeait Maurice de Saxe à le faire éloigner de l'armée, sa présence devenant un péril public !

La prise de Namur, la victoire de Raucoux, ce sont là, en effet, les événements qui terminèrent cette mémorable campagne. Namur arbora le drapeau blanc le 19 septembre ; la forteresse, plus difficile à enlever, résista encore onze jours après la capitulation de la ville. Il y avait deux mois que l'armée du maréchal était en face de l'armée du prince Charles, occupée à la contenir, à la rejeter en arrière, à déjouer toutes ses manœuvres, à la réduire au rôle de spectatrice impuis-

sante, tandis que s'accomplissait à l'abri de nos lignes toute une série de siéges victorieux. Namur une fois occupé par le comte de Clermont, le maréchal, heureux de la gloire de son lieutenant, put le rappeler auprès de lui avec ses troupes et marcher enfin à l'ennemi. Le prince Charles, voulant prendre ses quartiers d'hiver dans le pays wallon, espérait couper nos communications avec Liége. Maurice apprend qu'il vient de passer la Meuse : aussitôt son plan de bataille est fait. On jouait la comédie au camp; car pendant ces longs mois de marches sans combat, pendant ces opérations savantes dont les chefs seuls avaient le secret, il fallait entretenir le soldat en joyeuse humeur. C'est sur ce théâtre militaire que Favart et sa femme faisaient merveille. Pauvre littérature, dira-t-on, que cette littérature de hasard avec ses couplets mal rimés! Elle en valait une autre à mon avis, puisque de braves gens lui ont dû quelquefois une gaîté virile et de patriotiques élans. Un soir, à la fin d'une pièce, Madame Favart, au lieu du refrain accoutumé, entonne d'une voix émue ces vers que son mari vient d'ajouter au texte de l'opéra comique :

Demain, bataille ! jour de gloire !
Que dans les fastes de l'histoire
Triomphe encor le nom français,
Digne d'éternelle mémoire [1] !

Et comme ce changement de texte étonne les assistants, l'actrice ajoute : « Demain, messieurs, relâche à cause

1. *Mémoires de Favart*, Paris, 1808, t. I^er^, p. 25.

de la bataille. Après-demain, nous aurons l'honneur de vous donner *le Coq du village.* » Plus de doute, c'est le maréchal qui a fait proclamer cet ordre du jour ; on s'élance, on s'informe, et bientôt un seul cri : *bataille!* retentit d'un bout du camp à l'autre. L'armée ne marchera plus seulement pour changer de position et forcer l'ennemi à reculer, elle ira l'attaquer dans ses retranchements. Ce grand choc eut lieu le 11 octobre 1746. Au moment où s'ébranlaient les colonnes d'attaque, Maurice, décidé à vaincre, donnait cet ordre aux commandants : « Que les attaques réussissent ou non, les troupes resteront dans la position où la nuit les trouvera, pour recommencer au jour à se porter sur l'ennemi. » Cette seconde bataille ne fut pas nécessaire pour disperser l'armée du prince Charles ; on sait qu'après deux ou trois heures d'une mêlée meurtrière l'ennemi fut mis en déroute, et que la nuit seule empêcha notre cavalerie de sabrer les fuyards. Le lendemain, Maurice, ayant à écrire au ministre du roi de Pologne pour une affaire particulière, car, une fois les grosses besognes terminées, il réglait volontiers ses petits comptes, lui annonçait en ces termes la victoire de Raucoux :

« Sur le champ de bataille, sous Liége, le 12 octobre 1746.

» Monsieur,

» J'ai battu hier M. le prince Charles à plate couture, et si j'avais eu deux heures de plus de jour, il ne se serait rien sauvé, parce que je le tenais dans l'encoignure entre le Jaar et la Meuse ; la nuit nous a pris au bout de deux lieues de poursuite... L'attaque de Lœwendal, que j'avais détaché à ma droite et que j'attendais depuis dix heures du matin (car j'étais en pré-

sence dès cette heure-là), n'a commencé qu'à trois heures après midi. Ainsi on ne peut compter le commencement de la bataille que de trois heures après midi; à cinq heures, tout était en déroute, et à six il a fallu s'arrêter. Heldreich, que j'envoie au roi, pourra rendre un compte plus détaillé à Votre Excellence; mais tout cela n'est point le sujet de cette lettre. Quoique je ne compte guère sur l'amitié de Votre Excellence, je prends cependant la liberté de vous demander un service.... »

Ainsi une puissante armée, réduite à l'inaction depuis deux mois et qui n'avait pu dégager une seule des villes assiégées par les lieutenants de Maurice, fut dissipée en deux heures, le jour où elle put enfin se dédommager et agir. Qu'importe qu'elle se soit reformée rapidement, comme l'ont remarqué les détracteurs du comte de Saxe? Il est beau sans doute pour le prince Charles d'avoir pu camper encore sous Maëstricht après une défaite aussi sanglante; si Maurice n'a pas tiré de sa victoire tous les avantages matériels qu'il s'était proposés, n'est-ce donc rien que d'avoir entretenu la confiance du soldat, de l'avoir accoutumé à vaincre? Raucoux poursuivait les conquêtes morales de Fontenoy et promettait celles de Lawfeld. Maurice n'aurait déjà plus dit ce qu'il avait écrit la veille encore, que « les Français étaient mauvais manœuvriers en plaine. » On l'entendit après la bataille prononcer ces mots en souriant : « Me voilà raccommodé avec l'infanterie. » L'armée elle-même se sentait bien redevable de quelque chose à cette espèce d'éducation militaire qu'elle venait d'accomplir sous le comte de Saxe. « Il eut un bien beau moment à quatre heures du soir, écrit son aide de camp, le marquis de Valfons; les ennemis en

fuite, il revint à son quartier et traversa toute l'armée aux cris de *vivent le roi et le maréchal de Saxe!* Chaque brigade lui offrait des drapeaux, des canons, des prisonniers; c'est le plus grand et le plus émouvant de tous les spectacles. »

III

Quelques semaines après la victoire de Raucoux, au mois de novembre 1746, l'avocat Barbier écrit dans son *Journal :* « On sait que le maréchal de Saxe a presque toute la cour pour ennemie par basse jalousie. » Et à ce propos il mentionnait un bruit dont l'opinion commençait à l'inquiéter. — Le comte de Saxe, disait-on, qui ne tient à rien et n'a besoin de rien, est si dégoûté des intrigues de cour, qu'il pense sérieusement à se retirer du service. — Précisément à la même époque (20 octobre), le comte Loss, nous le voyons par une de ses dépêches au comte de Brühl, conseillait à Maurice de retourner en toute hâte auprès du roi pour déjouer les manœuvres de ses ennemis. Maurice ne dédaigne pas ce conseil et arrive le 11 novembre à Fontainebleau, où le roi et Madame de Pompadour lui font le plus gracieux accueil. Les récompenses ne lui manqueront pas. Par un privilége qui n'avait encore été accordé qu'à Vauban après la prise de Philipsbourg (1688) et à Villars après

la bataille de Denain, il reçoit six pièces de canon prises sur l'ennemi, avec l'autorisation de les placer à l'entrée du château de Chambord. Il portera désormais le titre d'Altesse Sérénissime. Qu'est-ce que cela pourtant auprès de l'honneur immérité qui vient d'être décerné au prince de Conti? Le roi, pour effacer l'affront qu'il a dû lui infliger au mois de septembre, a eu la faiblesse de le nommer généralissime de ses armées. Le voilà donc placé au-dessus du vainqueur de Fontenoy et de Raucoux. Maurice jette les hauts cris. Où est la justice? où est la hiérarchie du mérite et des services rendus? Le roi sans doute peut accorder à qui bon lui semble toutes ses préférences personnelles et toutes les grâces de cour; si le titre de généralissime des armées du roi n'est qu'un vain mot, il peut le donner dès le berceau à tous les princes du sang; attribué à un prince qui ose se porter son rival, ce titre aux yeux de tous est bien un titre militaire, et les récompenses militaires doivent être réservées « à ceux qui, en gagnant des batailles, font la gloire du règne et le salut de la nation[1]. »

M. de Valfons, le spirituel aide de camp qui avait si bien réconcilié Maurice avec le comte de Clermont, essaya d'apaiser aussi la lutte qui allait éclater entre le vainqueur de Raucoux et le ministre de la guerre. Maurice était convaincu, et la suite des choses lui a donné raison, que le comte d'Argenson était l'homme du prince de Conti. Le comte d'Argenson, fin et faux comme un renard, voulait servir le prince de Conti

1. *Souvenirs du marquis de Valfons*, p. 199. Voyez aussi ces plaintes de Maurice dans les *Mémoires du duc de Luynes*, t. VIII, p. 26.

sans se brouiller ouvertement avec le maréchal de Saxe. Le moment n'était pas encore venu de lui porter une botte secrète. Dans ces siéges de cour, on ne monte pas si vivement à l'assaut; il faut que la mine et la sape fassent longtemps leur œuvre souterraine. Valfons, dupe des protestations du ministre, finit par lui amener son général, bien que celui-ci eût annoncé l'intention de faire un éclat et de ne pas mettre les pieds chez lui. Ne dites pas que ce sont là des minuties; il y a des époques où ces événements de cour pèsent d'un grand poids dans la destinée des peuples. Il n'a tenu qu'à un fil que le maréchal de Saxe, en face de l'Europe coalisée, abandonnât l'armée dont il avait relevé le courage et la fortune. Je n'hésite donc pas à reproduire ici un épisode révélé seulement il y a quelques années, et qui ajoute des traits intéressants à la physionomie de Maurice. C'est M. de Valfons qui parle; la scène est à Fontainebleau, peu de jours après l'arrivée du vainqueur de Raucoux :

« .... A minuit, je me mis en faction dans la cour des Fontaines, où donnait l'appartement de Madame de Pompadour, pour guetter la sortie du maréchal, qui ne parut qu'une heure après, seul et sans laquais ni flambeau. Il faisait obscur, et il y avait quelques marches à descendre; je lui tendis la main pour l'aider. « Qui est là? — Valfons, monsieur le maréchal. — Quoi! si tard, dans l'obscurité.... Que faites-vous ici? — J'y veille sur vous, monsieur le maréchal; c'est l'occupation la plus douce de ma vie. — Eh bien! donne-moi le bras, j'en profiterai jusqu'à mon appartement. »

» En marchant, je lui dis : « On vous a sûrement bien reçu et bien caressé. La tranquillité dont on jouit ici est due à vos travaux et à vos succès. — Oui, mais c'est le pays de la fausseté,

et la reconnaissance des services rendus n'y habite pas toujours. J'ai de belles paroles, et M. le prince de Conti est généralissime. »

» Nous entrâmes dans son appartement, dont il défendit à Meinac, son valet de chambre, d'ouvrir la porte à personne, et puis, en se promenant avec vivacité, il dit tout haut: « M. d'Argenson m'a joué là un vilain tour. » Alors, pour l'apaiser et disculper le ministre, je lui rendis le compte le plus exact de ma dernière conversation avec lui. « Non, il t'attrape, il est faux ; il me craint, de près surtout, quand il me sent avec Madame de Pompadour, dont il redoute le crédit, mais dans le fond il me hait. — Il ne m'est pas permis de discuter une opinion avec monsieur le maréchal. Cependant que peut-il arriver de plus heureux à un ministre de la guerre que de voir ses veilles et ses travaux couronnés par la valeur, la conduite et les succès du général à qui le roi confie ses armées? Croyez-moi, monsieur le maréchal ; voyez M. d'Argenson, qui serait déjà chez vous, s'il n'avait pas la goutte.... — Non, ce n'est qu'un prétexte; un ministre en place se croit un dieu. » Et puis, redoublant de vivacité dans sa promenade : « Tu m'aimes, j'ai de la confiance en toi; tiens! qu'ils ne cherchent pas à m'humilier et à me chicaner! Je ne suis pas né leur sujet, et je leur ferais suer de l'encre, si je suivais le projet que m'inspirent leur injustice et mon mécontentement. — Monsieur le maréchal, je vous le répète, expliquez-vous avec M. d'Argenson. Je vous dois tout, et ma reconnaissance est incapable de vous proposer une fausse démarche. Faut-il vous le dire? je sors de chez M. d'Argenson, qui donnerait tout au monde pour vous voir chez lui, et qui fera ce que vous voudrez. — Oui, il veut me voir chez lui par vanité. »

» Il me tint encore beaucoup de propos auxquels la vérité et mon attachement pour lui me firent répondre, puis il regarda sa montre. « Quoi! déjà quatre heures! — Monsieur le maréchal, vous m'avez gâté par vos confidences et la permission de vous dire ce que je pensais; je ne me retirerai qu'autant que vous me promettrez d'aller chez M. d'Argenson. Si ce n'est pas pour vous, vous devez au moins le ménager en faveur de tant de braves officiers qui ont combattu sous vos yeux et pour votre gloire. — Tu es donc un enragé? A quelle heure le lever

du roi? — A dix heures. — Eh bien! j'irai chez d'Argenson à neuf, pourvu qu'il n'y ait personne. Viens me prendre. »

» Quoiqu'il ne fût que quatre heures du matin, je n'hésitai pas aller chez M. d'Argenson, qui se faisait faire la lecture toute la nuit, parce que sa goutte, très-violente, ne lui permettait pas de sommeiller même quelques instants. Il fit sortir son lecteur; je lui racontai toute ma conversation avec M. le maréchal, élaguant ce qui était trop fort ou inutile à mon objet, et le comblai de joie en lui apprenant qu'il le verrait à neuf heures. « Ne vous étonnez ni de sa bouderie ni de ses reproches. Je l'ai calmé en lui disant comment l'histoire du prince de Conti s'était passée. Il ne désire rien tant que d'avoir les mêmes patentes que M. de Turenne. Vous savez qu'il le mérite par la confiance de l'armée, et que le roi ne peut mieux faire que d'illustrer le général qui lui gagne des batailles : cela augmente le respect et l'obéissance des militaires. Tout tourne au profit de l'État. — Je ne mettrai sûrement point obstacle à cette grâce. »

» .... Je me retirai pour le laisser reposer. A huit heures et demie, j'étais chez le maréchal, que je suivis à neuf heures chez M. d'Argenson. J'entrai avec lui dans son cabinet, et, les premiers mots dits, je les laissai seuls. La conversation fut vive et longue; mais le maréchal voulait obtenir et M. d'Argenson accorder; ce ne fut qu'un replâtrage, tout finit bien.... »

Ce ne fut qu'un replâtrage! M. de Valfons veut dire que la réconciliation fut bien vite accomplie, chacun d'eux y étant décidé par avance; mais le spirituel gentilhomme n'avait pas affaire cette fois à une franche nature de soldat comme le comte de Clermont, il servait d'instrument sans le savoir au plus roué des hommes, et nous pouvons prendre au pied de la lettre ces mots qu'il a détournés de leur sens. Ce ne fut qu'un replâtrage en effet; l'inimitié subsistait au fond. Maurice avait trop souvent dominé le ministre de la guerre

pour que celui n'en eût pas conçu un ressentiment implacable, et le ministre était trop fin pour ne pas voir que la lutte de Maurice contre un prince de sang, son peu de déférence pour le roi, ses mille maladresses de cour, finiraient bientôt par le perdre malgré l'amitié de la marquise. Il n'avait qu'à laisser aller le train naturel des choses sans attirer sur lui-même la colère du maréchal. Le comte d'Argenson, en travaillant sous main à détruire le crédit de Madame de Pompadour, avait bien soin de ne jamais rompre avec elle. On peut suivre ces ténébreux manéges dans le journal de son frère aîné, le marquis d'Argenson, qui, connaissant tous les masques, fort impartial d'ailleurs entre les personnages d'un drame qui inquiète et irrite son patriotisme austère, en consigne heure par heure les péripéties.

C'est donc après cette entrevue du maréchal et du ministre de la guerre, s'il faut s'en rapporter aux souvenirs de M. de Valfons, que le comte d'Argenson, voulant apaiser Maurice et faire sa cour à la marquise de Pompadour, obtint pour lui le titre de maréchal-général des camps et des armées du roi. « On envoya prendre chez M. le duc de Bouillon les patentes de M. de Turenne, qui servirent de modèle et qu'on copia mot pour mot[1]. » Le 10 janvier suivant, le roi, étant au château de Choisy, annonça lui-même au comte de Saxe la faveur exceptionnelle qu'il daignait lui faire. « Mon cousin, lui dit-il, vous m'avez aussi bien servi que M. de Turenne avait servi le feu roi, il était juste que je vous donnasse

1. *Souvenirs du marquis de Valfons*, p. 204.

le même grade. *Je souhaite que vous l'imitiez en tout.* » Étrange préoccupation du catholicisme chez un souverain qui scandalisait chaque jour et catholiques et protestants par les désordres de sa vie! Cet abaissement de la religion, devenue chose d'étiquette, formalité de cour, est un symptôme de mort pour un culte. Il ne fallait pas moins que la révolution française pour rouvrir les sources de la vie chrétienne. A ces exigences d'un formalisme hypocrite, quelle âme droite ne préférerait le refus royal et obstiné du soldat? Le roi ayant répété le lendemain les mêmes paroles en présence de la cour assemblée, Maurice s'inclina en signe de remercîment et prononça simplement ces paroles : « Je souhaite de mourir dans le service de Sa Majesté comme le maréchal de Turenne. » Nous devons la plupart de ces détails aux dépêches du comte Loss.

Inutile de dire que ces honneurs, diversement appréciés par la cour, étaient confirmés à grand bruit par l'enthousiasme de la ville. Le maréchal de Noailles lui avait écrit à la veille du siége de Namur : « Je veux et entends que vous soyez reçu aux acclamations publiques, et qu'en vous voyant le parterre vous regarde toujours des mêmes yeux, pourvu qu'il ne vous en coûte pas tous les ans d'aussi beaux pendants d'oreilles.... » Le parterre répondit au vœu du compagnon d'armes de Maurice. La première fois que Maurice parut à l'Opéra (20 novembre), la *prima donna*, Mademoiselle Chevalier, chanta une cantate en son honneur au milieu d'applaudissements sans fin. Les cantates et les *Te Deum* se renouvelaient ainsi à chaque retour du vainqueur.

Notre-Dame et l'Opéra, dans cette société singulière, étaient le double théâtre de ses triomphes, et cette coïncidence n'a pas échappé au joyeux Piron. « Vous êtes sans contredit, lui écrit-il, le maréchal le plus édifiant que nous avons, quoique, Dieu merci, nous en ayons de très-pieux. Oui, monseigneur, vous êtes un ange du ciel pour notre salut temporel et spirituel, vous nous menez au paradis sur votre char de triomphe, car depuis que vous avez l'épée et le bâton à la main, vous nous mettez sans cesse les louanges de Dieu à la bouche; les *Te Deum* ne finissent pas; j'y trouve mille gens que je n'avais jamais vus à nos grand'messes, et que je ne connaissais que par leur assiduité à l'Opéra.... »

Un événement grave allait augmenter encore le crédit du comte de Saxe et déconcerter quelque temps les intrigues hostiles. La dauphine était morte le 22 juillet en accouchant d'une fille. Après les premiers mois de deuil, le roi fut pressé de remarier son fils et d'assurer la postérité royale. Le comte Loss, négociateur habile, réussit à intéresser le marquis d'Argenson à une alliance de la maison de France avec la maison de Saxe. L'affaire était difficile à emporter. La cour d'Espagne remuait ciel et terre pour faire agréer à Louis XV l'infante Antonia, sœur de la défunte. Intrigues mondaines, intrigues ecclésiastiques, tout avait pris feu à la fois. D'un côté, les personnes que le marquis d'Argenson appelle les *harpies* de la cour, harpies de toute espèce, dévotes ou courtisanes, de l'autre l'évêque de Rennes avec ses prédictions menaçantes; il

semblait, à les entendre, que ce fût une trahison de chercher une femme au dauphin en dehors des Bourbons d'Espagne. Le marquis d'Argenson pensait qu'il fallait désirer avant tout une alliance heureuse et féconde; on devait considérer la femme plus que la princesse, et les avantages naturels plus que les intérêts politiques. « Je puis dire, écrit-il en ses *Mémoires*, que le roi prit le louable système, et que ce fut plus en père qu'en roi qu'il examina avec moi les partis qui convenaient à son fils, après avoir écarté celui d'Espagne. » Il y avait à choisir entre plusieurs princesses, les deux filles du duc de Modène, la fille du roi de Danemark, la sœur du roi de Prusse, enfin la princesse Marie-Josèphe de Saxe, fille du roi de Pologne, et la princesse de Savoie, fille du roi de Sardaigne. Les quatre premières ayant été écartées pour divers motifs, restaient seulement la princesse de Savoie et la princesse de Saxe. Les mêmes raisons auxquelles le ministre de Saxe avait obéi jusque-là déterminèrent le choix qu'il soutint auprès du roi. « La princesse de Saxe promettait plus de santé par celle de ses père et mère. La fécondité est l'apanage de cette famille; la reine sa mère a eu quantité d'enfants, la reine de Naples accouche tous les neuf mois. Le roi de Pologne est meilleur homme[1], et lui et la reine, sa femme, ont élevé bourgeoisement leurs enfants; ainsi tout promettait du bonheur dans la maison royale par cette alliance. Il est vrai cependant que le roi de Pologne n'a obtenu la

1. L'auteur veut dire : « meilleur homme que le roi de Sardaigne. »

préférence sur le roi de Sardaigne que par les fautes de celui-ci et par la conjoncture des affaires[1]....» Bref, la princesse Marie-Josèphe de Saxe fut préférée. Elle était, comme on sait, la propre nièce de Maurice, puisque Maurice et le roi de Pologne Auguste III étaient fils du même père. Or, bien que Maurice n'ait joué aucun rôle dans cette négociation et que le ministre des affaires étrangères, attentif seulement au bien de l'État, ne se soit pas même soucié de savoir si cette décision du roi agrandirait ou non la situation personnelle du maréchal, il était impossible qu'il n'en profitât point.

Le mariage ayant été célébré à Dresde (février 1747), et la dauphine devant être reçue par le roi et la reine au château de Choisy, le roi voulut que Maurice allât à sa rencontre. Marie-Josèphe, née le 4 novembre 1731, avait à peine quinze ans; la présence d'un oncle devait la rassurer dans un monde si nouveau pour elle. Le cortége de la dauphine arriva le 7 février à Choisy, et pendant plusieurs jours, à Choisy, à Paris, à Versailles, ce ne furent que fêtes royales et divertissements populaires. Le 12, la dauphine avait déjà gagné tous les cœurs; sa bonne grâce, sa simplicité, sa gaîté naïve avaient triomphé des préventions qui l'attendaient à l'épreuve, et Maurice de Saxe ne s'exprimait pas en courtisan lorsqu'il écrivait au roi de Pologne le récit de ces brillantes journées. La lettre de Maurice (nous la devons aux archives de Dresde) contient des détails curieux pour l'histoire des cérémonies royales sous

1 *Journal et Mémoires du marquis d'Argenson*, t. V, p. 65.

l'ancien régime. L'annaliste Barbier nous avait appris déjà des choses singulières à propos de la réception de la dauphine à Choisy. « Cette entrevue, dit-il, se fait en plein champ, sur un tapis et un carreau mis sur la terre. » Puis, après avoir mentionné l'entrevue qui eut lieu le mardi 7 février, en plein champ, au delà de Corbeil, il nous conduit à Versailles, où le mariage fut célébré le 9 au milieu des plus somptueux galas. Ce qu'il ne dit pas, et ce qu'un témoin seul pouvait raconter, ce sont les cérémonies secrètes. Écoutons celui qui fut chargé de rassurer la jeune princesse au moment le plus *terrible :*

« Je n'aurais pas de peine à dire des vérités agréables à Votre Majesté sur le compte de Madame la Dauphine, et la renommée me servira de garant. Cette princesse a réussi ici on ne peut mieux, elle est adorée de tout le monde, la reine l'aime comme ses propres enfants[1], le roi en est enchanté, et M. le Dauphin l'aime avec passion. Elle s'est démêlée de tout ceci avec toute l'adresse imaginable ; je n'ai su que l'admirer. A quinze ans, il n'y a plus d'enfants dans ce monde-ci, à ce qu'on dit, et en vérité elle m'a étonné. Votre Majesté ne saurait croire avec quelle noblesse, quelle présence d'esprit Madame la Dauphine s'est conduite ; M. le Dauphin paraissait un écolier auprès d'elle. Aucune faiblesse ni enfanterie n'a paru dans aucune de ses actions, mais une fermeté noble et tranquille, et certes il y a des moments où il faut toute l'assurance d'une personne formée pour soutenir avec dignité ce rôle. Il y en a un entre autres, qui est celui du lit, où l'on ouvre les rideaux lorsque l'époux et l'épouse ont été mis au lit nuptial, — qui est terrible, car toute la

1. Il y avait là un sujet d'inquiétude pour le roi de Pologne, comme il y avait eu pour le roi de France un motif d'hésitation au moment de faire son choix. On craignait que la reine ne fît pas un bon accueil à une princesse de Saxe : Marie-Josèphe était la fille du souverain qui avait enlevé le trône de Pologne au père de Marie Leczinska.

cour est dans la chambre, et le roi me dit, pour rassurer Madame la Dauphine, de me tenir auprès d'elle. Elle soutint cela avec une rare tranquillité qui m'étonnait. M. le Dauphin se mit la couverture sur le visage, mais ma princesse ne cessa de me parler avec une liberté d'esprit charmante, ne faisant non plus d'attention à ce peuple de cour que s'il n'y avait eu personne dans la chambre. Je lui dis en l'approchant que le roi m'avait ordonné de m'approcher d'elle pour rassurer sa contenance et que cela ne durerait qu'un petit moment. Elle me dit que je lui ferais plaisir, et je ne la quittai et ne lui souhaitai la bonne nuit que lorsque ses femmes eurent refermé les rideaux et que la foule fut sortie. Tout le monde sortit avec une espèce de douleur, car cela avait l'air d'un sacrifice, et elle a trouvé le moyen d'intéresser tout le monde pour elle. Votre Majesté rira peut-être de ce que je lui dis là, mais la bénédiction du lit, les prêtres, les bougies, cette pompe brillante, la beauté, la jeunesse de cette princesse, enfin le désir que l'on a qu'elle soit heureuse, toutes ces choses ensemble inspirent plus de pensées que de rires. Il y avait dans la chambre tous les princes et princesses qui composent cette cour, le roi, la reine, plus de cent femmes couvertes de pierreries et d'habits brillants. C'est un coup d'œil unique, et, je le répète, rien n'a plus l'air d'un sacrifice....

» Avant-hier, je fus au souper, où Madame la Dauphine ne mangea point. M. le Dauphin me dit qu'elle n'avait pas dîné, et hier elle n'a pas mangé de tout le dîner. C'est la grande fatigue qui en est la cause, et j'ai dit au roi que, si on ne lui procurait pas du repos, elle tomberait malade. Effectivement, je ne sais comment elle a pu y résister. J'en suis sur les dents de l'avoir suivie. Il fait une chaleur, partout dans les appartements, qu'il y a de quoi en mourir, par la grande quantité de monde et de bougies le soir. Avec cela, ses habits ont été d'un poids que je ne sais comme elle a pu les porter. Ce qu'il y a de plus fatigant encore, ce sont toutes les présentations qui ne finissent point, et elle veut retenir tous les noms, ce qui fait un travail d'esprit terrible, sans cesse occupée d'ailleurs de plaire et d'attentions; cela fait un labeur si considérable que je ne sais pas comme elle y résiste. Le roi me fit prendre l'autre jour sa jupe, qui était sur un canapé, pendant que Madame la Dauphine était

à sa toilette ; elle pesait bien soixante livres. Il n'y a aucune de nos cuirasses qui en pèse autant. Je ne sais pas comme elle a pu tenir huit à neuf heures sur ses pieds avec ce poids énorme[1].... »

Quelques semaines après (31 mars), Maurice retournait à Bruxelles, et, traçant un plan de campagne à ses lieutenants, s'emparait de la Flandre hollandaise. Lœwendal, Contades, Montmorin, exécuteurs intelligents des conceptions du chef, achevaient cette conquête dans l'espace d'un mois (15 avril-16 mai). Tout se préparait pour une bataille. Le duc de Cumberland à la tête de l'armée anglaise, le prince de Waldeck et le maréchal Bathiany à la tête des Autrichiens, voulaient prendre leur revanche de Fontenoy et de Raucoux, tandis que Louis XV, plein de confiance dans les dispositions du maréchal, était avide de partager une seconde fois avec lui l'honneur d'une grande victoire. Peut-être des raisons d'État venaient-elles se joindre aux désirs d'une vanité personnelle. On commençait à croire, en dehors même des accusateurs intéressés, que le maréchal n'était pas fâché de prolonger la guerre. Ses belles

1. La protégée de Maurice, la princesse à qui M. d'Argenson ne demandait guère autre chose que de donner des héritiers au trône de France, a été la mère des trois souverains avec qui s'est écroulée par trois fois la dynastie des Bourbons de la branche aînée (1792, 1815, 1830) ; Louis XVI, Louis XVIII, Charles X sont les fils de Marie-Josèphe. Un an et demi après ce mariage du Dauphin et de Marie-Josèphe naissait une fille du maréchal, Aurore de Saxe, qui devait être la grand'-mère du plus illustre romancier de nos jours. Nous racontons plus loin ces aventures. Bornons-nous à noter ici le singulier rapprochement qui s'offre de lui-même à la pensée. Puisque Louis XVI, par les liens du sang, est le petit-neveu de Maurice de Saxe, l'auteur du *Marquis de Villemer* est la petite-cousine de Louis XVI, de Louis XVIII et de Charles X.

manœuvres, glorifiées par Frédéric le Grand, étaient trop circonspectes au gré de notre impatience; le roi dut penser que sa présence l'obligerait à livrer bataille, et qu'un succès décisif mettrait fin à la guerre. La bataille fut livrée le 2 juillet 1747, et ce fut un nouveau triomphe pour Maurice. Le soir même, le roi, annonçant l'heureuse nouvelle au dauphin et le chargeant de la transmettre à la dauphine, écrivait : « Dites-lui que notre général n'a jamais été si grand, mais de le gronder, en le complimentant, de s'être exposé comme un grenadier. »

Tel en effet s'était montré Maurice, général consommé, intrépide fantassin. Il avait vu, dès le commencement de l'action, que le village de Lawfeld était la clef du champ de bataille, et qu'une fois maître de ce point il était maître de l'ennemi. Le duc de Cumberland, soit qu'il trouvât le village suffisamment fortifié, soit qu'il n'eût pas compris toute l'importance de la position, n'y avait placé qu'un petit nombre de troupes. Averti subitement, il y porte son armée entière au moment même où les premières brigades lancées par le comte de Saxe venaient de s'emparer du village. Les nôtres plient sous le choc. Une nouvelle colonne s'élance, et c'est vainement qu'elle taille l'ennemi en pièces, elle est repoussée à son tour : Anglais, Hessois, Hanovriens, toute une armée, toute une colonne profonde, pressée derrière Lawfeld, répare sans cesse les premiers rangs à mesure qu'ils tombent sous nos coups. C'est presque la colonne de Fontenoy, plus terrible seulement, car son front est protégé par une forteresse naturelle. Un

chemin creux entre les murailles de terre garnies de haies lui fournit un retranchement formidable. Maurice craint un instant que la fortune ne lui échappe: « Eh bien! dit-il à M. de Valfons, que penses-tu de ceci? Nous débutons mal; les ennemis tiennent bon. — Monsieur le maréchal, vous étiez mourant à Fontenoy, vous les avez battus; convalescent à Raucoux, ils ont été vaincus; vous vous portez trop bien aujourd'hui pour ne pas les écraser. » Il les écrasa, mais la mêlée fut terrible. Quelle fournaise que ce village! quelle pluie de fer et de feu! Par instants le vacarme s'arrête; plus de canon, plus de mousqueterie; nos soldats s'élancent la baïonnette au bout du fusil, et l'on n'entend que le bruit de la charge, le choc des hommes, le cliquetis du fer, les cris sourds de ces milliers de poitrines d'où s'exhale le souffle de la guerre. Maurice, l'épée en main, s'élance à la tête du régiment du roi, et prend le village de flanc. On pousse, on frappe, on tue. L'exemple des chefs suffit pour entretenir l'élan du soldat. A quoi bon clairons et tambours? Les tambours ont mis leurs caisses sur le dos, aimant mieux jouer du sabre. Pas un coup à négliger, pas un instant à perdre. Quand nous tiendrons Lawfeld, l'artillerie, à qui nous frayons le chemin, aura bientôt foudroyé Cumberland.

Merveilleux coup d'œil du comte de Saxe, merveilleux effet de cette charge toute française où le soldat et le général ne font qu'un! « Dans ce moment, dit-il, les ennemis qui soutenaient le combat dans le village, entendant tirer derrière eux, abandonnèrent les haies;

nos troupes, qui les attaquaient par l'autre extrémité, les suivirent, et dans un instant toute la bordure du village fut occupée par notre infanterie avec des cris et un feu épouvantables. La ligne des ennemis en fut ébranlée. Deux brigades de notre artillerie qui m'avaient suivi se mirent à tirer, ce qui augmenta le désordre. Il nous était arrivé sur la gauche deux brigades de cavalerie; j'en pris deux escadrons et ordonnai au marquis de Bellefonds, qui les commandait, de pousser à toutes jambes dans l'infanterie ennemie, et criai aux cavaliers : « Comme au fourrage, mes enfants! » Ils le firent.... » Ce *fourrage* au milieu de la colonne qui ravitaillait sans cesse les fortifications naturelles de Lawfeld produisit une énorme trouée, une trouée de deux mille pas, dans les lignes anglaises. « Mes deux escadrons, ajoute Maurice, furent passés par les armes, et il n'en revint presque personne; mais mon affaire était faite[1]. »

Hélas! à quel prix? Pendant les cinq heures que dura l'attaque du village (de dix heures du matin à trois heures), que de braves gens, de part et d'autre, avaient reçu la mort pour une guerre sans motif! Quelle tuerie effroyable et doublement effroyable, puisqu'elle ne changeait rien à la situation politique et n'avançait pas d'une heure la conclusion de la paix! Dix mille hommes avaient mordu la poussière dans l'armée anglaise; nous en avions perdu plus de cinq mille, et après que nous eûmes conquis ce champ de mort, les

1. Lettre de Maurice de Saxe au roi de Prusse Frédéric II, citée tout entière par le baron d'Espagnac, t. II, p. 286-297.

vingt-sept mille Autrichiens du comte Bathiany, contenus par notre aile gauche, s'en retournaient paisiblement à Maëstricht sans avoir ni un soldat ni une cartouche de moins. Une faute bien grave venait d'être commise, et Maurice le reconnut plus tard : il y avait une seconde victoire à remporter sur Bathiany après la déroute de Cumberland. Au lieu de réunir ses troupes victorieuses à celles qui contenaient les Autrichiens et d'écraser un ennemi inférieur en nombre, un ennemi déjà démoralisé par l'échec sanglant de ses frères d'armes, il eut le tort de s'arrêter, de vouloir jouir immédiatement de son triomphe, d'aller chercher à Herderen les compliments du roi, et de laisser ainsi au général de Marie-Thérèse le temps de se retirer en bon ordre. Qui oserait pourtant l'accuser? C'est pour avoir chargé l'ennemi en soldat que Maurice, vainqueur à Lawfeld, a manqué à son devoir de général; mais si le général, à l'heure décisive, ne fût devenu le plus fougueux des soldats, aurait-il remporté la victoire? A la fois ivre et las des émotions de la lutte, il a oublié d'embrasser l'ensemble de la bataille et d'achever ses combinaisons. Un Frédéric, un Napoléon sans doute n'eussent pas commis cette faute. La victoire de Lawfeld, tout incomplète qu'elle fut, n'en reste pas moins un des glorieux souvenirs de l'infanterie française, une des grandes pages de l'histoire de Maurice.

IV

Comment le héros de ces beaux jours, après tant de villes prises, tant de batailles gagnées, pouvait-il être l'objet d'accusations si violentes? Toute cette année 1747, l'année de Lawfeld, nous montre le parti des adversaires de Maurice grossissant de jour en jour et redoublant d'activité furieuse. C'est un siége en règle, la tranchée est ouverte. Maurice est défendu par Madame de Pompadour et les hardis financiers de l'époque, les frères Pâris-Duverney; il est défendu surtout par ses trois filles, Fontenoy, Raucoux, Lawfeld, et les victorieuses campagnes qui avaient tenu en échec une moitié de l'Europe. L'attaque est dirigée dans l'ombre par le comte d'Argenson, ministre de la guerre, au grand jour par le prince de Conti, la princesse sa mère et tous les ambitieux qui s'attachent à leur fortune. Entre les deux partis est le marquis d'Argenson, témoin désintéressé autant que peut l'être un citoyen toujours dévoué à son pays [1], spectateur attentif, impartial, disant le bien

1. Il venait d'être remplacé au département des affaires étrangères par le marquis de Puisieux (février 1747). Le mariage du dauphin avec Marie-Josèphe de Saxe est le dernier acte important de son ministère.

et le mal suivant sa conscience et notant toutes les péripéties de la lutte.

« Qui l'emportera ? — écrit-il au mois de juillet 1747, quelques jours après la victoire de Lawfeld. — Je pense que la menace de quitter du maréchal de Saxe sera un furieux coup de tonnerre dans l'esprit du roi ; le maréchal de Saxe a des façons de parler naturelles au roi [1] qui emportent bien des choses. Je l'ai vu.... » Un mois après, il insérait cette curieuse note en ses tablettes : — « 24 août. On avance beaucoup au projet de perdre le comte de Saxe dans l'esprit du roi. Ainsi le courtisan chemine à son but pour placer à la tête de la grande armée de Brabant M. le prince de Conti. J'ai vu des lettres d'un courtisan qui mande à Paris que les affaires de M. le comte d'Argenson vont bien, le roi commençant à connaître *le peu que c'est que le maréchal de Saxe*. On s'en prend à lui, et l'on ne veut pas voir que c'est qu'on lui a gâché sa besogne à plaisir en le faisant tomber dans des entreprises qu'il ne voulait pas et qu'il faut cependant exécuter quand elles sont commencées. Son Lœwendal, envié de toute l'armée, est absolument décrédité aujourd'hui par les petits-maîtres à talons rouges, et l'effet répond au dessein. » D'Argenson, par un retour à sa situation personnelle, et se rappelant que les courtisans ont aussi fait connaître au roi *le peu que c'était que le marquis d'Argenson* au point de vue de

1. Le marquis d'Argenson, qui a parfois des expressions si vives, écrit souvent *à la diable*. comme Chateaubriand le disait de Saint-Simon ; on a besoin d'expliquer son texe pour prévenir les contre-sens. Il veut dire ici : « Le maréchal de Saxe, *en s'adressant au roi*, a des façons de parler naturelles qui emportent bien des choses. »

la capacité politique, ajoute avec amertume : « Je me suis vu aussi bien avec le roi dans mon district que le comte de Saxe l'est depuis trois ans dans son généralat. Sa Majesté ne voulait voir que par moi, m'approuvait sur tout et me laissait faire ; tout allait bien, mais la malignité peu à peu a fait son trou. Ainsi le maréchal va-t-il tomber en disgrâce et se retirer cet hiver. »

Voilà pour les cabales de cour ; les cabales de l'armée n'étaient pas moins vives, nous le savons par un Mémoire fort curieux de Maurice lui-même au sujet du siége de Berg-op-Zoom. « Tout homme sage, dit-il avec un piquant mélange de modestie et de fermeté, doit être alarmé de voir son opinion désapprouvée généralement. Si l'incertitude et la variation est un mal dans les choses de la vie privée, on peut dire que c'est un malheur à la guerre, et quiconque change sa disposition par légèreté ou sur des opinions jette toutes les parties d'une armée dans le désordre et la confusion.... Les personnes d'esprit, et surtout les personnes éloquentes, sont très-dangereuses dans une armée, parce que leurs opinions font des prosélytes, et si le général n'est un personnage opiniâtre et entêté de son opinion, ce qui est un défaut, elles lui donnent des incertitudes capables de lui faire commettre de grandes fautes ; c'est le cas où je me trouve.... Berg-op-Zoom est devenu une affaire au-dessus des forces humaines, pour ainsi dire, ou du moins hors de tout exemple ; la politique et notre amour-propre peut-être nous ont échauffés sur cette entreprise au point que nous sommes prêts à y sacrifier

l'armée, la gloire de nos armes et celle du roi. Les esprits s'échauffent, on blâme le général de sa lenteur, il ne saurait partir trop tôt pour se précipiter dans un labyrinthe qu'il prévoit; on parle, on écrit des Mémoires, on se communique ses idées, comme si celui qui est chargé de la conduite de cette campagne n'en était pas occupé. Enfin on veut le faire marcher, on brigue, on cabale à cet effet[1].... »

Cabales de cour, cabales d'armée, d'où vient ce concert subit, cette effrayante unanimité? Les clameurs de Versailles, nous en connaissons l'origine; comment se fait-il qu'elles aient un écho dans le camp même d'un capitaine si souvent victorieux? Je crois le savoir. Maurice n'inspirait plus la même confiance depuis qu'il avait montré, à côté des vertus militaires d'un grand général, l'avidité d'un aventurier. La prise de Berg-op-Zoom par son ami Lœwendal avait été une véritable curée, et la France en avait poussé un cri d'horreur. On pouvait encore rejeter l'odieux de cette barbarie sur le soldat, qu'avait exaspéré une résistance opiniâtre; mais comment justifier les iniquités des chefs, exactions et brigandages? Le pays était *assommé*, s'écrie le marquis d'Argenson. Le nom de Verrès, à cette occasion, revient plusieurs fois sous sa plume. Que cette réputation de rapine fût vraie ou fausse, que ces proconsuls pillards eussent trouvé ou non leur Sicile dans les Flandres, il était inévitable que le maréchal de Saxe vît diminuer peu à peu les sympathies publiques. « Nous ne lui en-

1. *Mémoire de M. le maréchal de Saxe*, dans les *Lettres et Mémoires*, t. IV, Paris, 1794, p. 159.

vions pas cette fortune, » disait l'honnête Barbier. Ajoutez à cela ces prétentions féodales si singulières en plein dix-huitième siècle. Le titre de maréchal-général des camps et armées du roi, les fonctions de gouverneur des Flandres ne suffisaient pas au vainqueur de Fontenoy; il voulait exercer sur le pays conquis par ses armes l'autorité dont le prince Eugène avait été revêtu au commencement du siècle. Le prince Eugène avait reçu les pouvoirs d'un vice-roi, pouvoirs militaires et civils, espèce de souveraineté vassale de l'empire d'Allemagne. Maurice, rêvant toujours un trône, voulait une souveraineté comme celle-là. En vain lui répondait-on que rien n'était plus contraire aux lois fondamentales de la France; ni les ministres, ni ses amis personnels ne réussissaient à lui faire comprendre le scandale de ses prétentions. Le roi et le ministre finirent par céder, tant ils craignaient de sa part un coup de tête qui eût rompu les préliminaires de paix et rejeté la France dans les hasards; qui sait s'il ne va pas quitter la France avec éclat, vendre son épée à l'Angleterre, à l'Autriche, emmener Lœwendal et revenir battre les compagnons de sa gloire ? Ce coup de tête, c'eût été une trahison, et il est triste pour Maurice qu'on l'en ait cru capable. Il est triste aussi que ses meilleurs amis aient pu l'accuser avec vraisemblance de vouloir prolonger la guerre afin de garder plus longtemps les pouvoirs quasi royaux qu'il venait d'arracher à un gouvernement avili. Le soir même de la journée de Lawfeld, le plus cher de ses aides de camp, M. de Valfons, celui à qui il disait si bien en lui donnant son propre cheval de bataille :

« Prends-le, pas de cérémonie; aujourd'hui, toi c'est moi, » M. de Valfons, dis-je, crut deviner à un signe, à un geste, que le maréchal ne voulait pas gagner une victoire trop complète, et ce fait le frappa tellement qu'il se crut obligé en conscience d'en révéler quelque chose sans dénoncer son ami. « Pénétré des caresses du maréchal, je ne m'en laissai point enivrer, et toujours préoccupé de ce qu'il n'avait pas voulu gagner totalement la bataille et écraser les ennemis, emporté par un zèle bien pardonnable à un bon citoyen et qui ne compromettait pas mon protecteur, je ne pus m'empêcher de dire à M. de Soubise : « Monsieur, conseillez au roi de faire la paix; je ne puis vous dire le mot de l'énigme, mais conseillez la paix. »

Ainsi, à l'armée comme à la cour, chez les amis les plus sûrs comme chez les adversaires perfides, une même accusation s'élevait contre Maurice : il voulait faire durer la guerre, il voulait prolonger son commandement souverain, il songeait à son intérêt propre beaucoup plus qu'au bien de l'État. Cherchez le terme le moins dur pour caractériser une telle conduite; en bon français, ce sera toujours une trahison.

Qu'y a-t il de vrai dans cette clameur? Nous avons étudié la cause pièces en main, et nous n'hésitons pas à prononcer notre verdict : militairement, Maurice de Saxe est irréprochable; moralement, il avait commis bien des fautes, et ce sont ces fautes qui ont donné prise aux calomnies, c'est l'avidité sans frein de l'aventurier qui a compromis un instant l'honneur du capitaine. On l'accuse de ne pas avoir frappé des coups décisifs; excepte

le jour de Lawfeld, où il se reposa trop vite peut-être après une lutte effroyable, ses manœuvres ont toujours été aussi hardies que prudentes, et s'il préparait lentement la victoire, la victoire du moins ne lui fit jamais défaut. Il s'est justifié lui-même avec un accent de sincérité qui nous touche, lorsque, tourmenté par les intrigues du camp et de la cour au sujet des opérations qui suivirent la victoire de Lawfeld, il supplie qu'on veuille bien ne pas le troubler. « Si la guerre tient de l'inspiration, s'écrie-t-il, il ne faut pas troubler le devin. » Ce devin d'ailleurs n'a-t-il pas été absous par ses pairs? et n'est-ce pas Frédéric le Grand qui lui écrivait à propos de ses solides manœuvres, où le prince de Conti ne voyait qu'une circonspection intéressée : « Dans le premier bouillon de la jeunesse, on sacrifie tout aux actions brillantes et aux choses singulières qui ont de l'éclat? A vingt ans, Boileau estimait Voiture; à trente ans il lui préférait Homère. Dans les premières années que je pris le commandement de mes troupes, j'étais pour les *pointes;* mais tant d'événements que j'ai vus arriver, auxquels même j'ai eu part, m'en ont détaché. Ce sont ces *pointes* qui m'ont fait manquer la campagne de 1744. C'est pour avoir mal assuré la position de leurs armées que les Français et les Espagnols ont été réduits à abandonner l'Italie. J'ai suivi pas à pas votre campagne de Flandre, et je crois que la critique la plus sévère ne peut y trouver prise.... On fera toujours de Fabius un Annibal, mais je ne crois pas qu'un Annibal soit capable de suivre la conduite d'un Fabius. Je vous félicite de tout mon cœur.... » Il est permis de s'en fier

à ce témoignage; si Maurice de Saxe a commis des fautes de stratégie après les campagnes que Frédéric le Grand glorifiait en pareils termes, ces fautes tenaient à l'emploi inopportun d'un système excellent; l'intention du chef est à l'abri de tout reproche.

Mais on affirme qu'il a extorqué de l'argent aux vaincus, on l'accuse de s'être jeté sur les Flandres comme sur une proie! Le marquis d'Argenson va même jusqu'à écrire ces mots dans son *Journal*: « Des gens qui reviennent de Flandre m'ont conté une partie des friponneries exercées par le comte de Saxe et le maréchal de Lœwendal dans cette conquête. Cartouche n'en aurait pas fait davantage ni plus impudemment.... Sous M. de Louvois, les conquêtes furent fort ménagées; cette fois-ci on a cru devoir tout abandonner au pillage le plus affreux. » Ce pillage était général, répondra-t-on peut-être : les accusateurs de Maurice avaient fait bien pis encore, les ministres donnaient l'exemple; la cour, cette *cour nécessiteuse*, cette *cour de poussière*, comme d'Argenson l'appelle, ne vivait que d'aumônes ou de rapines, et on ne dévorait pas seulement l'ennemi, mais la France, l'État, le trésor de tous, le trésor des pauvres! — L'excuse est-elle bien digne de celui qui a eu l'honneur de tenir le drapeau de Fontenoy? Plus on est grand, plus grande est la faute, et plus terrible aussi éclate le châtiment. Le châtiment de Maurice de Saxe, nous venons de le voir, ce fut d'être soupçonné de trahison, et de rencontrer partout ce soupçon calomnieux [1], au moment

1. Maurice avait pourtant des défenseurs. Un certain Mauger, garde du-corps et versificateur, fit représenter au Théâtre-Français, le 10 jan-

même où il achevait ses combinaisons décisives, à l'heure où il allait conquérir la paix dans Maëstricht!

Grande leçon, qui retentit sans cesse, quoique sans cesse oubliée : il y a une force morale qui régit les choses humaines, et ce n'est pas impunément qu'on la brave. Dans l'ivresse du triomphe, on traite de peccadille ce qui offense la loi universelle ; l'homme qui a rendu des services extraordinaires n'a-t-il pas droit à

vier 1748, une tragédie intitulée *Coriolan*, qui fut interdite après cinq représentations, parce qu'on y avait vu toute sorte d'allusions à la lutte du maréchal de Saxe et de la cour. Or ces allusions étaient favorables à Maurice. Cette tragédie, qui ressemble à toutes les rapsodies du genre, contient au quatrième acte une délibération politique où se manifeste la pensée de l'auteur. Tullus, chef des Volsques, interroge ses lieutenants, Junius, Icinius, Céson, sur les soupçons que lui inspire la conduite de Coriolan. « Peut-on se fier à l'étranger? Ne trahit-il pas notre cause ? » Junius et Icilius tiennent Coriolan pour un traître, et veulent le perdre dans l'esprit du chef. Céson le défend avec véhémence :

Quelle injuste fureur vous arme contre lui
Et veut priver l'État de son plus ferme appui?
De quoi l'accuse-t-on, seigneur? quel est son crime?
D'avoir si justement mérité votre estime,
D'avoir discipliné d'indociles soldats,
Instruit nos généraux, augmenté nos États?....
Oui, quoique votre haine attende qu'il périsse,
Au fond de votre cœur vous lui rendez justice,
Et lorsqu'à l'accabler vous mettez tous vos soins,
Vous seriez son ami si vous l'estimiez moins.
En vain vous soutenez, condamnant sa conduite,
Que sous un autre chef Rome eût été détruite....
Ne vaut-il donc pas mieux, sans rien mettre au hasard,
Assurer sa victoire et vaincre un peu plus tard?
Avouons tout, hélas! sa vertu nous irrite:
Nous voyons à regret un si rare mérite;
On veut perdre un héros qu'on ne peut effacer,
Et son seul crime enfin est de nous surpasser.

Le marquis d'Argenson écrit dans son *Journal* à propos de ce singulier incident : « On vient de faire cesser les représentations de la tra-

des dispenses? Est-ce pour lui que sont faites les prescriptions communes? On rassure ainsi sa conscience, on se grise de sophismes, on dédaigne le jugement de l'opinion publique, et bientôt arrive le jour inévitable où vous êtes soupçonné, accusé, condamné sur les choses mêmes qui devaient vous assurer la reconnaissance du peuple et immortaliser votre nom!

Maurice, qui était venu passer une partie de l'hiver à Paris et à Chambord, repartit le 18 mars 1748 pour Bruxelles, où il allait exercer ses nouvelles fonctions de commandant-général des provinces conquises avec toutes les prérogatives des princes du sang. Il n'avait qu'une pensée, s'emparer de Maëstricht, dominer la Hollande et imposer à la coalition cette paix obstinément refusée depuis trois ans. La tranchée fut ouverte le 15 avril; le 7 mai, la place se rendit[1]. Pendant ce

gédie nouvelle de *Coriolan*, qui n'était pas bonne et dont on faisait des applications au maréchal de Saxe. On y voit un étranger dont tout le monde se défie et qui se défie de la nation qu'il sert, un roi fort stupide qui augmente son pouvoir à mesure qu'il a sujet de se défier de lui. » Ce n'est pas tout à fait cela; Coriolan ou Maurice de Saxe n'excite pas la défiance de tous; il a d'impétueux défenseurs, et l'auteur de la pièce au premier rang. D'Argenson n'avait pas vu sans doute cette plate tragédie, et il en parle sur ouï-dire. Peut-être aussi les vers que nous venons de citer avaient-ils donné lieu à des manifestations tumultueuses en sens contraires. Dans ce Paris déjà si vif, si passionné, c'était une occasion naturelle d'applaudir ou de siffler les personnages du drame public, le roi, les ministres, le comte de Saxe, le prince de Conti, selon les nouvelles du jour et les émotions du moment.

1. Il faut rappeler ici, pour être juste, que la première idée de cette campagne, dont l'exécution a été si bien louée par Voltaire, appartient au vieux maréchal de Noailles, à celui que Maurice appelait toujours *mon cher maître*. Les documents relatifs à ce sujet ont été publiés par l'abbé Millot dans ses *Mémoires politiques et militaires pour servir à l'histoire de Louis XIV et de Louis XV, composés sur les pièces*

temps-là, les préliminaires de la paix avaient été ouverts le 30 avril entre la France d'une part, de l'autre l'Angleterre et la Hollande. L'Autriche ne prit part aux négociations que le 23 mai. Maurice avait eu raison de dire : *La paix est dans Maëstricht.* On sait que la pacification définitive fut signée seulement le 18 octobre 1748 au congrès d'Aix-la-Chapelle ; on sait aussi combien les conditions de ce traité excitèrent en France un mécontentement unanime. Louis XV, voulant traiter *non en marchand, mais en roi*, avait ordonné à son plénipotentiaire de restituer toutes ses conquêtes. Quels que fussent alors le dépérissement du pays, la ruine de nos finances, la misère et la dépopulation des provinces, l'opinion publique eût préféré la continuation de la guerre à un résultat si honteux[1]. Les grands mots ne masquent point les petites choses ; ce n'était pas agir en roi que de rechercher la paix avec cette impatience pusillanime et de s'humilier pour l'obtenir. Maurice de Saxe, sans se piquer de rien entendre à la politique, était donc parfaitement d'accord avec le sentiment national quand il écrivait le 15 mai 1748 au comte de Maurepas :

originales recueillies par Adrien-Maurice, duc de Noailles, maréchal de France et ministre d'État. Paris, 1777. 6 vol. Voyez t. VI, p. 242 et 252.

1. « Le Français désirait la paix, et ses misères devaient allumer ce désir... ; mais le Français aime la gloire et l'honneur, de sorte qu'après les premiers moments de joie de la paix conclue, tout le public est tombé dans la consternation de la médiocrité des conditions. Tandis qu'à Londres et dans les principales villes des royaumes britanniques on fait des réjouissances éclatantes et tumultueuses, à Paris et dans les provinces on s'en est consterné. « Quoi ! dit-on, nous rendons toutes nos conquêtes ! » — *Journal et Mémoires du marquis d'Argenson*, t. V, p. 277, Paris 1863.

« Je ne suis qu'un bavard en fait de politique, et si la partie militaire m'oblige quelquefois d'en parler, je ne vous donne pas mes opinions pour bien bonnes. Ce que je crois savoir et vous assurer est que les ennemis, en quelque nombre qu'ils viennent, ne peuvent plus pénétrer en ce pays-ci, et qu'il me fâche de le rendre, car c'est en vérité un bon morceau, et nous nous en repentirons dès que nous aurons oublié notre mal présent. Je n'entends rien à la finance et ne connais pas nos moyens; ce que je sais est que l'argent en Angleterre n'était à la fin de la grande guerre qu'à 4 pour 100, et qu'il était ces jours passés à 14 et à 15 pour 100, de quoi il n'y a point d'exemple. Et comme le crédit est la seule chose qui soutient les Anglais et les Hollandais, je conclus qu'ils sont à bas et qu'ils n'en peuvent plus. Ce n'est pas comme chez nous; nous avons une force intrinsèque, et, quoique l'argent nous manque, nous allons encore longtemps, et je crois que ce n'est pas un mauvais marché que de se mettre mal à son aise pour acquérir une province comme celle-ci, qui vous donne des ports magnifiques, des millions d'hommes, une barrière impénétrable et de petite garde. Telles sont mes pensées; au demeurant, je ne connais rien à votre diable de politique. Je vois, je sais que le roi de Prusse a pris la Silésie et qu'il l'a gardée, et je voudrais que nous pussions faire de même. Au bout du compte, il n'est pas si fort que nous, il est beaucoup plus mal posté, on peut le prendre par les pieds et par la tête, et il a de furieux voisins qui ne l'aiment assurément pas plus que nous. Nous n'avons rien de tout cela, et il me paraît difficile ou plutôt impossible que l'on nous fasse rendre ce que nous tenons.

» Voilà, monsieur, ce que je pense. Vous ne laissez pas que de me tranquilliser beaucoup, et si les fanfreluches des négociations commencent une fois à se mêler, nous en avons pour dix ans sans tirer un coup de fusil. C'est votre affaire; la mienne est de prendre et de garder; et je vous réponds de m'en acquitter en conscience. Je vous promets aussi de combattre jusqu'au trépas pour des vérités que je ne comprends pas. C'est à vous de prêcher et de bien établir les principes, les détailler, les prouver; que les hérésies soient confondues, et qu'on écrive de part et d'autre plus de volumes là-dessus qu'il n'y en avait dans la bibliothèque d'Alexandrie et que n'en ont écrit tous les Pères de l'Église; je vous promets d'attendre tranquillement sur le Demer,

jusqu'à ce que la vérité soit triomphante. Les ennemis ne s'enrichiront pas pendant ce temps-là, s'ils restent armés, et cette position leur coûtera plus qu'à nous. S'ils désarment, nous désarmerons aussi et songerons à l'épargne. Battez-vous donc bien, monsieur; que Dieu donne de la force à votre plume. Je vous proteste que je n'ai nulle envie d'interrompre vos occupations; mais jusqu'à ce que tout cela soit évident, ne rendons rien ou ne rendons guère. »

Nous retrouvons ici le soldat de Prague, le général de Fontenoy, le conquérant des Flandres, le vainqueur de Raucoux, de Lawfeld, le manœuvrier infatigable devant lequel tant de places fortes avaient arboré le drapeau blanc. Ce langage répond aux accusations de ses calomniateurs et le justifie devant l'histoire. Quelles que soient les fantaisies qui aient pu traverser son cerveau, il était bien des nôtres quand il sentait si vivement la honte du traité qui suffisait à Louis XV. Je sais bien qu'un sentiment personnel se mêlait à sa patriotique douleur; il se disait déjà ce qu'il exprimera plus tard avec un sourire amer : « Allons, la paix est faite, il faut nous résigner à l'oubli. Nous ressemblons aux manteaux, nous autres; on ne songe à nous que les jours de pluie. » Oui, Maurice de Saxe se voyait inutile désormais, il se voyait oublié à Chambord, à ce Chambord où il ne lui restera plus qu'un simulacre de souveraineté, après que d'étranges projets auront excité inutilement son besoin d'action et d'aventures. Qu'importe? La lettre est belle, elle est française, et nous pouvons l'inscrire encore, comme un bulletin de victoire, à la dernière page de ses campagnes.

LIVRE SIXIÈME

LE SOUVERAIN DE CHAMBORD

I

Le traité d'Aix-la-Chapelle venait d'être signé le 18 octobre 1748. Louis XV, impatient de conclure la paix, s'était hâté de restituer toutes les conquêtes du maréchal de Saxe. On a vu ce qu'en pensait Maurice dans sa lettre à M. de Maurepas ; ce cri de douleur et de honte fut bientôt répété par des milliers de bouches. La colère publique éclatait sous les formes les plus étranges. Le vocabulaire des injures de la rue s'était enrichi d'un terme nouveau qui effaçait tous les autres ; quand on avait dit : « bête comme la paix, » c'était le dernier degré de l'outrage. A la cour et à la ville, les épigrammes pleuvaient de tous côtés. *Celui qui ne voulait rien prendre*, disait un de ces rimeurs anonymes,

Prit deux étrangers pour tout prendre,
Prit un étranger pour tout rendre,
Prit le Prétendant pour le vendre.

Les deux étrangers qui avaient tout pris, c'était le comte de Saxe et son ami le comte de Lœwendal ; l'étranger qui rendait tout, c'était le marquis de Saint-Séverin, diplomate italien passé au service de la France, « un traître d'Italien, » dit le marquis d'Argenson, qui était né sujet de Marie-Thérèse et avait toute sorte d'intérêts à ménager l'Autriche. A ces contradictions, les unes singulières, les autres vraiment honteuses, ajoutez le plus douloureux des contrastes ; le Prétendant Charles-Édouard, celui dont on avait exalté l'héroïque ambition, celui à qui le gouvernement de Louis XV avait prêté deux fois les vaisseaux de la France, était arrêté à l'Opéra, garrotté comme un malfaiteur, jeté dans le donjon de Vincennes et de là hors des frontières. Certes il fallait que le roi eût bien peur de voir la paix lui échapper pour subir de telles conditions. Décidément, si Maurice de Saxe n'est qu'un homme de guerre, ses beaux jours sont passés. Il a beau écrire avec amertume : « Ceux qui ont fait la paix s'en repentiront avant deux mois ; » la paix est faite, et l'épuisement du pays semble éloigner pour longtemps la reprise des hostilités. Que va devenir le vainqueur de Fontenoy ? Le grand capitaine a terminé sa tâche ; nous allons voir reparaître le voluptueux et le rêveur. Pour tromper l'activité qui le dévore, et que ne régit aucun principe supérieur, il ne lui restera plus qu'une espèce de souveraineté féodale dans sa capitainerie de Chambord. N'est-ce pas là une des plus étranges apparitions du dix-huitième siècle ?

« J'ai vu, écrivait en 1577 un ambassadeur du conseil

des dix qui venait de visiter Chambord, j'ai vu dans ma vie plusieurs constructions magnifiques, jamais aucune plus belle ni plus riche.... L'intérieur du parc dans lequel le château est situé est rempli de forêts, de lacs, de ruisseaux, de pâturages, de lieux de chasse, et au milieu s'élève ce bel édifice avec ses créneaux dorés, ses ailes couvertes de plomb, ses pavillons, ses terrasses, ses galeries, ainsi que nos poëtes romanciers décrivent le séjour de Morgane ou d'Alcine.... Nous partîmes de là émerveillés, ébahis ou plutôt confondus[1]. » On pourrait former tout un livre en réunissant les tableaux que les écrivains les plus divers ont tracés du château de Chambord, depuis le vieil architecte français Ducerceau, qui en admire « le regard merveilleusement superbe, » jusqu'au poétique auteur de *Cinq-Mars*, qui en a si bien décrit les dômes bleus, les élégants minarets, les terrasses dominant les bois, toutes les féeries dérobées aux pays du soleil par quelque génie de l'Orient. Le prince de Puckler-Muskau dans ses *Récits de Voyage*, Chateaubriand dans sa *Vie de Rancé*, ont ajouté de nouveaux traits à cette peinture et rivalisé par la hardiesse du coloris avec la hardiesse de l'édifice. Il semble pourtant, même après de tels artistes, qu'il reste encore bien des choses à mettre en relief, tant est riche et variée, comme dit naïvement Ducerceau, « la multitude de la besogne qui y est[2]. »

1. L'auteur de cette description est Jérôme Lippomano. — Voyez *Relations des ambassadeurs vénitiens*, t. II, p. 300 et 302.

2. L'ouvrage de Ducerceau, *Des plus excellents bâtiments de France*, a été publié à Paris en 1256 avec une *épître dédicatoire* à Catherine de Médicis.

M. Michelet, dans une page concise et forte, nous y montre le caractère même du prince qui l'a construite et la transformation des anciennes mœurs. Ce n'est plus le vieux château-fort, « serré et étranglé comme un soldat dans sa cuirasse; » ce n'est plus le donjon inhospitalier du moyen-âge : c'est une merveilleuse abbaye de Thélème comme celle que Rabelais a bâtie en son *Pantagruel* avec le crayon d'un Primatice et le pinceau d'un Paul Véronèse. « Au dehors, l'unité, l'harmonie solennelle des tours, avec leurs clochetons et cheminées en minarets orientaux, sous un majestueux donjon central; au dedans, la diversité, toutes les circulations faciles, et les réunions, et les *à parte*, toutes les libertés du plaisir. »

C'est là que Maurice de Saxe allait régner à sa manière. Le somptueux édifice, il faut le reconnaître, n'avait jamais reçu un pareil hôte. De tous les contrastes que présente l'histoire du château de Chambord, celui-là est le plus singulier. Les élégances discrètes, les facilités mystérieuses n'étaient guère à l'usage du Saxon qui entrait botté à la cour, et qui, par système autant que par goût, fréquentait sans vergogne les compagnies suspectes. « Le comte de Saxe, a dit le baron Grimm[1], aimait la mauvaise compagnie en femmes, et même en hommes, par choix et par hauteur. Il ne se serait pas trouvé déplacé sur un trône, et avec une âme de cette trempe on ne se trouve bien ni dans les antichambres de Versailles ni dans les soupers

1. *Correspondance littéraire adressée à un souverain d'Allemagne, depuis* 1770 *jusqu'en* 1782, t. II, p. 234.

de Paris, où l'égalité préside. » Ce jugement est vrai malgré l'exagération des paroles, et l'on comprend dès lors que les « libertés du plaisir » ne lui fussent point nécessaires. Le château qui avait abrité tour à tour les galanteries de François Ier, les intrigues de Catherine de Médicis, les tristesses de Louis XIII, les fêtes voluptueuses de Louis XIV, l'existence religieuse et bourgeoise de Stanislas Leczinski, allait donc, par un nouveau contraste, servir de théâtre à l'ambition inquiète, aux plaisirs violents d'un homme de guerre tombé dans l'inaction.

Son premier acte est une pétition au roi pour obtenir le rang et les honneurs dont jouissent les princes de maison souveraine établis dans le royaume. En voici le texte :

« Le comte Maurice de Saxe, maréchal-général des camps et armées du roi, représente très-humblement à Sa Majesté qu'il a l'honneur d'être fils d'un grand roi, chef d'une des plus illustres maisons souveraines de l'Europe, et qu'il a eu celui d'être légitimement élu duc de Courlande. S'il est vrai que la force et la violence le privent de la possession de cette souveraineté, il n'est pas moins certain qu'elles ne peuvent détruire un titre fondé sur le vœu unanime d'une nation libre. Aussi toutes les cours de l'Europe, à l'exception de celle de Vienne, ne font aucune difficulté de déférer au comte Maurice de Saxe le traitement de prince, que celles de Pologne, de Saxe, et plusieurs autres d'Allemagne et du Nord ont toujours accordé à sa naissance, indépendamment de son élévation à la dignité de duc souverain de Courlande. Le comte Maurice de Saxe ne demande pas que Sa Majesté le reconnaisse duc de Courlande ; cette justice qui lui serait rendue pourrait avoir des inconvénients par rapport aux intérêts politiques de l'État, qu'il préférera toujours à tout ce qui lui est personnel ; mais s'il a eu le bonheur de servir utilement Sa Majesté, ainsi qu'elle a daigné l'en assurer en des

termes trop flatteurs et trop glorieux pour lui pour qu'il ose les répéter, il croit pouvoir espérer de sa bonté qu'elle voudra bien lui accorder le traitement, rangs et honneurs dont jouissent les princes de maison souveraine établis dans le royaume. Cette distinction doit être d'autant moins enviée au comte Maurice de Saxe qu'il a l'honneur d'être oncle de Madame la dauphine.

Cette pétition, trouvée dans les papiers du maréchal, a-t-elle été remise à Louis XV ? est-elle devenue l'objet d'une délibération ? L'histoire n'en dit rien. Une chose certaine toutefois, c'est que Maurice s'attribuera lui-même ce qu'on voudra peut-être lui refuser. Toute occasion lui sera bonne pour marquer son rang à part et ne point se confondre avec les sujets du roi de France. Candidat perpétuel aux souverainetés vacantes, il affirmera sans cesse par ses demandes comme par ses songes le droit qu'il revendique. Il essayera de mettre en action les *rêveries* qu'il rédigeait seize années auparavant sous l'inspiration de la fièvre. Non certes, ce n'est pas un voluptueux à la façon de François Ier ou de Louis XIV qui va s'établir en ce féerique Chambord, c'est un soldat possédé de la fureur de régner. A peine a-t-il mis la main sur la merveille du seizième siècle, il y fait bâtir des casernes et des haras; le palais de Diane de Poitiers, purifié par la bonne reine de Pologne, doit loger un millier de houlans. On entendra le piaffement des chevaux, le son des clairons, la voix des sentinelles sur les remparts, sauvages harmonies qui répondront aux tumultueuses pensées du maître. Qu'il prenne garde alors aux mauvais conseils de l'ambition déçue ; l'oisiveté est funeste à ces natures de feu, et le noble Maurice pourra être entraîné à des actes peu

dignes de la générosité de son cœur. Passe encore, s'il ne s'expose qu'au ridicule. Oui, des passions sans frein qui tantôt feront rire à ses dépens, tantôt le pousseront à des violences odieuses, — des rêves grandioses et bizarres qui tourmenteront son génie sans emploi, voilà ce qui va remplir pendant deux ans les loisirs forcés du souverain de Chambord.

Au commencement de l'année 1748, pendant qu'il méditait encore sa brillante expédition de Maëstricht, Maurice, qui allait souvent de Chambord à Paris, avait remarqué à l'Opéra une jeune débutante, Mademoiselle Verrières. Son vrai nom était Marie Rinteau. Elle vivait sagement avec sa mère et sa sœur, occupée de se perfectionner dans son art. On sait que chanteuses ou tragédiennes ne résistaient guère au disciple d'Adrienne Lecouvreur; une seule, nous le verrons, refusa une place dans ce sérail, et Maurice s'en vengea d'une cruelle façon. Marie Rinteau, livrée peut-être par sa famille[1], ajouta sans peine un nom de plus à la liste déjà si longue des victoires du maréchal. Peu de temps après, elle donna le jour à une fille, qui fut baptisée, le 19 octobre 1748, à l'église Saint-Gervais et Saint-Protais de Paris, sous le nom de Marie-Aurore. Il y avait à cette époque d'étranges irrégularités dans la manière de constater l'état-civil; les registres paroissiaux du moins n'of-

1. Le marquis d'Argenson parle d'un certain Verrières, à qui le maréchal de Saxe aurait procuré l'occasion de faire des profits illégitimes dans son gouvernement de Belgique, et il donne trop clairement à entendre quelle espèce de services le maréchal récompensait de la sorte. — Voyez *Journal et Mémoires du marquis d'Argenson*, édition Rathery, t. V, p. 280; Paris 1863.

fraient pas toutes les garanties d'exactitude. L'acte de baptême de Marie-Aurore la désigne comme fille de Jean-Baptiste de la Rivière, bourgeois de Paris, et de Marie Rinteau, sa femme. Marie Rinteau n'ayant jamais été mariée, ce La Rivière, s'il a existé, ne pouvait être qu'un prête-nom. Dix-huit ans plus tard, Marie-Aurore étant sur le point d'épouser le comte de Horn, fils naturel de Louis XV, eut le désir de faire rectifier cet acte et de reprendre le nom de son père. L'affaire fut portée devant le Parlement. Le parrain et la marraine de la jeune fille, Antoine-Alexandre Colbert, marquis de Sourdis[1], et Mademoiselle Geneviève Rinteau, n'eurent point de peine à rétablir les faits, attestés encore par d'autres témoins; la cour, sur la plaidoirie de Me Thétion et les conclusions conformes de M. Joly de Fleury, avocat-général, décida par arrêt du 4 juin 1766 que l'acte baptistaire du 19 octobre 1748 serait rectifié en ces termes : « Marie-Aurore, fille naturelle de Maurice, comte de Saxe, maréchal-général des camps et armées de France, et de Marie Rinteau. » A partir de ce moment, Marie-Aurore s'appela Aurore de Saxe.

Est-il besoin de rappeler qu'Aurore de Saxe, mariée

1. Un des aides de camp, un des amis de Maurice, cité souvent dans sa correspondance. Lorsque le comte de Clermont eut pris les châteaux de Namur au mois de septembre 1746, le maréchal, en félicitant le vainqueur, lui exprima le désir que Sourdis fût chargé de porter au roi la nouvelle de ce beau fait d'armes. C'était un honneur des plus enviés et un gage certain d'avancement. « Vous voilà comblé de gloire, monseigneur, écrivait Maurice de Saxe.... Je vous envoie Sourdis pour qui j'ai de l'amitié; si vous pouvez l'envoyer avec les drapeaux, vous m'obligerez infiniment. » Voyez *Lettres et Mémoires du maréchal de Saxe*, t. III, p. 229; Paris 1794.

d'abord au comte de Horn, lieutenant du roi dans la province de Schelestadt, puis à M. Du Pin de Francueil, un des plus charmants esprits de l'ancienne société française, n'est autre que la grand'-mère de l'écrivain illustre à qui les lettres françaises doivent tout un monde de poétiques figures ? L'auteur d'*Indiana* et de *Jean de la Roche*, de *Valentine* et du *Marquis de Villemer*, le romancier de génie qui s'est tant de fois renouvelé depuis trente ans, l'inventeur infatigable qui a mis en scène des inspirations si diverses, passions enflammées, théories hasardeuses, vertus généreuses et noblement humaines, n'eût pas été renié par son arrière-grand-père. A ce fonds d'ardeur et de cordialité, le héros eût reconnu sa race.

Il suffit d'indiquer ce rapprochement sans insister davantage. George Sand a marqué elle-même les liens qui la rattachent à son illustre aïeul, et elle suivait en cela l'exemple de son père, Maurice Du Pin, qui, sous les drapeaux de la république, à côté de la Tour d'Auvergne, premier grenadier de France, invoqua plus d'une fois l'héroïque souvenir du maréchal de Saxe[1]. Un écrivain physiologiste, comme nous en possédons aujourd'hui, trouverait sans doute l'occasion excellente pour montrer ce que les descendants de Maurice de Saxe doivent à la fatalité du sang; pour nous, qui croyons avant tout à la liberté humaine, nous qui pensons que chacun est l'artisan de sa destinée et responsable des dons qu'il a reçus, nous aimons mieux nous en tenir à

1. Voyez les touchantes lettres de M. Du Pin citées par George Sand dans l'ouvrage qu'elle a intitulé *Histoire de ma vie.*

une indication rapide. Dans ce rapprochement que notre récit nous impose, nous ne prétendons pas, à Dieu ne plaise! juger en passant le grand écrivain qui a su communiquer à la France du dix-neuvième siècle les émotions les plus diverses, qui l'a tour à tour émue, inquiétée, ravie, et qui nous doit encore les plus purs de ses chefs-d'œuvre. Le sujet de notre étude est simplement Maurice de Saxe; nous y retournons en toute liberté, sans nulle préoccupation étrangère [1].

Nous disions tout à l'heure que les voluptés de Maurice de Saxe l'avaient exposé au ridicule; l'histoire de Mademoiselle Verrières en est une preuve. On a vu que Maurice, sans reconnaître officiellement sa fille, lui avait donné pour parrain son ami, le marquis de Sourdis, et vait préparé ainsi les témoignages qui devaient consa-

1. Madame Sand ignore sans doute que sa grand'-mère, l'aimable et digne Aurore de Saxe, avait voulu la placer dès sa naissance sous le patronage de sa royale famille. Aurore avait elle-même quelque chose de la haute aristocratie germanique; sa petite-fille nous la dépeint « blanche, blonde, grave, calme et digne dans ses manières, une véritable Saxonne de noble race, aux grands airs pleins d'aisance et de bonté protectrice. » (*Histoire de ma Vie*, par George Sand, quatrième série, page 201). Or, en 1807, son fils Maurice Du Pin avait été nommé par le roi de Saxe chevalier de l'ordre de Saint-Henri; mais il n'avait pas encore reçu les insignes de cette dignité quand un affreux accident l'emporta dans la fleur des années. On sait que le brave officier, récemment arrivé de la guerre d'Espagne et heureux de goûter en famille un repos chèrement acheté, mourut d'une chute de cheval aux environs de Nohant, le 17 septembre 1808. L'année suivante, le roi de Saxe Frédéric-Auguste Ier étant venu passer quelques semaines à Paris, Madame Aurore Du Pin lui adressa cette lettre :

« Sire,

» Depuis votre arrivée à Paris, j'ai tenté et épuisé tous les moyens d'obtenir de Votre Majesté une faveur que j'espérais ne m'être pas refusée. Vous eûtes la bonté, il y a dix-huit mois, d'admettre au nombre

crer un jour la vérité des faits. Il avait pourvu en outre, et d'une main libérale, à l'entretien de la mère et de la fille. Il y avait là une reconnaissance avouée, bien que non revêtue encore du caractère légal. Or, quelques mois après la naissance d'Aurore de Saxe, pendant le printemps de l'année 1749, Maurice étant allé à Berlin rendre visite à Frédéric le Grand, Marie Rinteau eut l'idée de ménager une surprise au maréchal. Elle était *dame de l'Opéra*, comme on disait, et sans doute un peu confondue dans la foule. Persuadée, je le suppose, que son avenir n'était pas de ce côté-là, l'ambition lui vint de paraître à la Comédie-Française. S'élever au rang d'une Gaussin, d'une Adrienne Lecouvreur, quel bonheur pour elle! Ce n'eût pas été seulement une joie d'artiste; la pauvre fille sentait bien qu'elle était déjà oubliée de son amant, et,

des chevaliers de Saint-Henri mon fils Maurice Du Pin, petit-fils du maréchal de Saxe, aide de camp du roi de Naples. Son service, son absence et l'affreux malheur qui me l'a enlevé ont empêché qu'il ne reçût sa croix des mains de M. le baron de Senft, votre ministre à Paris. Mon fils n'a laissé qu'une fille unique à qui je désire conserver la mémoire de cette faveur; je veux en orner son écusson, en décorer le tombeau de mon enfant. Je n'ai aucune preuve à montrer, aucun droit apparent de son admission dans cet ordre; une permission, un mot écrit par le ministre de votre majesté est la grâce que je sollicite. Les bontés constantes dont la maison de Saxe m'a honorée depuis ma naissance m'ont donné la confiance, Sire, de vous importuner de mes vœux actuels. Je n'ose manifester celui de me présenter devant Votre Majesté.

» J'ai l'honneur d'être avec un profond respect, de Votre Majesté

» la très-humble et très-obéissante servante,

» AURORE DU PIN, fille du maréchal de Saxe. »

La fille unique à qui l'on désirait transmettre ce souvenir quasi royal, et qui balbutiait encore à cette date, devait porter un jour le nom de George Sand. Cette lettre, qui prouve les rapports d'Aurore de Saxe avec la maison royale de son père, s'est conservée aux archives de Dresde. Elle a été publiée par M. de Weber dans le précieux recueil intitulé *Aus vier Jahrhunderten;* Leipzig 1858, 2 vol. in-8°.

quoique traitée par lui avec convenance, elle ne pouvait se résigner à cet abandon. Qui sait si le maréchal ne serait pas ramené auprès d'elle par quelque succès de théâtre? Il aimait avec passion la tragédie française, soit qu'il prît naturellement plaisir à l'expression des royales infortunes, soit que le souvenir d'Adrienne le rendît particulièrement sensible aux charmes d'une voix mélodieuse et touchante. Il fallait l'attaquer par son faible ; c'était à *Zaïre*, à *Iphigénie*, de rendre un peu de vie et de flamme à la timide colombe. Il y avait alors à Paris un jeune poëte fort en vue, très-occupé de théâtre, de déclamation tragique, et en relations suivies avec le monde des acteurs. C'était Marmontel, disciple de Voltaire, ami de Mademoiselle Clairon, auteur de deux tragédies, *Denys le Tyran* et *Aristomène*, qui venaient d'être accueillies avec des transports d'admiration assez difficiles à expliquer aujourd'hui. Un jour, une ancienne cantatrice de l'Opéra-Comique, Madame Durancy, dont Marmontel avait tenu l'enfant sur les fonts baptismaux, lui propose d'enseigner la déclamation à une jeune femme de sa connaissance. « Mon compère, voulez-vous que je vous donne une jeune et jolie actrice à former? Elle aspire à débuter dans le tragique, et elle vaut la peine que vous lui donniez des leçons. C'est Mademoiselle Verrières, l'une des protégées du maréchal de Saxe. Elle est votre voisine ; elle est sage, elle vit fort décemment avec sa mère et avec sa sœur. Le maréchal, comme vous savez, est allé voir le roi de Prusse, et nous voulons, à son retour, lui donner le plaisir de voir sa pupille au théâtre jouant *Zaïre* et *Iphigénie* mieux que Mademoiselle Gaus-

sin. Si vous voulez vous charger de l'instruire, demain je vous installerai; nous dînerons chez elle ensemble. » A ce nom du maréchal de Saxe, le jeune poëte dut dresser les oreilles. Quelques mois auparavant, une autre *protégée* du vainqueur de Fontenoy, la fantasque, la folle Mademoiselle Navarre, était venue se jeter au cou du jeune poëte, et bon gré, mal gré, par les violences comme par les prestiges de la passion, l'avait précipité dans le tourbillon de sa vie. N'y avait-il pas quelque péril pour lui à se rapprocher du maréchal de Saxe? N'allait-il pas éveiller des colères qui n'avaient pas encore eu l'occasion d'éclater? Laissons répondre Marmontel lui-même dans ces *Mémoires*, trop peu connus, qui peignent si bien la société du dix-huitième siècle.

« Mon aventure avec Mademoiselle Navarre ne m'avait point aliéné le maréchal de Saxe; il m'avait même témoigné de la bienveillance, et avant qu'*Aristomène* fût mis au théâtre, il m'avait fait prier d'aller lui en faire la lecture. Cette lecture tête à tête l'avait intéressé : le rôle d'Aristomène l'avait ému. Il trouva celui de Léonide théâtral. « Mais, corbleu! me dit-il, c'est une fort mauvaise tête que cette femme-là! Je n'en voudrais pas pour rien. » Ce fut là sa seule critique. Du reste, il fut content, et me le témoigna avec cette franchise noble et cavalière qui sentait en lui son héros. Je fus donc enchanté d'avoir une occasion de faire quelque chose qui lui fût agréable, et très-innocemment, mais très-imprudemment, j'acceptai la proposition.

» La protégée du maréchal était l'une de ses maîtresses. Elle lui avait été donnée à l'âge de dix-sept ans. Il en avait eu une fille reconnue et mariée depuis sous le nom d'Aurore de Saxe. Il lui avait fait, à la naissance de cette enfant, une rente de 100 louis; il lui donnait de plus, par an, 500 louis pour sa dépense. Il l'aimait de bonne amitié; mais, quant à ses plaisirs, elle n'y était plus admise. La douceur, l'ingénuité, la timidité de son caractère n'avaient plus rien d'assez piquant pour lui. On

sait qu'avec beaucoup de noblesse et de fierté dans l'âme, le maréchal de Saxe avait les mœurs grivoises. Par goût autant que par système, il voulait de la joie dans ses armées, disant que les Français n'allaient jamais si bien que lorsqu'on les menait gaîment, et que ce qu'ils craignaient le plus à la guerre, c'était l'ennui. Il avait toujours dans son camp un opéra comique. C'était à ce spectacle qu'il donnait l'ordre des batailles, et ces jours-là, entre les deux pièces, la principale actrice annonçait ainsi : « Messieurs, demain relâche au théâtre, à cause de la bataille que donnera M. le maréchal ; après-demain, *le Coq du Village, les Amours grivois...* »

» Deux actrices de ce théâtre, Chantilly et Beaumenard, étaient ses maîtresses favorites, et leur rivalité, leur jalousie, leurs caprices, lui donnaient, disait-il, *plus de tourments que les hussards de la reine de Hongrie*. J'ai lu ces mots dans une de ses lettres. C'était pour elles que Mademoiselle Navarre avait été négligée. Il trouvait en elle trop de hauteur, et pas assez de complaisance et d'abandon. Mademoiselle Verrières, avec infiniment moins d'artifice, n'avait pas même l'ambition de le disputer à ses rivales ; elle semblait se reposer sur sa beauté du soin de plaire, sans y contribuer d'ailleurs que par l'égalité d'un caractère aimable et par son indolence à se laisser aimer.

» Les premières scènes que nous répétâmes ensemble furent celles de Zaïre avec Orosmane. Sa figure, sa voix, la sensibilité de son regard, son air de candeur et de modestie, s'accordaient parfaitement avec son rôle, et dans le mien je ne mis que trop de véhémence et de chaleur. Dès notre seconde leçon, ces mots : *Zaïre, vous pleurez !* furent l'écueil de ma sagesse.

» La docilité de mon écolière me rendit assidu. Cette assiduité fut malignement expliquée. Le maréchal, qui était alors en Prusse, instruit de notre intelligence, en prit une colère peu digne d'un aussi grand homme. Les 50 louis que Mademoiselle Verrières touchait par mois lui furent supprimés, et il annonça que de sa vie il ne reverrait ni la mère ni son enfant. Il tint parole, et ce ne fut qu'après sa mort, et un peu par mon entremise, qu'Aurore fut reconnue et élevée dans un couvent comme fille de ce héros. »

Quand le maréchal fut de retour à Paris, sa colère

éclata de plus belle. A la ville, à la cour, il allait contant ses griefs à qui voulait l'entendre; il en parla au roi lui-même. « Ce petit insolent de poëte! » disait-il, et là-dessus c'étaient des plaintes vraiment risibles, suivies de menaces qui pouvaient tourner au tragique. Marmontel a beau dire, à propos des protégées du maréchal : « Je n'avais que celles qu'il abandonnait; » cette excuse si humble ne désarmait pas la fureur de Maurice; et le poëte voyait déjà le moment où il allait être obligé de croiser le fer avec le vainqueur de Lawfeld. Tel est sans doute le sens de ces paroles : « J'étais dans des transes d'autant plus cruelles que j'étais résolu, au péril de ma vie, de me venger de lui s'il m'eût fait insulter. » Lœwendal, Sourdis, Flavacourt, les amis les plus intimes de Maurice, eurent toutes les peines du monde à calmer cette fureur bavarde, qui égayait la cour à ses dépens.

Lorsque les *Mémoires* de Marmontel furent publiés en 1804, cinq ans après la mort de l'auteur, Aurore de Saxe, si digne, si pure, ressentit le plus vif chagrin de ces révélations indiscrètes. Outre les aventures que nous venons de rappeler, on y voyait que la trop sensible Zaïre, obligée de quitter son maître de déclamation, avait été recueillie par le prince de Turenne. Le prince lui-même avait traité l'affaire directement avec Marmontel. De cette union nouvelle naquit plus tard un fils qui devint l'abbé de Beaumont. Or, tandis que les indiscrétions posthumes de l'ami de Voltaire désolaient Aurore de Saxe, son frère l'abbé en prenait plus facilement son parti. « Beaumont assure que cela ne mérite pas le cha-

grin que tu t'en fais. » C'est M. Maurice Du Pin, le fils d'Aurore de Saxe, qui console sa mère en ces termes, et après avoir rappelé que le mal est sans remède, qu'on ne pourrait acheter l'édition, que les exemplaires vendus n'en auraient que plus de valeur, et qu'il en paraîtrait bientôt de nouvelles éditions conformes à la première, car la liberté d'écrire, grâce à 89, est désormais à l'abri des lettres de cachet, il ajoute ces cordiales paroles : « Je comprends bien que tu souffres d'entendre parler si légèrement de ta mère ; mais en quoi cela peut-il atteindre ta vie, qui a toujours été si austère, et ta réputation, qui est si pure? Pour mon compte, cela ne me fâche guère qu'on sache dans le public ce qu'on savait déjà de reste dans le monde sur ma grand'-mère maternelle. C'était, je le vois par les *Mémoires* en question, une aimable femme, douce, sans intrigue, sans ambition, très-sage et de bonne vie, eu égard à sa position. Il en a été d'elle comme de bien d'autres. Les circonstances ont fait ses fautes, et son naturel les a fait accepter en la rendant aimable et bonne. Voilà l'impression qui me reste de ces pages dont tu te tourmentes tant, et sois certaine que le public ne sera pas plus sévère que moi. » Rien de plus juste. Ce n'est pas seulement un petit-fils qui parle, c'est un homme de sens. Parmi les plus nobles familles de notre société régénérée, y en a-t-il beaucoup aujourd'hui qui n'aient pas besoin d'invoquer les mêmes excuses? Il n'en est pas moins vrai que le vainqueur de Fontenoy, battu par Marmontel et mettant toute la cour dans la confidence de sa mésaventure, ressemble à un personnage de comédie.

A côté de cette fâcheuse histoire, en voici une autre qui n'est pas seulement ridicule. Nous avons parlé de cette gentille *fée*, Justine Duronceray, qui jouait l'opéra comique dans les camps du maréchal de Saxe, et qui, à la veille de Raucoux, annonçant la bataille du lendemain, entonnait d'avance le chant de victoire. L'année même où Maurice était supplanté par Marmontel auprès de Mademoiselle Verrières, Justine Duronceray, devenue Madame Favart, était persécutée de mille manières par le maréchal de Saxe, obligée de fuir Paris, poursuivie, arrêtée, emprisonnée dans un couvent. Vingt-trois ans plus tard, le baron Grimm, apprenant la mort de l'actrice célèbre qui dans plusieurs de ses rôles avait « tourné la tête à tout Paris, » racontait à ses correspondants d'Allemagne les prétendues aventures de Madame Favart avec le maréchal de Saxe. Suivant ce récit, Justine Duronceray ou plutôt Mademoiselle de Chantilli (car c'était là son nom de théâtre), après s'être « donnée pour de l'argent au héros de la France, au vainqueur de Fontenoy et de Lawfeld, le plus bel homme de son temps, » aurait fini par être désolée de la passion du maréchal, « parce que la tête lui tournait d'un garçon pâtissier mal bâti appelé Favart, qui s'était échappé de la boutique de son maître pour faire des chansons et des opéras comiques. » Grimm raconte ensuite fort gravement, ou pour mieux dire avec une secrète indignation, le tort causé au maréchal par le garçon pâtissier. Pendant le siége de Maëstricht, c'est toujours Grimm qui parle, et on verra tout à l'heure quelle confiance il mérite, Favart enlève Justine et s'enfuit avec elle. Assurément il est fâcheux qu'un homme

tel que Maurice de Saxe ait perdu la tête pour une telle aventure, — Grimm nous a prévenus que « cette partie du roman de Madame Favart prêterait beaucoup à des réflexions morales, » et voici la moralité de l'histoire qui se prépare. — Oui certes il est fâcheux de voir Maurice éperdu, échevelé, « pour avoir été délaissé par une courtisane, lui à qui jamais l'opération la plus importante n'avait fait perdre une heure de sommeil ; » mais enfin qu'y a-t-il surtout à blâmer ici? Le mauvais goût de Justine et l'insolence de Favart! C'est pour cela que Grimm les traite si dédaigneusement, appelant celle-ci *une petite créature*, et celui-là *un garçon pâtissier*. Il termine son récit par ces mots : « Le grand Maurice, irrité d'une résistance qu'il n'avait jamais éprouvée nulle part, eut la faiblesse de demander une lettre de cachet pour enlever à un mari sa femme.... et, chose remarquable, cette lettre de cachet fut accordée et exécutée. Les deux époux plièrent sous le joug de la nécessité [1]. » Après quoi viennent les imputations les plus graves, les plus calomnieuses, et surtout la honteuse histoire qui, répétée pendant un siècle, semble encore attachée au nom de cette charmante et noble femme : c'est Madame Favart qui, l'année suivante, aurait causé la mort de Maurice de Saxe.

A ce récit d'un homme qui, par vanité aristocratique, se porte le défenseur de Maurice à tort et à travers, opposons simplement le verdict prononcé par l'arrière-

1. Voyez *Correspondance littéraire adressée à un souverain d'Allemagne depuis* 1770 *jusqu'en* 1782, par le baron de Grimm et par Diderot; Paris 1812, t. II, p. 230 et 234.

petite-fille du héros. « Madame Favart, dit excellemment George Sand, est un gros péché dans sa vie, un péché que Dieu seul a pu lui pardonner, quoi qu'en ait dit Grimm dans sa *Correspondance*. Les efforts de cet écrivain pour flétrir la victime et réhabiliter le coupable sont une action presque aussi mauvaise que l'action elle-même. »

Aujourd'hui, en effet, nous savons la vérité tout entière, et pour qui se donne la peine de contrôler les témoignages il ne reste plus rien des assertions du chroniqueur. Madame Favart a été victime deux fois, victime des violences de Maurice et des mensonges de Grimm. Justine Duronceray avait épousé Favart le 10 décembre 1745, et c'est seulement vers le milieu de l'année suivante que Favart, devenu chef d'une troupe de comédiens, fut chargé par le maréchal de lui monter un théâtre à Bruxelles. Le maréchal le traitait avec bonté, comme un auxiliaire de ses plans de campagne. N'était-ce pas lui qui avait mission d'entretenir la gaîté du soldat? Favart s'y appliquait en conscience, et quand il parlait des victoires du maréchal, il disait *nous*. A Raucoux, sur le champ de bataille, il écrivait à sa mère : « Victoire ! grande victoire ! tout est renfermé dans ces derniers mots. Je suis un des premiers qui écrive. L'action continue encore à notre avantage. Nous achevons de vaincre, je dis plus, nous achevons de détruire. Pardonnez-moi si je dis *nous;* à force de fréquenter les héros, j'en prends le langage. Montrez ma lettre à tous nos amis, ils ont le cœur français.... »

Et lui aussi, et Justine aussi, dans cette campagne

théâtrale qui avait ses périls, ils étaient soutenus par un vif sentiment de l'honneur national. Que Maurice ait été amorcé dès les premiers jours par l'entrain, par la grâce mutine de la comédienne, il n'y a pas lieu d'en être fort étonné. On voit pourtant qu'il avait peur de se laisser prendre, comme s'il avait deviné sous cette gentillesse la fermeté d'une honnête femme. « Mademoiselle, lui écrit-il, vous êtes une enchanteresse plus dangereuse que feu Madame Armide.... Je me suis vu au moment de succomber aussi, moi dont l'art funeste est d'effrayer l'univers. Qu'aurait dit le roi de France et de Navarre, si, au lieu du flambeau de sa vengeance, il m'avait trouvé une guirlande à la main? Malgré le danger auquel vous m'avez exposé, je ne puis vous savoir mauvais gré de mon erreur; elle est charmante! » Timides propos de galanterie, car Maurice, en terminant, s'excuse de « ce reste d'ivresse, » et ne demande à la jeune femme qu'un pur sentiment d'amitié. Bientôt cependant la timidité disparaît; Maurice est devenu un Lovelace et n'écoute plus que son délire. Madame Favart, effrayée des obsessions du maréchal, a quitté le théâtre du camp pendant la campagne de 1747, et s'est réfugiée à Bruxelles auprès de la duchesse de Chevreuse. Les intérêts de sa santé lui avaient fourni une occasion qu'elle s'était empressée de saisir. Le maréchal menace de la faire ramener au camp par des grenadiers. Rien de plus touchant que les lettres de Favart à celle qu'il nomme son *cher petit bouffe*. « Je crains peu pour moi les menaces, lui écrit-il; mais je ne me pardonnerais pas de t'avoir amenée dans ce pays pour t'exposer à la tyran-

nie. Nous sommes ici fort mal, je ne suis pas encore logé, et j'ai couché sur la paille, à la belle étoile, depuis que je t'ai quittée. Si l'on te pressait de partir, implore le secours de Madame la duchesse de Chevreuse; elle pense trop juste pour te refuser sa protection dans un point aussi essentiel, et les bontés dont elle nous a honorés en sont une preuve certaine. » Malgré la protection de la duchesse, Madame Favart se sentait encore trop près du maréchal; au lieu de retourner à l'armée, elle se rendit à Paris et y vécut fort retirée. Sur ces entrefaites, les propriétaires du théâtre de Bruxelles que Maurice avait occupé lui-même pour sa troupe d'acteurs, et dont il avait fixé le prix à 150 ducats par an, réclament à Favart une somme de 26,000 francs pour le loyer de leur salle.

Comment ne pas voir ici la main du gouverneur des Flandres? Cette femme qui lui a résisté dans l'éclat de ses succès sera vaincue sans doute par la misère; il faut ruiner ce ménage trop uni, et que cet honneur dont ils sont si fiers périsse dans leur désastre! Voilà donc Favart poursuivi devant les tribunaux de Belgique; ses adversaires obtiennent un décret de prise de corps contre lui et une saisie des effets de son magasin. Il fuit après avoir assuré le sort de ses camarades. Il va trouver le maréchal à Paris, à Chambord, car tout cela se passe en 1749, au moment où nous sommes occupés à rendre nos conquêtes et où le vainqueur de Fontenoy vient de quitter le gouvernement des Flandres; mais le gouverneur de la veille est encore assez puissant aujourd'hui pour faire respecter son drapeau.

S'il n'est pas complice de l'iniquité dont Favart est victime, il doit se sentir atteint du même coup. Que n'agit-il? que ne parle-t-il ? Favart invoque son témoignage, et Maurice s'en tient à de vaines promesses pendant que le malheureux est pourchassé de tous côtés par les limiers de la police. Hélas! on devine trop bien la tactique de son ennemi : séparer le mari et la femme, éloigner Favart et réduire Justine au désespoir, voilà son plan de campagne. Le comte Almaviva, dans le *Figaro* de Beaumarchais, voudra faire du mari de Suzanne un courrier d'ambassade pour l'envoyer sur les grands chemins; il imite Maurice de Saxe, qui propose à Favart « un emploi honnête » dans la capitale du roi de Pologne en même temps qu'il offre à Justine une sorte de pension pour subvenir à ses embarras du moment. Justine s'en passera bien, ses talents lui suffisent. Le 5 août 1749, elle débute à la Comédie-Italienne avec un succès d'enthousiasme. Bientôt cependant, ne pouvant se résigner à vivre loin de celui qu'elle aime, et qui souffre à cause d'elle, l'imprudente se sauve de Paris au moment où la Comédie allait donner des représentations à Fontainebleau, et va rejoindre son mari caché dans Lunéville (7 octobre). Le lendemain, elle est arrêtée par deux exempts qui l'ont suivie, et conduite sous bonne garde aux Grands-Andelys, dans un couvent d'ursulines. Nul affront ne lui est épargné. On conteste son mariage avec Favart, et son propre père, M. Duronceray, semble diriger la poursuite. Nous savons aujourd'hui, par un rapport de l'exempt de police, que le lâche vieillard, amené à Paris du fond de sa province,

joua son rôle pour de l'argent dans cette intrigue abominable.

L'intrigue est si odieuse, que Madame Favart ne songe à en accuser ni son père ni le comte de Saxe. Elle doute, elle hésite ; d'où peut venir une pareille attaque? —Si M. Duronceray en est l'auteur, c'est que le vieillard est fou, et nos pièces le prouveront; si des ennemis cachés nous persécutent, invoquons l'ancienne amitié du maréchal. — Tel est le résumé des lettres qu'elle adresse du fond du couvent des ursulines à son mari, à sa belle mère. Le *petit bouffe* sait se défendre. Quelle vivacité ! quelle décision ! C'est le ton du commandement, aux heures où le péril commun exige une manœuvre rapide et sûre. « Ne perdez pas un instant, écrit-elle; envoyez tous nos papiers chez le ministre, M. d'Argenson, et surtout le consentement de mon père, signé de sa main ; c'est le curé de Saint-Pierre-aux-Bœufs qui l'a. Réunis nos témoins et mène-les avec toi chez le ministre. Si c'est mon père qui nous persécute ainsi, la vérité éclatera, et l'on nous rendra bientôt justice. Si ce sont quelques ennemis qui veulent nous faire de la peine, ils auront beau faire; ils pourront peut-être par leur crédit nous séparer pour la vie, mais ils ne pourront jamais nous empêcher de nous aimer et rompre le lien sacré et respectable qui lie nos cœurs. » Et huit jours après, revenant encore à la charge : « N'épargne rien pour justifier notre mariage auprès du ministre.... Il ne faut pas manquer d'écrire à M. le maréchal de Saxe.... Il nous a rendu trop de services pour qu'il refuse de nous en rendre dans cette occasion. Quand on

verra nos papiers, j'espère que l'on ne doutera plus que mon père ne soit fou. »

Touchante confiance de la victime! Au moment où Madame Favart écrivait ces deux lettres, Maurice lui adressait une longue épître où il donnait clairement à entendre que tous ses malheurs venaient de sa fidélité à son mari. « Je n'ai point entendu parler de Favart.... Il doit être bien flatté de voir que vous lui sacrifiez fortune, agrément, gloire, enfin tout ce qui eût fait le bonheur de votre existence, pour le suivre dans un genre de vie que la seule nécessité fait embrasser. Je souhaite qu'il vous en dédommage et que vous ne sentiez jamais le sacrifice que vous lui faites.... Vous n'avez point voulu faire mon bonheur et le vôtre; peut-être ferez-vous votre malheur et celui de Favart Je ne le souhaite pas, mais je le crains. Adieu. » Cette dernière tentative n'ayant pas mieux réussi que les autres, la captive eut à subir bientôt de nouvelles rigueurs; on la transporta des Andelys à Angers. Elle écrivait des Grands-Andelys : « Je suis dans un bon couvent où l'on a toutes les attentions imaginables pour moi. » Elle écrit d'Angers un mois plus tard : « On m'a mise dans un couvent de force.... Ne dites à qui que ce soit que je vous ai écrit. Feignez de ne pas savoir où je suis. Ne cherchez point à m'écrire. Cela ne pourrait jamais me parvenir. Je crois que l'on craint que je ne dise que ce sont *d'autres que mon père* qui m'ont fait mettre ici, et on me changerait encore de couvent pour me mettre je ne sais où, peut-être à mille lieues.... » *D'autres que son père !* la pauvre femme avait enfin compris d'où venait la persé-

cution. Son mari l'apprenait aussi de son côté. A ce moment-là même, Favart, toujours poursuivi, toujours obligé de se cacher, et qui, réfugié chez un curé de campagne, n'avait trouvé d'autre asile que la cave de son hôte, disait à un de ses correspondants : « La plupart de mes amis m'ont abandonné. Il n'y a que l'infamie qui s'offre à me tirer du précipice. J'y resterai.... mes malheurs me sont chers »

Nous aurions encore bien des choses à dire, si nous avions la prétention de donner l'histoire complète de ce douloureux épisode. Il faudrait tenir compte d'un document dont personne jusqu'ici n'a fait usage, et qui semble renfermer la conclusion du drame. C'est une brochure portant ce titre : *Manuscrit trouvé à la Bastille le mardi* 14 *juillet* 1789[1]. Elle renferme un rapport de l'exempt Meusnier sur l'arrestation et l'emprisonnement de Madame Favart, six lettres du maréchal à la captive, et quatre réponses de celle-ci au maréchal. Le rapport de l'exempt est daté du 23 mars 1750, la correspondance de Maurice de Saxe avec la courageuse Justine appartient aux mois de novembre et de décembre 1749. En lisant

1. C'est le titre général inscrit à la première page. Le second titre est formulé ainsi : *Manuscrit trouvé à la Bastille, concernant deux lettres de cachet lâchées contre Mlle de Chantilli et M. Favart par le maréchal de Saxe.* 1789. — Nous devons l'indication de cette curieuse pièce à l'éditeur des *Mémoires du marquis d'Argenson*, le docte et obligeant M. Rathery. Le manuscrit de la Bastille contient sans doute quelques textes qui peuvent sembler au premier abord un peu embarrassants pour les défenseurs de Madame Favart ; mais nous croyons comme M. Rathery qu'une lecture attentive de ces pièces en explique tous les points obscurs, et que le manuscrit de la Bastille, après avoir compromis un instant la malheureuse femme, la réhabilite plus complétement.

ces pages encore toutes palpitantes, on s'aperçoit bien vite que la pauvre femme, épuisée par la lutte, est devenue folle de douleur. Qui aurait le courage de tourner contre elle les cris qui lui échappent? Il y a des instants où elle s'abaisse jusqu'à flatter son ennemi. N'abusez pas d'une parole imprudente que dément tout aussitôt la page voisine. Il est manifeste qu'elle est en proie au délire. La gazelle se débat sous les griffes du lion, et le lion a beau faire patte de velours, il n'est pas fâché qu'on sente sa griffe. Voilà donc où la sensualité peut conduire les plus généreuses natures! Maurice écrit à Madame Favart, pendant que la pauvre femme sous les verrous de son couvent sent sa raison se troubler : « Vous dites que vous souffrez, je le crois. Vous dites que j'ai des griffes et qu'il n'est pas aisé de s'en tirer, je le crois encore; mais je ne vous ai jamais fait que patte de velours, et ces griffes ne vous feront jamais de mal, si vous ne vous en faites pas vous-même. » Après cela, que la victime ait succombé, que l'exempt Meusnier ait dit la vérité en affirmant que Madame Favart, depuis le mois de février 1750, se trouvait aux Piples, *sous les yeux de la Mouret, femme du concierge de Chambord*, cela ne change rien à nos conclusions. L'histoire est plus affligeante, la moralité est la même. Il y a une chose qui domine tout ici, c'est la résistance de la pauvre femme, résistance faite au nom du devoir, au nom de l'honneur, et qui n'a cessé (si l'on met les choses au pire) que le jour où, la raison se voilant, la liberté morale a disparu.

On ne s'étonnera pas sans doute que nous ayons in-

sisté sur cet épisode. Ce n'est pas ici un panégyrique, c'est une histoire. Il y a des devoirs de justice que l'historien ne saurait écarter. Quand une créature humaine a injustement souffert pendant sa vie, il ne faut pas permettre qu'elle soit calomniée après sa mort, et combien de lecteurs encore ne connaissent Favart et sa femme que par la correspondance de Grimm! Maurice de Saxe, dans l'ivresse de sa passion, était capable de faire souffrir une femme et de la perdre; une fois dégrisé, il honorait sa victime, et j'ose affirmer que s'il eût connu les pages de Grimm, cette défense, en renouvelant ses remords, eussent soulevé son cœur d'indignation[1]. Il y a d'ailleurs autre chose dans cette aventure que l'aimable personne dont l'histoire vient de nous occuper. On parle souvent de la corruption des mœurs publiques au dix-huitième siècle, parce que l'on s'occupe seulement des classes qui étaient le plus en vue, de celles que le désœuvrement, joint à une culture raffinée, devait nécessairement pervertir; on ne songe pas à la bourgeoisie, au tiers-état, à cette séve de la France qui devait s'épanouir avec tant de vigueur au soleil de 89. Ces existences laborieuses renfermaient des trésors d'honnêteté. Une quarantaine d'années après la période où nous a conduits cette étude, un des soldats de la révolution, grand ami des girondins et leur compagnon sur l'échafaud, l'abbé Fauchet, qui eut parfois d'admirables éclairs au milieu de ses divagations mystiques, signalait éloquemment ce cœur de la nation où vivaient tou-

1. La lettre de Grimm ne fut écrite qu'en 1772, à l'occasion de la mort de Madame Favart.

jours, malgré tout, l'instinct religieux et le sentiment moral. « Vous croyez la religion ébranlée, s'écriait-il, parce qu'une petite et bruyante multitude de génies sans frein et d'hommes sans mœurs s'accorde pour la blasphémer. Détrompez-vous; la masse nationale ne peut jamais être impie. C'est contre nature. C'est comme si on voulait se persuader, lorsque dans les maisons riches les Crassus se livrent à la gloutonnerie et que dans les pauvres tavernes la canaille s'abandonne à l'ivresse, que toute la nation se gorge et s'enivre. Non! il n'y a que les deux extrémités qui soient en ferveur de débauche, tout le corps de la nation est dans la sagesse; les innombrables familles des gens de bien vivent sobrement dans leurs foyers, et ont horreur ou pitié des orgies de l'opulence et de la misère. Écrivains imprudents! si vous veniez à persuader, en effet, que sous ce nom sacré de liberté publique, c'est la religion, c'est la vertu, c'est le premier des biens de l'humanité, la morale éternelle, que l'on veut livrer à tous les attentats de la licence, ah! c'est alors que tous les honnêtes gens, c'est-à-dire toute la France, entendez-vous? se soulèverait avec une indignation divine.... » Ces paroles peuvent causer quelque surprise quand on se rappelle qu'elles ont retenti dans un club de 93 : elles nous étonneraient moins, si nous connaissions mieux l'histoire de la bourgeoisie française au dix-huitième siècle. La lutte de Favart et de sa femme contre Maurice de Saxe est un des mille épisodes de cette histoire. Assurément ces deux champions de l'honneur bourgeois étaient un peu bohémiens par état, et plus exposés que

beaucoup d'autres aux influences pernicieuses. Que de sentiments graves pourtant au milieu de leurs occupations joyeuses! quel instinct des choses pures! quel respect des devoirs et des émotions de la famille[1]!

Quant à Maurice de Saxe, qui nous a fourni à ses dépens l'occasion de ces remarques morales sur la société du dix-huitième siècle, c'est lui surtout qui prouve combien l'oisiveté est chose funeste. Cette nature impétueuse, qui ne sait se gouverner elle-même, a besoin de sentir le frein des événements; il lui faut l'action pour montrer ce qu'elle vaut. Qu'est devenu l'homme de Prague et de Fontenoy, le vainqueur animé de sentiments si doux, le général si dévoué au soldat? Je ne vois plus ici qu'un galant ridicule ou un despote cruel[2].

1. Qu'il nous soit permis de citer ici une des lettres familières de Madame Favart; elle nous introduira naïvement dans l'intimité de l'honnête et gracieux ménage. C'est un billet daté du 4 mai 1764 et adressé à son jeune fils: « Courage, cher petit Favart, courage! Je t'embrasse mille fois, mon cœur est content. Si tu sais penser comme je le crois, il te sera bien doux, en continuant de bien travailler, de faire le bonheur et de prolonger les jours de ton ami, de ta tendre amie, maman et papa. Songe bien à ta première communion! c'est l'action la plus sérieuse de la vie de l'honnête homme. Songes-y bien, mon cher fils! Adieu, je suis ta bonne petite maman. »

2. Contradiction de la nature humaine! mélange des sentiments les plus opposés chez le même personnage! C'est peut-être à la même époque, c'est bien certainement aux deux dernières années de sa vie, que se rapporte la lettre suivante où se manifeste avec naïveté un respect de la foi conjugale bien rare au dix-huitième siècle dans les classes supérieures. On pressait Maurice d'épouser une noble personne dont il admirait la beauté, le mérite, et qu'il appelait *divine;* il aima mieux renoncer à elle que de lui offrir un cœur trop peu sûr de tenir ses engagements. Cette lettre, dont l'original appartient à M. Anquez, professeur d'histoire au lycée Saint-Louis, ajoute un trait de plus à la physionomie du comte de Saxe. La lettre sur la *divine Ourchülla* fait honneur à la loyauté de Maurice. En voici le texte:

« Je pars demain pour Chambord, madame, et serai privé pendant

Suivons-le plutôt à Chambord, au moment où toute sorte de projets font fermenter encore son imagination; le rêveur d'aventures royales vaut mieux que le débauché.

II

La guerre à peine finie, Maurice chercha aussitôt sur quel point du globe il pourrait déployer sa force et courir les hasards. Non pas qu'il ait sérieusement pensé, comme le craignait Louis XV, à prendre du service dans une autre monarchie de l'Europe. La paix générale semblait établie pour longtemps, et à supposer qu'elle dût être troublée de nouveau, quel pays convenait mieux que la France au maréchal-général des camps et armées du roi, après tant de victoires qui attachaient son nom à nos drapeaux? Ce qu'il voulait, c'était un trône à fonder quelque part. Il appelait donc les occasions, il épiait la

quelques jours du bonheur de vous voir. J'ai trouvé la lettre que vous écrivez selon mes sentiments, mais je vous avouerai que j'envisage toujours un pareil engagement avec frayeur. Si la destinée nous rejoint, à quoi je ne vois point d'apparence, et que je revoie la personne en question, peut-être me déterminerai-je. Je n'ai point trouvé d'âme plus digne d'un attachement éternel que la divine Curchülla, mais vous savez combien j'aime ma liberté, et, vous l'avouerai-je? je suis même un peu libertin. Je suis trop honnête homme pour tromper, et je ne suis pas assez sûr de moi-même pour promettre ce que je ne suis pas sûr de tenir, et Curchülla mérite d'être aimée uniquement.

» Adieu, madame, un monde importun m'obsède. »

fortune, et si l'ardeur de sa fantaisie ne savait où se prendre, il ne manquait pas de gens pour lui suggérer des projets. Nos possessions d'outre-mer occupaient alors beaucoup d'esprits entreprenants. Je lis dans les *Mémoires politiques et militaires*, rédigés par l'abbé Millot d'après les notes du maréchal de Noailles, que, précisément à cette date, l'ardent maréchal, très-frappé de l'état précaire de nos colonies et de tous les intérêts qui s'y rattachent, présenta deux rapports sur ce sujet à M. Rouillé, nouveau ministre de la marine. Le duc de Noailles dévoilait d'abord les secrets desseins des Anglais sur nos établissements d'Amérique. De graves indices ne lui laissaient aucun doute à cet égard ; il était convaincu, et la suite des choses n'a que trop justifié ses prévisions, que l'Angleterre n'attendait qu'une occasion favorable, qu'elle chercherait même à la faire naître, « pour envahir nos colonies, détruire notre commerce et nous mettre hors d'état d'avoir jamais une marine convenable, telle que la France l'a eue dans les belles années du dernier règne. » Commerce, marine, colonies, autant de questions pour lesquelles il conseillait la sollicitude la plus active. Le commerce n'avait besoin que d'une protection vigilante ; la marine ne pouvait se rétablir que peu à peu, on n'improvise pas des escadres, et dût-on reconstituer nos forces navales plus vite qu'il ne l'espérait, il serait prudent de ne pas donner l'éveil aux ennemis par une activité impatiente. « Mais l'état des colonies, ajoute l'auteur du *Mémoire*, exige le remède le plus prompt et le plus efficace. Il ne s'agit que d'y envoyer des troupes, des officiers, quelques ingénieurs,

de l'artillerie, de la poudre, des vivres. Officiers et soldats doivent être bien choisis ; on doit leur faire envisager des récompenses proportionnées, en leur promettant des établissements conformes à leur état. C'est ainsi que s'est formée la colonie du Canada, et de son extraction militaire vient en partie le courage de ses habitants.... Des recrues prises au hasard ne conviennent point; envoyer des régiments entiers serait une démarche hasardeuse et qui aurait trop d'éclat. Les troupes qu'on destinerait à cet usage n'obéiraient qu'à regret et se regarderaient comme exilées de leur patrie. » Il faut que ces colons militaires aillent en Amérique avec joie, il faut que chacun d'eux ait l'espoir d'y faire fortune. « Pour remplir cette vue, on propose de tirer de chaque compagnie de l'infanterie française quelques soldats de bonne volonté, d'en former des compagnies indépendantes, de mettre à leur tête des officiers réformés, les plus propres à de pareilles commissions. Il y en a beaucoup de pauvres qui ne savent que devenir et qui se trouveront peut-être forcés de chercher fortune dans les pays étrangers : autant de sujets utiles perdus pour la France. »

Changez les proportions des personnages; au lieu d'officiers réformés, mettez ici un maréchal-général réduit à l'inaction, ces paroles pourront s'appliquer à Maurice. Lui aussi, à son point de vue, il est pauvre, puisqu'il a toujours rêvé une couronne et qu'il doit se résigner à sa *souveraineté* de Chambord. Aussi les faiseurs de projets sont-ils sûrs d'être bien accueillis quand ils viennent lui offrir ce que le duc de Noailles

voulait faire proposer aux vétérans de bonne volonté, aux officiers privés de leur emploi, l'occasion de chercher aventure dans le Nouveau-Monde. Le marquis d'Argenson nous apprend dans son journal qu'au mois de juin 1748, certains diplomates s'étaient mis en tête d'exhumer les vieilles prétentions de Maurice sur le duché de Courlande, et d'obtenir de la Russie son élection définitive. On y aurait vu l'avantage de rendre libre une grande position militaire et de satisfaire les ennemis du maréchal. Le premier de tous était le prince de Conti, dont l'ambition fiévreuse n'avait plus de bornes. Les conseillers officieux qui firent briller aux regards de Maurice une royauté à conquérir dans l'île de Madagascar, obéissaient peut-être à des inspirations semblables ; en tout cas, ils frappèrent plus juste en ouvrant à ce chercheur de couronnes le mystérieux domaine de l'inconnu. Soit que Maurice n'eût plus aucun espoir du côté de la Courlande, soit qu'un projet réchauffé lui parût insipide, on ne voit pas qu'il se soit prêté aux intrigues dénoncées avec colère par le marquis d'Argenson. Quant à cette idée singulière de fonder une sorte d'empire à Madagascar, dès qu'elle lui fut suggérée, son imagination l'accueillit avec feu.

Il y avait déjà un certain nombre d'années que l'île de Madagascar était le point de mire des ambitions les plus aventureuses. Trente-cinq ans avant l'époque où Maurice conçut le projet de coloniser ce pays, deux personnages qui ne lui ressemblaient point, le marquis de Langallerie et le comte de Linange, s'étaient parés du titre de *rois de Madagascar* ; mais je me garderais bien

de rappeler leurs noms suspects à propos du glorieux nom de Maurice de Saxe, s'il ne fallait indiquer au moins quelle fièvre d'entreprises agitait la société du dix-huitième siècle. Les folles tentatives de ces deux hommes, oubliées aujourd'hui, avaient fait assez de bruit sous la Régence. Maurice n'avait pu les ignorer, puisque nous en devons les principaux détails aux diplomates saxons [1]. Ces fourberies d'ailleurs recouvraient un fonds de vérité; il y avait au sud-est de l'Afrique un pays plein de richesses naturelles, de richesses abandonnées, car ce n'était qu'un repaire de flibustiers attendant des colons et un maître. Comment s'étonner que l'ancien prétendant au duché de Courlande ait eu l'ambition de réaliser sérieusement dans cette grande île ce qui n'avait été pour Langallerie et Linange qu'une occasion de rêveries saugrenues et de rapines effrontées? Le marquis d'Argenson nous le dit expressément à la date de novembre 1748 : « Le maréchal de Saxe a demandé au roi *le don et la souveraineté de l'île de Madagascar*, pour la faire habiter par des familles allemandes qu'il sait pauvres et qui iraient bien s'y établir; mais il demandait trop d'avances et surtout des vaisseaux de la compagnie des Indes. » D'Argenson ajoute : « Il s'est réduit à l'île de Tabago, en Amérique, dont nous ne faisons plus d'usage, et on la lui accorde comme souveraineté dépen-

1. Dans la seconde série de son recueil intitulé *aus vier Jahrhunderten*, M. de Weber a cité, d'après les dépêches d'un ministre saxon, le traité conclu entre le marquis de Langallerie et Osman-Aga, ambassadeur turc en Hollande. Le marquis de Langallerie s'y donne une foule de titres extravagants; il suffit de citer celui-ci qui couronne tous les autres : *généralissime de la théocratie du Verbe incarné.*

dante et tributaire de notre couronne. » Qu'est-ce que l'île de Tabago? Une des petites Antilles, qui avait appartenu tour à tour aux Espagnols, aux Anglais, aux Hollandais, et qui était tombée alors entre nos mains. Elle était presque inhabitée. Maurice vit là une colonie d'autant plus intéressante à ses yeux qu'elle lui créait, comme le dit d'Argenson, une sorte de souveraineté.

Voilà bien un trait fondamental et persistant de cette physionomie singulière; il faut absolument un sceptre au bâtard du roi Auguste. Fils, frère, oncle de roi, et séparé du trône par cette *barre* fatale qui l'arrête, il est perpétuellement obsédé par des tentations irritantes. S'il a renoncé sans peine à Madagascar, c'est que l'imagination est contenue chez lui par l'esprit le plus pratique; mais représentez-vous l'ardeur de sa passion quand il interroge l'étendue, le climat, les ressources de son île. Son île! elle est petite, tant mieux; c'est commencer sagement, qui trop embrasse mal étreint. Quel climat d'ailleurs! quelles richesses, après que des mains industrieuses auront coupé ces bois et défriché ces plaines! Le souverain qui tirera de cette possession tout ce qu'elle peut fournir sera bientôt redoutable à ses voisins. Il l'a dit lui-même en ses *Rêveries*, les petites armées sont préférables aux grandes; on les tient dans la main, et d'un mouvement rapide on les porte où l'on veut. Il en sera de même pour le roi des colons. Celui qui débute avec un îlot, s'il est intelligent et actif, pourquoi ne finirait-il pas avec un archipel? Éternelle variante de la fable de la Fontaine et du récit de Rabelais :

Qui ne fait châteaux en Espagne ?
Quel esprit ne bat la campagne ?
Picrochole, Pyrrhus, la Laitière, enfin tous,
Autant les sages que les fous.

Mais pendant que Maurice de Saxe s'apprête à prendre possession de son île, l'Angleterre et la Hollande, informées par les bruits de la cour, élèvent des réclamations. La France, qui a restitué toutes ses conquêtes aux signataires du traité d'Aix-la-Chapelle, s'obstinera-t-elle à garder un rocher des Antilles ? Non, certes ; l'intérêt est trop mince pour qu'on s'expose à irriter des puissances jalouses, et voilà le *pot au lait* brisé dans les mains du vainqueur de Fontenoy.

C'est alors sans doute qu'il tourna ses regards vers la Corse, où un gentilhomme westphalien, douze années auparavant, avait si promptement gagné une couronne et si promptement l'avait perdue. Son projet de rassembler tous les Juifs européens et de les transporter dans les terres vierges d'Amérique pour en faire une nation indépendante doit aussi se rattacher à cette époque. Nous ne voyons pas, il est vrai, que ces entreprises aient laissé aucune trace écrite, la tradition seule en a conservé le souvenir. M. le baron d'Espagnac, M. d'Alençon, d'autres contemporains encore, l'éditeur des *Rêveries*, l'éditeur des *Lettres et Mémoires* du maréchal de Saxe, sont d'accord pour attester ces fantaisies grandioses ; les papiers de Maurice, les dépêches des ministres saxons à Paris, le *Journal* du marquis d'Argenson n'en disent pas un mot. Est-ce une raison pour les traiter de fables, comme le fait M. de Weber ? Je ne le pense

pas. On n'invente point de telles choses. Il est tout naturel, au contraire, de se figurer Maurice irrité par le destin et lâchant la bride à son imagination impatiente. Après cela, que l'homme d'action, l'esprit net et positif ait fait taire le rêveur, je le crois sans peine. Voilà pourquoi ces chimères ont disparu sans laisser d'autres vestiges qu'une tradition sans preuves. Voltaire, dans le *Siècle de Louis XIV*, raconte qu'en 1706, après nos défaites en Flandre et en Espagne, au moment où la situation du petit-fils de Louis XIV paraissait désespérée, « le maréchal de Vauban, le premier des ingénieurs, le meilleur des citoyens, homme toujours occupé de projets, les uns utiles, les autres peu praticables et tous singuliers, proposa à la cour de France d'envoyer Philippe V régner en Amérique. » Il ajoute que ce prince y consentit et qu'on délibéra sur ce projet à Versailles [1]. Les papiers de Vauban, compulsés aujourd'hui par des mains habiles, ne renferment pourtant aucune trace de cette délibération. Les desseins de Maurice sur la Corse et sur les Juifs ressemblent à ce programme de Vauban : ce sont de ces visions ardentes que produit la fièvre du désespoir. On en parle, on s'y complaît un instant, puis la réalité les écarte. Elles servent néanmoins à peindre les âmes qui les ont enfantées ; ni Vauban, ni Maurice, chacun dans son ordre, ne nous seraient complétement connus, si on effaçait de leur histoire ces conceptions extraordinaires.

Ainsi, empire des fils d'Israël sur le sol du Nouveau-

1. *Siècle de Louis XIV*, chap. XXI.

Monde, gouvernement de la Corse, royauté de Tabago ou de Madagascar, autant de visions disparues. Que lui reste-t-il pour tromper, s'il se peut, l'activité inquiète de son génie ? Chambord et cet appareil de souveraineté féodale que lui permet le roi. Précisément à l'époque où tous les projets que nous venons de rappeler s'évanouissent comme des fantômes, son régiment de houlans va faire sa rentrée en France. Le maréchal a voulu que sa petite armée restât jusqu'au dernier jour sur le terrain conquis par ses victoires ; elle se retire enfin, puisqu'il le faut, et va prendre ses quartiers d'hiver à Chambord. Avant de la diriger vers ses domaines, Maurice veut la montrer au roi et aux Parisiens. Il a obtenu l'autorisation de passer en revue ses troupes dans la plaine de Passy ; la cour y viendra, la ville y enverra des milliers de spectateurs : ne sera-ce pas une manière de proclamer la position particulière qui lui est faite ? Préoccupation opiniâtre, et qui reparaît sous toutes les formes ! Ce fut une sorte d'événement que cette revue des houlans du maréchal de Saxe. L'avocat Barbier, le duc de Luynes, le marquis d'Argenson, le comte Loss, Marmontel, tous les auteurs de journaux ou de Mémoires en ont fait la description dans leurs annales. Ces costumes étrangers, ces longues lances, ces casques garnis de turbans, ces bottes à la hongroise, ces petits chevaux aux rapides allures, frappaient d'étonnement les Parisiens ; mais, tandis que les bourgeois n'y voyaient qu'un objet de curiosité, la noblesse et l'armée murmuraient. Les gardes-françaises, chargés de maintenir l'ordre et d'occuper les avenues, se demandaient s'ils

étaient aux ordres des houlans. Les plus grands seigneurs remarquaient avec amertume le privilége énorme accordé au maréchal ; quoi! les princes du sang n'avaient pas le droit d'entretenir des régiments à eux dans leurs gouvernements, et le comte de Saxe allait être gardé à Chambord par six brigades étrangères ! « Autre sujet de jalousie, écrit Barbier; ce régiment, qui, je crois, est plus curieux qu'utile, doit coûter cher au roi, d'autant que les houlans ont été annoncés comme étant sur le pied de gentilshommes. On dit que le roi donne directement la paye à M. le maréchal de Saxe, qui se charge, lui, de leur décompte et de les monter, sur quoi il n'est pas douteux qu'il gagne considérablement, et cela suffit pour faire crier. » Ces cris de la cour plaisaient à Maurice autant et plus que l'étonnement des bourgeois. Si le fils du roi de Pologne n'a point d'États à gouverner, au moins ne sera-t-il pas confondu en France avec ses orgueilleux rivaux les princes du sang.

Les houlans sont à Chambord; le château ressemble à une place forte, et le service de la garnison est entretenu sur le pied de guerre. A l'entrée se dressent les canons pris sur l'ennemi; des drapeaux anglais, autrichiens, hollandais, trophées des jours glorieux, sont suspendus à l'intérieur. Aussitôt que Maurice paraît, les tambours battent aux champs. Les rois seuls, sur la terre de France, ont le droit d'avoir des sentinelles à la porte de leur appartement; Maurice parviendra, non sans ruse, à se faire attribuer cette prérogative royale. Il y a des jours à Versailles où des particuliers obtiennent l'honneur de contempler de près les festins du mo-

narque; Maurice, qui a ses jours de *grand couvert*, se donnera aussi le luxe d'une galerie de spectateurs émerveillés, et les habitants de Blois solliciteront le privilége de circuler autour de sa table splendide. Ainsi, aucun signe de sa dignité ne lui manque : il avait déjà une cour et une armée, voici le peuple qui entre en scène. On raconte à ce sujet toute espèce d'anecdotes, car la tradition locale a conservé ou inventé plus d'une histoire qui se rapporte aux prétentions royales du héros. A quoi bon les transcrire une fois de plus? Il suffit sans doute de résumer en quelques traits le caractère dominant du personnage que j'ai appelé *le souverain de Chambord*. Certes, si l'on considère le fond des choses, c'est un spectacle singulier que cette fantaisie impétueuse environnée de barrières où elle se brise. N'importe, l'auteur des *Rêveries* avait assez d'imagination pour compléter l'ébauche de royauté que lui fournissait l'étiquette de Chambord. A voir ce train, ces honneurs, ces canons qui le saluaient, ces escadrons galopant autour de sa voiture, ces populations empressées sur ses pas, il y eut certainement plus d'une heure d'ivresse où il put se faire illusion et se dire : « Je suis roi ! »

Il pouvait tenir encore le même langage quand il exerçait à sa façon ses priviléges de haute et basse justice sur les *sujets* de son domaine. Est-il vrai qu'il se soit attribué le droit de mort, le droit de grâce, c'est-à-dire les prérogatives les plus redoutables du souverain pouvoir? La légende a beau affirmer que les houlans étaient pendus pour la moindre infraction à la discipline, elle a beau nous signaler un arbre qui servait aux

exécutions et que la foudre frappa au mois de mai 1820 comme pour purifier la royale demeure souillée par ces souvenirs, il est difficile de se représenter le héros de Fontenoy peuplant le parc de Chambord des hideuses images que Louis XI étalait si volontiers dans le bois de Plessis-lez-Tours. Un voyageur, étonné de certains récits terribles que le nom du maréchal de Saxe rappelle encore aux gens du pays, a voulu remonter à l'origine des faits si évidemment travestis par l'imagination populaire. Qu'a-t-il trouvé ? Une simple plaisanterie infligée à un impertinent qui aurait pu s'attirer une leçon plus dure. Un jeune homme de Blois, admis dans la salle du festin un jour de grand couvert, avait parié avec un ami qu'il ferait baisser les yeux au vainqueur de Lawfeld. Il se pose hardiment en face de Maurice et tient ses regards attachés sur lui. Cette hardiesse, disons-le en passant, attestait une singulière confiance dans la bonté du héros. Maurice rencontre une première fois ce regard fixe et détourne la vue. A la seconde fois, il s'étonne, et un instant après, quand il n'a plus de doute sur l'intention du personnage : « Qu'on aille me chercher, dit-il, le capitaine Babasch. » C'était une vieille moustache rousse comme on n'en voyait alors que chez les houlans, un bouledogue de Dalmatie qui se serait fait mettre en pièces pour son maître, et dont la vue seule inspirait la terreur. Le capitaine accourt : « Ouvre cette croisée, lui dit le maréchal, prends cet insolent que tu vois en face de moi, en habit gris et en veste écarlate, et jette-le dans les fossés du château. » A ces mots, on le devine, l'étourdi prend son élan, tra-

verse la salle, les vestibules, les cours, les ponts-levis, et arrive tout tremblant aux portes de Blois, pendant que les convives riaient encore dans le salon de Chambord. Il n'est pas probable que le capitaine dalmate ait jamais jeté d'autre victime que celle-là dans les fossés du château, et si quelque houlan a été condamné à mort par le maréchal, c'est que la justice l'avait voulu.

Avec les *grands couverts*, il y avait aussi les représentations dramatiques; le palais de Chambord avait son théâtre comme tous les palais des souverains. Aucun luxe royal ne devait plaire davantage au héros si souvent couronné par les reines d'Opéra. C'est lui-même qui avait transformé le second étage du donjon en salle de spectacle; quand Louis XIV réservait pour Chambord la première représentation du *Bourgeois gentilhomme*, Molière et ses camarades y étaient moins bien installés que ne le furent un siècle plus tard les comédiens ordinaires de Maurice. Chaque hôte illustre imprimait ainsi tour à tour une image de sa vie dans le château des Valois : la bonne reine de Pologne, cachant sa royauté perdue, n'y avait laissé qu'un oratoire ; Maurice, affichant la royauté qu'il rêve, y construit des casernes et un théâtre. Son balcon, j'allais dire son trône, faisait face aux acteurs, comme la place destinée au roi dans les salles de Versailles ou de Fontainebleau C'est là qu'il recevait ses invités. On y venait de fort loin. La noblesse des provinces, d'anciens compagnons de guerre du maréchal, souvent même les plus hauts personnages de Versailles, enviaient l'honneur d'une invitation à ces fêtes. Un jour, Madame de Pompadour en personne vint

rendre visite au souverain de Chambord pour assister à ses soirées théâtrales. Pompadour et Maurice de Saxe! singulière rencontre où se peint toute une époque : ici, la femme élégante et corrompue à qui un roi fainéant avait abandonné le gouvernement d'un grand peuple; là, le génie de l'action et de l'aventure cherchant, sans la trouver, une tâche digne de lui, et jouant au souverain pour tromper sa vaillante impatience.

Ce n'est pourtant pas une souveraineté de parade qu'a rêvée le maître de Chambord, c'est la souveraineté effective, celle qui donne le droit et le moyen d'agir. De là le dégoût qui le ressaisit sans cesse au milieu de son activité tumultueuse. En vain a-t-il entrepris des travaux qu'il poursuit avec fougue, le lion étouffe dans sa cage magnifique. Quelques heures de galop, et Maurice touche à l'extrémité de son domaine. Un château, un village, une vingtaine de fermes, voilà donc le royaume de ce victorieux qui voudrait dévorer l'espace! Chasse à courre, revues, manœuvres, rien ne peut dompter son ardeur. A quoi bon ces stériles mouvements? Il s'ennuie. Le 9 juin 1749, il se dirige vers la Saxe; le 20, il arrive à Dresde, et le comte de Brühl s'empresse de le faire inviter à la diète du pays, qui s'ouvrait le surlendemain. L'invitation du roi son frère était conçue en ces termes : « A très-haut, très-illustre seigneur, notre cher et fidèle Maurice, comte de Saxe, de Tautenbourg et de Frauenpriessnitz. » Le roi de Pologne avait-il la pensée de ramener le vainqueur de Fontenoy dans son pays natal? On ne sait. Toujours est-ce une chose singulière de voir ce Saxon naturalisé en

France siéger à Dresde dans la chambre des seigneurs. Trois semaines après, il part pour Berlin et arrive le 15 juillet à Sans-Souci, où Frédéric le Grand lui fait l'accueil le plus affectueux. Frédéric ne pouvait se lasser d'entendre celui qu'il considérait comme son maître; avide de détails, interrogeant sans cesse, il prolongeait l'entretien fort avant dans la nuit, au risque de fatiguer le héros, qui aimait à vivre au grand air et à se coucher de bonne heure. Frédéric s'en excuse après le départ de son hôte : « J'aurais désiré, mon cher maréchal, vous faire passer le temps plus agréablement. Je vous avoue que j'ai préféré les intérêts de ma curiosité et la passion de m'instruire aux attentions que j'aurais dû avoir pour votre personne et pour votre santé. Je vous fais mes excuses de vous avoir tenu si longtemps assis et de vous avoir fait veiller au delà de votre coutume. J'ignorais que cela pût vous incommoder. Je suis si bon allié de la France que, bien loin de vouloir ruiner la santé de ses héros, je voudrais leur prolonger la vie. » En invoquant pour excuse sa passion de s'instruire, Frédéric n'adressait pas à Maurice un compliment banal, car il écrivait à Voltaire au sujet du comte de Saxe : « J'ai vu ici le héros de la France, ce Saxon, ce Turenne du siècle de Louis XV. Je me suis instruit par ses discours, non pas dans la langue française, mais dans l'art de la guerre. Ce maréchal pourrait être le professeur de tous les généraux de l'Europe. »

Revenu à Dresde après cette rapide excursion, Maurice y passe encore quelques semaines et retourne en France au mois d'août. Le voilà de nouveau à Chambord,

maniant et remaniant son domaine, bâtissant un hospice, agrandissant ses casernes, mettant ses équipages sur un pied royal. Il avait quatre cents chevaux dans ses écuries. Ses réceptions étaient de plus en plus magnifiques. Son théâtre, qui lui avait coûté six cent mille livres, avait été inauguré par les comédiens de la cour. Il y avait ordinairement deux tables au château, l'une de quatre-vingts couverts, l'autre de soixante. Des personnages considérables venaient passer des semaines auprès de lui. Nous détacherons ici une page des *Souvenirs du marquis de Valfons :*

« En 1749, je passai quelque temps à Chambord chez le maréchal de Saxe. Il me logea dans la chambre de Marie de Médicis, et pendant quatre jours de suite ce grand homme eut la complaisance de venir se mettre dans un fauteuil à mon chevet, tandis que j'étais dans mon lit, et de me rappeler tout le détail de ses campagnes avec la charmante simplicité qui caractérise plus particulièrement les héros.

« Le château dont le roi avait donné la jouissance au maréchal était une résidence digne de cet hôte illustre. Il y menait un train de prince, avec plus de cent mille écus qu'il tirait de ses grades ou de ses régiments. Il y avait établi une caserne de cavalerie, un haras et une ménagerie. Son activité d'esprit et de corps avait besoin d'une occupation continuelle et d'exercices variés. Aussi, tout en combinant de vastes projets et même des entreprises chimériques, il se livrait sans cesse à des divertissements énergiques, chassant à courre, surveillant ses travaux, où il mettait quelquefois la main, et par-dessus tout faisant manœuvrer son régiment, que, par une faveur particulière, le roi lui avait donné en garnison, et qu'il entretenait sur le pied de guerre avec tous les détails du service d'une place forte. Les canons et les drapeaux pris sur les ennemis, et qui décoraient les portes, complétaient l'illusion. Il y avait aussi très-souvent la comédie et des concerts sur l'eau ou dans les appartements.

« Le chancelier titulaire, Maupeou, me faisait également l'honneur de s'asseoir à mon chevet dès sept heures du matin sans vouloir me permettre de quitter mon lit. Nous étions logés porte à porte dans le même corridor, et en sortant de chez lui il venait s'entretenir avec moi. Il resta quatre jours à Chambord ; il y avait peu de monde, et nous nous promenâmes beaucoup ensemble dans le parc et les potagers. Sa conversation était pleine de traits curieux et d'anecdotes intéressantes.

« Le maréchal n'avait alors que cinquante-trois ans, et malgré les cruelles souffrances que je lui avais vu souvent endurer avec un courage héroïque, la vigueur de son tempérament le maintenait vaillant et infatigable. A le voir ainsi robuste et actif, heureux de vivre et plein de conceptions généreuses, personne n'eût pu le croire si proche de sa fin.... »

Ce sont là les jours paisibles de Chambord ; il y avait des saisons plus bruyantes. Maurice lui-même, se souvenant de son ancien métier de chroniqueur, a laissé, non pas le récit, mais le programme de certaines fêtes destinées à la princesse de Sens. La lettre qui renferme ces détails, lettre conservée aux archives de Dresde, est la dernière qu'il ait écrite à son frère, l'électeur de Saxe et roi de Pologne, Frédéric-Auguste III. Il convient de la reproduire ici tout entière. On y verra autre chose qu'un document sur les réceptions de Chambord ; c'est un croquis assez vif des existences souveraines au dix-huitième siècle. Si l'auteur se peint une fois de plus dans le pêle-mêle de ses récits, il nous fait connaître en même temps les préoccupations fort diverses du roi son frère et les commissions bizarres dont un maréchal de France pouvait être chargé à Paris au nom d'un roi de Pologne. La dauphine Marie-Josèphe venait d'accoucher d'une fille ; Frédéric-Auguste III, qui attend avec impatience

des nouvelles de l'accouchée, n'est pas moins impatient d'apprendre si telle et telle danseuse, envoyées par lui à Paris pour se perfectionner dans leur art, ont mis à profit les leçons de l'Opéra. Maurice doit un rapport au roi de Pologne sur ces deux événements. Émotions de famille, renseignements de coulisse, tout cela se mêle le plus naturellement du monde dans le message du maréchal comme dans la pensée du souverain.

« Versailles, le 5 septembre 1750.

« Sire,

« N'ayant pu avoir l'avantage d'écrire à Votre Majesté par le premier courrier de M. le comte de Loss, j'ai attendu le neuvième jour des couches de Madame la dauphine, terme après lequel il n'y a plus rien à craindre pour sa personne[1]. Elle a été en danger le quatrième ; mais, grâce à Dieu, tout s'est rétabli le lendemain, et elle se porte à souhait. Sa douceur, sa constance, et le courage qu'elle a fait paraître pendant un travail assez pénible, lui ont attiré la tendresse du roi et de toute la cour. Le roi lui a constamment tenu la main pendant le travail, et l'on peut dire qu'elle est accouchée entre ses bras. Aussi en suait-il à grosses gouttes. Il faisait fort chaud ce jour-là, et la quantité de monde qu'il y avait dans son appartement faisait que l'on y fondait. J'ai obtenu du roi et de la reine qu'il plût à Sa Majesté de lever toutes les entrées pendant neuf jours, ce qui a été un grand soulagement à Madame la dauphine, mais qui a fait crier tout le monde, parce que cela est contre l'étiquette et n'a jamais été pratiqué. Ma principale raison a été le danger qu'il y a d'approcher une femme en couches avec des odeurs, et tout le monde en a ici, peu ou beaucoup ; les habits en sont

1. L'accouchement de la dauphine avait eu lieu le 26 août 1750. La princesse à laquelle Marie-Josèphe donna le jour, et qui reçut le nom de Zéphirine, mourut tout enfant, âgée de cinq ans et six jours, le 1er septembre 1755.

imprégnés et les sentent toujours, quoiqu'ils disent qu'ils n'en mettent point. Enfin, Dieu merci, la voilà bien portante, et en train de donner une postérité nombreuse à la France.

« J'ai vu danser la petite Rivière une fois à la Comédie-Française à Paris; elle y est applaudie à toute outrance. Votre Majesté la trouvera changée en bien au delà de ce qu'elle peut en attendre pour le peu de temps qu'elle a été ici; mais elle s'est fort appliquée, et Maltoire est le meilleur maître qu'il y ait sans contredit. Si Votre Majesté la laissait encore ici pendant l'hiver, elle aurait une danseuse parfaite; mais la mère n'est pas en état de soutenir cette dépense, et il faudrait que Votre Majesté y sacrifiât quelque cents ducats. Pour Mademoiselle Favier, je ne sais ce qu'elle fait; sa mère est une folle qui gâte ce que Maltoire corrige; il n'en est pas content d'ailleurs, elle ne travaille pas avec ardeur et a perdu du temps. Je ne les ai vues qu'une fois et ai lavé la tête à la mère....

« Mademoiselle de Sens vient passer une partie de l'automne chez moi, à Chambord, avec une *trôlée*[1] de femmes de la cour. Je leur donnerai des chasses dans les toiles[2], la comédie et le bal tout le jour, et pour cet effet j'ai arrêté la troupe des comédiens qui est des voyages de la cour à Compiègne, à qui je ferai manger force biches et sangliers. Je compte que ces dames s'amuseront fort bien; j'ai un corps d'officiers très-bien choisi, de jolie figure, jeunes et reclus comme des moines dans le château de Chambord. On irait plus loin pour trouver cela, et l'on commence déjà à en médire; mais elles viendront ici, quoi que l'on en puisse dire. Votre Majesté trouvera peut-être que je fais un métier conforme à la vie que j'ai menée; c'est le sort des vieux charretiers d'aimer encore à entendre claquer le fouet. A tout pécheur soit fait miséricorde! Si j'en fais un de procurer des plaisirs à mon prochain, mon intention n'est pas qu'ils soient criminels, et ce que j'en dis n'est que pour amuser un moment Votre Majesté. Toutes ces dames sont sages; elles aiment à rire, et j'espère que c'est tout.... Recevez avec votre bonté ordinaire, sire, les assurances de ma soumission et du profond

1. Le maréchal fabrique ce mot d'après le verbe inusité, mais très-français, *trôler*, mener avec soi.

2. Des chasses auxquelles les dames assistaient sous des tentes.

respect avec lequel je serai toute ma vie, sire, de Votre Majesté, le très-humble et très-soumis serviteur et sujet[1].

« MAURICE DE SAXE. »

On voit que *le vieux charretier aime encore à entendre claquer le fouet.* Cet escadron d'amazones, ces jolis officiers reclus comme des moines, voilà une rencontre pleine de promesses et qui le met d'avance en gaieté. Il a beau s'excuser auprès du roi son frère, dont les mœurs sont plus graves malgré ses préoccupations chorégraphiques : il est difficile de le contredire quand il dénonce lui-même le métier qu'il fait là, ce *métier conforme à la vie qu'il a menée.*

III

Telles furent les dernières occupations de l'homme qui avait accompli tant de grandes choses et remué tant de projets audacieux. Trois semaines après la missive qu'on vient de lire, le comte de Brühl écrivait à Maurice de la part du roi de Pologne : « En considération de votre bon témoignage, Sa Majesté permet à la petite Rivière de rester non-seulement cet hiver, mais encore tout l'été prochain en France pour se per-

1. Maurice oublie assez souvent qu'il a reçu des *lettres de naturalité* chez nous, et qu'il est le sujet du roi de France.

fectionner. » Ainsi les affaires d'une danseuse, les fêtes préparées pour la princesse de Sens et sa galante escorte, voilà les dernières pensées que renferme la correspondance du vainqueur de Fontenoy! Sur la fin de cet automne réservé aux voluptueux galas, Maurice était emporté par la fièvre après quelques jours de souffrance.

Cette mort presque subite a donné lieu à des bruits bien opposés. Une explication trop naturelle se présentait d'abord à l'esprit. Maurice, quelle que fût la vigueur de son tempérament, ne pouvait résister longtemps à une vie meurtrière; à force de défier la nature, il avait attiré sur lui les coups de la Némésis. Une rumeur d'un autre genre éclata immédiatement à Chambord et se répandit jusqu'à Paris. On lit dans le *journal* du marquis d'Argenson, à la date du 3 décembre 1750, c'est-à-dire trois jours seulement après la mort de Maurice : « Le bruit est dans le peuple que le maréchal de Saxe a été tué dans la forêt de Chambord et y a reçu des coups d'épée, ce qui n'est point vrai; il est mort d'une fluxion de poitrine négligée d'abord, puis devenue incurable. » Le marquis d'Argenson a-t-il bien le droit d'employer un langage aussi affirmatif? Deux ans et demi auparavant, le 4 mars 1748, le comte de Coigny ayant été tué en duel sur la route de Versailles par le prince de Dombes, fils aîné du duc du Maine, tous les chroniqueurs de cour affirmèrent qu'il était mort d'un accident de voiture. C'est ce que raconte le marquis d'Argenson aussi bien que le duc de Luynes, et tous les deux fournissent des détails qui ne

semblent permettre aucun doute; le comte de Coigny, au moment de la secousse, a eu le cou pris dans le cordon de la glace, qui l'a étranglé. Or le public ne tarda pas à raconter la chose autrement, et il se trouva que le public avait raison. Malgré les assertions contraires des annalistes de Versailles, c'était bien un coup d'épée qui avait mis fin aux jours du comte de Coigny, le favori de Louis XV. Pourquoi le marquis d'Argenson n'aurait-il pas été trompé sur le duel du comte de Saxe comme il l'a été sur le duel du comte de Coigny? Pourquoi la voix publique n'aurait-elle pas dit la vérité en 1750 comme elle l'a dite en 1748? On comprend que le récit de pareils événements dut être arrangé à plaisir par les intéressés. Il faut tenir compte, je le sais, de l'imagination de la foule et de son goût pour les explications singulières, pour les légendes dramatiques; je crois cependant que la version populaire ne saurait être dédaignée quand la rumeur éclate immédiatement et qu'elle persiste encore après une longue suite d'années. Or, dans cette circonstance, il y a autre chose qu'une vague rumeur; il y a un témoin, et c'est le confident du témoin qui a parlé. Le récit de ce confident, qui se rapporte si bien aux notes récemment publiées du marquis d'Argenson, remonte environ à une quarantaine d'années. Un écrivain qui a laissé des souvenirs dans la presse légitimiste sous la Restauration et au commencement du règne de Louis-Philippe, ayant visité Chambord à l'occasion d'un livre qu'il préparait sur l'apanage du duc de Bordeaux, recueillit ces curieuses paroles d'un vieux valet de cham-

bre du maréchal de Saxe, nommé Moret. La scène racontée par le vieillard se passe dans les derniers jours de novembre 1750 :

« Vers huit heures du matin, une chaise de poste, précédée d'un courrier sans couleurs, entra dans le parc de Chambord par la porte de Muides. Elle s'arrêta au bout de l'avenue du parterre. Il en descendit deux personnes. Le courrier se rendit au château, chargé d'une lettre pour le maréchal, qui était encore couché. Monseigneur, après avoir lu cette lettre, s'habilla à la hâte, fit prévenir son aide de camp, et, suivi de son valet de chambre, il descendit par l'escalier dérobé de son appartement, sortit par les fossés du château et marcha à la rencontre des deux étrangers. Le père Desfins [1] les vit mettre l'épée à la main, et bientôt après les deux inconnus remontèrent en voiture, et le maréchal, soutenu par son aide de camp, revint au château et se remit au lit. Le bruit courut qu'il venait d'être blessé par le prince de Conti, mais on ordonna le plus grand secret à tous les gens de service. On expédia un courrier à Fontainebleau, où se trouvait la cour, et le roi envoya aussitôt dans une de ses voitures son médecin, M. de Sénac, qui arriva quelques heures avant la mort. »

L'écrivain ajoute que ce récit, malgré sa vraisemblance, lui fit l'effet d'un conte du pays sous l'influence duquel Moret était resté ; la principale raison qui l'empêcha d'y croire, c'est que Moret n'avait pas été lui-même témoin du combat, et que son camarade, le vieux Desfins, avait toujours gardé sur ce point un silence absolu. Il en avait pourtant parlé à Moret, à moins que Moret n'ait tout inventé. Le silence absolu du témoin ne serait-il pas une présomption en faveur de la fidélité du récit que nous venons de transcrire ? On comprend

1. « Vieux fermier du parc, dont la famille y est établie depuis plus de deux cents ans, et dont les petits-fils vivent encore. »

que le brave homme, après avoir révélé une fois ce qu'il avait vu, se soit condamné ensuite à un mutisme impénétrable; mais son silence parlait encore : en ne disant pas *non*, il disait *oui*. L'auteur du livre intitulé *Chambord*, loin de cacher son incrédulité à l'ancien valet de chambre, essaya de le contredire en lui rappelant que la mort du maréchal avait toujours été attribuée aux suites d'un refroidissement survenu près de l'étang — *Non, non*, répondit le vieillard en secouant la tête, *ils ont dit dans le temps que c'était un frisson, mais je suis sûr, moi, que le frisson dont est mort M. le maréchal était au bout de l'épée du prince de Conti.* — Plusieurs paysans tinrent des propos semblables au voyageur[1], et aujourd'hui même, sur divers points des contrées environnantes, cette tradition existe encore. Ainsi se serait tragiquement dénouée, si le fait est vrai, la lutte commencée sur les champs de bataille de Belgique entre le prince de Conti et le vainqueur de Fontenoy. Il n'est pas inutile de rappeler ici que le marquis d'Argenson, ayant à caractériser l'ambition fiévreuse, l'esprit irascible et brouillon du prince de Conti, lui attribue sans métaphore « un peu de folie, comme il y en a dans toute cette branche de la maison royale[2]. »

1. Voyez *Chambord*, par J. T. Merle; 1 vol. in-18. Paris 1832, p. 77-79. — Tant que le récit du vieux valet de chambre n'était attesté que par M. Merle, homme d'esprit, mais critique un peu léger, on pouvait ne pas y attacher beaucoup d'importance; ce document acquiert une toute autre valeur depuis la publication du *Journal du marquis d'Argenson*. Tout en contestant le fait du duel, le marquis constate la rumeur populaire, et il n'est pas indifférent de voir cette rumeur, signalée en 1750, persister encore en 1820.

2. *Journal et Mémoires du marquis d'Argenson*, t. VI, p. 160, Paris, 1864.

Quoi qu'il en soit, attaqué d'une fluxion de poitrine, conduit au tombeau par des excès de toute sorte, ou bien frappé en pleine poitrine par l'épée du prince de Conti, Maurice de Saxe était déjà mourant quand son médecin Sénac, mandé secrètement et malgré ses ordres, arriva au premier appel. Tous les remèdes furent inutiles; la fièvre le dévorait. Son ami, le maréchal de Lœwendal, accouru auprès de lui, le pressait d'embrasser la religion catholique. C'était un étrange directeur que le comte de Lœwendal, brave soldat, habile général, le prince des *condottieri* de son siècle, mais d'autant plus attaché aux formes religieuses qu'il était plus indifférent au fond des choses. Il avait servi tour à tour le Danemark, l'Autriche, la Pologne, la Russie, avant de chercher fortune en France sous les auspices du comte de Saxe, et partout il avait conformé ses pratiques à la religion d'État. Lœwendal eût été musulman à Constantinople comme son contemporain Bonneval. En 1736, au moment de quitter la Saxe pour la Russie, il avait enlevé la comtesse Braniçka, laissant à Varsovie sa femme et ses enfants, dont il ne prit plus le moindre souci jusqu'à son dernier jour[1]. Tel était le convertisseur qui assista Maurice à son lit de mort, l'engageant à se faire catholique par dévouement au roi[2]. Il

1. *Leben und Thaten sowohl des Grafens von Lœwendal als der beiden herzoge von Noailles und Richelieu allesammt Marschalle von Frankreich;* 1 vol, Leipzig 1749. — Voyez p. 26 et 27.

2. Nous devons encore à l'obligeance de M. Anquez la communication d'une lettre où il est parlé de cette visite du maréchal de Lœwendal à son ami mourant. M. de Lœwendal avait écrit de Chambord au marquis d'Argenson pour lui donner des nouvelles de l'illustre malade; d'Argenson lui avait répondu, mais cette réponse n'avait pu arriver directe-

s'agit bien des formes, à l'heure où il faut toucher la conscience ! La conscience de Maurice ne s'éveilla point en face du terrible passage. Sa mort ne fut ni d'un chrétien ni d'un philosophe; âme toute pleine de rêveries, mais de rêveries limitées aux choses d'ici-bas, il vit s'évanouir un jour les images qui avaient charmé sa fièvre, et tomba dans le sommeil éternel. On raconte que, dans un de ses moments lucides, il se tourna vers Sénac et lui dit : « Docteur, la vie n'est qu'un songe. Le mien a été beau, mais il est court. » Ce furent ses *novissima verba*. Le 30 novembre 1750, entre six et sept heures du matin, il expirait.

Un songe, et rien de plus ! Pas un regard sur la vie à venir, pas une pensée du compte à rendre, pas un mot des craintes salutaires ou des sublimes espérances de l'éternité. A quoi bon des facultés si énergiques pour les abandonner au néant ? Madame de Pompadour

ment au destinataire, et Madame de Lœwendal, qui reçoit la missive, demande au marquis s'il est urgent de la faire tenir à son mari. Voici le billet du marquis d'Argenson :

« Bellevue, 1er décembre 1750.

« Ma lettre à M. le maréchal n'est autre chose, ma chère commère, qu'une réponse à une des lettres qu'il m'a fait l'honneur de m'écrire pendant la maladie du pauvre maréchal de Saxe. Ainsi il suffira qu'il la reçoive à son retour de La Ferté, où il a bien fait d'aller passer quelques jours pour tâcher de se dénoircir l'imagination du triste spectacle dont il a été le témoin. Je voudrais bien, je vous assure, avoir des choses à lui mander qui pussent le distraire de sa douleur et qui lui fussent une preuve de mon attachement et de mon amitié....

« Marquis d'Argenson. »

Les lettres écrites de Chambord par le maréchal de Lœwendal, ces lettres relatives à un spectacle dont il avait besoin de se *dénoircir l'imagination*, éclaireraient sans doute, si on les possédait, la mystérieuse question du duel.

a écrit dans une de ses lettres : « Le pauvre Saxe est mort dans son lit comme une vieille femme, et, tel que M. de Catinat, ne croyant rien, et peut-être n'espérant rien [1]. » Il est impossible pourtant que chez un Catinat l'incrédulité religieuse ne fût pas une négation réfléchie, une révolte de la pensée, un désespoir taciturne. Le désespoir est encore un acte de la vie morale ; mais que dire de cette insouciance absolue ? Trois années auparavant, le maître de Maurice, le chef qui avait protégé ses débuts, le général illustre qui lui répétait : « Mon enfant, il faut craindre Dieu ! » s'éteignait à Vérone, plein d'années, plein de gloire, emportant toute une moisson d'œuvres viriles, et l'on trouvait dans ses papiers ces touchantes paroles : « Je ne songe plus qu'à m'en aller sous terre en homme d'honneur et avec bonne conscience, louant continuellement le Seigneur de m'avoir conduit si bénignement pendant ma longue vie, *per medios casus, per tot discrimina rerum* [2]. » Quel contraste entre l'élève et le maître, entre le comte de Saxe et le comte de Schulenbourg ! Il ne faut donc pas dire que le temps où nous vivons est responsable de nos destinées ; nous sommes libres, et le dix-huitième siècle, malgré la corruption générale, peut montrer encore plus d'une austère figure qui ne commande pas seulement l'admiration, mais le respect.

Il y a pourtant bien des choses qui plaident en faveur

1. *Lettres de madame la marquise de Pompadour*, Londres, 1772, t. III, p. 81.

2. *Leben und Denkwürdigkeiten Johann Mathias, Reichsgrafen von der Schulenburg*. 2 vol., Leipzig, 1834. Voyez t. II, p. 295.

de Maurice de Saxe et qui doivent atténuer la rigueur de notre jugement : n'oublions pas ses grandes qualités; sachons-lui gré d'être resté généreux malgré l'absence de ces principes supérieurs sans lesquels l'homme retombe si aisément au-dessous de lui-même. Honorons en lui cette humanité instinctive qui a suppléé souvent dans son âme aux inspirations de la conscience morale. La France l'a pleuré. Je ne parle pas seulement des honneurs magnifiques rendus au vainqueur de Fontenoy, de Raucoux, de Lawfeld, à l'homme qui en Alsace et en Belgique, du Rhin à l'Océan, a été si longtemps le rempart de notre pays contre l'invasion étrangère. Je ne parle pas non plus des hommages sans nombre adressés à sa mémoire. Que le lugubre canon de Chambord, tiré de quart d'heure en quart d'heure pendant trente jours de suite, ait retenti jusqu'aux extrémités de la France; que les courtisans ennemis de Maurice aient été obligés de feindre la tristesse en présence de ce grand deuil; que le roi ait ressenti la douleur la plus vive[1], et qu'il ait compris surtout l'étendue de sa

1. Les archives de Saxe possèdent la lettre autographe adressée par Louis XV à Frédéric-Auguste III, roi de Pologne, le jour même de la mort de Maurice. En voici le texte publié par M. de Weber; nous rectifions seulement l'orthographe :

« Monsieur mon frère, la perte que je viens de faire du maréchal de Saxe me pénètre de la plus vive douleur. Son attachement pour ma personne me la fait sentir encore plus vivement. Je n'oublierai jamais les services importants qu'il m'a rendus. Ses qualités supérieures le rendaient bien digne du sang dont il sortait. Je partage bien sincèrement avec Votre Majesté les regrets qu'un si triste événement à tous égards lui causera, en l'assurant de toute l'amitié avec laquelle je suis, monsieur mon frère, de Votre Majesté, le bon frère,

« Louis.

« Versailles, ce 30 novembre 1750. »

perte au milieu des désastres de la guerre de Sept ans; que le héros ait été chanté par Voltaire et Frédéric le Grand; qu'un statuaire habile ait été chargé de lui élever un monument dans l'église métropole des protestants d'Alsace, et que l'inauguration de ce monument ait attiré de France et d'Allemagne une foule immense vingt-sept ans encore après sa mort[1], ce n'est pas là ce que je veux rappeler ici. Je dirai avant toute chose : il fut pleuré du peuple et du soldat, car il aimait les plus humbles de ses compagnons d'armes, il ménageait leur vie tout en leur préparant des heures de gloire; il était bon et juste, il avait des élans de sensibilité vraiment humaine à la veille des sacrifices qu'impose la guerre. Le matin de la journée de Raucoux, pendant que tout dormait encore sous les tentes, parcourant des yeux ces plaines tranquilles où se jouaient les premières lueurs de l'aube, et songeant à tant de braves gens qui allaient

1. La dépouille mortelle du maréchal était partie de Chambord le 7 janvier 1751 avec une escorte de cent dragons; le 7 février, le cortége funèbre fit son entrée dans Strasbourg. Le corps fut transporté immédiatement à l'église Saint-Thomas et déposé dans un caveau d'attente. Deux oraisons funèbres furent prononcées en allemand, l'une par le pasteur Lorenz, l'autre par M. Froereisen, président du consistoire. Le même jour un service funèbre était célébré à Paris pour le comte de Saxe dans la chapelle de la légation suédoise, et le pasteur Baer y glorifiait en termes fort inattendus non-seulement les victoires du maréchal, mais les triomphes de sa foi chrétienne. Quant au célèbre mausolée dû au ciseau de Pigalle, il ne fut terminé qu'en 1776; l'inauguration eut lieu en grande pompe le 20 août 1777. La princesse Christine de Saxe, abbesse de Remiremont, écrivait le 23 à Dresde: « La cérémonie a attiré plus de six mille étrangers logés aux auberges et chez les bourgeois, sans compter ceux qui logeaient chez leurs parents et amis. Enfin, — seulement princes et princesses de Bade, Hesse, etc., et nous, — nous étions ce jour-là quinze à dîner chez le maréchal de Contades. »

y trouver la mort, il ouvrit son cœur à Sénac, lui cita quelques vers de Racine appropriés à la situation et ne put retenir ses larmes. Une autre fois, un général de cour lui conseillant l'attaque d'un poste, attaque inutile peut-être, mais où il y avait peu de risques à courir, puisqu'elle coûterait au plus une douzaine de soldats : « Passe encore, dit-il vivement, si c'étaient douze lieutenants généraux. » Et il tourna le dos à ce donneur d'avis qui faisait si bon marché du sang de la France.

Voilà de nobles fibres assurément; pourquoi ce cœur héroïque et bon n'était-il pas dirigé par des pensées plus hautes? Quand on étudie un de ces êtres robustes à qui Dieu a fait don de facultés puissantes, on voudrait découvrir en eux l'idéal de l'homme, et on souffre de les trouver si incomplets. Il faut alors, par manière de consolation, oublier un instant leurs faiblesses et concentrer nos regards sur les grandes parties de leur nature. Les anciens panégyristes faisaient quelque chose de cela, mais sans art, sans philosophie, et ils défiguraient la réalité du caractère individuel en poursuivant l'idéal du genre humain. La critique nouvelle nous interdit à jamais de telles erreurs. Je voudrais que la réalité fût peinte avec franchise, sans que l'idéal fût sacrifié; je voudrais que, le héros une fois connu avec son fardeau de misères, on pût le relever aux yeux de tous en faisant luire un rayon sur la partie excellente de son être, et que ce fût là une richesse de plus dans le patrimoine de l'humanité; je voudrais enfin que sa vertu spéciale, détachée, isolée, éclairée d'une flamme, pût inspirer des existences plus pures, des destinées

plus complètes et meilleures. Appliquant alors ces idées au personnage dont j'ai essayé de raconter impartialement la vie, je dirais : Demandons à l'avenir de notre pays des génies aussi ardents, aussi actifs, aussi amoureux de la gloire, mais ardents pour autre chose que la guerre, actifs dans le bien sous toutes ses formes, amoureux de cette gloire qui élève l'homme vers Dieu. Et puisqu'il est question d'un illustre auteur de *rêveries*, je n'hésiterais pas à étendre mon vœu, et j'ajouterais : Puisse chacun de nous, à son rang, dans son ordre, en vue de l'œuvre que lui a confiée la Providence, puisse chacun de nous déployer l'ardeur qui demeurera le signe distinctif de Maurice de Saxe à travers les âges, cette ardeur si bien décrite par sa petite-fille, quand elle nous le montre, d'après le pastel de Latour, « avec sa cuirasse éblouissante, avec sa belle et bonne figure, qui semble toujours dire : En avant, tambour battant, mèche allumée ! »

FIN.

APPENDICE

I

En publiant des lettres nouvelles de Maurice de Saxe, nous avons cru devoir en rectifier l'orthographe. A quoi bon respecter un texte que des incorrections continues et toujours grossières rendent presque inintelligible ? Ce qui nous intéresse dans ces pages écrites à la diable, ce ne sont pas les bizarreries, les monstruosités grammaticales, c'est la forme intérieure, la pensée et le mouvement. Occupé à déchiffrer ce grimoire, l'esprit du lecteur ne pourrait suivre l'élan des idées et s'associer à l'activité du héros. Voilà les seuls cas, j'imagine, où, malgré le proverbe italien, *traduire* ne soit pas *trahir*. La fidélité extrême, au contraire, serait ici une véritable infidélité. C'est ainsi du reste que tous les éditeurs des lettres de Maurice de Saxe ont compris leur tâche ; c'est avec ces rectifications indispensables qu'on a publié en 1794 les cinq volumes des *Lettres et Mémoires choisis parmi les papiers originaux du maréchal de Saxe*. M. de Weber, qui se proposait surtout

de donner des textes authentiques, en a scrupuleusement respecté la forme extérieure. Nous publierons d'après lui, à titre de curiosité, deux lettres tout entières avec l'orthographe du héros. Ce qui ne convenait pas à notre récit est parfaitement placé dans ces notes. Les deux lettres que nous prenons pour spécimen sont relatives à l'élection de Courlande; si on éprouve quelque peine à les comprendre, on pourra les confronter avec la traduction insérée plus haut (voir au deuxième livre).

1

Mitau, le premier de jeullet

Je vous aimme trop, mon cher comte, pour ne vous pas faire pars de se qui vien de m'arriver, j'ay etes elus duc suxesseur de Courlande et l'on ma defferres le gouvernement, j'uscasse le duc Ferdinant pusse aitre einvestis par le Roy, j'ai eu des conqu'rans tout pleins, mais les Courlandes ont etes inebranslable, ny les promesse, ny les menasse, n'ont rien peu sur eux et j'ay etes elus unanimement. Vous vaires par lais copi si jointe, la situassion, ou je me trouve et les drois des Courlendes, faite moy la grasse de m'ecrire si le factoum ait bien resones et sil ait de votre gou, je suis encore n'ovisse en sais sorte d'ouvrage et votre suffrage me flateret baucoup Ce n'ait pas, que je lexige, mais je madresse avous parseque je sais que vous me dires n'aturellement se que vous en penses. Mais il faut auparavan, que je vous maite un peu au fait de se qui sait passe.

Le Roy ma permis de prendre des angagement avec les Courlendes, dis evoier, dengager Pochy qui si ait mis juscau cou de la maniere du monde la plus genereuse, san que je luis ay rien promis, ny que le Roy luy en ais parler selement, seluy si en a engages d'autre en Lituany de fasson que je me suis fait un partis asse considerable, dalieurs il ma falus des gans en Courlende pour portes la noblesse a une axion hardy, tout selas fait un prossais d'einquisition, cant la change tourne. Mon projet aitait, que le Roy

apres avoir ecoutes les reson des Courlendes put dessider en leur faveur comme juge naturel, il me presset toujours sur mon depars, mais je me requses sur ce que laffaire nétait pas encore mure et que je cregnais ca larivee du Granchangelie et du Primas il ne signa quelque chosse contre moy, sur cois il m'assuret toujour qu'il tiendret bons et quil me donerait le tans de faire mon coup, enfein se maudit Granchangelie arrivas, il parla et je ressus ordre de restes a Varsovis. Settet le momans que javes bien prevus et que je pris pour me détermines, je partis sur le champ et jecrivis au Roy se que je pus de plus persuasif, il me fit répondre que la reson d'etat lemportet sur leinclinassion, que je deves abandones mon proget, man aller à Dansik et de las menbarques pour atendres sous des climas plus heureuse, des congoncturè plus favorable : tout sela aites dit fort elegammant. Depuis ce tans la, j'ais restes en relassion avec le Preinse qui ma toujour exortes à abandoner mon partis. Le Roy a continues comme il a comense et il a envoies ici Mr le staroste de Chicanof, avec un rescrit fulminant, qui deffan de tenir la diette avec des menasse orible et luy ait un personage très einpertinant, il parle de confederassion, de faire coupes des tetes etc. etc.. Tousa a fait un effait tout afait contraire a seluy que Messieurs les Polones en atténdet et j'ay vu les Courlendes pret a tenir une conduite san borne et à jeter Mr le staroste dans la rivière, avec le rescrit pendus au cou, se que jais heureusement enpeche. Lés Courlendes ont la taite ossi pres du bone que les Francais et il me paresse très braves gans. Je ne sais comme tout sen finiras : se qu'il y a de tres sur, sait que je n'en demorderes pas et si les Polones mataque, jes paire que les Moscovite ou les Prussien voudron bien me pretes douse ou ckeinze mille homme sove a moi a les entretenir au frais et depans de la republique. Le partis des desidans et asse for en Pologne et se joindres bien tôt à moy, en fein l'affere de Toren nait pas encore tout affait assoupis, que sait on je pourrais peut-être me soutenir et les obliger à macorder la pais.

Voila ma situassion, mon cher comte, jay trop dopinion de votre amitié et de vos lumière pour ne vous pas prier de macorder vos avis. Je vas apresan au plus presse et je suis oquepes a faire une milisse pour maitre le peis hor d'einsulte qui doit toujour y rester. Elle pourra bien aller à 10,000 ou 20,000 homme, les offisies ne me menqueront pas et tout en fourmille ici, je ny meteres que des Courlendes et si je puis avoir dautre troupe, soit de la Prusse ou de l'Alemagne je pouseres en avans tousela en cas d'ataque : les

Moscovite pouret bien men doner ossi, si j'epousse la Prinsipesse, mais sais Messieu se plaise quelquefois dans les endres et sait un operas pour les faire demarer set pourcoy je n'aime pas avoir a faire a eux, enfein je veres si sela commense et que vous voullies aitre de la partis vous me feres gran plaisir et honeur. Pettetre que le Roy vous le permeteras, je vous propose sesi comme un amusement digne de vous. Adieu mon cher comte, honores moy de votre amities et soies persuadé que vous n'aures jamais personne qui vous soit ossi seinserement attache.

MAURICE DE SAXE.

Ressonez je vous pris de toutsesi un peu avec le Pr. de Wirtenberg, il m'onhore de sais bontes et il ait de tres bon conseil, assurez je vous prie en maime tans des mais obéissense. Mais complimans a ma chere seur. Vous ne croires petetre pas que jais entrepris sette expédition sans un sous et que l'on mat reffuse de largan avan que le Gran chancelie fut arives. »

2

Mitau, 25 septembre.

Mon cher Comte, c'est quelque chose de bien singulier que le bonheur que j'ay de me rencontrer avec vous, j'en suis tres flates et je m'aplaudis toujours quand je me trouve avoir pense comme vous; je me suis proposé de tenir positivement la même conduite que vous me conseillez, des cadets pour avoir une pipinière d'officiers et pour soulager la noblesse, une millise employées a d'utiles usages, des ecolles pour instruire, ma reconnaissance envers le païs, tout sera conforme a vos idées; je me propose avec cela de vivre fort simplement, les domaines sont endetes et ruinés par la peste et par la guerre; ce n'est pas qu'avec de l'industrie et de l'économie il ne se remette en peu d'années et jy employerai toute mon attention. Mais quelque sujay que puisse avoir mon application, je ne donneray jamais dans le faste, j'ay toujours abhoré celuy des petites cours et en effet il me semble qu'il n'y a rien de plus ridicule que cette sotte grandeur qui attire la raillerie des petits et le mépris des grands; beaucoup de fuzil et de bayonnettes

dans mes sallés d'armes et peu de *kammer-juncker* dans mes antichambres, avec cela j'etabliray quelque amusements public pour attirer la noblesse dans la ville, ce qui la polira et luy oteras le sauvage qu'une perpetuelle vie à la campagne augmente, se qui en même temps fera fleurir le commerce, augmenter la dépense et par conséquent l'industrie; vous qui aimez la vie retirée, vous desaprouverez peut-être ce dernier article, mais il est absolument de la politique d'amuser le public, j'avoue que les délices corrompe les mœurs, mais il augmente la puissance du souverain, personne ne se revolte contre cette maxime, elle attire les étrangers, les richesses, et ne cause aucun envie. Mais en vous ecrivans tout ce cy, je reve ma foy, mon cher Comte, je n'y suis pas encore et l'on peut appeler cela faire des chateaux en Espagne. Je pars en peu de jours pour Grodno, avec une bonne provision de cotton a mettre dans mes oreilles. Mes Courlandois cependant sont ferme comme roche. J'ay recu des lettres de tous les kirchspiel, ou petit et grand se sont signez, ces lettres sont remplies de fermetez, ils me conjure de ne les point abandonner et qu'ils coureront ma fortune au prix de leurs biens et de leur vie, qu'ils sont de trop bonne race pour se leisser aneantir sans faire payer la perte de leur liberté à ceux qui veulent la ravire et quantité d'autre belle chose, enfin nous verrons. Adieu mon cher Comte, aimez moy toujours un peu et soyez persuadez que l'on ne scaurait être plus parfaittement

Votre tres humble et tres obisent serviteur

MAURICE DE SAXE.

Faite copier mon cher Comte vos l'aitre par votre sequetere, car en verites einsi que moy vous ecrives comme un chat.

II

La bibliothèque de Strasbourg possède plusieurs lettres de Maurice de Saxe que le directeur des archives saxonnes ne paraît pas avoir connues. Ces lettres ont été publiées en

1831 par la *Société des bibliophiles*. Voici le titre de ce petit recueil qui, sans rien offrir d'essentiel pour la biographie du maréchal, renferme çà et là quelques traits intéressants : *Lettres de Maurice de Saxe à la princesse de Holstein sa sœur, déposées à la bibliothèque publique de Strasbourg, imprimées pour la Société des bibliophiles français. Année* 1831. (*Firmin Didot.*)

Ce sont treize lettres, l'une de l'année 1728, les douze autres se rapportant à la dernière période de la vie de Maurice (1743-1750).

La première, datée de Breslau, 10 janvier 1728, a été écrite après l'aventure de Courlande, au moment où Maurice retournait à Paris. Il s'y plaint de la façon dont le traite *le patron*, c'est-à-dire le roi son père, « car, dit-il, je n'ai rien à me reprocher. » Il se félicite d'avoir brûlé ses billets doux. Que de surprises, que de victimes, même parmi ses défenseurs, si les Polonais, devenus maîtres de Mitau avaient découvert ces pages indiscrètes ! On voit du reste que ce danger ne l'effraye pas beaucoup ; il s'en amuse plutôt dans un langage emprunté de Molière.

Dans la seconde lettre, écrite de Versailles et qui porte la date du 4 décembre 1743, il s'excuse de ne pas avoir donné signe de vie depuis bien longtemps à la princesse de Holstein. Son excuse, ce sont les travaux de la guerre. Il y avait là des soucis à réclamer un homme tout entier. On ne s'endormait point dans ce canonicat ! « Ma chère sœur, dit-il gaiement, j'ai confessé le prince Charles sur le Haut-Rhin et ensuite le roi d'Angleterre sur la Lauter ; chose assez grande pour mériter mon attention. Je les ai absous et renvoyés chez eux. »

La troisième, du 1er janvier 1744, et la quatrième, du 1er février 1745, ne contiennent guère que des vœux pour

le renouvellement de l'année, avec quelques mots railleurs sur l'inaction et la jalousie du prince de Conti.

Une des plus importantes est la cinquième, écrite *au camp devant Tournay*, une quinzaine de jours après la bataille de Fontenoy. On y lit ces mots : « J'ai reçu, ma chère sœur, la lettre que vous m'avez écrite le 9 de ce mois. Je ne vous entretiendrai pas de la victoire que j'ai remportée le 11 de ce mois sur les alliés avec l'armée de Sa Majesté très-chrétienne qui y était présent, et qui a été des plus complètes. Les Anglais y ont été étrillés en chiens courtauts, et il leur manque, ainsi que l'on prétend, quinze mille hommes. L'affaire a duré neuf heures, et, quoique je sois mourant, j'ai soutenu cette journée avec vigueur. La ville s'est rendue le 22. Voilà une grande entreprise mise à bout dans un mois. Je vous prie de faire dire à M. de Schulenbourg, qui a été un de mes maîtres, que j'ai fait les deux mêmes attaques qu'il a faites en 1709 et où j'ai assisté sous ses ordres, et que j'ai fait tout comme je lui ai vu faire.... » L'éditeur du recueil publié pour la *Société des bibliophiles* croit que ce souvenir de 1709 évoqué ici par le vainqueur de Fontenoy se rapporte à la bataille de Malplaquet. C'est une erreur : il n'y a aucun rapprochement à faire entre Malplaquet et Fontenoy ; le rapprochement, au contraire, est manifeste entre la prise de Tournay par Schulenbourg en 1709 et la prise de Tournay onze jours après la victoire de Fontenoy. Ce sont les attaques dirigées sur Tournay par M. de Schulenbourg qui avaient frappé l'intelligence précoce de Maurice et qu'il renouvela si heureusement trente-six années plus tard, le 22 mai 1745. — A la fin de cette lettre où sont annoncées modestement des choses si glorieuses, Maurice inscrit cette signature : *Votre grand frère le maréchal de Saxe*. Ce mot, qui veut dire ici *frère aîné*, ne

contient-il pas en même temps une allusion joyeuse à la gloire qui vient de consacrer son nom?

Les deux lettres suivantes n'offrent pas d'intérêt particulier. Dans la huitième, datée du 29 juillet 1745, nous voyons Maurice, établi à Gand, se disposer à appeler sa sœur auprès de lui. Il lui envoie, pour ainsi dire, sa feuille de route; il s'occupe même de lui donner une compagne dès qu'elle aura touché le sol de la France. « Comme il est d'usage que les femmes marchent comme des capucins deux à deux, je ferai venir de Paris sur votre route une femme qui s'appelle Madame de Narbonne, qui est de fort bonne compagnie, et qui, ayant vécu toujours dans le grand monde français, en connaît parfaitement les usages. Elle a le bon ton, a été très-riche, a de l'esprit, avec tout cela fort peu de cervelle, mais c'est la chose du monde la plus rare dans ce pays et dont on fait le moins de cas.... »

Il paraît que la princesse de Holstein a mis à profit les indications de son frère, car le Maréchal, dans la lettre qui suit (2 octobre 1745), la félicite de la bonne impression qu'elle a faite sur le comte de Noailles. Elle a plu à de bons juges, voilà un début encourageant; et il ajoute pour entretenir son zèle : « C'est régner que de plaire, souvenez-vous-en, ma chère sœur. » Ici, on le voit, cette préoccupation de régner, que nous avons signalée comme un trait caractéristique chez le fils du roi Auguste, se produit sous sa forme la plus aimable : « plaire, c'est régner. » A la bonne heure!

Les dixième, onzième et douzième lettres, datées de 1747, n'offrent malheureusement que des confidences fort scabreuses. On dirait un pacha donnant des nouvelles de son harem. Si le fils du roi Auguste, n'imitant pas l'exemple de son père, avait refusé d'être « catholique par ambition, » il ne lui ressemblait que trop complétement sur d'autres

points ; Maurice, comme le roi de Pologne, était « musulman par ses mœurs. »

La lettre treizième et dernière, écrite à Chambord le 25 septembre 1750, deux mois et huit jours avant la mort du maréchal, renferme ces paroles qui confirment nos documents des archives saxonnes : « J'ai ici Mademoiselle de Sens avec une douzaine de femmes de la cour, comédie, bals.... tout ce monde y restera quinze jours. » Les derniers mots sont affectueux avec gaieté : « aimez toujours un peu le grand *Bruder*. »

Ici s'arrête le recueil de lettres publié par la *Société des bibliophiles*, mais il y a encore quelque chose à dire à propos de cette correspondance, puisque l'auteur a oublié de nous apprendre ce qu'était la princesse de Holstein. La sœur de Maurice, fille illégitime comme lui du roi de Pologne, avait pour mère une danseuse française nommée Madame Drian. Anne-Catherine, comtesse d'Orzelska (c'était le nom qu'elle avait reçu du roi son père), fut mariée au duc Charles-Louis de Holstein-Beck, dont elle se sépara quelques années plus tard. Elle avait de ce mariage un fils né en 1732. On a vu tout à l'heure par les lettres de Maurice, que le vainqueur de Fontenoy, une fois installé dans son gouvernement de Flandres, fit venir sa sœur auprès de lui. Au commencement de 1746, le maréchal fit obtenir à son neveu le régiment Royal-Allemand, bien que le jeune prince entrât à peine dans sa quinzième année. L'affection qu'il témoignait à sa sœur ne put tenir longtemps devant les désordres de la dame ; il regretta, mais un peu tard, de

s'être engagé de la sorte. La princesse avait pris goût à la France, et quand on voulut la renvoyer à Venise, *elle montra les dents*. Ainsi s'exprime la lettre à M. le comte de Brühl qui se rattache si naturellement au recueil des *bibliophiles*. Maurice devait être fort préoccupé de ses négociations avec la rebelle, puisque le lendemain même de la victoire de Raucoux il écrivait en ces termes au ministre du roi de Pologne :

Sur le champ de bataille sous Liége, le 12 octobre 1746.

Monsieur,

J'ai battu hier M. le prince Charles à plate couture.... mais tout cela n'est point le sujet de cette lettre. Quoique je ne compte guère sur l'amitié de Votre Excellence, je prends cependant la liberté de vous demander un service. J'ai permis l'an passé à la princesse de Holstein de me venir voir, parce que je comptais ne pas vivre longtemps, et que la pitié m'avait pris pour son fils, auquel je voulais faire tomber un de mes régiments. J'avais cependant mis dans mon marché qu'elle s'en retournerait à Venise ce printemps, et elle me l'avait promis. J'ai fait avoir à son fils le régiment de *Royal-Allemand* et j'ai proposé à Madame sa mère de s'en retourner à Venise, ce qu'elle m'a refusé à plat; et lorsque je l'en ai pressée, elle m'a montré les dents. J'aurais avalé la sottise que j'ai faite sans dire mot, mais nous sommes dans des circonstances où il serait à propos qu'elle fût à Venise et non à Paris, car elle ne saurait y vivre d'une manière convenable. D'ailleurs, je crains qu'elle ne tombe dans le cas de donner à jouer, ce qui entraîne à des affronts et ne ferait pas bien. Il n'y a que des femmes perdues qui tombent dans ce cas.

Vous me direz, Monsieur, que vous n'y savez que faire; mais voici ce que vous pouvez faire si vous voulez me rendre un service essentiel : la princesse de Holstein était à Venise du consentement du roi, vous pouvez lui ordonner d'y retourner. Je vous envoie ci-joint un modèle de lettre que vous pouvez lui écrire et lui faire remettre par M. de Loss, avec ordre de lui parler de la part du roi.... »

Cette négociation produisit son effet; la princesse de

Holstein se résigna bientôt à quitter Paris. Elle demanda seulement et obtint qu'il lui fût permis de choisir Avignon pour résidence, au lieu de Venise. C'est dans la ville papale que la sœur de Maurice de Saxe alla s'installer au commencement de 1747. Le rapprochement de la sœur et du grand *Bruder* n'avait guère duré qu'une année. On a vu pourtant que Maurice ne cessa pas de lui écrire après cette séparation laborieuse.

III

Dans notre récit de la bataille de Fontenoy, nous avons rectifié une tradition tout à fait inexacte, accréditée surtout par Voltaire. Ce n'est pas à nous qu'appartient le mérite d'avoir découvert le premier cette erreur et de l'avoir signalée. Sans parler des indications renfermées ou plutôt enfouies dans les pages diffuses du baron d'Espagnac, indications vraiment précieuses et que nous avons essayé de mettre en œuvre, il suffit de rappeler les protestations de Grimm. Nous reproduirons ici ces curieuses pages; elles sont tirées de sa *Correspondance* à la date de décembre 1755. *L'Histoire de la guerre de* 1741 venait de paraître. Le critique l'examine, l'apprécie, en fait valoir les beautés, défend Voltaire contre un public dénigrant et moqueur, admire enfin la netteté de son esprit, la vigueur de son pinceau, et ne lui reproche qu'une seule chose, son empressement à capter la faveur des grands. Passe pour ces colères d'auteur,

pour ces colères d'enfant, qui le font souffrir lui-même en lui inspirant des actions méchantes et n'éveillent que des sentiments de pitié. « Comme j'ai fort bonne opinion des gens colères, ajoute le critique, et que cette passion vraiment enfantine se trouve ordinairement dans une âme pure et honnête, au lieu que le ressentiment froid et sournois ne peut se cacher que dans un cœur méchant et corrompu, j'avoue que je pardonne volontiers à M. de Voltaire tous les excès dans lesquels il est tombé à cet égard. Mais ce que je ne saurais lui passer, c'est cette avidité démesurée avec laquelle il a toujours travaillé à capter la faveur des grands, qui l'a si souvent avili aux yeux des honnêtes gens, et dont nous allons trouver de nouvelles traces dans l'*Histoire de la guerre de* 1741. » Quelle est donc cette trace de la courtisanerie de Voltaire? Grimm le dit avec une singulière âpreté : « Le peu de justice qu'il rend au héros qui sauva la France doit lui attirer l'indignation de tous les honnêtes gens. » Et c'est bien pis encore, quelques lignes plus loin; la colère de Grimm est si vive, que d'outrageantes paroles vont éclater sous sa plume. Voyez comme on protestait dès 1755 contre le récit qui attribue au maréchal de Richelieu l'inspiration décisive de Fontenoy! nous citons la page tout entière :

« La guerre soutenue par la France depuis 1744 jusqu'à la paix d'Aix-la-Chapelle n'offre plus rien de vraiment intéressant pour l'histoire que le tableau des exploits du comte de Saxe. Je laisse juger ceux à qui la vérité et l'honnêteté sont de quelque prix, avec quelle indignation et quel étonnement on doit voir M. de Voltaire glisser sur les monuments de gloire que le maréchal s'est élevés, et enlever à ce héros le mérite de la victoire de Fontenoy, pour le donner tout entier au maréchal de Richelieu. Suivant le récit de notre historien, non-seulement le comte de Saxe regardait la bataille comme perdue, mais ne savait plus trop où il en était, et

c'est M. de Richelieu qui rétablit les affaires et remporta la victoire. On ne peut songer à cette indigne et basse flatterie sans mépriser le sentiment vil et rampant qui l'a dictée à M. de Voltaire. M. de Richelieu s'inscrit en faux contre tout ce que son panégyriste lui fait dire. Il le répète dans toutes les maisons de Paris et n'a certainement rien de mieux à faire. Tout le monde sait que le maréchal de Saxe, quoique mourant, conduisit seul toute cette affaire ; que M. de Voltaire perdrait cent fois plutôt son talent et son esprit (quelque impossible que paraisse cette supposition) que le maréchal n'eût perdu sa tête ; que ce héros, inflexible dans l'exécution des projets dont il avait conçu et approfondi les avantages, inépuisable dans les ressources que l'abondance d'idées et la fécondité d'un génie intarissable lui fournissaient sans cesse et sans effort au moment qu'il en avait besoin, fit peu de cas des conseils timides qu'on osait donner au roi contre ses dispositions, qu'il n'y changea rien, et qu'ayant passé auprès du roi dans un moment où tout le monde croyait la bataille perdue, et le roi lui ayant demandé si cela était vrai, le maréchal lui répondit dans des termes beaucoup plus énergiques et militaires que la bienséance ne permet pas d'employer ici : « Quel est le poltron, sire, qui vous a dit cela? » Mais pour confondre la mauvaise foi de M. de Voltaire, quoiqu'il l'ait cachée avec un art qui ajoute encore à la bassesse de ce procédé, on n'a pas besoin d'avoir recours à la vérité contre l'imposture de son récit, on n'a qu'à le suivre lui-même, et on verra combien tout ce qu'il dit est destitué de vraisemblance. C'est la juste punition de tous ceux qui trahissent la vérité pour satisfaire à la bassesse de leurs vues particulières ; car le mensonge ne saurait porter l'habit de la vérité, quelque adroit qu'il soit dans ses travestissements. Le discours, par exemple, que M. de Voltaire fait tenir au duc de Richelieu, et qui décide du succès de la journée, est un tissu d'impertinences qui ne seraient pas vraisemblables dans la bouche d'un homme qui en serait à sa première campagne. Ce qu'il y a d'admirable dans tout cela, c'est qu'on perd de vue le maréchal de Saxe pendant tout ce temps-là, comme s'il ne s'était point trouvé à la bataille. Cependant le maréchal n'avait pas encore fait donner ses meilleures troupes. Je parle toujours d'après notre historien, et je lui demande s'il est vraisemblable que ce général, n'ayant pas encore chargé la colonne anglaise avec ses meilleures troupes, ait pu croire la bataille perdue. Mais je m'arrête ici : on ne relève pas de pareilles infidélités sans mettre le sang en mouvement, et ce récit est le coup le plus

sensible que M. de Voltaire ait pu porter à sa réputation.... Souhaitons au maréchal de Saxe un vengeur qui, avec les talents de M. de Voltaire, ait assez de justice et d'élévation dans le cœur pour rendre au mérite de chacun ce qui lui est dû. »

Quelle verve! ou plutôt quelle véhémence de langage! *mensonge, mauvaise foi, bassesse, sentiments vils et rampants*, voilà ce que Grimm nous dénonce dans le récit de Voltaire, quand il suffit d'y voir la partialité d'un ami, partialité très-excusable, si l'on se rappelle la lettre du marquis d'Argenson. Pourquoi donc le baron Grimm, qui flagelle en de pareils termes certaines complaisances de Voltaire, ne s'est-il pas souvenu de ses principes dix-sept ans plus tard, en parlant de Maurice de Saxe et de Madame Favart? Tous les reproches injurieux qu'il adresse à l'historien de Fontenoy, sa propre conscience aurait dû les lui faire. C'est surtout dans ce récit qu'il y a des mensonges, des bassesses, des sentiments vils, et l'on ne saurait invoquer à la décharge de l'écrivain la partialité bien naturelle de l'amitié; c'est une partialité d'un autre genre qui a empêché ce rude censeur, ordinairement plus juste, « de rendre à chacun ce qui lui est dû. »

IV

Nous avons prononcé le nom du marquis de Langallerie à propos des rêves de Maurice de Saxe et des projets que la tradition lui attribue sur Madagascar. L'histoire de Lan-

gallerie, disions-nous, avait fait assez de bruit sous la Régence, et Maurice en avait sans doute entendu parler à la cour de Dresde, puisque nous en apprenons aujourd'hui les détails par les archives saxonnes. Ces curieux renseignements, que nous devons encore à M. de Weber, se rattachent trop étroitement à notre sujet pour que nous résistions au plaisir de les résumer ici en quelques pages. C'est d'ailleurs une occasion de compléter, de rectifier même sur plusieurs points, une page de Saint-Simon. Saint-Simon a pu tracer un portrait fidèle du marquis de Langallerie jusqu'au moment où ce singulier personnage va prendre du service à Vienne et courir les hasards; après ce départ du transfuge, les informations du narrateur sont vagues et inexactes. Or, ce sont précisément ces dernières aventures du marquis de Langallerie qui nous sont révélées aujourd'hui par les archives de Dresde; très-bien renseignés sur ses faits et gestes dans l'Europe du nord, les diplomates saxons le suivent jusqu'à son heure suprême à travers les plus folles et les plus scandaleuses équipées. — Écoutons d'abord Saint-Simon :

« Langallerie passa aussi au service de l'empereur. Son père fut tué à Fleurus, lieutenant-général fort estimé. Le fils était brave et réglé, il était appliqué et bon officier, il était parvenu assez vite à être lieutenant-général, il avait toujours paru sage et modeste. Il servait en Italie. Je ne sais ce qui lui tourna la tête; l'ambition le saisit. Il se piqua de quelque pillage qui lui fut reproché de la cour, tandis qu'il en voyait faire sans cesse de bien plus considérables à d'autres, à qui on ne disait mot, parce qu'ils étaient plus appuyés. Il avait épousé une vieille femme avec qui il ne vivait point, dont il n'avait point d'enfants, et qui avait été gouvernante des filles d'honneur de Madame tant qu'elle en avait eu. C'était pour le plus un très-simple gentilhomme et fort court d'esprit. Il s'en alla à Venise pendant l'inaction de l'hiver; il y fit son traité et en partit pour Vienne, avec le même grade militaire chez l'empereur qu'il avait ici. »

Ces lignes se rapportent à l'année 1706; arrivé en 1716, Saint-Simon raconte en ces termes « l'incroyable catastrophe » du personnage.

« On a vu en son lieu la désertion de Langallerie, lieutenant-général en l'armée d'Italie, qui, recherché pour ses horribles concussions, passa aux ennemis qui lui conservèrent son grade dans les troupes impériales, où il se distingua à l'attaque des lignes de Turin. Son père était lieutenant-général, mais pour gentilhomme c'était bien tout au plus. Celui-ci était gueux, pillard et fort borné, ambitieux et plein de son mérite. Il ne se crut pas suffisamment récompensé à Vienne et se mit au service du tsar, duquel il ne fut pas plus content. Il se retira donc à Amsterdam, où son peu de fortune lui tourna le peu de tête qu'il avait. Il se fit protestant et subsista quelque temps des charités de cette ville. Un autre aventurier se joignit à lui sous un grand nom : il se faisait appeler le comte de Linange et disait avoir servi dans la marine de France. Ils s'engagèrent à un officier turc ou soi-disant, pour commander en chef, l'un par terre, l'autre par mer, pour établir une nouvelle religion et une nouvelle république aux dépens de la Porte et de l'empereur, qui les fit arrêter et exécuter à mort. »

S'il fallait nous en tenir à ces détails, nous n'aurions pas eu à nous occuper ici de ce personnage; on va voir comment nous avons été amené à parler du marquis de Langallerie à propos de Maurice de Saxe. Reprenons le récit de Saint-Simon à la date de 1706. Langallerie, chargé d'un commandement en Italie contre les impériaux, est passé à l'ennemi. Accueilli avec faveur par le prince Eugène, il se distingue par sa bravoure en plus d'une rencontre, lorsqu'une disgrâce facile à prévoir interrompt tout à coup sa nouvelle fortune; celui qui avait déserté le drapeau de la France à la suite de ses *pillages*, est expulsé de l'armée impériale *pour sa conduite suspecte*, — *Seines verdaechtigen Verhaltens wegen*, dit un rescrit de l'empereur Charles VI. Depuis ce moment, on le rencontre dans toutes les capitales,

sans argent mais non sans ressources, le verbe haut, la tête pleine d'idées, combinant mille projets qu'il offre tour à tour aux diverses puissances de l'Europe. Tantôt il propose à *Sa Majesté tsarienne* une solution fort originale de la question d'Orient, solution à réaliser de concert avec le pape. Au nord de la Turquie, on soulèverait les Monténégrins, les Serbes, les Roumains, avec l'assistance de la Russie; au sud, avec l'appui du souverain-pontife, on jetterait quelques milliers d'hommes sur les côtes de Morée et l'on mettrait la Grèce en feu. Double croisade qui ne manquerait pas son but : l'Empire turc une fois démembré, le tsar et le pape s'en partageraient les dépouilles. Tantôt, au contraire, le marquis se tourne contre le pape et fait des projets de conquête pour l'Ottoman. Irrité sans doute de s'être vu éconduit par la chancellerie romaine, il négocie avec la Porte et combine une expédition contre le Saint-Siége. Est-ce donc le drapeau de Mahomet qu'il veut arborer sur le Vatican? Non, certes; il s'intitule *généralissime de la théocratie du verbe incarné.*

Langallerie avait pour associé dans cette belle entreprise l'aventurier dont parle Saint-Simon, celui qui se faisait appeler le comte de Linange, usurpation de titre singulièrement modeste si on la compare à ce qui va suivre. M. de Gersdorf, ministre saxon à La Haye, le caractérise en ces termes : « Il prend le titre de comte (ou prince même), de Linange. C'est un gentilhomme de la Basse-Garonne qui s'est mis un nombre infini de chimères dans la tête. » Or, pendant que le marquis de Langallerie traitait secrètement avec Osman-Aga, ambassadeur turc en Hollande, et se faisait promettre la souveraineté pleine et entière de plusieurs îles de la Méditerranée une fois que le sultan serait maître de Rome, son associé le comte de Linange lançait

dans le monde une affaire d'un autre genre destinée à leur procurer des ressources. Il annonçait par une proclamation solennelle qu'il avait conquis les îles de Langelpont, de Madagascar et d'Ophir avec l'aide de nombreux armateurs européens, et qu'une société constituée et dirigée par lui allait exploiter les prodigieuses richesses de cet *Eldorado*. Il demandait donc des avances qui produiraient infailliblement d'énormes bénéfices. A son nom de comte de Linange, l'auteur de la proclamation ajoutait les titres que voici : *Duc de Langelpont, de Madagascar, d'Ophir, de Feros, marquis de Lusignan, et.... ci-devant chef d'escadre des armées navales de France, capitaine-général des mers dans l'Amérique et dans l'Afrique, et présentement, par la divine Providence, grand amiral généralissime des armées navales de la théocratie du verbe incarné.* Langallerie ne veut pas rester au-dessous de son allié; on dirait entre eux une véritable émulation d'impudence ou de folie. Dans le traité conclu avec Osman-Aga, Linange s'était appelé *le très-puissant et sérénissime Landgrave de Linange, prince de l'empire romain*, etc.... Langallerie s'intitule très-sérieusement *le puissant et très-noble seigneur marquis de Langallerie, grand général-maréchal et généralissime de la théocratie, seigneur de la vieille baronie de Pojetou sur la Garonne, président et premier gentilhomme de la province de Saintonge*[1], *lieutenant-général et gouverneur-général dans la province de Bretagne, stathouder du roi de France dans la province de Périgord, général feld-maréchal lieutenant de l'empereur romain en*

1. Un magistrat d'Angoulême qui a fait des recherches très-précises sur le marquis de Langallerie, M. H. de Montégut, m'affirme que toutes ces dignités n'étaient pas également fabuleuses. Langallerie avait bien le titre de *Président et premier gentilhomme de la province de Saintonge.*

Italie, et grand feld-maréchal du roi de Pologne. Voilà les deux personnages auxquels le Grand Turc, par l'organe de son représentant en Hollande (quelque autre fou sans doute), s'engageait à procurer des honneurs princiers dans Constantinople, et, en cas de réussite, une part de la conquête. Mais la grande affaire, évidemment, c'était l'exploitation commerciale de la royauté de Madagascar.

Ces fourberies avaient-elles fait quelques dupes? le ministre saxon à La Haye, M. de Gersdorf, dans une dépêche datée du mois de mai 1716, affirme que les deux aventuriers « attrapaient des innocents et des fanatiques. » Les *fanatiques*, c'étaient ceux qui confiaient la mission de renverser le pouvoir temporel du pape aux deux généralissimes de la théocratie du verbe incarné ; les *innocents*, c'étaient les spéculateurs qui prêtaient leur argent au *roi de Madagascar*. Innocents et fanatiques devaient être encore assez nombreux; il est certain que dans les premiers mois de l'année 1716 le marquis de Langallerie, jusque-là fort misérable, achète et paye deux frégates, enrôle des matelots, des officiers, se donne un représentant diplomatique à Amsterdam, à Copenhague, devient enfin une sorte de personnage et commence à inquiéter les gouvernements européens. Ses projets d'alliance avec la Turquie ont transpiré ; que tout cela soit redoutable ou non pour le Saint-Siége, Langallerie et Linange sont des fripons, il faut couper court à ces menées ténébreuses. Tels sont les ordres que la chancellerie de Vienne transmet à ses agents d'un bout de l'empire à l'autre, au moment où les deux aventuriers, leurs opérations terminées en Hollande, s'apprêtent à exploiter le nord de l'Allemagne. On les arrête au mois de juin 1716, Langallerie près de Hambourg, Linange sur la frontière hollandaise ; conduits d'étape en étape jus-

qu'à Vienne, ils sont interrogés et jetés en prison. Langallerie avouait hautement son dessein de renverser le Saint Siége avec le secours des Turcs. Le 18 septembre 1717, ayant perdu tout espoir de briser ses fers, il se laissa mourir de faim dans sa prison. Quant au *roi de Madagascar*, il persista du fond de son cachot à poursuivre ses chimères. Un certain comte de Coulange, son agent ou son émule, assiégeait les cours européennes de ses réclamations en faveur du *roi prisonnier*. Il racontait que les flibustiers de Madagascar, au nombre de cent mille environ, avaient choisi pour roi le comte de Linange, et que celui-ci, afin de régulariser la condition de ses sujets, désirait les placer sous le patronage de quelque souverain européen qui leur donnerait des lettres de marque; préservés ainsi de la répression dont les menaçaient les puissances navales, les flibustiers payeraient un tribut à leur protecteur et s'engageraient à n'attaquer jamais que ses ennemis. L'emprisonnement du *roi de Madagascar* dans les cachots du Spielberg faisait donc le plus grand tort à son gouvernement, il importait de lui rendre sa liberté au plus tôt si l'on voulait qu'il pût maintenir l'ordre parmi les flibustiers. Ces audacieuses démarches faillirent lui coûter cher ; on lui fit entendre que, si le jeu se prolongeait, il pourrait bien aller tenir compagnie à son roi dans les casemates. Il prit la fuite, sans renoncer encore à faire des dupes chemin faisant. Un marchand de Francfort lui prêta 25,000 thalers pour le roi de Madagascar ; un certain Lodi fut nommé par lui ministre plénipotentiaire avec une mission spéciale auprès du cabinet de Berlin. Quand ce singulier diplomate présenta ses lettres au ministre prussien, celui-ci lui répondit gravement qu'il lui était impossible d'avoir aucun entretien d'affaires avec le représentant d'un

roi prisonnier. Il ajouta seulement avec bienveillance : « Défiez-vous des fripons. »

De pareilles billevesées n'auraient trompé personne si elles n'avaient eu quelques rapports avec une réalité fort sérieuse. Tout n'était pas imagination et folie dans les proclamations des deux aventuriers français. Il est certain que les pirates de Madagascar jouent un rôle assez important dans les premières années du dix-huitième siècle et qu'il y avait là bien des tentations pour les chercheurs de couronnes. Ces flibustiers, avec leurs millions, étaient traqués partout et demandaient un roi. En 1716, l'année même où le marquis de Langallerie et son complice le *roi de Madagascar* furent jetés en prison, les pirates dont le comte de Linange s'attribuait la souveraineté firent des propositions à Charles XII qui venait de retourner dans ses États après sa longue captivité en Turquie. Nos renseignements des archives de Saxe viennent compléter ici la curieuse narration de l'historien de Charles XII. « Il y avait longtemps, dit Voltaire, que des pirates de toutes nations, et particulièrement des Anglais, ayant fait entre eux une association, infestaient les mers de l'Europe et de l'Amérique. Poursuivis partout sans quartier, ils venaient de se retirer sur les côtes de Madagascar, grande île à l'orient de l'Afrique. C'étaient des hommes désespérés, presque tous connus par des actions auxquelles il ne manquait que de la justice pour être héroïques. Ils cherchaient un prince qui voulût les recevoir sous sa protection ; mais les lois des nations leur fermaient tous les ports du monde. Dès qu'ils surent que Charles XII était retourné en Suède, ils espérèrent que ce prince, passionné pour la guerre, obligé de la faire, et manquant de flottes et de soldats, leur ferait une bonne composition ; ils lui envoyèrent un député qui vint en Europe sur un

vaisseau hollandais, et qui alla proposer au baron de Goertz de les recevoir dans le port de Gottenbourg, où ils offraient de se rendre avec soixante vaisseaux chargés de richesses. Le baron fit agréer au roi la proposition ; on envoya même l'année suivante deux gentilshommes suédois, l'un nommé Cromstrom, et l'autre Mendal, pour consommer la négociation avec ces corsaires de Madagascar. On trouva depuis un secours plus noble et plus important dans le cardinal Albéroni[1].... »

Tous ces détails expliquent les projets de Maurice et nous empêchent d'y voir une simple rêverie. Ce qui avait pu tenter le roi de Suède devait parler bien plus vivement encore à l'imagination d'un héros inoccupé, cherchant un théâtre où déployer son génie. Le vainqueur de Fontenoy était digne d'attacher son nom à l'établissement d'une grande colonie européenne dans l'autre hémisphère. Vingt-six ans plus tard, un autre aventurier de génie, le Hongrois Maurice Beniowski, échappé aux glaces du Kamschatka, accomplira le rêve du maréchal de Saxe, fondera une colonie à Madagascar, commencera la conquête de l'île avec une poignée d'hommes et tombera, les armes à la main, en défendant son œuvre.

1. Voltaire, *Histoire de Charles XII*, livre VIII.

FIN DE L'APPENDICE

TABLE DES MATIÈRES

Pages.

PRÉFACE..... I-VI

LIVRE PREMIER.

L'ENFANCE ET LA JEUNESSE DE MAURICE. — SES PREMIÈRES ARMES SOUS LE COMTE DE SCHULENBOURG. — SON MARIAGE ET SON DIVORCE..... 1-61

I. Philippe de Kœnigsmark et Sophie-Dorothée. — Assassinat de Philippe. — Aurore de Kœnigsmark. — L'électeur de Saxe Frédéric-Auguste. — Naissance de Maurice. — Frédéric-Auguste devient roi de Pologne. — Première éducation de l'enfant. — Charles XII et le roi Auguste. — Souvenirs de Maurice. — Une page de Voltaire confirmée et complétée. — Éducation militaire du jeune homme. — Le comte de Schulenbourg. — Un chapitre des *Mémoires* de Maurice. — Campagne de 1709. — Malplaquet. — Erreurs et emphase de Thomas dans son *Éloge du comte de Saxe*. — La religion du fils d'Aurore de Kœnigsmark. — Belles paroles de Schulenbourg à Maurice. 1

II. Aurore de Kœnigsmark et le budget de Maurice. — Un mariage quasi-royal dans la Saxe du dix-huitième siècle. — Johanna-Victoria de Lœben. — Ses prétendants. — La comtesse de Saxe. — Inaction et désordres du comte de Saxe. — Campagne de Hongrie (1718). — Bataille de Belgrade. — Aurore de Kœnigsmark et sa belle-fille. — Intrigues ténébreuses. — Divorce de Maurice et de Johanna-

Pages.

Victoria (1721). — Maurice chercheur d'aventures, rêveur de race royale. 27

LIVRE DEUXIÈME.

MAURICE DUC DE COURLANDE..... 62-132

I. Arrivée de Maurice à Paris (1721). — Le comte de Saxe et la Régence. — Maurice colonel d'un régiment qu'il façonne à sa guise. — Le chevalier de Folard. — Études et dissipations. — Aventure de la princesse de Conti. — Les chroniqueurs du roi de Pologne. — Mort de Madame, mère du régent (1722). — Ses adieux à Maurice son cousin. — La bible du comte de Saxe. — Inaction et ennui. — Voyage de Maurice à Londres. — Premier appel de la fortune : une couronne en Courlande. 62

II. La Courlande au moyen âge. — Les chevaliers teutoniques. — Fondation du duché de Courlande et de Sémigalle, sous le protectorat de la Pologne. — Dynastie de Gotthard de Kettler. — Extinction prochaine de la race ducale. — Prétendants à la succession de Courlande. — Intrigues. — Les Courlandais font appel à Maurice. — Projets de mariage pour assurer son succès. — La duchesse de Courlande Anna Ivanovna. — Elisabeth, fille de Pierre le Grand. — Le diplomate Lefort. — Embarras et duplicité du roi de Pologne. — Le roi défend à Maurice de partir pour la Courlande. — Rébellion de Maurice. — Il arrive en Courlande (1726). — Maurice de Saxe élu duc de Courlande et de Sémigalle (28 juin). — Lettres de Maurice. — La Russie essaye en vain d'effrayer les Courlandais. — Apparition de Menschikof à Mitau. 81

III. Menschikof et Maurice en présence. — Tragi-comédie. — La légende et la réalité. — Fière attitude de Maurice. — Disparition de Menschikof. — Maurice de Saxe et le prince Dolgorouki. — Encore le diplomate Lefort et ses projets de mariage pour Maurice. — Le cabinet moscovite achètera-t-il à prix d'argent l'appui des hommes d'État moscovites? — Honteuses révélations. — Pensées royales de Maurice de Saxe, duc-élu de Courlande et de Sémigalle. 113

LIVRE TROISIÈME.

DERNIÈRES AVENTURES ET LOISIRS D'UN DUC DÉTRÔNÉ..... 133-200

I. Les aventuriers du dix-huitième siècle. — Un convive oublié du souper de *Candide*. — Maurice attaqué par la Pologne,

Pages.

abandonné par le gouvernement saxon. — La diète de Grodno. — Les Polonais annulent l'élection de Mitau et mettent à prix la tête du comte de Saxe. — Ses préparatifs de défense. — Nouveaux projets de Lefort pour le marier en Russie. — Sophie Carlovna, cousine de l'impératrice Catherine. — *Don Quichotte.* — Protestations des députés de la Courlande contre les décisions des Polonais à Grodno. — Complications. — Mort de Catherine de Russie. — Toute-puissance de Menschikof à Saint-Pétersbourg. — Les Russes en Courlande. — La petite troupe de Maurice. — Résistance impossible; l'honneur est sauf. — Maurice déchu de sa souveraineté (15 septembre 1727). 133

II. Maurice à Paris. — Lefort essaye de relever la fortune de Maurice en le mariant avec la princesse Élisabeth de Russie. — Affliction et mort de la comtesse de Kœnigsmark (1728). — Dissipations et désordres. — Mort d'Adrienne Lecouvreur (1730). — *Les Rêveries* (1732). — Souvenirs et projets. — Plan de campagne contre la Pologne. — Poursuite d'un trône. — Mort du roi Auguste (1733). — Guerre de la succession de Pologne. — Maurice fidèle au drapeau de la France. — Il bat le prince Eugène (mai 1734). — Il est nommé lieutenant-général (août). — Armistice et paix (1735-1736). — Inaction nou elle. — Maurice de Saxe, chroniqueur parisien au service du roi son frère. — Sérieuses études au milieu de ces légèretés. — Préparation des jours de gloire. — L'année 1740, mort de l'empereur Charles VI, *brouillamini général.* 167

LIVRE QUATRIÈME.

PRAGUE ET FONTENOY..... 201-270

I. Les grands jours de Maurice de Saxe. — Guerre de la succession d'Autriche — Regard en arrière : les ancêtres de Maurice sous les drapeaux de la France. — Le vieux Kœnigsmark et Turenne. — Otto-Wilhelm et Charles-Jean de Kœnigsmark dans les armées de Louis XIV. — Maurice de Saxe commande une division de l'armée de Bohême. — Escalade de Prague (25-26 novembre 1741). — Prise d'Egra (avril 1742). — Influence de ces victoires sur l'armée, sur l'esprit même de la France. — Vauvenargues et Voltaire. 201

II. Impéritie des vieux maréchaux. — Désastres de la fin de l'année 1742. — Retraite de Bohême. — Chevert à Prague. — Que fait Maurice de Saxe? — Son voyage à Moscou. — Couronnement de la tsarine Elisabeth. — Le marquis de

Pages.

la Chétardie. — Fêtes moscovites. — Retour à l'armée. — Maurice nommé maréchal de France par l'opinion publique. 223

III. Campagne de 1743. — Maurice, *bouclier de la Haute-Alsace contre le prince Charles.* — Projet de descente en Angleterre. — L'expédition confiée à Maurice de Saxe. — Commission du roi. — Maurice de Saxe et Charles-Edouard. — Dunkerque. — *Les vents ne sont pas jacobites.* — L'entreprise est abandonnée, mais Maurice ne renonce pas au dessein de *faire suer l'Angleterre* (mars 1744). — Le comte de Saxe nommé enfin maréchal de France, quoique protestant (avril 1744). 238

IV. Campagne de 1744. — Le maréchal de Saxe tient en échec les armées d'Angleterre et de Hollande. — Stratégie supérieure. — Maladie de Louis XV à Metz. — L'armée de Maurice. — Mort de l'empereur Charles VII (20 janvier 1745). — La nouvelle campagne. — C'est en vain que nous demandons la paix. — Humiliations et périls. — Cri de douleur jeté par Vauvenargues. — La coalition veut nous écraser. — Le maréchal de Saxe presque mourant. — *Il ne s'agit pas de vivre, mais de partir!* — Fontenoy. — Dispositions du maréchal. — Louis XV sous les ordres de Maurice. — La colonne anglaise. — Victoire. — Lettre du marquis d'Argenson à Voltaire. — Erreur accréditée par l'historien. — La victoire de Fontenoy appartient au maréchal de Saxe et non au duc de Richelieu. — La France sauvée. — Acclamations de Paris. — *Te Deum* à Notre-Dame. — Le *Te Deum* de Voltaire. — *Le Poëme de Fontenoy.* 252

LIVRE CINQUIÈME.

DE FONTENOY A MAESTRICHT. — LA GUERRE ET LA COUR. — DERNIÈRES CAMPAGNES. 271-341

I. Fin de la campagne de 1745. — Prise de Tournay; prise de Gand. — Conquête des Flandres. — Le quartier-général de Maurice. — D'où vient qu'il ne poursuit pas plus longtemps sa marche victorieuse? — Étonnement et murmures. — Le théâtre de Favart. — *La Fée.* — Projets secrets du maréchal. — Siége de Bruxelles (février 1746). — Lettre de Maurice au prince de Kaunitz. — *Les Fourmis.* — Dessin à la plume. — Opérations hardies. — Affaires particulières du maréchal; Chambord et M. de Saumery. — Lettre à M. de Maurepas. — Prise de Bruxelles (20 février). — Retour à Paris. — Triomphe du maréchal couronné à l'Opéra. 271

II. Maurice à Chambord. — Lettres de naturalité. — Cam-

Pages.

pagne de 1746. — Rivalités et jalousies. — Les princes du sang. — Querelle de Maurice de Saxe et du prince de Clermont. — Réconciliation. — Le marquis de Valfons, aide de camp de Maurice, acteur et peintre de cette jolie scène. — Lutte plus sérieuse entre le maréchal de Saxe et le prince de Conti. — Le prince de Conti *autorisé à revenir auprès du roi*. — L'armée du prince de Conti réunie à l'armée du maréchal. — Prise de Namur. — Victoire de Raucoux (11 octobre 1746). 298

III. Querelle du maréchal de Saxe et du comte d'Argenson, ministre de la guerre. — Maurice de Saxe nommé *maréchal-général des camps et armées du roi*. — Nouveau triomphe à l'Opéra. — Lettre de Piron au vainqueur de Raucoux. — La princesse Marie-Josèphe de Saxe, nièce de Maurice, devient dauphine de France. — Fêtes du mariage. — Lettre de Maurice au roi de Pologne. — Campagne de 1747. — Conquête de la Flandre hollandaise. — Victoire de Lawfeld. 312

IV. Cabales de cour, cabales de camp. — Accusations encourues par Maurice. — Pillages de Maurice et de son ami Lœwendal. — La tragédie de *Coriolan*. — Maëstricht. — La paix de 1748. — Lettre du maréchal de Saxe au comte de Maurepas sur les conditions du traité : *Ne rendons rien ou ne rendons guères*. — Maurice sent qu'il va devenir inutile: *les vieux manteaux*.

LIVRE SIXIÈME.

LE SOUVERAIN DE CHAMBORD..... 342-401

I. Le traité d'Aix-la-Chapelle. — Chambord. — Les hôtes du merveilleux château, depuis François Ier jusqu'au vainqueur de Fontenoy. — Maurice réclame les honneurs accordés aux princes de sang royal. — Dangers des passions sans frein chez le héros inoccupé : il s'exposera au ridicule ou sera poussé à des violences coupables. — Mlle Verrières. — Naissance d'Aurore de Saxe, grand'mère de Mme George Sand. — Mlle Verrières et Marmontel. — Colère du maréchal. — Mme Favart. — Violences et perfidies de Maurice de Saxe. — Mensonges de Grimm. — *Manuscrit trouvé à la Bastille en* 1789. — La lutte de Mme Favart et de son mari contre le persécuteur. — La gazelle dans les griffes du lion. — La corruption au dix-huitième siècle. — Fonds de religion et d'honnêteté dans la classe bourgeoise. — Belles paroles de l'abbé Fauchet en 1793. 342

II. Maurice de Saxe à la recherche d'un trône. — Le maréchal

Pages.

de Noailles et ses plans de colonies. — Rêveries de Maurice. — Madagascar. — Le marquis de Langallerie et le comte de Linange. — L'île de Tabago. — Un royaume à établir en Corse, un peuple à créer sur le sol du Nouveau-Monde avec les juifs dispersés dans le monde ancien. — Songes évanouis. — Souveraineté de Chambord. — Les Houlans. — *Je suis roi!* — Réceptions souveraines. — Grands couverts. — Théâtre de cour. — Haute et basse justice. — Le capitaine Babasch. — Visite de Mme de Pompadour à Chambord. — Le roi s'ennuie. — Voyage à Dresde, à Berlin. — Visite à Frédéric le Grand. — Retour à Chambord. — M. de Valfons. — Accouchement de la dauphine. — Lettre de Maurice de Saxe au roi son frère. — Singulières commissions dont un roi de Pologne, au dix-huitième siècle, pouvait charger un maréchal de France. — *Le vieux charretier.* 371

III. Dernières occupations de Maurice de Saxe. — Sa mort. — A-t-il été frappé en duel par le prince de Conti dans le bois de Chambord? — Rumeur publique niée par le marquis d'Argenson. — Tradition conservée jusqu'à nos jours. — Le témoignage du vieux valet de chambre. — Lœwendal au lit de mort de Maurice. — Sénac. — *La vie n'est qu'un songe!* — La mort insouciante de Maurice de Saxe et la mort chrétienne de son maître, le comte de Schulenbourg. — Grandes qualités de Maurice de Saxe : l'humanité. — Il est pleuré du peuple et du soldat. — Ardeur, activité, enthousiasme héroïque. — L'idéal de l'homme : *En avant!* 390

APPENDICE.

I. L'orthographe de Maurice de Saxe. 403

II. Lettres de Maurice de Saxe à sa sœur la princesse de Holstein. 407

III. Protestation de Grimm contre les erreurs de Voltaire au sujet de la bataille de Fontenoy. 413

IV. Le marquis de Langallerie et le comte de Linange, *roi de Madagascar.* 416

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES

7972. — IMPRIMERIE GÉNÉRALE DE CH. LAHURE
Rue de Fleurus, 9, à Paris